

# LA VERITE

Organe du Comité Central  
de l'Organisation Communiste Internationaliste.  
(pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.)



■ Stéphane JUST  
« C'est au tour de la France. »

---

■ La résolution adoptée par le XXI<sup>e</sup>  
Congrès de l'OCI.

## LE MOMENT PRESENT ET LES TA- CHES DE L'OCI.

---

■ Michel LANDRON  
Enseignement : un an de combat politique de  
l'OCI.

■ Etienne LAURENT  
Les dernières convulsions du franquisme.

■ Robert CLEMENT  
Andreotti-Berlinguer face à la révolution mon-  
tante.

■ César CORTE  
Les fronts populaires contre la révolution.  
2<sup>e</sup> partie : Du millerandisme au Front populaire.

Juin 1977 Prix 8 F

N<sup>o</sup> 577

*« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.*

*Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »*

Léon TROTSKY.



# LA VERITE

Organe du Comité Central  
de l'Organisation Communiste Internationaliste.  
(pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.)

**Numéro 577 - Juin 1977**

## SOMMAIRE

■ Stéphane JUST  
« C'est au tour de la France. »

---

■ La résolution adoptée par le XXI<sup>e</sup> Congrès de l'OCI.

**LE MOMENT PRESENT ET LES TACHES DE L'OCI.**

---

■ Michel LANDRON  
Enseignement : un an de combat politique de l'OCI.

■ Etienne LAURENT  
Les dernières convulsions du franquisme

■ Robert CLEMENT  
Andreotti-Berlinguer face à la révolution montante.

■ César CORTE  
Les fronts populaires contre la révolution.  
2<sup>e</sup> partie : Du millerandisme au front populaire.

Le prochain numéro de « La Vérité », daté du mois d'octobre 1977, sera mis en vente le lundi 26 septembre 1977.



# LA VERITE

Journal de la Ligue pour la Vérité  
1000 Avenue de la Vérité, Montréal, Québec H3G 2E1  
Téléphone: (514) 392-1111

Numéro 577 - Juin 1977

## SOMMAIRE

Le rôle de la Ligue pour la Vérité  
dans la recherche de la vérité

Le rôle de la Ligue pour la Vérité  
dans la recherche de la vérité

LE MOMENT PRÉSENT ET LES FAITS  
DE 1968

Le rôle de la Ligue pour la Vérité  
dans la recherche de la vérité

Le rôle de la Ligue pour la Vérité  
dans la recherche de la vérité

Le rôle de la Ligue pour la Vérité  
dans la recherche de la vérité

Le rôle de la Ligue pour la Vérité  
dans la recherche de la vérité

Le rôle de la Ligue pour la Vérité  
dans la recherche de la vérité



LA CRISE POLITIQUE  
DE LA BOURGEOISIE FRANÇAISE  
VA ABOUTIR  
A L'OUVERTURE  
DE LA CRISE REVOLUTIONNAIRE

# "c'est au tour de la France"

par Stéphane JUST

*« La Vérité » publie en ce numéro la résolution complémentaire au projet de résolution politique, intitulée « LE MOMENT PRESENT ET LES TACHES DE L'OCI », que le XXI<sup>e</sup> Congrès de l'OCI, qui s'est tenu du 8 au 11 avril, a votée. Le rapporteur, introduisant la discussion politique, a commencé son rapport en ces termes :*

*« Notre XXI<sup>e</sup> Congrès se tient au lendemain d'importantes échéances politiques et à la veille de plus grandes encore : celles où la crise politique de la bourgeoisie française va aboutir à l'ouverture de la crise révolutionnaire en France. »*

Quelques semaines après les journées de février 1934, Trotsky écrivait : « C'est au tour de la France. » Le 6 février, c'était l'émeute fasciste ; le 12 février, c'était la riposte de la classe ouvrière au cours de la grève générale de 24 heures. D'un côté, en faisant agir les Liges fascistes, le capital financier les utilisait ainsi qu'un instrument de sa politique. Eventuellement, il leur ouvrirait les voies du pouvoir. De l'autre la classe ouvrière, les militants des organisations ouvrières imposaient aux dirigeants de la CGT et de la CGTU de donner parallèlement l'ordre de grève générale de 24 heures. Au cours de la manifestation du 12, cours de Vincennes, ils réalisaient le front uni-

que ouvrier en fusionnant les deux cortèges aux cris de « Unité », adressés tant aux dirigeants de la CGT et de la CGTU que de la SFIO et du PCF.

C'était au tour de la France : la lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie ne pouvait aboutir en des délais relativement courts que sur la victoire de la révolution ou de la contre-révolution. Mais cette formule, « c'est au tour de la France », signifiait qu'après une série de défaites subies par les prolétariats d'Europe depuis 1918, dont celle du prolétariat allemand écrasé depuis 1933 sous la botte hitlérienne, une dernière et décisive bataille de classe allait se dérouler en France : d'elle dépendait, soit une nouvelle flam-



bée de la révolution prolétarienne en Europe, soit l'écrasement du prolétariat européen, le fascisme et la guerre.

Conjointement à la défaite de la révolution espagnole, celle du prolétariat français en 1938, scellait toute une période historique.

## dans une nouvelle période de la révolution prolétarienne

Aux lendemains des élections municipales qui viennent d'avoir lieu, on est tenté de reprendre l'expression de Trotsky : « C'est au tour de la France. » En effet, il ne fait aucun doute que la phase finale de l'agonie de la V<sup>e</sup> République est engagée, que la crise révolutionnaire va s'ouvrir. Il importe cependant de considérer les différences radicales qui existent entre la situation de 1934 et celle de 1977. En 1934, c'était le crépuscule d'une période de la révolution prolétarienne. En 1977, nous sommes dans une nouvelle période de la révolution prolétarienne en Europe et dans le monde.

« C'est au tour de la France » : après la retentissante défaite de l'impérialisme américain au Vietnam, l'échec de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire qu'elle a signifié, dont les conséquences sont loin d'être épuisées ; après que se soit ouverte la révolution prolétarienne au Portugal ; après l'effondrement du régime des colonels...

« C'est au tour de la France » : alors qu'en Italie, les masses commencent à submerger les digues de la coalition Andreotti-Berlinguer dressée contre l'avance d'une crise révolutionnaire ; alors que l'Etat franquiste vacille et est à la limite de l'effondrement, qu'une nouvelle révolution prolétarienne est inévitable.

« C'est au tour de la France » : alors que le vieil impérialisme britannique subit une crise irrémédiable ; alors qu'en Allemagne, le plus

puissant capitalisme européen chargé d'un poids qu'il ne peut soutenir — maintenir à flot le capitalisme en Europe —, s'essouffle, et que, surtout, contre le capital et le stalinisme, la classe ouvrière perçoit qu'il existe une issue : l'unité du peuple allemand, de la classe ouvrière allemande pour le socialisme.

« C'est au tour de la France » : alors qu'en Europe de l'Est, le feu de la révolution politique couve sous la cendre bureaucratique : de la Pologne à l'URSS.

« C'est au tour de la France » : au début d'une période de révolutions en Europe, au commencement de la révolution prolétarienne européenne à laquelle la révolution française donnera une puissante impulsion, toute son ampleur, sa profondeur, sa grandeur historique.

### L'IMPERIALISME US A L'ŒUVRE

La nouvelle administration que Carter vient de mettre en place a affirmé, au cours de ces dernières semaines, la politique mondiale du chef de file de l'impérialisme, l'impérialisme US : son instrument reste la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire consolidée et élargie ; son axe est la prééminence des intérêts particuliers du capital américain, prééminence tempérée en fonction des exigences de la lutte contre la révolu-



tion prolétarienne, au moins dans la mesure du possible.

Un de ses principaux objectifs est d'aboutir à ce que la deuxième session de la « Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe » qui se tiendra au mois de juin à Belgrade, la première s'étant tenue à Helsinki fin juillet 1975, entérine de nouvelles concessions de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites à l'impérialisme, qu'elle entrouvre plus largement les portes de l'URSS et de l'Europe de l'Est à la pénétration des marchandises et des capitaux. Carter utilise tous les moyens. Le dernier numéro de « La Vérité » a souligné comment, avec des complications multiples, au nom des « droits de l'homme », l'impérialisme US faisait pression sur la bureaucratie du Kremlin pour que la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire soit plus étroitement soudée et alignée, non seulement en fonction des intérêts du capital en Europe de l'Ouest, mais aussi en Europe de l'Est et en URSS.

La pression de l'impérialisme US s'exerce d'une autre façon, infiniment plus brutale. Vance, nouveau secrétaire d'Etat, est allé à Moscou au mois de mars discuter de nouveaux accords dont le but affirmé serait la limitation des armements dits stratégiques. Il a proposé que l'on entérine de nouvelles concessions de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites à l'impérialisme, qu'elles entrouvrent plus largement les portes de l'Europe de l'Est et de l'URSS à la pénétration des marchandises et des capitaux.

Selon l'accord que Ford et Brejnev avaient conclu à Vladivostok, les USA et l'URSS ne doivent pas posséder plus de 2 400 engins intercontinentaux. Vance a proposé que, si ce plafond est maintenu, les Américains puissent produire autant qu'ils le veulent de missiles « Cruise » et l'URSS de bombardiers « Backfire ». Par contre, si ce plafond est abaissé, alors les « Cruise » pourront être

comptabilisés dans ce nombre, mais les bombardiers « Backfire » ne devront pas avoir la possibilité de renforcer leur rayon d'action par l'adjonction d'une flotte de ravitailleurs en vol. Dans le premier cas, la supériorité américaine — qui, pour la qualité des engins, est certaine — était encore renforcée. Dans le second cas également, puisque les « cruisers » étaient intégrés à leur panoplie...

A la vérité, il s'agissait d'une pure manœuvre. Elle a déclenché une crise à l'intérieur des cercles dirigeants du Kremlin qui ne pouvaient accepter... et qui ne peuvent pas non plus poursuivre la course aux armements. En outre, la question des contrôles qui fourniraient les moyens aux observateurs US de pénétrer dans les usines et dans les arsenaux de l'URSS demeurent une exigence de l'impérialisme américain que le Kremlin peut difficilement satisfaire. Dès lors, le pacifiste Carter a décidé de produire en grande quantité les « cruisers », de mettre, de plus, au point des missiles plus puissants que ceux de l'URSS, ainsi qu'un nouveau bombardier stratégique. L'impérialisme US fait ainsi d'une pierre deux coups : nouveau marché d'armement qui soutient la conjoncture américaine ; accentuation de la pression sur la bureaucratie du Kremlin.

---

## LA CATASTROPHE EST INELUCTABLE

---

Ce n'est pas que sur le Kremlin que la pression de l'impérialisme s'accroît. La « relance » aux USA reste extrêmement difficile et précaire. Tout effort en ce sens entraîne d'énormes déficits budgétaires et Carter a renoncé à des dégrèvements fiscaux qui devaient encourager les entreprises à investir, comme à la ristourne de 50 dollars dont devait bénéficier chaque contribuable en



1977. Il espère ainsi ramener le déficit budgétaire de 70 milliards de dollars à 57. Une grande partie de la capacité de production, 20 % selon l'AFL-CIO, n'est pas utilisée et la stimulation prévue risque de ne rien stimuler du tout. Problème tout aussi difficile à résoudre : tout accroissement de l'activité économique aux USA entraîne désormais un déficit considérable de la balance commerciale. Selon les prévisions, il atteindrait 23,7 milliards de dollars en 1977, soit quatre fois plus qu'en 1976 et trois fois plus que le précédent record en 1972, 7 milliards de dollars. Ce n'est qu'en 1974 que la balance commerciale a été équilibrée et même positive, au moment le plus profond de la « dépression ». Ces faits sont d'une extrême importance : dans les conditions actuelles, l'Etat bourgeois US, son système monétaire et de crédit servent de locomotive à la « relance » internationale. L'impérialisme US tend à mettre fin à cela. Dresser des barrières douanières est un des moyens pour y parvenir, mais un moyen dangereux qui peut, en s'étendant en chaîne aux grandes puissances impérialistes, accélérer la marche à la dislocation du marché mondial. La méthode que veut imposer l'impérialisme US est différente : les autres Etats bourgeois, leur système monétaire et de crédit doivent également participer à la « relance ».

L'Allemagne fédérale est particulièrement invitée à agir ainsi, notamment par rapport à l'Europe de l'Ouest. Déjà, ce sont des milliards et des milliards de deutschmarks que le capital allemand a prêté, sous une forme ou sous une autre, aux puissances capitalistes les plus profondément en crise en Europe, et également aux USA. La pression américaine n'a pas été étrangère à la décision de Bonn de lancer un programme exceptionnel d'investissements publics, atteignant 16 milliards de deutschmarks en quatre ans. Mais le capitalisme allemand est obligé d'avoir en ce domaine une politique

modérée : le capitalisme américain dispose, lui, d'un immense marché intérieur, base de sa puissance mondiale ; le capitalisme allemand dépend entièrement du marché mondial, de la division internationale du travail, et doit absolument garder sa compétitivité, limiter la hausse des prix.

Eviter l'effondrement des échanges internationaux, la dislocation de la division internationale, est actuellement une exigence économique mais plus encore une impérieuse nécessité politique. La détérioration des rapports économiques, la crise rampante et endémique alimentent déjà les processus qui conduisent à la révolution prolétarienne ; la crise aiguë les précipiterait. Alors, une fois encore, les pays capitalistes dominants vont avoir recours à la méthode qu'ils utilisent depuis plusieurs années : la création de ce qu'il est convenu d'appeler « de nouvelles liquidités internationales » par le Fonds monétaire international. Selon la Morgan Guaranty Trust Company, les pays ayant d'importants déficits de leur balance des comptes en ont financé une partie en contractant des emprunts auprès des « grandes banques » US en 1976 : 58,5 milliards de dollars, dont 39,9 milliards accordés aux pays industrialisés.

Les banques américaines et leurs succursales utilisent les fonds que déposent les pays producteurs de pétrole dont les balances sont positives. C'est un exercice de haute école très dangereux. Il s'agirait d'obtenir de ces pays qu'ils acceptent de verser une importante contribution au FMI qui permettrait de créer pour 14 milliards de DTS (16 milliards de dollars) dont la moitié serait souscrits en dollars par ces pays et l'autre par les USA, le Japon, l'Allemagne fédérale. En plus, chaque pays augmenterait sa quote-part en monnaie du pays au FMI. Ainsi, le FMI serait en mesure d'accorder des prêts à cinq ans au taux du marché aux pays dont les balances sont déficitaires. La liquidation des réserves



d'or du FMI a rapidement épuisé ces possibilités : après avoir poussé jusqu'aux environs de 100 dollars, l'once d'or atteint actuellement 150 dollars. Ces pratiques économico-financières démontrent à quel degré de décomposition en est l'ensemble du système capitaliste et combien il s'accroît encore. La fuite en avant ne cesse de s'accélérer. La catastrophe est inéluctable.

### L'IMPERIALISME US ET LE VIETNAM

L'impérialisme US revient toujours à des constantes. Deux ans après sa ratatissante défaite au Vietnam, il veut ouvrir une voie de pénétration à ses marchandises et à ses capitaux en ce pays. Comme bien souvent, « l'humanisme » est la couverture du « business ».

Après les accords de Paris en 1973, s'engageaient des conversations entre lui et le gouvernement de la R.D.V., en vue d'une « aide américaine pour la reconstruction du Vietnam ». Elles n'ont pas abouti. Ensuite, les accords de Paris se sont effondrés. Depuis plusieurs mois, les contacts sont renoués. Plusieurs délégations américaines ont séjourné au Vietnam, à Hanoï. Et ce n'est certes pas une coïncidence si le gouvernement du Vietnam vient de publier un code des investissements étrangers. Le capital étranger pourra participer en commun avec l'Etat du Vietnam à la création de sociétés mixtes. Il pourra détenir entre 30 et 49 % du capital de ces sociétés. Les marchandises produites seront partagées selon une proportion fixée à l'avance. La part réservée à la partie étrangère ne sera pas vendue au Vietnam, sauf dans la mesure où le gouvernement du Vietnam le désirerait ; les capitaux investis bénéficieront des garanties et avantages suivants : au cas où il s'agira de sociétés produisant pour l'exportation, garantie d'une activité minimum de

dix à quinze ans ; au cas de nationalisation, rachat du capital investi remboursé en monnaie des investisseurs ; possibilité de rapatrier chaque année les bénéfices nets jusqu'à concurrence de 25 % du capital investi, ainsi que des fonds récupérés en cas de cession des parts étrangères à l'Etat vietnamien ou de dissolution de la société.

Le gouvernement du Vietnam vient d'adresser une demande de crédits à la Banque asiatique de développement. En avril 1965, alors qu'il accentuait l'intervention américaine au Vietnam, Johnson prononçait à Baltimore un discours célèbre, affirmant :

« La première chose que les pays du Sud-Est doivent faire, c'est de s'associer à un très vaste effort de coopération pour leur développement. Nous voulons espérer que le Vietnam du Nord jouera son rôle dans cet effort commun, dès que la coopération pacifique sera possible... Je vais demander au Congrès de voter des crédits d'un milliard de dollars pour participer à cet effort dès qu'il aura été mis en œuvre. Et j'espère que tous les autres pays industrialisés — y compris l'Union soviétique — se joindront à cet effort visant à substituer l'espoir au désespoir et le progrès à la terreur. »

Le vieux projet de mise en valeur de la vallée du Mekong, qui exigerait l'investissement de milliards de dollars, ressurgit. Au Vietnam, la voie de la pénétration du capital, deux ans après l'effondrement des accords de Paris, s'ouvrirait-elle ?

L'impérialisme, chassé par la porte, pénétrerait-il à nouveau, cette fois, par la fenêtre ? Ce ne pourrait être là qu'une première étape menaçante pour la Chine ; ce serait un exemple des voies de pénétration que marchandises et capitaux peuvent utiliser pour pénétrer en Europe de l'Est et en URSS. Mais il est impossible que, même au Vietnam, et à plus



forte raison en Chine, en Europe de l'Est, en URSS, le capital puisse reprendre pied et se réinvestir dans le pays, sans de gigantesques bouleversements sociaux et luttes des classes.

Il n'en demeure pas moins que l'orientation prise par le gouvernement de la RDV et le PCV est significative : ils essaient de dénouer les fantastiques difficultés qui les assaillent deux ans après une guerre révolutionnaire de trente ans, en se tournant vers le capital, vers l'impérialisme et non vers le prolétariat mondial, vers la révolution. Qu'il s'efforce de négocier des accords économiques avec les pays capitalistes économiquement développés est compréhensible et normal. Mais il s'agit de beaucoup plus que de cela : le code des investissements est inséparable de la politique de coexistence pacifique qui ne peut être que l'insertion au sein de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire, comme le fait Castro de son côté.

---

### UN VOYAGE OPPORTUN

---

Assurément, l'impérialisme français est intéressé au code des investissements, s'il peut obtenir quelques miettes de ce gâteau. Du côté du gouvernement de la RDV, les difficultés économiques sont si considérables que l'apport de capitaux français au Vietnam n'est pas négligeable.

Mais le prix politique doit en être immédiatement acquitté : la venue en France de Pham Van Dong coïncide très étroitement avec la phase finale de l'agonie de la V<sup>e</sup> République ; elle cautionne ce régime agonisant. A Giscard d'Estaing qui évoque la nécessité de restaurer en Asie du Sud-Est un climat de sécurité et de confiance, Pham Van Dong fait écho :

« De cette amitié qui se retrouve et qui, par là, peut être plus précieuse et plus belle, je

voudrais évoquer quelques souvenirs. Tout le monde sait que, dès les premiers jours de la fondation de la République démocratique au Vietnam et sous la direction du Président Ho Chi minh, nous avons poursuivi inlassablement une politique d'amitié avec la France. En dépit des difficultés et obstacles bien connus, nous étions convaincus que cette politique était la bonne et je suis heureux de constater que l'histoire nous a donné raison. »

Rappelons que cette politique consistait à intégrer le Vietnam à l'intérieur de « l'Union française », nouvelle appellation donnée au lendemain de la seconde guerre mondiale à l'empire français. Derrière cette couverture, se préparait l'agression qui allait être le point de départ de la première guerre du Vietnam : les troupes françaises chassant le gouvernement vietnamien de Hanoi après avoir réoccupé la Cochinchine, débarqué à Haiphong et pénétré à Hanoi. Bien sûr il n'est pas question d'en revenir là. Mais Pham Van Dong affirme ainsi qu'il entend empêcher — autant qu'il est en son pouvoir —, que la défaite de l'impérialisme US ne mine l'ordre existant au Sud-Est asiatique et en Asie en général, qu'il veut que le capital puisse, au Vietnam même, réaliser de « fructueuses » opérations. Il reprend, en des conditions extrêmement différentes il est vrai, la ligne de la coexistence et de la coopération avec l'impérialisme qui, en 1945-1946, amenait Ho Chi Minh à accepter le carcan de « l'Union française ».

Cependant Pham Van Dong va plus loin, il affirme :

« Je suis convaincu que les rapports d'amitié et de coopération entre nos deux gouvernements et nos deux peuples continueront à se développer favorablement. »

C'est le soutien ouvert, déclaré, au gouvernement Giscard-Barre, le sou-



tien du gouvernement auréolé du prestige politique de la guerre révolutionnaire victorieuse contre l'impérialisme au régime de la V<sup>e</sup> République en faillite. Ainsi se comprend la vaste réception qui a eu lieu à l'ambassade du Vietnam, où se cotoyaient les élites de la V<sup>e</sup> République, le général Bigeard, les représentants du PS, Georges Marchais, sans oublier les représentants de la LCR. Touchante manifestation d'unanimité et d'union nationale française sous le haut patronage du gouvernement de la RDV...

L'effondrement de la V<sup>e</sup> République et l'ouverture de la crise révolutionnaire sont les deux faces d'une même médaille. Que les digues qui contiennent les masses se rompent en

Espagne, en Italie, en France, et le flot de la révolution déferle sur l'Europe. Il faut donc les étayer par tous les moyens. L'impérialisme US le sait. Deux émissaires de l'ambassade américaine ne se sont-ils pas rendus, avant les élections municipales, au siège du PCF, discuter avec les dirigeants de ce parti de cette situation ?

Le renfort du gouvernement de la RDV n'est pas décisif, il n'est pas non plus à négliger. Qu'il apporte son soutien au gouvernement Giscard-Barre à la dérive et qui a besoin de n'importe quel ballon d'oxygène est une excellente ouverture aux discussions pour obtenir des crédits. La Sainte-Alliance contre-révolutionnaire s'élargit.

---

## “ le bouleversement ”

---

Bien que l'article qu'il publiait ait été écrit entre les deux tours des élections municipales, le dernier numéro de « La Vérité » a établi un bilan politique des résultats qui, depuis, a été entièrement confirmé. C'est une défaite écrasante pour la V<sup>e</sup> République, ses institutions, ses partis, son gouvernement. Ce n'est pas une victoire de l'Union de la gauche. Il faut un vainqueur, ce doit être le prolétariat.

Les événements et les prises de positions confirment totalement la première formule. Giscard d'Estaing l'a reconnu lui-même dans son allocution du 28 mars :

« Vous venez d'élire vos conseillers municipaux. En même temps, vous avez envoyé un message à ceux qui vous gouvernent. Ce message, je l'ai reçu. Voici comment je le comprends...

« ...Les Français veulent le changement. Je l'ai conduit avec

détermination, mais chacun et chacune d'entre vous a pu constater la force de résistance dans les structures, dans les mentalités et dans les privilèges. Mais les Français se disent : *« Puisque le changement est si difficile, puisqu'il rencontre tant d'obstacles, allons plus loin, choisissons l'opposition... Si nous ne réunissons pas le changement, alors tant pis ! Risquons le bouleversement ! »*

Ainsi justifie-t-il la démission du premier gouvernement Barre et la formation du second. Le premier gouvernement Barre tentait de limiter les conséquences de l'éclatement du gouvernement Giscard-Chirac ; le second consacre les déchirements de la soi-disant majorité parlementaire. Pour garder l'équilibre, non seulement Giscard d'Estaing a dû se séparer de ministres représentatifs du RPR, mais également de ceux représentatifs des Républicains indépendants, et des centristes. Guichard s'en allant, Giscard a dû se séparer



dé Poniatowski et de Lecanuet. Le bonapartisme est réduit à sa plus simple expression : Giscard soi-même.

## LA REACTION DU RPR

La réaction du RPR ne s'est pas faite attendre. Jacques Chirac, au cours d'une interview donnée à Europe n° 1, le 3 avril, ne mâchait pas ses mots :

« Je ne vois pas très bien où l'on veut en venir en enfermant les partis et les mouvements politiques de la majorité dans une sorte de ghetto politique, en déclarant qu'il doit y avoir une séparation complète entre l'action gouvernementale et l'action des partis politiques... il ne faudrait pas que l'on imagine ou que l'on compte mettre (les gaullistes), en quelque sorte, au coin avec une sucette. »

Il portait une estimation lucide de ce qui est à l'origine des déchirements des partis de la V<sup>e</sup> République et annonçait son inévitable effondrement, la dislocation de ses institutions :

« L'arrivée d'un gouvernement de gauche dirigé par M. Mitterrand provoquera forcément la libération d'un certain nombre de tensions, l'exaspération d'un certain nombre d'espoirs, qui seront d'ailleurs d'autant plus difficiles à satisfaire que la situation économique sera forcément mauvaise, et la situation financière également, et rendue mauvaise, d'une part, par la conjoncture actuelle, d'autre part, et surtout, par les conséquences, notamment en matière de capitaux, que ne manquera pas d'avoir cette arrivée. »

« C'est la raison pour laquelle il y aura forcément un mouvement, qui n'aura rien de révolutionnaire, mais qui manifesterà très clairement l'impossibilité pour le chef de l'Etat —

c'est mon avis, c'est ma conviction, — de rester aux affaires. Nous nous trouverons donc en face d'un changement total de nos institutions, avec la nécessité pour M. Mitterrand de prendre des mesures extrêmement fermes pour tenir une situation qui sera très difficile. (...) »

Il ajoutait :

« Je crois que c'est la bataille de la dernière chance pour une société libérale. Après, nous passons à une société d'un autre type, à une société socialiste. »

Laissons de côté la question de savoir si la venue au pouvoir d'un gouvernement « d'Union de la gauche » équivaut à s'engager sur la construction d'une société socialiste. Constatons seulement que Giscard et Chirac ont un diagnostic commun quant au fond : le bouleversement... un puissant mouvement des masses se prépare. De là leurs divergences qui se transforment en une sordide bataille car ni l'un ni l'autre n'ont les moyens politiques d'éviter cette échéance ; la division naît de l'impuissance et la renforce.

Ce n'est plus seulement « Informations ouvrières » qui titre : « La France bascule », « déliquescence ». Toute la presse s'en fait l'écho ; Pierre Viansson-Ponté titre ses articles du « Monde » en parodiant « Informations ouvrières » : « la débandade », « crépuscule ».

## LE GOUVERNEMENT BARRE (BIS)

En effet, c'est la « déliquescence », la « débandade », le « crépuscule ». L'une des indications les plus sûres, c'est évidemment l'attitude de la classe dominante vis-à-vis d'un gouvernement qui reste son gouvernement. La situation économique en France



ne cesse de se dégrader, la hausse des prix se poursuit, le chômage croît, la balance commerciale est toujours déséquilibrée. Et surtout, non seulement les investissements ne se développent pas, mais la fuite des capitaux prend des proportions de plus en plus considérables. Les capitaux étrangers se désinvestissent, les capitaux français fuient à l'étranger.

La Bourse ne joue certes plus le rôle qu'elle jouait au siècle dernier. Elle reste pourtant un indicateur. Le cours des valeurs françaises, qui ne cessait de baisser depuis des mois, s'est effondré au lendemain des élections municipales. Pendant la première semaine de mai, l'indice de la Chambre des agents de change a indiqué que la cote est descendue en dessous de son plus bas niveau historique depuis 1961. La cause en est avant tout politique : l'anarchie du mode de production capitaliste s'exprime ici, tout ce qui est capital liquide fuit un pays où la crise politique du régime se conjugue à la marche à la crise révolutionnaire. La bourgeoisie précipite ainsi l'entrelacement de la crise de tous les rapports bourgeois, économiques, sociaux, politiques.

Fait tout aussi important, le gouvernement est au sommet de l'appareil d'Etat, à cheval dessus. Mais plus sa base se rétrécit, moins il est capable de le faire fonctionner et plus l'anarchie, les contradictions s'y développent. Une grande partie des rouages de cet appareil d'Etat sont aux mains du RPR. Il les utilise selon sa ligne et pour ses besoins. D'autres rouages sont contrôlés par les RI et les centristes dont les dirigeants principaux ont été exclus du nouveau gouvernement et qui agissent très souvent contradictoirement à celui-ci.

En même temps

« (la) haute administration cherche fiévreusement l'absolution, l'oreille et l'aman auprès

de la gauche, quand elle ne se partage pas déjà entre le pouvoir d'aujourd'hui, qu'elle sert le jour en maugréant pour le trahir allégrement le soir, et le pouvoir de demain qu'elle ne désespère pas d'aider, de guider, voire — qui sait ? — d'inspirer un jour. Et qui a si grand peur de se compromettre que la formation des cabinets ministériels n'a jamais été aussi lente et malaisée, les énarques, juristes, comptables, conseillers et inspecteurs des grands corps se dérobaient et se refusant à plaisir lorsqu'ils sont pressés d'occuper les mêmes postes qu'ils étaient si ardents à briguer il y a peu de temps encore. »

comme l'écrit Pierre Viansson-Ponté dans « Le Monde » du 30 avril.

La tâche que Giscard d'Estaing a fixée au gouvernement Barre (bis) n'en est pas moins de « gagner la bataille des élections ». Pour ce faire, dit-il :

« J'assignerai à ce gouvernement deux tâches : d'abord poursuivre le redressement économique en cours. Ce redressement est vital pour la France et pour les Français... Ensuite présenter un programme d'action constituant un plan de douze mois, assorti d'objectifs précis. »

Ne revenons pas sur « le redressement économique ». Quant à la continuité du plan Barre, elle n'existe que dans les discours du président de la République et de son Premier ministre. Ce sont au moins 24 milliards de francs de crédits inflationnistes qui seront nécessaires pour appliquer les mesures prises au cours des quelques semaines qui se sont écoulées depuis les élections municipales : 10 milliards de francs à l'économie, 12 milliards d'autorisation de programme au profit du patronat de la sidérurgie, auxquels s'ajouteront les 4 milliards du plan Barre bis.

La totale impuissance politique du gouvernement Giscard-Barre (bis) im-



prègne et domine toutes les données de la situation et s'exprime dans celles-ci. Quel jeu politique incroyable se déroule au sein de la « majorité » parlementaire, entre le gouvernement et les groupes politiques de la V<sup>e</sup> République !...

---

## MANŒUVRES ET PUGILAT

---

L'intérêt de la bourgeoisie, comme classe, serait qu'il n'y ait pas de rupture de continuité, que des transitions soient trouvées entre le régime politique actuel et un certain renouveau du parlementarisme. Longtemps, Giscard d'Estaing a poursuivi cette politique dite d'ouverture à gauche. Apparemment il maintient cette orientation, mais elle implique une condition nécessaire, bien que non suffisante : que l'Assemblée nationale actuelle aille jusqu'au terme de son mandat. La dissolution romprait la continuité. Entre les différents groupes de la « majorité » parlementaire et le gouvernement, c'est une partie de cache-cache qui s'est engagée : qui va endosser la responsabilité de provoquer la dissolution de cette Assemblée nationale, comment se défilent et rejeter la responsabilité de l'impasse politique sur les uns ou les autres ?

Giscard d'Estaing a entrepris de manœuvrer au cours de son allocution du 28 mars :

« Pour clarifier la situation politique et pour que chacun prenne ses responsabilités, j'inviterai le gouvernement à présenter ce plan de douze mois au Parlement, qui se prononcera par un vote de confiance à l'Assemblée nationale et au Sénat. »

En clair, ou le RPR endosse la responsabilité de ma politique, ou bien il prendra celle de rompre ouvertement, en votant contre, et il en supportera les conséquences.

De notoriété publique au cours du CC du RPR, une partie des diri-

geants étaient partisans de voter contre le gouvernement. Chirac s'y est opposé. Il estime que le RPR doit manœuvrer pour éviter d'endosser la responsabilité de la dissolution. Mais l'orage a failli éclater au cours du débat. De toute évidence le discours réquisitoire de Michel Debré pendant le débat sur le plan Barre (bis) était une provocation :

« La majorité ne doutera plus d'elle-même dès l'instant où elle ne doutera plus de son commandement. Aux élections municipales, elle a été unie (sic). Elle le serait encore si le gouvernement la menait au combat au lieu d'embrouiller les cartes et d'embrouiller les esprits. Ce débat est terminé avant même d'être achevé ; c'est qu'il n'a pas été ce qu'il aurait dû être. Tirez-en les conclusions que vous voudrez. Sachez qu'un grand nombre d'entre nous attend une volonté politique de vaincre. Cette volonté ne pourra animer l'esprit de la troupe que si elle inspire d'abord l'esprit de ses chefs et éclaire leur action. »

Le lendemain, Barre répondait :

« Comment voulez-vous que (le gouvernement) puisse conduire les affaires si la confiance lui est d'avance découpée en rondelles. Veut-on, jour après jour, battre en brèche son autorité, la soumettre aux pressions ? A entendre certaines interventions, j'en ai le sentiment. Or, cela, un gouvernement de la V<sup>e</sup> République ne peut l'accepter. La confiance ne se marchande pas ; elle se donne ou elle se refuse. »

Une heure plus tard, Yves Guéna, au nom du RPR, en rajoutait :

« Il ne faut pas démobiliser l'opinion, ce qui est faire le jeu de nos adversaires... On ne peut se battre de tout son cœur quand on imagine avant la ba-



taille comment on négociera en cas de défaite.»

Mais, au cours de la suspension de séance, Chirac avait mis en garde : le RPR ne doit pas prendre la responsabilité de mettre en minorité le gouvernement. C'est ainsi que le RPR a voté pour le gouvernement sans lui faire « confiance ».

---

### L'INTERVIEW DE GISCARD A « L'EXPRESS »

---

Rien cependant n'est réglé. La partie de poker continue. C'est Giscard lui-même qui relance. Dans l'interview qu'il a donnée à « l'Express » du 9 mai, que dit-il ?

L'immobilisme ? C'est le RPR.

« L'opposition a réuni lors de ces élections (cantonales) aux alentours de 53, 54 % des voix... Constatant cet échec, la majorité, au lieu de se dire : il faut accentuer notre effort pour gagner du terrain, s'est dit : il faut nous replier en hâte sur nos positions. Et c'est ce qui s'est passé en 1976. Elle a à la fois répudié la voie réformatrice et elle a conclu : il faut durcir notre combat et défendre âprement un certain nombre de propositions traditionnelles. »

« Les calomnieurs perfides » ? Ils sont au RPR.

« C'est également où a commencé la campagne contre le président de la République. Campagne évidemment orchestrée et qui avait pour but d'affaiblir ma position. »

Ensuite, Giscard dévoile la manœuvre :

« Si la confiance avait été refusée, j'avais décidé de dissoudre l'Assemblée nationale, et j'en avais prévenu Monsieur

Barre. Il le savait lorsqu'il parlait jeudi après-midi à la tribune. Pourquoi cette décision ? Les principaux dirigeants de la majorité n'ont pas cessé de dire au cours de ces derniers mois qu'ils soutenaient la politique de redressement de Raymond Barre. S'ils n'avaient pas voté la confiance, tous leurs propos étaient démentis et la majorité éclatait. Il fallait que le pays tranche. »

Il précise le chantage :

« Le point fort, c'est que, désormais, le gouvernement de Monsieur Raymond Barre ne pourrait être renversé que par une motion de censure et donc par le vote explicite de certains députés de la majorité, joignant leurs bulletins aux bulletins des députés socialistes et des députés communistes et créant la situation préalable à l'arrivée aux responsabilités des représentants du Programme commun. »

Enfin, il expose ce dont il rêve :

« J'aspire profondément à une situation dans laquelle la France pourrait être gouvernée par des hommes représentant 60 à 65 % de la population. »

---

### « UN GOUVERNEMENT REPRESENTANT 60 A 65 % DES VOIX. »

---

En d'autres termes un gouvernement auquel, après des élections, participera le Parti socialiste, Giscard dût-il couper avec le RPR. Malgré les affirmations contraires sur la nécessité de « l'unité de la majorité », c'est cette suprême mais vaine tentative que Giscard d'Estaing veut tenter, en y sacrifiant le RPR. D'ailleurs il laisse clairement entendre qu'il va tenter un large regroupement de ses partisans, sous la direction de Barre et sur une plate-forme prétendument « réformatrice ».



Tous le savent, bien plus, tous le disent : cette Assemblée nationale, ce gouvernement Giscard-Barre, la V<sup>e</sup> République, ses institutions sont des morts en sursis. Comment se fait-il qu'ils tiennent encore, qu'ils durent encore ? En répondant à cette question, nous répondons en même temps à pourquoi les élections municipales ne sont pas une victoire pour « l'Union de la gauche ». « L'Union de la gauche » ne veut pas que la V<sup>e</sup> République s'effondre, que ses institutions se disloquent. Dans les circonstances présentes, cela signifie maintenir en fonction jusqu'au terme légal l'Assemblée nationale de multiples fois et de plus en plus massivement désavouée par le suffrage universel, conforter le gouvernement Giscard-Barre. Telle est la politique de « l'Union de la gauche ». Or les élections municipales ont signifié qu'un peu plus tôt un peu plus tard, la V<sup>e</sup> République sera morte et enterrée.

Faute de pouvoir la sauver, les dirigeants de « l'Union de la gauche » prolongent son agonie. Ils veulent éviter toute rupture. Ils recherchent, comme Giscard, des transitions qui éviteraient de rompre la continuité politique et surtout « le bouleversement ». La vérité exige de dire que le PCF est l'aile marchante de cette politique. Mitterrand ne veut pas non plus le « bouleversement », mais il en est venu à poser la question : ne serait-il pas préférable de procéder, avant que cela ne se fasse en catastrophe, avant que la situation, sous tous les rapports, ne s'aggrave par trop, avant surtout que ne se produise une explosion sociale et politique qui en finirait brutalement avec la V<sup>e</sup> République et ses institutions, son gouvernement, à la dissolution de l'Assemblée nationale et à de nouvelles élections ? Il l'a fait en une interview au « Nouvel Observateur ». De toute façon il s'en remet à Giscard d'Estaing pour juger de l'opportunité de la dissolution, et à Chirac pour la provoquer.

Mais le PCF monte une garde résolue pour éviter la dissolution de l'Assemblée nationale. Marchais a déclaré que, selon lui, l'Assemblée nationale actuelle irait jusqu'au terme de son mandat. Le sens de cette déclaration est évidemment que le PCF fera tout pour cela. A la veille du débat à l'Assemblée nationale, des centaines de délégations, représentant des milliers de travailleurs, de jeunes, sont allées au Palais Bourbon, ou à leurs sièges locaux en province, demander aux députés et aux dirigeants du PCF et du PS d'appeler dans l'unité les masses à manifester pour exiger la dissolution de cette Assemblée nationale désavouée. Généralement, lorsqu'elles ont été reçues par des représentants du PS, il leur fut répondu que ce n'était pas possible, que ce serait une erreur politique, non moins généralement le PCF ne les a pas reçues.

Encore que l'élection ou non d'un prétendu parlement européen soit en soi assez secondaire, étant donné la crise qui met en cause la Communauté économique européenne, elle peut fournir l'occasion d'une manœuvre politique d'importance. Après quelques attermoissements, Jacques Chirac a déclaré que le RPR voterait la loi instituant cette élection. Mitterrand a, de son côté, dit également que le PS voterait cette loi. Mais voici un ralliement significatif qui se dessine : celui du PCF. Marchais vient d'estimer que :

« si, au lieu de désigner nos représentants par l'Assemblée Nationale, on les désignait par la voie du suffrage universel, ce ne serait pas une question pour nous... C'est effectivement démocratique. »

Il poursuit :

« si, éventuellement, dans la loi électorale, il y avait un engagement solennel et contraignant pour les élus, de ne mettre en aucune façon en cause l'indépendance et la souveraineté na-



tionale... alors nous pourrions examiner la situation.»

Cette volte-face a deux raisons complémentaires : la première est que la bureaucratie du Kremlin tient à apporter son soutien, dans les grandes comme dans les petites choses, à l'ordre bourgeois en Europe ; la deuxième est qu'il peut y avoir là l'occasion d'une démonstration d'unité nationale, confortant le gouvernement, revalorisant l'Assemblée nationale, affirmant la continuité politique. Cette prise de position est parfaitement cohérente avec la politique de « l'Union de la gauche » qui s'élargit sans cesse à droite, de la troisième composante à la quatrième jusqu'à devenir à l'occasion « union nationale »... si les circonstances le permettaient. René Andrieu ne vient-il pas de répondre à ce que Giscard d'Estaing dit dans son interview à « L'Express » :

« Au lieu de se comporter comme le Président de tous les Français, Monsieur Giscard d'Estaing apparaît de plus en plus comme le chef de file de la droite. »

Et il enchaîne :

« Il assure que son intention n'est pas de changer de majorité mais au contraire de l'élargir. J'aspire profondément, dit-il, à une situation dans laquelle la France pourrait être gouvernée par des hommes représentant 60 à 65 % de sa population. Nous avons une aspiration analogue. A cette différence près que le gouvernement de la gauche sera au service de la nation au lieu d'être aux ordres des féodalités financières. »

N'est-ce pas clair ? Assurer la transition, la continuité.

---

## selon que vous serez ouvriers ou patrons...

---

« Il faut un vainqueur » car la classe ouvrière, les masses exploitées, la jeunesse restent prisonnières du carcan de « l'Union de la gauche ». Ce carcan les empêche d'en finir avec cette Assemblée nationale, de balayer le gouvernement Giscard-Barre, la V<sup>e</sup> République, ses institutions, de porter au pouvoir un gouvernement des partis ouvriers sans ministre représentant les organisations et partis bourgeois. La classe ouvrière doit encore vaincre.

Prolonger l'existence de l'Assemblée nationale que le suffrage universel a désavouée, où les partis de la V<sup>e</sup> République se déchirent serait impossible si le gouvernement, le patronat, les institutions, la V<sup>e</sup> République n'étaient protégés contre les mouvements de la classe ouvrière, de

la jeunesse qui, partant des revendications, les mettent en cause. Sur ce plan, les appareils des centrales syndicales s'efforcent de traduire la politique de « l'Union de la gauche » et ils le font avec conscience.

---

### TROIS EXEMPLES PARMI TANT D'AUTRES

---

Le plan de réorganisation de la métallurgie, s'il accorde de 12 à 14 milliards de francs aux maîtres de forges, implique la suppression d'ici à 1980 de 15 milliers d'emplois. La Lorraine sera particulièrement touchée. Toute cette région est sur le point de sombrer dans le marasme et la misère. Une population entière



est prête à se lever pour défendre son droit à l'existence.

Le 6 avril, les députés de Lorraine RPR, RI, centristes, PCF interpellent Barre qui accepte qu'un débat ait lieu à l'Assemblée nationale le 19 avril. Bien entendu, les dirigeants du PCF, de la CGT et de la CFDT saluent comme une victoire cet engagement du gouvernement : une fois encore ils s'en remettent à cette Assemblée nationale pour décider du sort des mineurs de fer, des sidérurgistes et de leurs familles. Le 16 avril, toute la ville de Thionville est paralysée, des milliers et des milliers de manifestants défilent, toute une population est prête à descendre sur Paris afin de dénier à l'Assemblée nationale le droit de disposer de son sort, d'exiger la garantie qu'aucun licenciement n'aura lieu.

Mais les dirigeants ont pris les devants ; ils décident que, le 19, « de larges délégations des mineurs, des sidérurgistes, de la population se rendront à Paris ». Au lieu d'une puissante marche sur Paris, il n'y aura qu'un vaste saucissonnage sur le Champ-de-Mars, de quelques milliers de mineurs de fer et de sidérurgistes. Pendant ce temps, paisiblement, l'Assemblée nationale décide de l'avenir des sidérurgistes et de leurs familles au cours des années à venir. Résultat : un haut fourneau sera maintenu en activité à Thionville, ce qui permet de maintenir 350 emplois sur les trois mille qui vont être supprimés dans cette zone.

Comme beaucoup d'autres, les travailleurs de la SNIA sont menacés de subir des licenciements par milliers, des usines entières risquent d'être fermées.

Le 30 mars, réunie à Paris, l'intersyndicale de la division avions décide « manifestation à Paris en direction de l'Hôtel Matignon ». Le 14 avril, les travailleurs de la SNIA Bouguenais rassemblés à l'appel des organisations CGT, CGT-FO, CFDT, adoptent en Assemblée générale la résolution suivante :

« Ils appellent tous les travailleurs de l'usine à s'inscrire pour manifester le 22 avril à Paris, avec les travailleurs de la division avions, pour la défense de l'emploi et le refus du démantèlement de la SNIA. »

Le 15 avril, les dirigeants CGT et CFDT cassent l'accord. « C'est impossible », disent-ils. « Il faut envoyer environ 50 gars ». La marche sur Paris et la manifestation n'auront pas lieu.

Alors que l'Assemblée nationale désavouée délibère, alors que par milliers et milliers les travailleurs demandent aux dirigeants des partis ouvriers d'organiser devant le Palais Bourbon une manifestation qui exigerait sa dissolution, c'est l'ordre d'une nouvelle et sempiternelle grève de 24 heures que lancent pour le 28 avril la CGT et la CFDT, et qui concerne les fonctionnaires et les travailleurs des services publics, à laquelle d'ailleurs ne s'associe pas la FEN car, disent ses dirigeants, ils n'ont pas été consultés sur la date. Grève décidée par en haut, grève qui divise, grève démobilisatrice s'insérant dans la tactique des grèves tournantes sans issue : grève qui, en outre, a comme objectif précis de détourner de la véritable action nécessaire : la manifestation devant l'Assemblée nationale, lui déniait le droit de décider, exigeant sa dissolution. Ce sont là trois exemples parmi tant d'autres.

---

### MITTERRAND, MARCHAIS ET LES PATRONS

---

Pendant ce temps, Mitterrand et Marchais prennent le soin de venir s'expliquer devant les patrons. Il y a quelques mois, Mitterrand leur disait :

« Je veux corriger la présentation que vous faites des perspectives industrielles que les socialistes offrent à la France.



Je vous rappellerai que nous ne considérons pas le profit comme mauvais en soi. Au contraire, il est gage de création de richesses et condition du progrès humain.»

N'est-ce pas l'affirmation de la défense du capital, régime du profit ?

Le jeudi 21 avril, c'est au tour de Marchais de répondre à 400 patrons, que le journal « L'Expansion » a réunis. Pour que nul n'en doute, il proclame :

« Voter pour le Programme commun ne signifie absolument pas que les gens ont déjà le doigt dans l'engrenage, qu'inexorablement ils sont engagés dans le socialisme. »

Et encore :

« L'ensemble des nationalisations que nous proposons représente 10 % des entreprises françaises. 1 600 000 personnes, 15 % de la population active. Nous sommes loin du collectivisme. »

En clair, dit Marchais aux patrons, vous continuerez à exploiter 85 % de la force de travail, à lui faire suer de la plus-value. En vérité, la totalité, car, sous une forme ou sous une autre, la plus-value que produisent les travailleurs des entreprises nationalisées vous est toujours revenue d'une façon ou d'une autre.

Mitterrand et Marchais rendent des comptes aux patrons, aux capitalistes, c'est jourquoï, ils ne veulent pas en rendre à la classe ouvrière, à la jeunesse, aux masses exploitées, et qu'ils leur imposent le carcan de « l'Union de la Gauche-Front populaire » sans frontière à droite.

Le fond des choses n'en est pas moins que la crise de régime, son agonie, la phase finale de cette agonie, les déchirements des partis de la V<sup>e</sup> République, les efforts déses-

pérés que font les dirigeants du PS et du PCF pour sauver la V<sup>e</sup> République et tenter de réaliser une transition sans que la continuité soit rompue, sans que l'Etat se disloque, sans que ne s'ouvre la crise révolutionnaire, vient de l'imminence de l'ouverture de cette crise.

Bien entendu, à un certain point, se produira un saut où la quantité se transformera en qualité, mais il est indispensable de savoir que l'agonie de la V<sup>e</sup> République et la marche à la crise révolutionnaire sont liées l'une à l'autre. Le mouvement des masses est d'ores et déjà engagé, qui deviendra crise révolutionnaire. Ainsi que le dernier numéro de « La Vérité » le soulignait, sans modifier le fait que « l'Union de la gauche » a nationalement, au cours des élections municipales, empêché une expression indépendante de classe du prolétariat, ce qui s'est produit à Brive et à Toulon, où les militants ont imposé des listes PS et PCF contre les Charbonnel et les Sanguinetti (l'amiral), a une grande importance politique. Ce n'est pas par hasard que les dirigeants du PCF ont réaffirmé l'alliance nécessaire avec la 4<sup>e</sup> composante — dont le susdit Charbonnel — immédiatement après ces élections ni que la direction du PS a maintenu l'exclusion de sa section de Toulon pour avoir refusé de faire liste commune avec Sanguinetti.

A Brive et à Toulon, les militants ont opposé, sans en être forcément pleinement conscients, le front unique des partis ouvriers à la politique de Front populaire-Union de la gauche, et tracé, ne serait-ce qu'en pointillés, une voie à la classe ouvrière. De même d'importants et significatifs mouvements ont eu lieu au cours de la campagne électorale, dont les dirigeants ne voulaient pas.

Les dirigeants de la CGT et de la CFDT, de FO, ont réussi à canaliser et ensuite à disloquer la volonté de toute une population de ne pas subir les conséquences de la crise de la sidérurgie. Mais, au point de dé-



part, il y a cette volonté. Elle demeure. Rien n'est joué.

On peut en dire autant en ce qui concerne la SNIAS. Les dirigeants CGT et CFDT ont réussi à empêcher la marche sur Paris et la manifestation. La volonté de ne pas subir demeure. Là non plus, rien n'est joué.

Les multiples réactions à la grève de 24 heures du 28 avril témoignent du rejet de cette politique par une masse toujours plus grande de travailleurs, la recherche des voies et des moyens d'un combat réel, sous leur contrôle, en imposant l'unité aux dirigeants.

La lutte des MA pour un poste tout de suite continue. De multiples exemples pourraient être montrés. Mais il faut s'arrêter sur une lutte d'une extrême importance : la grève victorieuse des dockers de Dunkerque. Pourquoi, comment ont-ils été victorieux ?

### L'EXEMPLE DES DOCKERS DE DUNKERQUE

Le jeudi 10 mars, un navire japonais de 100 000 tonnes, qu'Usinor a affrété, se range au quai minéralier de la société, dans le port de Dunkerque. A 5 heures du matin, deux portiques que conduisent des ouvriers d'Usinor, payés en fonction des salaires de la métallurgie, commencent le déchargement.

Usinor s'appuie sur deux accords. Le premier, signé le 30 août 1971, garantissait l'emploi des ouvriers dockers sur les quais privés de la compagnie « à condition que la CSOP (le syndicat CGT) renonce à ses prétentions sur la conduite des portiques par des ouvriers dockers ». Il stipulait : « La société n'aura l'obligation de désigner un débordeur par portique lors d'un chargement d'un navire pondéreux que lorsque les portiques travailleront dans des cales où il y aura la présence d'ouvriers. » C'est cet accord qu'Usinor

tente d'appliquer pour la première fois. Mais en outre cet accord garantissait à Usinor, par l'intermédiaire d'une société privée, la SOMADI, qui embauchait 60 dockers pendant 48 semaines consécutives, la liberté de l'entreprise d'utiliser le personnel en fonction des besoins. Il s'agissait d'un coup très dur contre les dockers.

Le 9 mai 1975, le syndicat CGT, la Fédération nationale des ports et docks et Usinor signaient un nouvel accord qui déterminait les conditions de travail sur toutes les nouvelles installations du port, qu'Usinor était susceptible d'utiliser même lorsqu'il s'agissait de quais publics. Or, à Dunkerque, Usinor se propose de mettre en service très prochainement un quai aux aciers et d'y appliquer l'accord du 9 mai 1975. L'accord de 1975 stipule en particulier que le personnel est utilisé « en fonction des besoins tant à bord des navires que sur les quais sans aucune référence à une composition d'équipe minimum ou un poste de travail quelconque ». Usinor veut aboutir à ce que

« le travail effectué par les dockers sur les quais industriels s'effectue en continu, avec un personnel permanent, capable d'être formé aux techniques modernes avec des rémunérations normales. »

Est en cause la profession et ses garanties.

Voilà pourquoi, en assemblée générale, les dockers décident la grève. Jusqu'au 21 mars, le mouvement est reconduit toutes les 24 heures. A la suite du second tour des élections municipales, les dockers décident la grève générale jusqu'à satisfaction. Ce n'est pas un hasard. Il n'y a que le seul syndicat CGT. Tous les dockers sont syndiqués. Pourtant, les dockers élisent un comité de grève. Outre le délégué de chaque équipe, un représentant désigné par les dockers, avec le bureau syndical, ils forment le comité de grève qui se



réunit entre les assemblées générales et prépare les discussions avec Usinor, le port autonome, le préfet, le ministère de l'Équipement.

Le 12 avril, la Fédération CGT des ports et docks, que représente G. Henry, secrétaire général, le bureau confédéral que représente Henry Krasucki, tiennent une conférence de presse.

« La grève peut cesser immédiatement, déclare Gaston Henry... les dockers CGT sont prêts à reprendre le travail si le problème du quai minéralier est réglé sans aucune condition. »

Le soir même, les représentants de la Fédération sont reçus par les patrons et Fourcade lui-même. Mais le lendemain, les dockers refusent de participer à une table ronde consacrée aux problèmes du seul quai aux aciers. Ils veulent qu'Usinor s'engage à rétablir les débardeurs du quai minéralier. En somme, ils veulent la garantie d'emploi, la garantie des avantages acquis dans les faits et non en discuter préalablement.

C'est la représentation du comité de grève, composé de 15 membres, qui a contrôlé les négociations que leur syndicat a menées et qui se sont conclues le 30 avril par un accord. Cet accord exprime une importante victoire.

Le protocole rétablit deux dockers lors de toute opération de déchargement sur le quai minéralier et régleme le travail sur le nouveau quai aux aciers. Ce quai sera exploité comme un quai public et commercial. Ce seront les salaires pratiqués au port de commerce qui seront appliqués.

A l'évidence, se dégage le fait qu'un conflit politique existait entre la direction de la CGT, la Fédération des ports et docks et le syndicat des dockers de Dunkerque, les dockers eux-mêmes, sans que nécessairement ces derniers en aient pleinement cons-

cience. Les dockers ont vaincu car, avec leur syndicat, ils ont contrôlé et dirigé leur mouvement, imposé leur volonté.

---

## AVEC LES MASSES

---

Cette lutte a une signification d'ordre général. Elle manifeste le conflit plus ou moins ouvert, plus ou moins conscient qui existe entre les masses ouvrières et la politique des appareils sur tous les aspects et les terrains de la lutte des classes. C'est le même mouvement que celui qui a conduit les militants du PS et du PCF à présenter des listes communes contre Charbonnel et Sanguinetti, le même mouvement qui pousse des milliers et des milliers de travailleurs à s'adresser au PS et au PCF pour qu'ils engagent le combat un afin d'imposer la dissolution de l'Assemblée nationale : le même mouvement que celui des MA. Ce mouvement converge vers les problèmes politiques centraux : ceux du gouvernement.

Les exigences du capital sont contradictoires aux rapports politiques existant entre les classes. Le plan Barre (bis), tout comme le premier, s'attaque nécessairement aux masses. Par exemple le gouvernement veut limiter les conséquences du chômage en généralisant la retraite anticipée. Que les travailleurs, à 60 ans, aient droit au repos n'est pas discutable. Pourtant, de quel droit réduire les moyens financiers dont ils disposent à ceux d'une retraite anticipée ? Doit-on à cet âge se limiter à la portion congrue ? Qui plus est : voilà des allocations de chômage réduites qui ne vont rien coûter au patronat : les caisses de retraite de la SS ou autres vont payer, donc, les travailleurs.

Les exigences du capital deviennent si brutales que le gouvernement Barre n'a pas accordé les toutes petites miettes que certaines directions syndicales sollicitaient pour signer



les contrats salariaux 1977. A la vérité, elles auraient signé quand même si, venant de la base, une violente opposition ne s'était dégagee contre ces signatures. C'est aussi une composante du mouvement des masses déjà engagé. Dès lors, s'est créé un vide dans les rapports entre les classes, qui doit être comblé.

Bergeron, utilisant le style qui lui est propre, a averti pathétiquement du risque encouru. Ces dernières années, la direction de la CGT, tout en faisant signer quelques-uns des contrats salariaux par certaines de ses délégués (EDF notamment) critiquait vertement les dirigeants confédéraux et fédéraux FO de signer de tels contrats. C'était pour elle une excellente couverture : s'il n'était pas possible d'engager des luttes efficaces contre le gouvernement et le patronat, la responsabilité en incombait aux dirigeants de FO et de la FEN... Mais aujourd'hui, la réaction des travailleurs est simple et claire : rien ne devrait s'opposer à ce que les dirigeants réalisent l'unité pour engager une lutte efficace afin d'arracher la garantie et l'augmentation du pouvoir d'achat.

Depuis des mois, les grandes manœuvres sont engagées. Ce fut la grève de 24 heures du 7 octobre 1976. Ensuite les actions de grève de 24 heures, disloquées, de la fin janvier et du début février, où les unes après les autres, les corporations de fonctionnaires et des services publics ont été engagées et auxquelles les fédérations FO et la FEN ont participé. Si FO avait signé, voilà qui aurait bien arrangé les dirigeants de la CGT. Mais ce ne fut pas possible. Aux lendemains des élections municipales un mois fut encore gagné avant que la CGT et la CFDT ne lancent leur diversion du 28 avril. Désormais, ce genre de manœuvre commence à être sérieusement utilisé.

C'est dans ces conditions que les centrales syndicales CGT, CFDT et la FEN ont annoncé qu'elles allaient lancer un ordre de grève de 24 heures de toutes les corporations à

la mi-mai ou au début juin. Sous la pression des fédérations de fonctionnaires, au congrès de la confédération FO, Bergeron a annoncé que cette confédération lançait également un mot d'ordre de grève générale de 24 heures sans faire pour autant l'unité avec la CGT et la CFDT. Le 24 mai, le jour où cette « Vérité » sortira, il y aura donc une grève générale, très vraisemblablement massivement suivie. Pourtant les questions restent entières. Et ensuite, faut-il attendre les vacances ? Et, après les vacances, faudra-t-il attendre sagement les élections. D'ores et déjà, Barre a annoncé que ce n'est pas une grève générale de 24 heures qui le ferait céder. Donc la question se pose : et après, que faire ? A moins que cette grève générale de 24 heures ne soit une nouvelle mouture des mouvements tournants, disloqués, contre-feu, une nouvelle application de la politique « d'Union de la gauche ».

---

## REALISER NOS OBJECTIFS

---

Conjointement et non contradictoirement aux multiples revendications spécifiques particulières, le problème des salaires est un facteur de mobilisation de la classe ouvrière qui donne à tous les travailleurs un dénominateur commun, centralise leur lutte, la porte au niveau du combat contre ce gouvernement, ce régime. Il n'en découle pas qu'il faille attendre une grève générale pour engager le combat. L'initiative des masses imposant l'unité et le combat est d'autant plus indispensable. Au niveau d'une entreprise, de certaines corporations (RATP, EDF, SNCF), en partant de la base, cette initiative peut et doit être déagée sur la ligne du front unique des organisations ouvrières : comme les dockers de Dunkerque. Prendre les initiatives qui réalisent les conditions de la convocation d'assemblées générales, d'affirmation des aspirations des travail-



leurs, qui préparent le combat et la constitution de comités de grève, voilà ce qui est aujourd'hui nécessaire. Cette orientation ne s'accorde pas à la politique de « l'Union de la gauche ». Elle ouvre la voie à l'action politique qui peut en finir avec cette Assemblée nationale, ce gouvernement, arracher la satisfaction des revendications, porter au pouvoir un gouvernement des partis ouvriers.

Le moment venu, n'en doutons pas, les appareils bureaucratiques, le PS et le PCF s'uniront indistinctement pour imposer aux masses un gouvernement de style front populaire. Les illusions des masses leur feront très certainement identifier un tel gouvernement à un gouvernement de leurs partis. La contradiction restera entière, elle ne cessera de s'accroître entre les aspirations, les besoins, le mouvement des masses et cette politique. La crise révolutionnaire est inévitable. La ligne de développement de ce mouvement passe par la constitution d'organismes de type présoviétique. Il nous faut apprendre du mouvement des dockers de Dunkerque, et de la façon dont la classe ouvrière procède (voir l'article de R. Clément sur l'Italie).

Telle est l'orientation que le XXI<sup>e</sup> Congrès de l'OCI a défini et que la

résolution — que publie ce numéro de « La Vérité » — trace, orientation que les 1 100 délégués réunis le 24 avril au cours de la Conférence ouvrière et jeune ont faite leur.

Mais le XXI<sup>e</sup> Congrès de l'OCI a très explicitement dit :

« En réalisant nos objectifs, nous aiderons à « réaliser » la situation révolutionnaire qui surgira de l'activité des masses. »

Nos objectifs se concentrent dans : construire l'OCI. Le succès du grand meeting qui s'est tenu Porte de Pantin doit être compris ainsi qu'un élément et de la construction de l'OCI et du développement de la lutte des classes.

« Et maintenant, c'est au tour de la France », dicte ses tâches à l'OCI : une politique fondée sur le mouvement des masses ; en aucun cas, ne céder à la politique de « l'Union de la gauche » ; dégager la voie à l'unité ouvrière, au front unique des organisations et partis ouvriers ; organiser, recruter.

**Stéphane Just,**  
**le 12 mai 1977.**



**ORGANISATION  
COMMUNISTE  
INTERNATIONALISTE**

pour la reconstruction de la IV<sup>ème</sup> Internationale



4 500 travailleurs, militants et jeunes, rassemblés le 22 avril 1977, à la porte de Pantin, au meeting central de l'OCI. (Ch. Avril.)



RESOLUTION POLITIQUE GENERALE  
ADOPTÉE  
PAR LE XXI<sup>e</sup> CONGRES DE L'O.C.I.  
TENU A SURESNES  
DU 8 AU 11 AVRIL 1977

# le moment présent et les tâches de l'O.C.I.

*Les régimes politiques en Europe, que ce soit en Europe de l'Ouest ou en Europe de l'Est, sont tous en crise politique. Les crises politiques des régimes bourgeois et bureaucratiques se combinent à une radicalisation, à des niveaux divers, du prolétariat européen. L'objet de cette résolution n'étant pas de procéder à un examen de la situation internationale et européenne — nous renvoyons les militants aux différents documents consacrés à cet examen —, nous nous bornerons à analyser les principaux points de la situation française pour ce qui est indispensable à l'accomplissement des tâches politiques d'intervention et de construction de l'O.C.I.*

## 1. - La place du moment présent dans le cadre de l'évolution historique antérieure.

Ce projet de résolution s'inscrit dans la ligne des thèses du XVII<sup>e</sup> Congrès, du rapport politique du XVIII<sup>e</sup> Congrès, de la résolution politique du XIX<sup>e</sup> Congrès, du rapport politique du XX<sup>e</sup> Congrès et, plus particulièrement, du projet de résolution politique soumis à la discussion du XXI<sup>e</sup> Congrès. Concernant ce dernier projet, il est indispensable d'indiquer que la marche des événements en a confirmé la ligne principale ainsi que toute l'analyse.

Avant d'aborder l'examen des caractéristiques de la situation politique actuelle, il est nécessaire de situer, ne serait-ce qu'à grands traits, la place du moment présent dans le cadre de l'évolution historique antérieure. La marche à la crise révolutionnaire inclut diverses phases de développement. Nous pouvons, schématiquement, les classer ainsi :



### **Première phase : 1958-1963**

Après le coup d'Etat de 1958 et la capitulation sans combat des dirigeants du mouvement ouvrier, dans cette période de recul pour la classe ouvrière, le bonapartisme gaulliste prend sa physionomie spécifique.

De Gaulle, pour régler la question algérienne, exploite et utilise les contradictions entre la bourgeoisie et le prolétariat, érigeant son propre pouvoir comme source unique du règlement de toutes les questions soulevées par la vie sociale, politique et économique du pays. Il assure ainsi sa prépondérance « personnelle » sur un parlement dont il rogne les pouvoirs sans le supprimer et sur l'armée qu'il doit casser pour garantir les intérêts généraux de la bourgeoisie contre les intérêts particuliers de l'une de ses couches.

En prétendant maintenir jusqu'au bout les intérêts particuliers, « coloniaux », de celle-ci, l'armée risquait en effet d'entraîner à la dislocation l'ensemble de l'Etat bourgeois.

De Gaulle ne peut réaliser cette tâche qu'en s'appuyant sur les appareils du mouvement ouvrier, en même temps qu'il en reçoit le soutien.

### **Deuxième phase : 1963-1968**

De Gaulle, dans ces conditions, ne peut instaurer qu'un régime de bonapartisme bâtarde et inachevé. A la fin de la guerre d'Algérie, il se donne des moyens constitutionnels devant lui permettre de « réguler » les rapports entre « le capital et le travail », selon un type de relations bonapartistes. Il affronte la classe ouvrière dans son secteur minier, en mars 1963. Mais la grève générale des mineurs le contraint à reculer et porte un coup d'arrêt au reflux consécutif à 1958.

De 1963 à 1968, par une série de mesures et de réformes, De Gaulle entreprend d'achever la « bonapartisation » des institutions politiques, économiques et sociales. Cette politique entre en contradiction avec la remontée de l'ensemble de la classe ouvrière. Les mesures et les réformes restent plus ou moins suspendues en l'air, comme des cadres vides, ce qui ne signifie nullement qu'elles soient sans conséquences.

La classe ouvrière, à partir de la défense de ses organisations, de ses conquêtes sociales, de ses droits qui ont été préservés, amorce, en 1963, un combat qui culminera dans la grève générale de 1968.

### **Troisième phase : 1968-1974**

Après la trahison de la grève générale, le bonapartisme gaulliste ne survit que grâce à l'appui des appareils contrôlant le mouvement ouvrier. Mais, très vite, les conséquences de la grève générale représentent pour toutes les classes une première vérification que la forme bonapartiste de la domination de classe a épuisé ses effets. La chute de De Gaulle, en avril 1969, est la conséquence directe de la grève générale, trahie mais non battue. La classe ouvrière entraîne les masses laborieuses de la ville et de la campagne dans le conflit politique opposant Pompidou-Giscard à De Gaulle et dénoue ce conflit. Rappelons également que le Front unique de fait réalisé par les centrales syndicales ouvrières C.G.T.-F.O.-F.E.N. et les partis ouvriers P.S.-P.C.F., est réalisé après que le Congrès confédéral Force Ouvrière, sur la base d'une résolution commune entre les réformistes et les révolutionnaires, appelle au vote « non ».



Rappelons également que la C.F.D.T., d'une part, le P.S.U., la Ligue, L.O. et les maoïstes, aujourd'hui l'extrême-gauche de l'Union de la Gauche - Front populaire, de l'autre, appellent à l'abstention.

La chute de De Gaulle, en avril 1969, déséquilibre l'ensemble des relations politiques institutionnalisées en 1958/62 par le bonapartisme de la V<sup>e</sup> République. Les efforts de Pompidou, de Chirac, puis ceux de Giscard, appuyé dans un premier temps par Chirac, en vue de chercher l'ouverture vers le Parti Socialiste, pour rééquilibrer les relations politiques, ne peuvent aboutir.

*La transition d'un système de gouvernement à un autre, qui correspond mieux aux besoins du capital financier, équivaut à une crise politique qui, sous l'influence du prolétariat révolutionnaire, peut devenir un péril social pour la bourgeoisie. (L. Trotsky, 1934.)*

1958 - 1963, 1963 - 1968 marquent deux phases de l'existence de la V<sup>e</sup> République. En 1968, une nouvelle période de la révolution prolétarienne s'ouvre, internationalement et en France. Les phases suivantes de l'existence de la V<sup>e</sup> République vont s'inscrire dans cette période. Entre 1969 et 1974, sous la direction de Pompidou, la V<sup>e</sup> République, décisivement atteinte, se survit.

#### **Quatrième phase : depuis 1974**

L'écrasement de Chaban-Delmas aux élections de 1974 ouvre la phase d'agonie de la V<sup>e</sup> République, que nous avons caractérisée ainsi : de la crise de la bourgeoisie à la crise révolutionnaire. Celle-ci doit être à son tour divisée en segments différenciés. Au lendemain des élections présidentielles, Giscard d'Estaing tente de concilier l'inconciliable : d'un côté, il s'efforce de trouver les moyens d'une ouverture à gauche, de l'autre, il constitue un gouvernement que Chirac dirige et qui tente de replâtrer la V<sup>e</sup> République fissurée. L'ouverture à gauche, c'est-à-dire en direction du P.S., exige le retour au moins à une certaine forme de parlementarisme, c'est-à-dire la remise en cause du régime bonapartiste que Giscard incarne. Cela implique la nécessité d'attaquer l'U.D.R. qui pénètre tous les rouages de l'Etat et fusionne jusqu'à un certain point avec lui. Mais replâtrer la V<sup>e</sup> République exige en même temps de s'appuyer sur l'U.D.R., de lui laisser le contrôle de l'appareil d'Etat, alors que l'élection de Giscard à la présidence de la République, sommet et direction de l'Etat, ne peut que remettre en cause la mainmise de l'U.D.R. sur l'appareil d'Etat, tout comme la politique d'ouverture à gauche. Contradictions insurmontables. Avec l'aggravation de la situation économique, les exigences du capital, l'approche des échéances électorales, elles vont faire exploser le gouvernement Giscard-Chirac.

L'éclatement du gouvernement Giscard-Chirac est le point de départ d'un nouveau segment de la déstabilisation du régime dont la marche rapide vers sa dislocation se poursuit. Avec le résultat des élections municipales, ce cours inéluctable va s'accroître. Le développement des contradictions qui disloquent le régime s'accélère et leur densité s'accroît. L'échec du gouvernement Giscard-Barre première formule exprime la poursuite aggravée de la dislocation de la V<sup>e</sup> République, marquée par l'isolement croissant de Giscard d'Estaing, non plus seulement



par rapport à l'U.D.R., mais vis-à-vis de tous les partis de la V<sup>e</sup> République qui composent la pseudo-« majorité » et ont investi l'appareil d'Etat. Non seulement, les difficultés vont se multiplier par rapport aux partis qui constituent la couverture parlementaire nécessaire du bonapartisme bâtard, mais, de plus, l'appareil d'Etat va répondre de moins en moins aux directives gouvernementales. Il va être impossible de le diriger.

Avec les résultats des élections municipales, on entre dans le stade final de la période historique commencée en 1958 et qui sera dénouée par la crise révolutionnaire qui jettera à bas les institutions bonapartistes, entraînant la dislocation de l'Etat bourgeois. Bien évidemment, la période de crise révolutionnaire qui s'annonce connaîtra nécessairement ses propres phases de développement, mais c'est à partir de l'inévitabilité de la crise révolutionnaire que nous devons, du point de vue tactique, adapter notre politique. Reconnaître la révolution quand elle approche est la première nécessité pour une organisation qui entend construire le Parti révolutionnaire et reconstruire la IV<sup>e</sup> Internationale, pour assurer la victoire du prolétariat.

## 2. - Les caractéristiques de la situation politique actuelle.

a) Le gouvernement n'a plus aucune sûreté en lui-même ; la bourgeoisie a perdu toute confiance dans son agence gouvernementale. Le gouvernement est incapable de garantir une quelconque continuité politique dans aucun domaine. L'administration est paralysée. La bourgeoisie manifeste contre elle une hostilité au moins égale au mépris qu'elle affiche à l'égard de Giscard.

b) La défaite électorale, enregistrée par tous les partis gouvernementaux — giscardiens, centristes, R.P.R. — va exacerber les conflits politiques au sein de la pseudo-« majorité ». Quelle que soit la volonté de chacun de ces partis de préserver les institutions croulantes du bonapartisme, et indépendamment des tentatives vouées à l'échec qu'ils feront de s'accorder entre eux, c'est inéluctable.

Le gouvernement bonapartiste agonisant n'est plus en état d'assurer la défense de la domination sociale de la bourgeoisie. Tirant les enseignements de la défaite électorale, Giscard cherche à préserver l'essentiel des institutions, en tentant d'opérer des aménagements, tous dirigés contre le R.P.R., pour lequel le bonapartisme a pourtant taillé les institutions.

Chirac répond : « Vous précipitez ainsi la crise révolutionnaire. » Il n'a pas tort.

Giscard non plus, quand il rétorque : « Il est impossible de maintenir les anciennes relations politiques dépassées, il nous faut chercher à dissimuler les institutions derrière le paravent de nouvelles relations politiques tout en préservant le cadre des institutions bonapartistes. » L'un et l'autre ont raison. L'un et l'autre n'offrent aucune solution : l'un et l'autre sont amenés à précipiter la crise politique qui déchire les sommets.

Rapidement, après les élections municipales, la crise politique s'est aggravée. Le fait que le gouvernement nouvellement mis en place soit



encore un gouvernement Giscard-Barre ne peut masquer qu'il s'agit d'un bouleversement gouvernemental marquant la faillite du gouvernement Giscard-Barre. Le nouveau gouvernement repose, ainsi qu'il l'a déjà été dit, « sur une tête d'épingle ». Il marque la limite extrême du bonapartisme, réduit à Giscard et à une poignée de ministres par la grâce de Giscard. Pour garder l'équilibre du bonapartisme, Giscard a dû se débarrasser de la représentation du parti de la V<sup>e</sup> République, le R.P.R., mais aussi de celle de ses propres partisans directs, les R.I., les centristes. Le Président de la République et le gouvernement sont perchés au sommet d'un appareil d'Etat qu'ils sont incapables de contrôler et de faire fonctionner.

Le discours de Giscard d'Estaing, prenant acte des résultats des élections municipales et annonçant la constitution d'un nouveau gouvernement, témoigne d'un désarroi complet de l'équipe au pouvoir. Le report à plus tard — sans doute à jamais — de l'application de la loi sur les « plus-values » montre que Giscard d'Estaing et son gouvernement n'ont plus de boussole. Ce n'est pas tant l'importance de la loi elle-même, mais le fait qu'elle a été, au moment de son vote, un cheval de bataille et une des « réformes » de Giscard, la réplique de Chirac déclarant que le R.P.R. ne se laisserait pas « mettre au coin » et qu'il ne se « contenterait pas de sucettes », qui montre combien la bataille qui disloque la V<sup>e</sup> République et ses institutions a atteint un niveau encore plus élevé. Les dirigeants du R.P.R. discutent au su de tous de savoir s'il est opportun de faire tomber le gouvernement, et quand. De notoriété publique, c'est la « déliquescence », la débandade qui peuvent conduire rapidement à la dislocation de l'Assemblée nationale et à la chute du régime.

c) La crise politique se nourrit des difficultés économiques croissantes. Celles-ci annoncent elles-mêmes une nouvelle crise économique majeure. Toutes deux accélèrent la marche à la crise d'ensemble.

L'administration paralysée est incapable d'initiative, tandis que le capital financier s'engage dans une nouvelle offensive spéculative contre le franc, dont Barre affirme vouloir défendre la stabilité. Le masque de fermeté dont cherche à s'affubler Barre ne peut être mieux mesuré que par les récentes décisions de « relance » que le Premier ministre, il y a quelques jours à peine, refusait encore avec force ! Dans l'état actuel du marché mondial, les résultats de la relance sur le plan économique risquent d'avoir autant d'effet qu'un cautère sur une jambe de bois ; l'écart entre les plans du gouvernement et le mouvement réel du marché international, où les industries françaises, non concurrentielles, perdent pied, constitue une nouvelle menace contre le franc, que la spéculation du capital financier français organise et anticipe, contre la politique affirmée de son gouvernement.

La « relance » que le gouvernement Giscard-Barre avait décidée en septembre 1974 était artificielle, à partir d'un accroissement des dépenses de l'Etat et d'un élargissement du crédit. Le résultat ne pouvait en être qu'une nouvelle flambée inflationniste. Celle-ci s'est produite, sans pour autant résorber le chômage. En conséquence, la relance a accentué la poussée à gauche que les élections cantonales de mars 1975 ont enregistré, laquelle a marqué le commencement de la fin du gouvernement Giscard-Chirac.

Actuellement, une véritable relance ne dépend pas, en tout état de cause, de la bourgeoisie française. Tout dépendra des résultats que les gouvernements des U.S.A., de l'Allemagne fédérale, du Japon, obtiendront



dans leurs tentatives de relance de l'économie capitaliste. D'ores et déjà, il est sûr que cela déterminera à l'échelle mondiale une nouvelle flambée d'inflation qui se répercutera en France, sans garantir pour autant une reprise économique importante et durable. L'économie capitaliste française ne pourra s'intégrer à une certaine relance économique qu'en se plaçant totalement à la remorque de celle des U.S.A., de l'Allemagne fédérale, du Japon. Par contre, elle en subira de toute façon les conséquences inflationnistes. Toute nouvelle injection de crédit venant de l'Etat bourgeois français donnera un nouvel essor à l'inflation et accentuera les déséquilibres des balances commerciale et des comptes, la baisse du franc, etc., sans résorber pour autant le chômage.

L'activité des masses, dans les conditions actuelles, quelle que soit la conjoncture, recevra la plus puissante impulsion de la crise politique qui ne peut trouver de solution dans le cadre du régime bonapartiste agonisant de la V<sup>e</sup> République.

### 3. - P.C.F. et P.S., soutiens principaux du régime de la V<sup>e</sup> République.

Ainsi, le mouvement revendicatif des masses doit être envisagé comme un mouvement politique, non seulement parce que le gouvernement Giscard-Barre s'efforcera de garantir au maximum la politique de blocage des salaires, mais également parce que les appareils — surtout les dirigeants du P.C.F. — s'efforceront d'aider la bourgeoisie à conserver les formes constitutionnelles d'une succession de pouvoir en tentant d'éviter la dissolution de l'Assemblée nationale. Ce qui les entraîne à soutenir dans les faits la politique anti-ouvrière du gouvernement Giscard-Barre.

Tout conduit inévitablement à une aggravation du conflit entre les masses laborieuses et la jeunesse, d'une part, les exploiters capitalistes et le gouvernement, d'autre part ; les appareils, et plus particulièrement l'appareil stalinien, tendront leurs forces pour appuyer le gouvernement qui ne saurait résoudre la crise politique.

Cette politique approfondira le combat politique des masses et des militants qui chercheront à lever les obstacles aux luttes pour arracher les revendications.

P.C.F. et P.S. restent ce qu'ils ont été, les soutiens principaux du régime de la V<sup>e</sup> République dont ils voudraient, dans les conditions de la crise politique insurmontable, assurer la continuité en maintenant une transition vers une formule gouvernementale mieux adaptée. Mais ce soutien contient en lui-même ses contradictions. Les masses affluent électoralement vers les deux partis ouvriers dans une situation où les formations politiques au pouvoir n'ont pas, répétons-le, les moyens de surmonter la crise politique. Indépendamment des combinaisons et manœuvres politiques qui nous séparent de la situation révolutionnaire où les institutions de la V<sup>e</sup> République s'effondreraient, l'afflux des masses vers les partis ouvriers équivaut à leur volonté d'en finir avec le gouvernement et avec la V<sup>e</sup> République. Elle entre en contradiction avec la politique des appareils de ces organisations qui, cherchant à toute force à préserver les institutions, sont amenés à soutenir la politique anti-ouvrière du gouvernement.



Si, sur le fond, Mitterrand et Marchais sont politiquement d'accord, les places respectives du P.S. et du P.C.F., tant par rapport à la bourgeoisie qu'au prolétariat, ne sont pas identiques. Marchais s'efforce que la situation politique reste au maximum en l'état, tandis que Mitterrand s'oriente vers la recherche de nouvelles formules gouvernementales, où il assumerait la direction des affaires.

La précipitation de la crise de la V<sup>e</sup> République amène Mitterrand à s'adapter à la possibilité d'une dissolution à brève échéance de l'Assemblée nationale. Ainsi, il déclare au « Nouvel Observateur », le 3 avril :

*Question : Giscard a répété que les législatives auraient lieu en 1978. Comment voyez-vous l'année qui nous sépare des prochaines élections ?*

*F. Mitterrand :* Elle sera difficile pour les Français. Le pouvoir ne dispose plus de leur confiance. Les fractions rivales se déchirent au sein de la majorité. L'autorité présidentielle décline. Et tout cela à l'heure où rien n'est plus important pour la France que de rassembler ses forces pour dominer la crise économique. Si le Président de la République fait durer les choses au lieu de dissoudre l'Assemblée nationale, c'est parce qu'il sait que des élections législatives anticipées confirmeraient le verdict des municipales. De ce fait, il empêche le pays de repartir d'un bon pied avec une nouvelle majorité, pour une nouvelle politique.

*Question : Vous demandez donc des législatives anticipées ?*

*F. Mitterrand :* Seul le Chef de l'Etat en a le pouvoir constitutionnel et M. Chirac le pouvoir politique. Je ne peux me substituer à eux. Il leur appartient de connaître leur devoir. L'aspect électoral est pour moi secondaire : que les législatives aient lieu en juin ou en mars..., le parti socialiste est prêt.

La démarche de Mitterrand est parfaitement claire : une telle situation de crise politique ne peut mener qu'à une « catastrophe », à l'effondrement, à la dislocation de la V<sup>e</sup> République de façon totalement incontrôlée, peut-être même sous l'action d'un puissant mouvement de masse. Ce serait la crise révolutionnaire. Mitterrand s'efforce de trouver une transition à la V<sup>e</sup> République, sans effondrement, sans irruption des masses, sans crise révolutionnaire. Il veut maintenir le fonctionnement formellement normal des institutions : c'est au Président de la République de décider. Il affirme qu'en juin, en octobre ou en mars prochain, le P.S. sera prêt à assumer ses responsabilités dans la défense de l'Etat bourgeois. En tout état de cause, Mitterrand se prépare à coller à l'événement, y compris si la crise révolutionnaire surgit, mais il veut tout faire pour l'éviter.

La direction du P.C.F. continue à se battre pour maintenir en place, jusqu'à son terme, cette Assemblée nationale. Elle est parfaitement consciente que sa dissolution ouvrirait une brèche dans la digue qui contient les masses et se dresse contre la révolution prolétarienne montante.

L'article d'Alleg contre Mitterrand (« L'Humanité » du 26 mars 1977) est éloquent. Il est bien évident que le rappel du rôle de Mitterrand dans



les débuts de la guerre d'Algérie (dans le plus pur style stalinien, Alleg s'efforce de camoufler le fait que le P.C.F., par le vote des pouvoirs spéciaux, a voté en fait pour la guerre totale en Algérie) n'a d'autre signification que de chercher à garantir au maximum, après la défaite électorale des partis gouvernementaux, la survie du gouvernement Giscard. Comme en 1974, après les élections présidentielles, la direction stalinienne tente de dérouter les masses, afin qu'elles ne puissent exploiter à leur profit la défaite électorale de 1977.

#### 4. - La signification de l'Union de la Gauche par rapport aux masses.

Sauf à la retarder avec l'aide de l'Union de la Gauche, la bourgeoisie n'a aucun moyen d'empêcher la transition de la crise politique vers l'explosion révolutionnaire. La politique des appareils aboutira à fortifier la volonté des masses dans la recherche des moyens pour lever les obstacles. Telle est la base des succès que nous pouvons rencontrer en aidant les masses à réaliser le Front unique. C'est là un moment politique particulièrement approprié pour renforcer l'O.C.I.

Les développements de la lutte des classes ouvrent le champ le plus large à la réalisation des objectifs politiques que nous nous sommes fixés, sur la ligne du Front unique : campagne, progression de la vente d'« I.O. », recrutement intensif, meeting de la porte de Pantin, rencontres des jeunes du 23 avril et Conférence nationale ouvrière et jeune.

En réalisant nos objectifs, nous aiderons à « réaliser » la situation révolutionnaire qui surgira de l'activité des masses. Mais, pour cela, il faut assimiler pleinement que les grands combats du prolétariat ne peuvent être simplement compris comme résultats de la crise politique, simplement comme des événements objectifs. Ils doivent l'être également comme résultat de l'expérience pratique et politique des luttes prolétariennes, composante et intégrée à la crise politique. C'est en partant de ce point de vue que l'on peut comprendre la place et l'activité politique des luttes prolétariennes, composantes et intégrées à la crise politique. C'est en partant de ce point de vue que l'on peut comprendre la place et l'activité politique de l'O.C.I. aidant les masses à « réaliser » elles-mêmes la situation révolutionnaire. Et c'est ainsi qu'en aidant les masses à réaliser leurs aspirations, nous nous donnons les moyens de renforcer l'O.C.I. Mais nous ne le pouvons que si nous comprenons réellement la signification de l'Union de la Gauche - Front populaire sous tous ses aspects.

Nous nous sommes expliqués, dans le projet de résolution politique soumis à la discussion pour le XXI<sup>e</sup> Congrès, sur la signification politique de l'Union de la Gauche - Front populaire, une des deux « dernières ressources » de la bourgeoisie contre la révolution, avec le fascisme.

Il nous faut analyser plus complètement la signification de l'Union de la Gauche par rapport aux masses. Les masses laborieuses et la jeunesse ont voté Union de la Gauche, certes parce que les dirigeants des partis ouvriers, accessoirement appuyés par l'extrême-gauche de l'Union de la Gauche, le leur ont demandé. Mais elles ont voté Union de la Gauche. Les masses, qui cherchent à dresser leurs aspirations contre la bour-



geoisie et son Etat, font erreur lorsqu'elles estiment — les dirigeants les trompant — qu'en votant Union de la Gauche, elles pourront satisfaire leurs aspirations. Il serait totalement erroné, du point de vue tactique, de ne pas tenir compte des illusions des masses laborieuses. Le contenu de leurs illusions est certes contradictoire :

Il y a, d'une part, la confiance qu'elles accordent aux partis ouvriers parce qu'elles veulent la satisfaction de leurs aspirations. Il y a, d'autre part, la confiance qu'elles accordent aux dirigeants de ces partis, en contradiction avec la satisfaction de leurs aspirations quand ceux-ci leur demandent de voter pour l'Union de la Gauche - Front populaire.

Cette contradiction entre les aspirations des masses et la politique des dirigeants ne s'est exprimée positivement, sur le terrain des élections municipales, que d'une manière limitée et partielle. Les exemples de Brive et de Toulon sont hautement significatifs parce qu'ils tendent à exprimer, en quelque sorte en « pointillés », de façon inachevée, le contenu des aspirations des masses et son caractère opposé à celui de l'Union de la Gauche - Front populaire. Mais, y compris à Brive et à Toulon, les résultats du second tour témoignent de ce que le carcan de l'Union de la Gauche - Front populaire n'a pas été brisé.

Ce serait prendre ses désirs pour la réalité que de ne pas comprendre le contenu transitoire des illusions, de chercher à atténuer le fait que les masses laborieuses et la jeunesse (dans une moindre mesure) sont amenées, en faisant confiance aux dirigeants, à soutenir l'Union de la Gauche. Prendre ses désirs pour la réalité, c'est déjà grave, mais, dans les faits et quel que soit le radicalisme apparent d'un tel désir, c'est aboutir à choir... sur une politique d'adaptation à l'U.G.-F.P. En effet, en voulant ne voir à toute force dans le vote pour l'U.G. que le vote P.C.F.-P.S., on gomme la réalité de l'alliance P.C.F.-P.S. avec la troisième composante « radicale de gauche » et la quatrième composante « gaulliste de gauche ». Si tel était le cas, on serait alors amenés à donner à notre mot d'ordre : « vote pour le P.C.F. et le P.S. », le contenu que la Ligue lui a donné pour justifier son vote U.G.-F.P. Il faut comprendre dans toute son ampleur la perspective qui s'ouvre devant nous. Tandis que l'U.G.-F.P. va prendre le pouvoir (sous une forme ou sous une autre), s'avance manifestement une vague petite-bourgeoise de « Front populaire de combat » qui prendra également le contrôle de secteurs limités du prolétariat, à l'exemple du M.I.R. chilien. Jusqu'à quel point cette vague prendra consistance, bien évidemment dans les limites prescrites par l'U.G.-F.P., cela dépendra également pour une part de notre propre activité, mais nier la possibilité d'un renforcement quasi inévitable — et qui peut être notable — du centrisme représenté aujourd'hui par « l'extrême-gauche » de l'U.G.-F.P. serait puéril et désarmant. Une analyse correcte de toutes les tendances de la situation, une attitude sérieuse à l'égard de toutes les formations politiques, y compris minoritaires, telles sont les fondements du « réalisme révolutionnaire ».

## 5. - Affermir l'intervention de l'O.C.I.

L'O.C.I. a besoin d'une orientation juste dans les changements et les événements qui viennent, dont la forme ne peut être qu'imprévue, mais dont la ligne de développement est suffisamment claire. Toute impré-



sion dans l'orientation entraîne l'adaptation de l'intervention à l'Union de la Gauche.

Tout peut basculer brutalement car nous nous approchons du point critique où la V<sup>e</sup> République s'effondrera. La seule solution en dernière analyse sera alors le Front populaire, un gouvernement de Front populaire comme barrage ultime à la crise révolutionnaire qui ne manquera pas de s'ouvrir. Mais nous ne savons pas quelle relation concrète d'événements aboutira à la crise révolutionnaire. Sera-ce la conséquence immédiate d'un puissant mouvement de masse, lequel, sous quelle forme ? Ou bien l'effondrement sur lui-même de l'édifice de la V<sup>e</sup> République, fissurant l'appareil d'Etat, les masses se précipitant par les brèches et disloquant cet appareil ? Comment le P.S. et le P.C.F. s'engageront-ils sur la voie de leur participation, de leur soutien à un gouvernement ? Selon quelle combinaison avec Giscard d'Estaing, les partis bourgeois, etc. ? Nous ne le savons pas.

Cependant, la plus grande précision est nécessaire en ce qui concerne le moment présent, phase finale de la V<sup>e</sup> République, où se poursuit la dislocation accélérée du régime. Le saut qualitatif n'est pas fait ; la V<sup>e</sup> République ne s'est pas encore effondrée, la crise révolutionnaire n'est pas encore ouverte, bien que cela peut intervenir brutalement et rapidement. Toutes les possibilités qui nous étaient ouvertes dans les mois qui ont précédé les élections municipales restent, multipliées, sur la ligne de l'action des masses qui tendent à imposer le Front Unique et à constituer leurs organismes propres pour submerger et balayer les obstacles.

Il apparaît donc indispensable de définir des règles précises en vue d'affermir l'intervention de l'O.C.I.

C'est d'abord la nécessité d'une orientation correcte assimilée par chaque militant, par la discussion et le travail collectif. Répétons-le, les analyses de l'O.C.I. et plus particulièrement celles présentées par le projet de résolution pour le XXI<sup>e</sup> Congrès suivent correctement la ligne du véritable développement des forces de classe, vérifié par les événements.

C'est comprendre ensuite comment les événements ont grandi, examiner pas à pas comment ils se sont répercutés sur l'O.C.I. et sur son intervention. Quelle signification ont nos hésitations et nos oscillations et quelles en sont les racines ? Il n'est possible de répondre avec précision à cette question qu'en procédant à la critique impitoyable des erreurs politiques commises, à tous les niveaux (...)

## **6. - La place des mots d'ordre dans les phases de la situation à venir.**

Il nous faut définir en mots d'ordre simples les besoins des masses laborieuses et de la jeunesse. Et, à partir de là, engager le combat politique pour aider les travailleurs et la jeunesse à réaliser eux-mêmes l'action de classe. Il nous faut comprendre en même temps que, le contenu transitoire des mots d'ordre que nous avançons, même quand ils sont limités, leur est donné par toute la situation de crise politique transitant vers la crise révolutionnaire, qui leur dégage une surface politique disproportionnée à nos forces réelles.



Les masses laborieuses et la jeunesse sont amenées, par tout le développement des événements à dénouer, par leur propre activité, la crise politique en crise révolutionnaire. Dans cette situation, les appareils concentrent leurs forces pour tenter d'empêcher ce dénouement, néanmoins inéluctable ; les travailleurs, jeunes et militants, sont conduits à la plus intense réflexion politique. Dans une telle situation, des mots d'ordre corrects, des formes d'action et perspectives judicieusement définis et lancés avec « tact », trouvent leur chemin à travers les plus larges couches de travailleurs et de militants, au travers des mille et un canaux par lesquels l'expérience collective de la classe se constitue. En un mot, il nous faut comprendre toute la courbe du développement historique qui comportera des phases particulières — et à l'intérieur de celles-ci des moments particuliers — en sachant que notre propre activité de construction de l'O.C.I. par l'intervention dans la lutte des classes est elle-même une composante de la situation objective. Telle est la condition pour définir des mots d'ordre et des tactiques appropriés, les changer brusquement lorsque l'événement l'exige, afin de ne pas être surpris par des modifications brusques de la situation.

Le problème de toute révolution est celui du pouvoir. Dans la crise révolutionnaire, les institutions de la V<sup>e</sup> République seront liquidées, entraînant la déstabilisation de l'Etat bourgeois. Sous une forme ou une autre, plus ou moins accusée, embryonnaire, les masses laborieuses et la jeunesse seront amenées, au cours de cette période, à chercher les voies pour créer leurs propres organes de pouvoir face aux formes plus ou moins développées d'une République parlementaire bourgeoise à laquelle les appareils s'arcbuteront pour faire refluer les masses des nouvelles positions qu'elles auront conquises, tandis que la bourgeoisie se regroupera autour d'un nouveau parti réactionnaire plus ou moins fascisant, ce dont Chirac esquisse aujourd'hui la tentative sans pouvoir la réaliser pour le moment, dans la mesure où son parti R.P.R.-U.D.R., pilier de la V<sup>e</sup> République, sera, sous cette forme et dans cette fonction, entraîné dans la débâcle des institutions gaullistes.

Lorsque la crise révolutionnaire aura dénoué la crise politique, le gouvernement sera constitué, le P.S. y participant, que le P.C.F. y soit ou non associé, et ce gouvernement, où siégeront les représentants des partis bourgeois, sera un gouvernement bourgeois contre-révolutionnaire. Nous verrons à ce moment comment caractériser ce gouvernement bourgeois, gouvernement dirigé par le P.S. bénéficiant de l'appui du P.C.F., ou gouvernement bourgeois de type Front Populaire classique, avec ou non la mainmise du P.C.F.

Pour le moment présent, le gouvernement et les institutions bonapartistes en déliquescence, que les masses haïssent, ne se survivent que grâce à l'appui des appareils, auxquels les masses conservent leur confiance. Eclairer, à partir de cette contradiction, les travailleurs et les jeunes exige une propagande et une agitation larges sur les mots d'ordre simples :

- Unité pour la dissolution de l'Assemblée Nationale ;
- Gouvernement P.S.-P.C.F. sans représentants de la bourgeoisie ;
- Satisfaction des revendications ;
- Front unique ouvrier.

Ces mots d'ordre doivent être articulés politiquement en fonction des développements politiques concrets.



## 7. - Luites revendicatives, luites politiques.

Le point de départ de notre intervention est le combat politique sur la base de l'expérience vécue des travailleurs et des jeunes, pour dégager la lutte de classes des obstacles dressés par les appareils. Si les mots d'ordre de dissolution de l'Assemblée Nationale et du gouvernement P.C.F.-P.S. sans représentants de la bourgeoisie se substituant au gouvernement Giscard-Barre correspondent aux aspirations générales, ils n'ont été ressentis jusqu'à présent (sauf dans le court moment de la constitution du premier gouvernement Giscard-Barre) que comme expérience vécue électoralement, et sous la forme falsifiée de l'Union de la Gauche-Front Populaire imposée par les appareils. Cela peut changer rapidement, avant même que les institutions s'effondrent. Lors d'un débat à l'Assemblée Nationale, le mot d'ordre de la dissolution peut être saisi concrètement par les travailleurs ou par des secteurs de travailleurs et jeunes en lutte. Les institutions s'effondrant, ces mots d'ordre peuvent devenir l'axe de notre agitation dans le combat des masses, comme solution directe aux problèmes soulevés. Ou bien encore, les appareils faisant un effort désespéré pour laisser Giscard à la présidence, ces mots d'ordre devront continuer à être présentés dans le but d'éclairer les masses sur le contenu de l'Union de la Gauche.

De toutes façons, nous n'avons pas à anticiper. Pour le moment, l'expérience des masses laborieuses et de la jeunesse, sur laquelle nous nous appuyons et que nous devons aider, est l'expérience qu'elles sont amenées à réaliser dans leur volonté d'arracher la satisfaction des revendications à la bourgeoisie et au gouvernement. Mais aujourd'hui, il faut cependant comprendre que le résultat des élections municipales, la crise de la V<sup>e</sup> République, parvenue à son point actuel, le mouvement des masses, font que les mots d'ordre immédiatement politiques comme celui de la dissolution de l'Assemblée Nationale deviendront plus concrets et saisissables. En avançant, les masses s'enhardiront, prendront conscience de leur capacité à se saisir de la solution de leurs problèmes.

Ainsi, la décision de Giscard d'Estaing de soumettre à la ratification de l'Assemblée Nationale « le plan de douze mois » du nouveau gouvernement Giscard-Barre fournit la possibilité de concrétiser le combat politique par la dissolution de l'Assemblée Nationale : « Cette Assemblée Nationale n'a aucun droit à décider, elle doit disparaître ».

Sur cette ligne, l'O.C.I. engagera la bataille pour que des appels, des textes soient signés dans les entreprises, les localités, les universités, parmi la jeunesse et soient portés aux groupes parlementaires P.C.F. et P.S. à Paris, par des délégations de signataires, aux sièges de ces organisations en province, leur libellé doit s'inspirer de la formule suivante : « Dirigeants du P.S. et du P.C.F., cette Assemblée nationale doit être dissoute, appelez la classe ouvrière, la jeunesse, les masses à manifester devant le Palais-Bourbon le jour de la discussion du plan de douze mois de Giscard-Barre, pour imposer la dissolution de cette A.N. ».

Cette expérience vécue, où la classe ouvrière est amenée à scinder ses intérêts des intérêts de la classe ennemie — que les appareils protègent —, nous devons l'aider à s'organiser à partir de l'atelier, du bureau, du T.D., de l'amphi, de l'usine, de l'entreprise, du lycée, de la faculté, etc...

Dans cette expérience vécue, les travailleurs, les militants et les jeunes qui se heurtent à des obstacles de même nature, patronat, direc-



tions, Conseils de gestion soutenus par les appareils, au gouvernement Giscard-Barre également soutenu par les dirigeants, sont amenés à effectuer des vérifications politiques de même type. Nous devons éclairer ces expériences et ces vérifications qui sont les bases de notre intervention, afin d'ouvrir la voie à des formes d'organisation adhoc, combattant pour réaliser ou réalisant les conditions de l'action unie, partiellement ou plus largement. Ainsi, à partir des vérifications politiques auxquelles les masses accèdent par leur propre expérience — et que nous devons aider — se forge le terrain du combat politique convergent, ouvrant l'exercice de la démocratie et du contrôle démocratique des luttes, comme une nécessité concrète.

## 8. - Les formes du combat pour le front unique ouvrier.

Tenir une année, jusqu'aux élections de mars 1978, tel est l'objectif commun du gouvernement Giscard-Barre (bis), des appareils syndicaux et des partis ouvriers. Tenir une année, c'est d'abord faciliter par tous les moyens disponibles et possibles l'application des mesures anti-ouvrières du gouvernement. La remise en discussion du programme commun (bourgeois), en vue de son actualisation, s'insère comme une volonté de division afin de tenter de permettre au gouvernement Giscard-Barre de durer. Il nous faudra, bien entendu, tenir compte des palabres des dirigeants mais ce qu'il ne nous faut absolument pas perdre de vue réside en ceci : la discussion sur l'actualisation du programme commun vise à dresser le plus épais rideau de fumée possible contre les luttes réelles pour la satisfaction des revendications concrètes.

Le régime bonapartiste instauré en 1958 a voulu restructurer toutes les relations de travail, en les institutionalisant de telle façon que la classe ouvrière, enchaînée aux rouages de l'appareil d'Etat, perde son indépendance de classe. Le régime bonapartiste gaulliste n'a pu aller jusqu'au bout, d'où son caractère bâtard et inachevé, que nous avons analysé. Il s'en est suivi une situation éminemment complexe où les positions de la classe ouvrière, ses organisations, conquêtes, droits et libertés ont été maintenues, mais où ces positions se sont enchevêtrées à tout un système de mesures de type bonapartiste qui en sont la négation. Ainsi, la loi de février 1950 sur les conventions collectives, toujours en vigueur, est contradictoire avec la politique de contrats salariaux.

Les nouvelles classifications par niveaux, ainsi que les réformes de l'enseignement, de la Sécurité sociale, des hôpitaux, intégrées dans la réforme administrative qui institue le Préfet comme seul régulateur des relations de travail, toutes avaient pour objectif d'aliéner l'indépendance de la classe ouvrière en vue d'institutionnaliser les relations de travail sur un type bonapartiste. Mais la lutte des classes s'est dressée contre les plans gaullistes. Il serait tout aussi erroné d'estimer que les mesures prises par le gaullisme sont sans conséquence, que de penser que l'indépendance de classe a été aliénée. La crise d'agonie du régime de la V<sup>e</sup> République élève et élèvera plus encore tous ces éléments et facteurs contradictoires, jusqu'à rendre intolérables leurs effets sur toutes les classes de la société. Ainsi, la politique d'austérité de Giscard-Barre (blocage des salaires) qui cherche à pousser la politique des contrats salariaux jusqu'à la politique des revenus se heurte à l'opposition de toutes les centrales ouvrières. Non que les dirigeants n'accepteraient pas



d'aider le gouvernement (ils peuvent même, dans leur volonté de permettre au gouvernement de durer jusqu'en mars 1978, être amenés à les signer avec quelques aménagements) mais la politique Barre-Giscard, en cette matière, se heurte directement à la classe ouvrière dans une situation de crise politique sans issue. Ne pas perdre de vue la crise politique des institutions est donc indispensable pour dégager une politique correcte d'intervention dans la lutte des classes.

Nous l'avons dit à maintes reprises, la volonté d'arracher les revendications devient une lutte politique. Il nous faut comprendre que les luttes actuelles pour les revendications, les plus limitées ou les plus larges, ne sont pas des luttes corporatives, ce sont des luttes politiques.

Comment les travailleurs et les jeunes appréhendent-ils le caractère et le contenu politique des luttes revendicatives ? D'une manière très simple.

La classification par niveaux organise la déqualification. La classification par niveaux est une pièce maîtresse du dispositif « bonapartiste ». Ainsi, le déclassement des assistantes sociales s'intègre au démantèlement de la Sécurité Sociale. Il vise entre autres à intégrer les assistantes sociales aux D.D.A.S.S. des préfectures. Mais, en refusant le déclassement, les assistantes sociales dressent leur lutte contre la restructuration « bonapartiste » de l'institution de la Sécurité Sociale. Le combat revendicatif pour le maintien du coefficient devient en conséquence un combat politique contre les institutions bonapartistes en pleine décomposition. Il en est de même de toutes les catégories victimes, dans toutes les professions, de la classification par niveaux, signée par les appareils. Ainsi, le « caractère politique » du combat revendicatif, se dirigeant nécessairement contre les institutions bonapartistes de l'Etat bourgeois, dans lequel s'insère la lutte politique contre les appareils pour réaliser l'unité, permet de donner la plus puissante impulsion à notre lutte pour la constitution d'« organismes adhoc » rejoignant la marche objective du développement vers les comités, dans la crise révolutionnaire.

Le rejet des contrats salariaux, tels que les avaient proposés Barre pour 1977, a une énorme importance politique. Si le gouvernement Giscard-Barre recule et est amené à proposer ses contrats salariaux sur d'autres bases — sans pour autant que ceux-ci deviennent acceptables pour les trotskystes — la pierre angulaire du plan Barre s'en va. Et c'est un nouveau et puissant facteur d'aggravation de la crise politique, sans d'ailleurs que « la paix sociale » à propos des revendications salariales soit pour autant assurée. Et si le Gouvernement maintient les bases de ses contrats, il donne un dénominateur commun à la classe ouvrière dans son combat pour les revendications.

Pourtant, il importe de comprendre que cela ne modifie pas le processus par lequel la classe ouvrière se hisse au niveau du combat politique général (pas nécessairement la grève générale) en partant de ses revendications. Y compris pour arracher les revendications d'augmentation de salaires, la classe ouvrière doit saisir, face aux appareils, les problèmes de la réalisation des conditions du combat et de l'unité en partant de son propre mouvement, de la façon et selon la méthode avec laquelle elle peut s'en saisir : Assemblées générales convoquées, à l'initiative des travailleurs, que nous avons à dégager ; demande aux dirigeants syndicaux qui ont refusé à juste titre de signer ces contrats salariaux de venir à ces A.G. expliquer ce qu'ils proposent ; nomination de délégations permanentes de ces A.G. ; appels aux travailleurs d'autres



sections d'une même entreprise à procéder de même ; initiatives pour qu'ils le fassent, vers la coordination des délégations permanentes d'une même entreprise.

Les appareils des centrales syndicales ont engagé d'ores et déjà la bataille afin d'empêcher que la classe ouvrière, en particulier les corporations de la fonction et des services publics, ne prennent les initiatives qui imposeraient les conditions du combat et de l'unité. C'est ainsi que Maire et Ségué lancent le mot d'ordre d'une grève de vingt-quatre heures à la fin du mois, la F.E.N. décide de ne pas y participer étant donné qu'elle n'a pas été consultée avant. F.O. ne s'est pas encore prononcée. Il s'agit une fois encore d'une tentative de dislocation de la classe ouvrière. Sur la ligne extrêmement simple : « C'est aux travailleurs de décider », en fonction de l'expérience des masses qui n'ont pas été consultées, mais à qui cela est imposé d'en haut, il est extrêmement facile d'y faire face et, dans cette lutte, de poser clairement les problèmes de la mobilisation réelle des travailleurs et de prendre les initiatives qui les concrétisent.

## 9. - Aider les masses à « réaliser » la situation révolutionnaire.

Face à la démarche des appareils cherchant, par la discussion sur l'actualisation du programme commun, à détourner les travailleurs et les jeunes des luttes réelles, nous pouvons mettre en avant tout un système de revendications les plus directement ressenties par les travailleurs et qui, toutes, se dirigent nécessairement contre les institutions bonapartistes de l'Etat bourgeois, qui s'inscrivent toutes dans la situation où la crise politique transite vers la crise révolutionnaire.

- Pas de licenciements : s'opposer en toutes circonstances aux reclassements (LIP, « Parisien Libéré », etc.) ;
- Les Assedic doivent verser l'intégralité des allocations jusqu'au réemploi ;
- Pour les jeunes, à leur sortie de scolarité : S.M.I.C. versé par les Assedic ;
- Chassons les patrons des conseils d'administration de la S.S. ;
- Tout pouvoir de gestion aux conseils d'administration de la S.S., d'où les patrons seront chassés ;
- Maintien des coefficients contre tout déclassement ;
- Des examens loyaux, honnêtes, sans numéris clausus ni sélection, etc.

L'objet de cette résolution n'est pas de définir un programme d'action. Il est de donner les moyens et la méthode en vue de permettre aux militants, des cellules au C.C., d'élaborer correctement des mots d'ordre concrets en les situant dans le moment politique et dans sa perspective. Rien n'est plus facile, à condition d'avoir assimilé complètement le caractère de la situation et le contenu de la politique de l'Union de la Gauche-Front populaire et de son extrême-gauche.

Ainsi, Marchais déclare qu'il faut aller plus loin dans les nationalisations. Il faut donc nationaliser la sidérurgie, pour protéger l'emploi. Bien. Un référendum a été organisé dans la sidérurgie de l'Est. Quoi que, et volontairement, mal organisé, l'immense majorité des travailleurs, des



petits commerçants, des jeunes et des ménagères se sont prononcés pour la nationalisation. Des milliers de licenciements sont décidés. Les négociations entre, d'une part le gouvernement, les magnats de la sidérurgie et, d'autre part, les dirigeants des syndicats ouvriers n'ont en rien fait fléchir la volonté des capitalistes et de leur gouvernement de procéder aux licenciements. Le plan gouvernemental mis au point avec les « professionnels » (lisez les magnats) de la sidérurgie porte l'« exigence » de ces milliers de licenciements, comme condition aux versements de milliards distribués généreusement aux capitalistes, sur fonds publics.

Dès lors, faut-il attendre mars 1978 pour décider des premières mesures qui vont dans le sens de la nationalisation ? Si oui, cela signifierait que l'on accepte les licenciements ; si tel est le cas, cela signifierait que les discussions sur l'« actualisation du programme commun » auraient pour conséquences de contraindre les travailleurs à accepter les licenciements décidés pour les semaines à venir. Si donc on doit refuser les licenciements, décidés par les capitalistes, dès lors il faut réaliser l'unité des travailleurs et des syndicats contre tout licenciement. On peut et on doit appeler immédiatement les travailleurs de la sidérurgie et les syndicats à organiser la lutte en se rassemblant en Assemblées Générales à partir de l'atelier, jusqu'à l'usine Usinor. On peut et on doit pour organiser la lutte, appeler à élire les délégués qui, avec les syndicats, s'opposeront à tout licenciement. On peut et on doit appeler les délégués et les représentants des syndicats à constituer des comités d'unité contre tout licenciement.

Si cela est la voie à suivre — et cela est —, alors il faut que les militants de l'O.C.I. rédigent un appel en ce sens. Il faut qu'ils le proposent à la signature des travailleurs dans l'atelier, le bureau, etc... Il faut, avec les signataires, organiser des comités unitaires de base, ouvrir la perspective de la construction des comités d'unité, de préparation à la grève contre tout licenciement. Comités de délégués de services, de bureaux, délégation permanente ou toute autre forme répondant au besoin des travailleurs d'organiser la lutte unie contre les licenciements, voilà le combat politique dans lequel nous devons nous engager pour aider les travailleurs à réaliser l'unité contre tout licenciement, comme pour telle ou telle revendication.

Sous une forme ou une autre, les appareils imposent ou cherchent à imposer des « luttes » inefficaces. Ils s'efforcent d'ancrer dans l'esprit des travailleurs qu'il leur faut attendre mars 1978. Le combat militant sur la ligne du Front unique signifie l'appel et l'organisation par les travailleurs eux-mêmes de la lutte unie pour imposer aux organisations la responsabilité du combat, en donnant aux travailleurs le « pouvoir » et la possibilité de diriger réellement l'ensemble de la lutte pour les revendications. Quiconque veut épargner les licenciements aux travailleurs de la Sidérurgie, ne peut qu'être en accord avec le combat du F.U.O. Tout militant de l'O.C.I. doit être convaincu que la « courbe d'ensemble du développement historique » qui, comme nous l'avons écrit précédemment, « comportera des phases et à l'intérieur de celles-ci des moments particuliers », exige à chaque étape la définition judicieuse du mot d'ordre, de la forme d'organisation à proposer, en vue d'aider les masses à réaliser le combat unitaire. Car la « courbe d'ensemble du développement historique », c'est la courbe vers les comités réalisant effectivement le contrôle ouvrier, c'est la voie pour réaliser la nationalisation effective de la sidérurgie, parce que ces comités donnent aux travailleurs « le pouvoir et la possibilité de diriger réellement l'ensemble



de la lutte ». Ainsi, on pourra s'opposer à toutes les duperies « auto-gestionnaires » dont le contenu est précisément d'interdire aux travailleurs les moyens réels pour qu'ils se donnent le pouvoir et cette possibilité de diriger eux-mêmes.

## 10. - Contrôle et pouvoir.

On n'exerce pas le contrôle sans détenir le pouvoir. A partir de leurs besoins, concentrés en revendications, ouvrir aux travailleurs et aux jeunes les méthodes de lutte leur permettant de se doter eux-mêmes des moyens pour exercer « le pouvoir », de décider et de diriger les luttes, c'est les aider là à réaliser le contenu du « pouvoir », dans les luttes réelles.

C'est seulement ainsi que peut être saisie la portée politique des luttes revendicatives contre les licenciements, contre les déclassements, pour le maintien du coefficient, pour des examens loyaux, honnêtes sans sélection ni numérus clausus, pour la garantie d'emploi « tout de suite, immédiatement » aux M.A., etc. Et c'est dans le processus organique de la lutte de classes, par exemple à partir de la revendication, « garantie d'emploi des M.A., nous n'attendrons pas le 15 juin » que nous aidons les masses à réaliser l'unité pour le combat en direction du gouvernement. C'est ainsi que dans le processus des luttes, sur la ligne du Front unique, incluant le combat pour dégager les formes d'organisation (comités d'unité pour les M.A.) nous dégageons ce qui représente la forme d'action que nous devons proposer : « Rassemblement national des M.A., marche des M.A. de toute la France sur Paris pour exiger et imposer à Haby la garantie d'emploi tout de suite, immédiatement, sans attendre ».

Il en est de même pour la S.N.I.A., les sidérurgistes, etc. Mais ici, un problème se pose, que nous devons régler, celui de la fausse généralisation. Tout l'art des appareils consiste, d'une part à interdire aux masses de tirer les conséquences politiques — générales — de la défaite électorale des partis gouvernementaux, et d'autre part à les entraîner dans l'impasse des fausses généralisations, pour leur démontrer qu'il faut attendre mars 1978. Gagner du temps, voilà le but de cette politique où les nouvelles discussions sur l'actualisation du programme commun doivent jouer leur rôle pour détourner les masses des véritables problèmes. Opposer la « lutte » en général, pour les salaires en général, aux luttes réelles pour arracher le maintien du coefficient, le respect de la qualification (ce qui inclut de véritables augmentations de salaires), opposer à la lutte réelle pour la garantie d'emploi des M.A. tout de suite, la création de postes tout en taisant soigneusement que dans l'enseignement privé les revendications qualifiées d'irréalistes par les appareils sont une réalité (25 élèves par classe, 12 lycéens par classe de lycée), ou bien d'autres combines encore, voilà à quoi se réduit tout le travail des bureaucrates de tout acabit.

Pour ne pas tomber dans les pièges grossiers que les appareils tendent constamment aux masses, il nous faut, répétons-le, garder en permanence à l'esprit les analyses de principe qui fondent notre politique (sur la crise politique d'agonie de la V<sup>e</sup> République transitant vers la crise révolutionnaire, sur le Front Populaire, sur la politique d'extrême gauche de l'Union de la Gauche F.P., sur le Front unique, sur le renfor-



cement de l'O.C.I. par le recrutement, etc.). Si nous assimilons correctement nos analyses de principe, alors nous nous donnons les moyens, en ne tombant pas dans les pièges dressés par les appareils, d'aider les masses à lever les obstacles. Nous nous en donnerons les moyens en scrutant, avec le plus grand soin, chacun des moments. Ainsi, nous ne nous opposons pas à la lutte « en général » pour les salaires, nous nous opposons à la signature par les syndicats des contrats salariaux que veut imposer le gouvernement Barre-Giscard et par là, nous ouvrons concrètement, à une autre étape — qui peut être proche — la lutte véritable pour les salaires.

En effet, le refus des syndicats de signer les contrats Barre-Giscard aboutit à ce que se crée un « vide » dans les relations de travail. Ce « vide », qui met à nu devant les masses tout le mécanisme « institutionnel » de type bonapartiste des contrats salariaux, implique qu'à une étape ou à une autre, dans la Fonction Publique et les secteurs nationalisés, le problème de l'augmentation des salaires se dresse directement contre le gouvernement et contre tout le mécanisme institutionnalisé des contrats.

Dans le privé, le blocage des salaires imposé par le gouvernement crée une situation de plus en plus explosive dans les rapports des travailleurs avec le patronat, et rend de plus en plus intolérable les rapports entre les patrons — qui pourtant exigent le blocage des salaires — et le gouvernement. Suivre pas à pas chaque moment d'une situation mouvante, définir à chaque moment le mot d'ordre correspondant exactement aux besoins du moment, changer avec audace et détermination de mot d'ordre en relation avec chacun des moments d'une situation qui se dirige vers l'explosion révolutionnaire, parce que les institutions de la V<sup>e</sup> République sont entrées en crise mortelle, voilà ce qu'il faut faire pour aider les travailleurs à dégager les obstacles. Cela exige que le XXI<sup>e</sup> Congrès mette à nu les faiblesses qui, toutes, ont des racines identiques, — politiques comme de méthode.

Répétons-le, à l'heure actuelle, nous ne pouvons savoir avec précision quelle sera l'ampleur et la densité des éléments du pouvoir dont la classe se dotera lors de l'explosion révolutionnaire. Nous ne pouvons pas même savoir avec précision si la situation sera immédiatement analogue à celle du Portugal ou bien à celle de l'Espagne (de toutes façons, en Espagne, on s'achemine vers une situation plus ou moins développée de double pouvoir). Quoi qu'il en soit, l'expérience seule peut régler et règlera ces questions. Mais, comme militants de l'O.C.I., nous avons le devoir absolu d'apprécier la signification des éléments constitués par les comités de préparation à la grève, les délégations permanentes, les comités de grève incluant les syndicats, la signification des délégués de services, celle du comité de grève des dockers de Dunkerque où, avec les dirigeants du syndicat, des délégués dirigent la grève, etc...

Certes, à Dunkerque, les délégués ne sont pas encore élus, mais ce serait ne rien comprendre à rien que d'opposer à cette étape de la lutte des dockers, le comité de grève élu. Faut-il rappeler que le Soviet de Pétrograd s'est constitué dans les premiers jours de la révolution de février 1917, par un accord entre représentants des organisations. L'élection des délégués est venue ensuite. Certes, il faut aller vers le comité de grève, de délégués élus et de représentants des syndicats, mais en aucun cas ne s'opposer aux réalisations concrètes et multiples de la classe, où celle-ci pousse tout à la fois les militants et les organisations



et mesure le degré de résistance des appareils. Nous devons fuir comme la peste tout « doctrinarisme ». Encore une fois nous devons être convainçants, nous avons la possibilité de proposer, dès aujourd'hui, des mesures politiques immédiatement réalisables, commandées par la défense des intérêts et des revendications des masses laborieuses et de la jeunesse.

La prétention de l'Union de la gauche est de chercher à aménager une transition respectant les formes constitutionnelles de la V<sup>e</sup> République, entre le gouvernement Giscard et un autre gouvernement mieux adapté à la défense de l'ordre bourgeois. Cette prétention, qui s'avérera vaine, aboutit à deux conséquences : la première est, pour l'immédiat, de conforter le gouvernement Giscard-Barre pour qu'il subsiste jusqu'aux élections.

La deuxième est de dresser le barrage de l'alliance de collaboration des classes dans la crise révolutionnaire qui, un peu plus tôt, un peu plus tard, surgira comme solution à la crise politique du régime.

La première conséquence en entraîne une autre : il se crée une situation où les appareils, cherchant à assurer la survie du gouvernement Giscard-Barre, sont amenés à apporter leur soutien de fait aux mesures anti-ouvrières que prend et que prendra ce gouvernement, mesures contre lesquelles les masses laborieuses et la jeunesse se dressent et se dresseront, cherchant à briser le carcan des appareils. Les masses laborieuses et la jeunesse sont amenées, pour lever les obstacles aux luttes, à avancer vers la constitution d'organismes autonomes qui leur apparaîtront indispensables pour avancer vers la réalisation du F.U.O.

Les travailleurs et les jeunes savent que ce sont les capitalistes qui détiennent aujourd'hui le pouvoir, avec Giscard-Barre et la V<sup>e</sup> République. Les travailleurs et les jeunes ne veulent plus de la V<sup>e</sup> République et du gouvernement Giscard-Barre parce qu'ils ne veulent plus être gouvernés par un gouvernement capitaliste.

Dans la situation révolutionnaire qui s'ouvrira avec l'effondrement des institutions gaullistes qui ont restructuré jusqu'à un certain point l'appareil d'Etat bourgeois, celui-ci sera ébranlé. Les travailleurs chercheront nécessairement, parce qu'ils veulent leurs revendications, parce qu'ils ne veulent plus des capitalistes, à conquérir de nouvelles positions de classe. Ces nouvelles positions se dresseront contre les institutions qui ont, jusqu'à un certain point, restructuré les relations de travail sur un type bonapartiste. Nous disons et nous dirons aux travailleurs et jeunes : chassons les patrons des conseils d'administration de la S.S., tout pouvoir aux conseils d'administration, chassons les patrons des conseils d'administration des Assedic, et ainsi de suite, de même pour toutes les réformes instituées par la V<sup>e</sup> République. Ainsi se dresseront concrètement contre les institutions gaullistes, les positions nouvelles que les travailleurs et jeunes auront arrachées, comme les premiers éléments de pouvoir, face au pouvoir ébranlé de la bourgeoisie. L'Union de la Gauche-Front populaire concentrera ses forces pour masquer le contenu bourgeois de l'appareil d'Etat bourgeois ébranlé. L'Union de la Gauche cherchera à préserver tout ce qui peut l'être des institutions gaullistes « rénovées » (cf. Espagne, Portugal avec l'unicité syndicale). En évitant soigneusement d'opposer travailleurs aux organisations, nous disons : « Faut-il accepter d'attendre 1978 pour la satisfaction des revendications ? Faut-il accepter les licenciements ? Non, c'est immédiatement, tout de



suite qu'il faut arracher les revendications. Réalisons l'unité des travailleurs et des organisations.» Pour réaliser l'unité des travailleurs et des organisations, nous combattons pour la constitution d'organismes ad hoc, selon le moment, depuis le comité unitaire de base jusqu'au comité de grève élu intégrant les organisations, en passant par les délégués de services, de bureau, la délégation permanente, les comités d'unité de préparation à la grève, ou pour une manifestation, etc...

Organisme ad hoc dont la fonction est de montrer aux travailleurs qu'ils sont à même de réaliser eux-mêmes l'action unie.

En ouvrant ainsi les formes concrètes et adaptées permettant aux masses laborieuses et à la jeunesse de lever les obstacles aux luttes pour les revendications et les aspirations, nous aidons à la mobilisation pour leur permettre d'imposer le Front Unique à la base et au sommet.

C'est un combat politique au plus haut niveau, que de lutter pour réaliser les conditions qui permettront aux travailleurs et aux jeunes de se convaincre, par leur propre expérience, que pour arracher les revendications et les aspirations, il est indispensable de s'organiser contre la bourgeoisie, son gouvernement, ses institutions. Combat politique au plus haut niveau parce qu'il aide les travailleurs, jeunes et militants, à surmonter le barrage bourgeois de l'Union de la Gauche-Front Populaire. Combat politique au plus haut niveau tout à la fois parce qu'il s'inscrit dans le mouvement objectif dont il est partie constituante, vers la crise révolutionnaire, parce qu'il donne à l'O.C.I. les plus larges possibilités de recruter les premiers et déjà nombreux combattants que ce combat dégage, créant ainsi la base élargie pour avancer vers la construction du parti révolutionnaire et assurer la victoire de la révolution prolétarienne dans la situation révolutionnaire qui va s'ouvrir.

**Résolution adoptée,  
à l'unanimité,  
le 11 avril 1977.**



LES MAITRES AUXILIAIRES  
DE  
L'ENSEIGNEMENT DU SECOND DEGRE  
DEMANDENT  
L'ACCOMPLISSEMENT DE LEUR REEMPLOI

un an de combat

e,  
e,  
7.







LES MAITRES AUXILIAIRES  
DE  
L'ENSEIGNEMENT DU SECOND DEGRE  
EXIGENT  
LA GARANTIE IMMEDIATE DE LEUR REEMPLOI

**enseignement:  
un an de combat  
politique de l'OCI**

Par Michel LANDRON

*« Manœuvres OCI-AJS autour des auxiliaires*

*« Au moment où le SNES développe son action contre la réforme Haby et pour les revendications, nous sommes en présence d'une manœuvre de diversion qui tente d'utiliser les MA pour les détourner de cette action et les lancer dans des entreprises isolées et aventuristes.*

*« Cette entreprise antisyndicale tirant son origine d'une organisation politique, l'OCI-AJS, mettant en cause le syndicat — le SNES — qui mène effectivement la lutte pour l'emploi et la titularisation des MA, utilise les légitimes inquiétudes des maîtres auxiliaires et cherche à leur imposer de l'extérieur, à partir de réunions « informelles », sous couvert de plate-forme, des mots d'ordre qui risquent de les opposer aux autres personnels. Elle débouche sur des voies sans issue pour les maîtres auxiliaires, la démobilisation, l'échec.*

*« Au moment où se développe l'unité dans des conditions nouvelles, la place des auxiliaires est dans le combat commun décidé et mené par les organisations syndicales sur une plate-forme qui exige la création de postes, seule garantie du réemploi des MA à la rentrée prochaine. »*

Mais qu'est-ce que l'OCI a bien pu faire de si extraordinaire pour mériter un tel courroux émanant de la direction nationale du Syndicat national de l'enseignement supérieur

(SNES), qui publie ce communiqué en bonne place dans son organe central, « L'Université syndicaliste » (L'US), le 9 mars 1977.

Les lecteurs de « L'US » ne le sauront jamais, par cet organe de presse tout au moins, étant donné le style inimitable des responsables du SNES (parmi lesquels les mem-

---

2 500 maîtres auxiliaires au rassemblement national du Parc floral de Paris, le 6 mars 1977. (Ch. Avril.)



bres du PCF sont prépondérants), un style volontairement elliptique, des phrases imprécises et vagues, la méthode de la suggestion, sans qu'aucun fait, aucune information véritable ne soient apportés.

Bref, il faut absolument condamner l'OCI, mais surtout ne pas savoir pourquoi.

C'est donc que les informations susceptibles d'étayer les accusations portées ici contre l'OCI ne doivent surtout pas être communiquées aux professeurs. Seraient-elles donc plus dangereuses que l'OCI elle-même ?

De quoi s'agit-il en l'occurrence ?

Le communiqué est publié dans « L'US » du 9 mars 1977. Le 6 mars, 2 500 maîtres auxiliaires, MI-SE et enseignants de centaines de lycées, CES et CET de toute la France, rassemblés au Parc floral de Paris, ont décidé la grève le 15 mars si

M. Haby n'accordait pas tout de suite « les garanties écrites d'emploi pour tous ». Entre les deux tours des élections municipales, donc.

Quel rapport avec le combat de l'OCI ? C'est l'objet de cet article reprenant un an de combat politique dans l'enseignement.

Ce secteur particulier de la lutte des classes, sur la base de l'initiative de l'OCI, a constitué un point de concentration de tous les problèmes politiques de la lutte des classes se dirigeant vers la crise révolutionnaire, image de ce qui, au lendemain des municipales, prend forme dans tous les secteurs. Il convenait donc, dans « La Vérité », d'établir un compte le plus rigoureux possible des problèmes politiques soulevés, en souhaitant qu'il permette la clarification du combat militant, préparant activement la révolution inévitable.

---

## V<sup>o</sup> République, enseignement, auxiliaire

---

Reprenons l'article que nous avons écrit dans « La Vérité » d'avril 1976, précisément consacré au combat de l'OCI dans l'enseignement.

« La bourgeoisie, bien que dans les pires conditions politiques, ne peut renoncer à détruire l'enseignement public, pour appliquer ses plans de déqualification, de démantèlement de l'Education nationale, de remise en cause des droits, acquis et libertés des personnels de l'Education nationale. Elle ne peut y renoncer, les besoins objectifs du capitalisme décident le lui imposent. En même temps, elle fait tout pour éviter l'affrontement avec le corps enseignant, qui aurait des conséquences immédiates sur l'ordre social et politique. Il lui faut l'aide totale et directe des organisations ouvrières, syndicales et politiques. Bien plus,

il lui faut l'aide directe des dirigeants de la FEN. »

La réforme Haby est en effet votée depuis juillet 1975 par l'Assemblée nationale, après plusieurs mois de concertation sur ses avant-projets.

---

### LA SITUATION A LA RENTREE 1976

---

A la rentrée de septembre 1976, aucun décret d'application n'est encore publié ! La seule mesure prise par le gouvernement Giscard-Chirac, constitué en 1974 au lendemain des élections présidentielles pour tenter un impossible replâtrage de la V<sup>o</sup> République, est la réforme des seconds cycles universitaires. Et encore, le gouvernement avait-il été pressé par le patronat qui la récla-



maît d'urgence ! Il dispose de l'appui total des dirigeants du SNESup et de l'UNEF-Renouveau qui, ayant participé à l'élaboration de cette réforme pendant plusieurs années, participent à son application.

Et l'on sait que, quelques mois auparavant, 800 000 étudiants ont cherché par la grève, par leur propre intervention active, à arracher son abrogation. On sait que ce grand mouvement des masses étudiantes, auquel s'étaient associés de nombreux enseignants du supérieur, a été un des éléments de la lutte des classes qui a conduit à l'éclatement du gouvernement Giscard-Chirac.

La réforme de l'enseignement reste cependant d'une impérieuse nécessité pour le capitalisme français. La main-d'œuvre est beaucoup trop chère. Assurément, livrer sur le marché du travail de jeunes travailleurs sans qualification, soumis à la surexploitation, ne possédant pas la monnaie d'échange pour vendre leur force de travail que constitue une qualification reconnue, un diplôme national délivré par l'Éducation nationale, habitués et convaincus que « la mobilité professionnelle » est aussi naturelle que « l'apprentissage sur le tas », serait un pas important pour les capitalistes. Des jeunes diplômés livrés sur un marché saturé où il n'y a pas de travail correspondant à leur qualification, n'est-ce pas de plus un danger considérable et permanent pour l'ordre établi ? Enfin la généralisation de l'apprentissage sur le tas ne constituerait-elle pas une économie appréciable pour le gouvernement ?

---

### LA REFORME HABY A DEUX AXES

---

Le premier est l'accentuation de la sélection à tous les niveaux, en commençant par l'école maternelle et le cours préparatoire, la déqualification professionnelle généralisée (liquidation des CET et des CAP

en trois ans, enseignement dit professionnel en CES pour la généralisation de l'apprentissage sur le tas, alternance école-entreprise...), l'enseignement à la carte dans les lycées, donc, à terme, l'éclatement du baccalauréat.

Le second est l'association directe des organisations syndicales à son application et il concentre, lui, les contradictions politiques.

Une résolution de la commission enseignante de l'OCI précise à ce sujet :

« Le bonapartisme gaulliste signifiait la mise en place de nouvelles institutions correspondant aux impératifs du capital financier.

« Dans le domaine de l'Éducation nationale, ces institutions sont en particulier la loi Debré en 1968, les lois de juillet 1971, l'auxiliarat, etc.

« Il arrive depuis 1968 la situation suivante : les institutions mises en place ne correspondent plus aux rapports entre les classes et au sein des classes qui leur ont donné naissance. Les masses ont en effet dressé le barrage de leur résistance aux menées de l'État bonapartiste, et cela malgré et en dépit de la politique des appareils soutenant le gaullisme et trahissant les luttes ouvrières...

« L'Éducation nationale devait être restructurée totalement. C'était l'objectif en particulier de la réforme administrative de 1964, qui avait un double aspect :

« — l'asservissement des syndicats (surtout de la FEN) par leur entrée dans les organismes de concertation à vocation corporatiste (Conseil économique et social, commission Laurent, commission de la carte scolaire...) ;

« — le renforcement de l'appareil d'État dans le sens d'une concentration pour s'attaquer aux droits et aux conquêtes ouvrières.

« Les appareils capituleront devant cette double exigence. Mais si les institutions étaient



mis en place, à partir de 1968, où la question du pouvoir est posée, ces « institutions » entrent en totale contradiction avec les nouveaux rapports de force entre les classes, favorables à la classe ouvrière.

« Avec l'aide des appareils, l'Etat bonapartiste n'en continue pas moins à tenter une restructuration indispensable pour la bourgeoisie, mais cela n'est possible qu'avec le soutien encore plus ouvert et direct des appareils (loi Faure et loi de juillet 1971, votées unanimement à l'Assemblée nationale et instaurant de nouvelles institutions participationnistes : les conseils de gestion et les comités départementaux de la formation professionnelle et de l'emploi).

« En d'autres termes, ce sont les appareils qui doivent faire fonctionner les institutions à caractère bonapartiste dans une situation où les masses se dressent contre ces institutions pour les liquider. »

---

### CONTRADICTIONS AU SEIN DES ORGANISATIONS

---

L'accentuation de la crise du régime va considérablement développer cette contradiction à partir de 1974. Plus que jamais, les appareils doivent prendre en charge l'application de la réforme. C'est d'ailleurs là que se situe la racine de la crise qui secoue la FEN. Nous écrivions l'an passé à ce sujet :

« La concentration des problèmes et l'évolution de la situation politique fait que le gouvernement et le patronat sollicitent l'appareil de la FEN et l'invitent à prendre en charge, contre les enseignants et la jeunesse, l'application de la réforme, comme à modifier la place de la FEN sur l'échiquier politique. »

Nous avons dit : « La FEN est à un carrefour. » Le congrès de la

FEN de Grenoble, en février 1976, fut un congrès de crise, les dirigeants de la FEN ne parvenant pas à faire faire à celle-ci un tournant radical. Les résolutions adoptées sont un tissu de contradictions où cohabitent les anciennes positions de condamnation de la politique de la V<sup>e</sup> République et des « propositions constructives », étrangement similaires à certaines mesures de la réforme Haby.

Nous écrivions :

« Dans quel sens (ces contradictions) se dénoueront-elles ? Les premières applications de la réforme Haby, qui provoquent une résistance immédiate des enseignants, permettent d'affirmer qu'elles sont toujours plus insoutenables. »

L'éclatement du gouvernement Giscard-Chirac multiplie l'ensemble de ces contradictions. Il intervient d'ailleurs au moment où les conditions objectives dictent la nécessité absolue d'appliquer les réformes, la politique des revenus, l'austérité. Ce sont le plan Barre et les décrets Haby qui tombent au « JO ». Tout se concentre finalement sur la capacité des dirigeants des partis ouvriers et des centrales syndicales de faire accepter ces mesures aux masses laborieuses et à la jeunesse.

Et quels sont les organismes, les institutions, chargés de l'application de la réforme ? Les comités départementaux de la formation professionnelle et de l'emploi pour l'enseignement technique, le CNESER et les conseils de gestion pour le supérieur, les commissions de la carte scolaire pour le secondaire, le technique et le primaire, les conseils d'administration dans le second degré, les divers groupes de travail mis en place par le ministère et qui associent les dirigeants syndicaux à l'élaboration des mesures gouvernementales.

En d'autres termes, plus les masses veulent passionnément en finir avec le régime social et politique, plus elles aspirent à un changement radical, plus les dirigeants des partis



et des syndicats ouvriers s'exposent face à elles pour tenter de les sauver. (Voir le projet de loi déposé par le PCF, en novembre, sur l'apprentissage).

Ce que nous écrivions en avril 1976, dans « La Vérité », est plus que jamais vrai.

« Les enseignants, pas plus aujourd'hui qu'hier, n'accepteront la réforme Haby et son application, fût-elle une loi votée par une Assemblée nationale, de surcroît composée d'une majorité UDR désavouée par le suffrage universel. Dans la lutte vivante des classes, l'opposition irréductible des masses au gouvernement bourgeois et à son Assemblée nationale cherchera à balayer les obstacles à l'unité ! C'est ce mouvement qu'il s'agit d'exprimer consciemment et concrètement. »

Cette appréciation politique trouvait une application immédiate dans le secondaire et le technique sur la question des maîtres auxiliaires menacés de ne pas être réemployés à la rentrée de septembre 1976, puis menacés de licenciement par milliers si la réforme Haby était appliquée.

Le combat engagé par l'OCI sur cette question va poser tous les problèmes politiques de la construction de l'OCI dans la lutte des classes qui se dirige vers l'effondrement de la V<sup>e</sup> République et la crise révolutionnaire.

---

### L'AUXILIARIAT, UNE ŒUVRE DE LA V<sup>e</sup> REPUBLIQUE

---

36 000 maîtres auxiliaires dans le second degré, plus de 150 000 dans l'Education nationale. Le développement de l'auxiliarat résulte d'une contradiction. Le gaullisme n'est en effet pas parvenu à enrayer l'afflux considérable d'élèves vers les lycées et CET, bien que cela fût son objectif principal avec la réforme Fou-

chet (mise en place des CES), la loi Royer et les lois de juillet 1971 sur la formation professionnelle. Contraint donc d'embaucher des enseignants, les gouvernements successifs depuis plus de dix ans ont systématiquement diminué le nombre de postes mis au concours au CAPES et à l'agrégation, bloquant la possibilité pour des milliers d'enseignants de bénéficier des droits et garanties qu'offre la titularisation.

L'auxiliarat est donc une création de la V<sup>e</sup> République, en complète contradiction avec les conquêtes, acquis et droits des travailleurs de la fonction publique, arrachés au lendemain de la seconde guerre mondiale.

Comment la politique des appareils s'est-elle exprimée sur cette question ? De la situation faite aux auxiliaires est sortie une revendication, « la titularisation immédiate ». Le caractère politique de cette revendication est évident, puisqu'elle dresse directement les personnels contre le gouvernement et l'Assemblée nationale votant le budget. Les dirigeants des organisations syndicales (en particulier ceux du SNES) s'opposent constamment à cette revendication. Ils se feront, contre les MA, les gardiens rigoureux d'un plan, dit « de résorption de l'auxiliarat » par lequel le gouvernement concède la titularisation d'une partie des MA (ce qui, entre parenthèses, détruit toute l'argumentation des stalinienens contre la titularisation immédiate, car si elle est juste pour quelques-uns, pourquoi ne le serait-elle pas pour tous ?), pour se réserver la possibilité de licencier les autres en fonction de la situation.

Le SGEN-CFDT, quant à lui, archi-minoritaire dans l'enseignement, agitera cette revendication de façon démagogique sans jamais poser le problème de l'adéquation entre la fin et les moyens permettant de l'atteindre.

La fonction politique de l'auxiliarat est donc évidente, car pour appliquer la réforme de l'enseignement, il faut



s'attaquer au corps enseignant et remettre en cause ses droits et ses acquis. Toutes les mesures gouvernementales contre l'enseignement public se traduisent immédiatement par la tentative de licenciement de maî-

tres auxiliaires. Réciproquement, le combat contre les licenciements de MA s'oppose directement à l'application des réformes. D'où la dimension politique que va revêtir la bataille menée sur cette question.

---

## la rentrée scolaire de septembre 1976 l'OCI prend l'initiative politique

---

Au mois de mai 1976, analysant la situation, l'OCI avait dit : « Le ministère menace de ne pas réemployer des milliers de MA, des coupes sombres ont été décidées : garantie que tous les MA seront réemployés. »

Le Comité de liaison des auxiliaires, constitué l'année précédente par des militants de l'OCI pour regrouper tous ceux qui veulent combattre pour le front unique pour la défense des MA, acceptait cette orientation. A son initiative, quelques dizaines d'établissements réaliseront l'unité en constituant des délégations, le plus souvent intersyndicales, pour aller au rectorat concerné réclamer la garantie de réemploi pour les MA de l'établissement. Le niveau de l'établissement est plus saisissable par les auxiliaires et les enseignants pour vaincre la résistance des appareils, exprimée surtout par le ou les militants du PCF. L'immense majorité des enseignants est en effet pour la garantie de réemploi et contre le licenciement de leurs collègues auxiliaires. Ils ressentent cela comme une question politique, car accepter les licenciements dans l'enseignement peut être le point de départ de la remise en cause de tous les droits et acquis. A partir du combat pour la réalisation du front unique à la base, se pose déjà, immédiatement, la nécessité de réaliser le front unique jusqu'au sommet. L'Assemblée des délégués des établissements, qui permet aux enseignants de centraliser leur volonté et de contrôler leurs

organisations syndicales, commence à se dégager comme une nécessité politique pour réaliser le front unique et afin de surmonter la résistance des dirigeants des syndicats qui, certes, sont contraints d'accepter la revendication « d'un poste à temps complet pour tous les MA », mais se refusent à une initiative en direction du ministère.

---

### LA CONFERENCE DU 11 SEPTEMBRE

---

Le 23 juin, les militants de l'OCI proposaient alors au Comité de liaison d'organiser le 11 septembre, la veille de la rentrée scolaire, une « Conférence nationale de délégués ».

Cette proposition a une importante signification politique : il n'est pas question pour l'OCI d'attendre que les appareils syndicaux prennent une initiative. L'OCI se construira en exprimant consciemment les aspirations des masses. Attendre une initiative des dirigeants syndicaux, c'est, dans les faits, se définir soi-même comme « un vulgaire opposant », démontrer ainsi son impuissance pour substituer au combat réel pour le front unique une lutte idéologique où la phraséologie radicale ne fait que (mal) camoufler une politique précise : « On ne peut rien faire, sinon protester en parole contre la politique de l'Union de la gauche d'alliance avec la bourgeoisie. »



## L'appel du 11 septembre

*600 enseignants et surveillants représentant la région parisienne et 51 villes de toute la France, se sont réunis le 11 septembre à la Sorbonne à l'initiative du Comité de liaison des auxiliaires.*

*Après une ample discussion à laquelle de nombreux camarades ont participé, l'Assemblée a pris la décision de répondre favorablement à l'appel des 80 auxiliaires de l'Académie de Créteil :*

(...) Les 80 MA décident :

1 - D'appeler à l'unité tous les établissements dès lundi pour exiger du rectorat un poste pour tous les MA et pas un seul licenciement ;

2 - D'appeler, lundi soir, à partir de 18 h, à Jussieu, à une réunion unitaire avec tous les MA, tous les enseignants, comités et syndicats, afin de s'organiser, de s'unir et de décider l'action commune et en particulier une manifestation mercredi 15 septembre. (...)

*Une déclaration de 23 auxiliaires de l'Académie de Versailles va dans le même sens.*

*L'Assemblée a entendu les camarades du Comité des non-titulaires de l'Education nationale qui ont répondu également favorablement à l'appel des MA de Créteil pour lundi soir.*

*L'Assemblée a décidé en conséquence :*

*De combattre dès lundi matin dans les établissements, pour la réalisation de l'unité, pour arracher les postes nécessaires, en direction des rectorats.*

*De combattre pour que lundi soir à Paris (18 h, Jussieu) et dans toutes les académies, se tiennent des réunions unitaires avec les enseignants, les syndicats, les comités, afin de décider l'action commune dans tous les rectorats et en particulier une manifestation unitaire à Paris, mercredi.*

En proposant la Conférence du 11 septembre, l'OCI annonçait au contraire qu'elle se plaçait clairement sur la ligne permettant aux auxiliaires de combattre pour le front unique, pour arracher « un poste tout de suite ».

C'est cette orientation qui amène l'OCI à prendre l'initiative de fixer un objectif de manifestation des MA de l'académie de Créteil, qui aura effectivement lieu le 10 septembre avec 80 MA, entraînant avec eux tous les comités (« Le mouvement des non-titulaires en lutte » impulsé par « Révolution ! », le CRAEN, constitué hâtivement par les stalinien).

On trouvera ci-contre les termes de la décision de la Conférence du 11 septembre (600 enseignants représentant la Région parisienne et 51 villes de province), à l'appel des 80 MA de Créteil.

L'orientation y est clairement exprimée : front unique à la base pour réaliser le front unique au sommet. Les instruments pour mener ce combat politique, ce sont l'Assemblée des délégués des établissements et la manifestation.

Le caractère politique de cette bataille revendicative est cependant évident. Le gouvernement Giscard-Chirac vient en effet de voler en éclats. Toutes les contradictions antérieures sont multipliées. Le gouvernement Barre peut présenter son plan d'austérité, dont le licenciement des MA est un aspect, uniquement parce que les dirigeants du PCF et du PS affirment leur volonté de ne remettre en cause ni le gouvernement ni l'Assemblée nationale qui, selon eux, doit aller au terme de son mandat (1978). L'Union de la gauche d'alliance avec la bourgeoisie signifie concrètement le soutien au gouvernement Barre contre les masses qui veulent plus que jamais en finir avec le régime.

Une note politique préparatoire à la Conférence du 11 septembre précise d'ailleurs :

« Il est indispensable, au lendemain de l'éclatement du gou-



vernement Giscard-Chirac, de donner les réponses politiques aidant la classe ouvrière à comprendre dans son mouvement la nature des obstacles qu'elle rencontre dans sa volonté d'en finir avec le gouvernement (tract de l'OCI sur la ligne : « L'Assemblée nationale ne doit pas décider, elle doit disparaître ! », « Front unique des partis ouvriers pour la dissolution ! »). Il est cependant également indispensable de formuler précisément, en chaque circonstance, et à chaque moment, la politique qui aide les masses dans et par leur mouvement à surmonter ces obstacles. »

---

### **L'UNION DE LA GAUCHE A L'ŒUVRE CONTRE LES MA !**

---

Seuls, les bureaucrates peuvent en effet penser que les masses doivent attendre passivement le bon vouloir des dirigeants tentant de leur imposer d'en haut leur diktat. Les masses vivent et agissent en permanence sous de multiples formes et sur tous les terrains. Une organisation politique comme l'OCI fonde sa tactique politique sur l'état d'esprit des masses qui subit de rapides évolutions en fonction des développements de la situation. Et le sentiment des masses est dominé par leur conscience de l'incapacité totale du régime de régler les problèmes, par sa décomposition qui rend particulièrement intolérable une quelconque aggravation de leur situation.

Les masses ne peuvent comprendre le langage qui vient d'en haut, leur demandant d'attendre, de patienter, de respecter l'autorité gouvernementale. Précisons. Elles sont capables d'attendre et de patienter quand elles n'ont pas d'issue ou quand elles poursuivent une grande cause révolutionnaire. Mais en l'occurrence, l'issue existe. D'où l'importance du combat politique de l'avant-garde révolutionnaire pour le front unique pour la dissolution de l'Assemblée

nationale, pour le gouvernement du PCF et du PS sans ministres capitalistes. Il conforte les masses, leur donne assurance et confiance en elles ; il les aide directement dans leur lutte de classe pour franchir les barrages édifés afin de contenir l'énergie révolutionnaire qui s'accumule en leur sein.

Les masses ne peuvent attendre le bon vouloir des dirigeants qui leur tiennent des discours insipides étrangers à leur état d'esprit et que l'on peut résumer ainsi : « Acceptez le plan Barre, c'est la loi, acceptez la réforme Haby, il n'y a rien à faire, il faut attendre 1978, et encore... ». Les enseignants ne peuvent comprendre ce discours, mais toute la situation les pousse au contraire à s'opposer aux conséquences du plan Barre, donc aux conséquences de la survie du régime, que permet la politique d'Union de la gauche.

Cette contradiction se mesure en particulier dans la volonté des enseignants d'utiliser leurs organisations syndicales que les dirigeants cherchent à leur confisquer en imposant d'en haut des journées d'actions sans efficacité, des « actions » sans lendemain qui n'ont d'ailleurs pas pour but de satisfaire les revendications.

---

### **QUE SIGNIFIE CONCRETEMENT L'UNION DE LA GAUCHE A LA RENTREE SCOLAIRE, POUR DES MILLIERS D'AUXILIAIRES ?**

---

Les dirigeants des syndicats, en particulier du SNES, participent à des organismes à caractère assez informel : des groupes de travail avec les recteurs pour la nomination des MA. Ce ne sont pas des commissions paritaires, mais des organismes dans lesquels les dirigeants syndicaux organisent, avec le recteur, la nomination des MA selon un barème qui a été établi. Ainsi, sous couvert de



justice et de lutte contre l'arbitraire dans les nominations, les dirigeants des syndicats, en opposant le respect impératif du barème aux MA qui veulent « un poste tout de suite, pour tous », donnent le contenu politique de leur participation à ces groupes de travail dans lesquels ils déterminent ceux qui auront un poste et ceux qui n'en auront pas ! Cette politique entre en complète contradiction avec la volonté des MA, des enseignants et des militants d'obtenir un poste pour tous, barème ou pas barème !

Et la lettre reproduite ci-contre, que le secrétaire départemental du SNES de Moselle adressera à la section syndicale du CES de Puttelingen qui lui demandait son soutien, montre brutalement l'obstacle que les MA, les professeurs et les militants ont à franchir.

D'une part, il y a les auxiliaires et les enseignants qui cherchent à utiliser leurs organisations syndicales pour arracher un poste, de l'autre, il y a les appareils dirigeant les organisations syndicales, participant aux groupes de travail chargés d'organiser les licenciements et se refusant « à affaiblir leur autorité » en défendant les véritables revendications des enseignants.

Cette contradiction ne peut être résolue que par son développement logique : il faut que les auxiliaires et les enseignants, eux-mêmes, imposent leur volonté contre les appareils, le front unique avec les organisations.

Pour cela il faut aider les auxiliaires et les enseignants à réaliser les conditions où ils décideront eux-mêmes en contrôlant les organisations.

Voilà l'orientation politique de l'OCI.

Son application, dans les différentes étapes de l'action engagée au cours du 1<sup>er</sup> trimestre, a eu ses forces et ses faiblesses.

## « Nous ne soutiendrons pas votre demande »

*« Donc, vous désirez que s'engage... le combat pour l'obtention de la garantie écrite du Rectorat que tous les auxiliaires, SE, suppléants, remplaçants, conservent leurs emplois à la rentrée 1976, et vous nous demandez de soutenir votre action pour qu'aucun licenciement n'ait lieu au CES de Puttelingen à la rentrée. »*

(...)

*« Si je comprends bien, vous nous demandez de soutenir la demande faite au Recteur d'une garantie écrite de réemploi. »*

*« Cela, nous ne le ferons pas, et nous n'allons pas affaiblir l'autorité du SNES par une telle demande. Parce que le Recteur, s'il répondait, dirait qu'à l'heure actuelle, les nominations de titulaires ne sont pas terminées (ce que tout SI doit savoir), que personne ne connaît encore le nombre de postes qui resteront vacants, qu'on peut simplement affirmer qu'il y en aura moins que l'an dernier, que les possibilités d'emploi dépendront du nombre de postes qui seront créés par le ministre et le gouvernement, du nombre qui sera affecté à l'Académie ; que le ministre n'a encore rien décidé, ce qui est regrettable et que lui, Recteur, ne pourra nommer que sur les postes dont il disposera ; que ce sont des choses que les syndicats savent aussi bien que lui ; que le sachant, cette demande est surprenante. Et que s'ils ne le savent pas, c'est bien inquiétant pour le syndicalisme enseignant. »*

*« C'est pourquoi, nous ne soutiendrons pas cette demande, parce que les enseignants, titulaires et auxiliaires ont besoin d'un syndicat fort et respecté. »*



## forces et faiblesses du combat de l'OCI

Le 22 septembre, une manifestation au ministère a regroupé quelque 500 MA chômeurs et enseignants de la Région parisienne.

Le compte rendu de la délégation reçue, publié page 55, confirme toute l'appréciation de la situation politique faite par l'OCI. Le désarroi déjà constaté dans les rectorats règne au ministère lui-même. A l'évidence, des consignes contradictoires sont données. Surtout, il faut empêcher une explosion dans le secondaire qui aurait des conséquences considérables pour l'équilibre politique. Il faut en même temps appliquer l'austérité. C'est inconciliable ! Il est possible de gagner !

### IL S'AGIT D'AIDER LES MASSES A REALISER LEURS ASPIRATIONS

Une note politique écrite le 23 septembre soulève les premiers problèmes politiques rencontrés :

« La composition de la manifestation du mercredi 22 au ministère de l'Education démontre que l'OCI n'est pas encore engagée partout résolument dans le combat politique à cette rentrée scolaire afin de permettre, par l'initiative de l'OCI, aux enseignants de surmonter eux-mêmes les obstacles dressés par les appareils soutenus par les gauchistes.

« Seuls, quelques établissements étaient présents sous forme de délégations constituées, organisées, voire désignées, à une manifestation dont le caractère politique (absence des dirigeants du SNES et du SGEN) était évident pour tous les enseignants. »

Cela concentre tous les problèmes, car cela signifie une hésitation de l'OCI quant à la situation politique. La conviction n'existe pas vraiment que la période transitoire vers la crise révolutionnaire est marquée par la volonté acharnée des masses et des militants de chercher une issue politique à leurs problèmes.

Il convient ici de s'arrêter sur cette question des hésitations des révolutionnaires qui « doivent savoir reconnaître la révolution quand elle frappe à la porte », et la préparer activement avec la classe ouvrière. Il ne s'agit pas, pour l'OCI, de forcer les rythmes et de provoquer la crise révolutionnaire (bien que son intervention puisse avoir des conséquences directes dans ce domaine) ; il ne s'agit pas non plus d'attendre que la crise révolutionnaire éclate (bien qu'elle éclatera inéluctablement).

Il s'agit d'aider les masses à réaliser ce qu'elles veulent réaliser. Leurs aspirations sont profondément révolutionnaires et, en même temps, les masses sont chargées d'illusions quant à leurs organisations traditionnelles. Le combat de l'OCI est tout entier axé sur les aspirations des masses et non sur leurs illusions qui leur sont contradictoires. La construction du parti révolutionnaire, c'est précisément la réalisation des aspirations révolutionnaires des masses en les aidant à se débarrasser de leurs illusions, à se débarrasser de la tutelle des appareils en réalisant elles-mêmes ce qu'elles ont à réaliser contre la bourgeoisie.

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » est le mot d'ordre du parti révolutionnaire.



## COMMENT SE SONT MANIFESTEES LES HESITATIONS

Les enseignants qui veulent la garantie d'emploi des MA se heurtent à l'Union de la gauche en ce qu'elle signifie concrètement refuser de participer à la manifestation du 22 septembre. La décomposition du régime décuple la volonté des enseignants de ne pas accepter les licenciements. Voilà pourquoi l'OCI peut se construire dans cette période à condition de s'aligner sur les masses et non sur les appareils. Toutes les difficultés dans le domaine du recrutement à l'OCI se concentrent là.

Sur deux autres questions, cette même hésitation s'est manifestée. La note politique du 23 septembre explique :

« 1. Le fait que pour la première fois une délégation de MA chômeurs ait été reçue au ministère vérifie clairement notre appréciation de la situation politique.

« 2. Les gauchistes ont joué leur rôle de flanc gauche des appareils, ce qui, dans une situation où les appareils soutiennent à fond Giscard-Barre et la V<sup>e</sup> République, les amène à la capitulation ouverte et éhontée devant la bourgeoisie. D'où leur éclatement et leur dislocation à plusieurs reprises. Ainsi, en refusant d'exiger un poste pour les MA présents en y opposant un poste pour tous, les gauchistes entendaient démontrer qu'il est impossible de vaincre, que par conséquent les appareils ont raison, et cette politique aboutit à un poste pour personne !

« 3. Dans un premier temps, nous avons cédé devant la pression des gauchistes (représentant l'Union de la gauche) en acceptant de ne pas exiger une garantie d'un poste pour les chômeurs présents, et cela a permis à ceux-ci de disloquer la manifestation (et de disloquer l'OCI puisque, à ce mo-

## « Je suis prête à recevoir les cas individuels »

*La représentante du Ministre a répondu : « Je suis prête à recevoir tous les cas individuels », et ajouté : « Je peux vous dire que la situation sera réglée favorablement dans les prochains jours. »*

*Il est possible de gagner, d'arracher les postes.*

*C'est d'ailleurs la première fois que le ministre reçoit une délégation de MA chômeurs !*

*Obtenir le réemploi de tous les MA, c'est la volonté de tous les enseignants. Les MA chômeurs sont tous des cas particuliers. Il y a 6 000 cas particuliers ! Tous les cas particuliers doivent obtenir un poste.*

*A une MA de la délégation, la représentante a déclaré : « Je téléphone au Rectorat et je m'engage à ce qu'elle obtienne un poste », et ajouté : « Je ne peux vous dire officiellement qu'elle a un poste car sinon tous les MA viendraient chercher leur poste ».*

\*  
\*\*

*Il est possible de gagner.*

*L'unité des organisations syndicales permettrait d'obtenir un poste pour tous les MA et tous regrettent l'absence des dirigeants du SNES et du SGEN aux rectorats comme aujourd'hui au ministère malgré des milliers de signatures en quelques jours sur la lettre qui leur fut adressée.*

*Le Ministère déclare qu'il est prêt à recevoir tous les cas particuliers. Les MA chômeurs sont tous des cas particuliers. (...)*



ment, la moitié de l'organisation a quitté les lieux), et à ce moment la majeure partie de l'OCI s'est trouvée des tâches à réaliser (prise d'IO...), évitant le combat.

« En retournant une deuxième fois au ministère pour exiger une réponse précise aux chômeurs, nous avons dégagé le levier pour poursuivre le combat politique pour le front unique (le compte rendu de délégation) en même temps que les gauchistes se déchiraient. »

Quelques commentaires sont nécessaires à cette note politique situant bien les problèmes.

L'hésitation devant la manœuvre des gauchistes (en fait un dirigeant de « Révolution ! » soutenu par quelques militants de la LCR) aboutissait à l'abandon des intérêts des MA en privant ceux-ci d'un levier politique formidable : « Il est possible de gagner, la preuve est faite, si les syndicats réalisaient l'unité tous les postes seraient arrachés ». « Nous avons obtenu des postes sans nous préoccuper du barème qui est utilisé pour justifier les licenciements ! »

Sous un faux radicalisme, le refus de se battre pour obtenir les postes pour les MA chômeurs présents à la manifestation aboutissait en fait à couvrir complètement les dirigeants syndicaux et à ramener le combat réel pour arracher un poste pour tous les MA à un combat purement idéologique. Il s'agit en plus d'un mépris pour les MA chômeurs qui qualifie ses auteurs de petits bureaucratillons détestables.

Cette hésitation disloquait l'OCI et le mouvement engagé par les MA.

---

#### « VERS LES COMITES D'ACTION ? »

---

Un autre problème politique est également apparu : la question de la représentation démocratique des MA et des enseignants en lutte.

« 4. L'assemblée de Jussieu qui a suivi fut une victoire politique pour les auxiliaires et l'OCI. D'emblée, refusant la polémique dans laquelle les gauchistes voulaient nous entraîner (débat général sur un poste pour tous ou X postes tout de suite, ou pour ou contre la grève du SGEN), en rendant compte de la déclaration de la représentante du ministre (dont chacun peut mesurer l'importance), dégageant le point d'appui que représentaient ses propos (« je suis prête à revoir tous les cas particuliers »), nous avons permis et nous permettons aux auxiliaires et aux enseignants de combattre en contrôlant leur mouvement (alors que les appareils et gauchistes cherchent précisément à les expulser).

« C'est pour cette raison, et non pour une manœuvre ou pour la majorité numérique, que l'assemblée de Jussieu a adopté la coordination de délégués élus et mandatés pour mardi prochain.

« Cette coordination est un instrument des enseignants pour réaliser le front unique. En ce sens elle n'est pas « coordination des luttes ». Elle représente une forme transitoire déterminée vers le comité du front unique ouvrier. »

Qu'est-ce donc que cette coordination des MA et des délégués des établissements ? Un instrument de lutte pour le front unique sous des formes particulières, constitué par l'initiative politique de l'OCI. Plus développée que le Comité de liaison des auxiliaires, la coordination, reliée aux établissements où se mène le combat pour le front unique à la base, est le moyen de combattre pour réaliser le front unique au sommet. Elle organise et regroupe tous les enseignants qui veulent combattre pour arracher satisfaction sur les revendications des auxiliaires, ce qui est inséparable du combat pour que les organisations syndicales prennent leur place et se soumettent à la volonté



majoritaire. Elle exprime en cela la volonté des enseignants de voir réaliser l'unité, et de contrôler leurs organisations en décidant eux-mêmes. Elle s'apparente à ce que Trotsky définit en 1935 sous le terme de comité d'action, lorsqu'il écrit :

« On ne peut sortir de cette situation (contradiction entre les aspirations des masses et la politique des dirigeants du front populaire) que si l'on aide les masses en lutte, dans le processus même de la lutte, à créer un appareil nouveau qui réponde aux nécessités de l'heure. C'est précisément en cela que réside la fonction des comités d'action... comme l'unique moyen de briser la résistance anti-révolutionnaire des appareils des partis et des syndicats. »

Trotsky précise d'ailleurs dans une lettre à Jean Rous :

« Il est tout à fait possible dans un bref délai — les événements aidant — de gagner les larges masses, non à notre programme, non à la IV<sup>e</sup> Internationale, mais à ces comités d'action. Et une fois créés, ces comités d'action deviendraient un tremplin magnifique pour un parti révolutionnaire. »

---

### L'ESSENTIEL RESIDE DANS LA POLITIQUE DE L'AVANT-GARDE

---

Les difficultés quant au recrutement à l'OCI rencontrées au cours du premier trimestre de cette année scolaire (le recrutement est en effet sans rapport avec la bataille engagée) procèdent d'une incompréhension fondamentale sur cette question. Il ne s'agit pas en effet de constituer une autre organisation syndicale et encore moins un syndicat de MA ! « Les masses entrent en lutte avec toutes leurs idées, leurs groupements, leurs traditions, leurs organisations », expliquait Trotsky.

Au contraire, il s'agit de doter les MA et les enseignants d'un instrument qui leur permette d'imposer leur volonté. En ce sens, la coordination est un organisme politique qui ne pourrait jamais exister si, précisément, il n'y avait pas de contradiction entre les aspirations des masses et la politique des dirigeants de l'Union de la gauche. Mais en même temps son existence est le produit de l'impulsion politique de l'OCI, sans être la propriété privée de l'OCI : « Toutes les organisations, tous les groupements, etc. » y ont leur place.

C'est ainsi que l'OCI se construira en aidant les masses dans le cours de la lutte à vaincre elles-mêmes la résistance contre-révolutionnaire des appareils.

Mais aucun fétichisme ne nous anime. Si la Coordination des MA et des délégués des établissements avait suivi les gauchistes, alors, elle se serait liquidée elle-même comme instrument de combat. De même, si l'OCI avait commis de grossières erreurs politiques. L'essentiel réside dans la politique de l'avant-garde révolutionnaire !

Ces problèmes ont constitué une sorte de répétition générale du combat qui s'est mené au cours du deuxième trimestre. La publication des décrets Haby au « Bulletin officiel » en décembre signifie 10 000 licenciements de MA s'ils sont appliqués. Tous les problèmes politiques rencontrés au cours du premier trimestre vont être multipliés considérablement.

---

### UNE DISCUSSION AU COMITE CENTRAL DE L'OCI DE DECEMBRE

---

Le projet de texte soumis à la discussion pour le XXI<sup>e</sup> Congrès de l'OCI dit :

« Ne pas comprendre que la classe ouvrière est déjà engagée dans cette transition vers la



crise révolutionnaire aboutit soit à s'adapter aux appareils qui cherchent à cadénasser les luttes dans ce qui est acceptable pour le maintien des institutions, soit, comme complément et conséquence, à « stimuler » de l'extérieur le mouvement de la classe. »

C'est partant de ces considérations que le CC de décembre examine la situation politique.

Eviter à tout prix que le prolétariat s'exprime comme classe au cours des élections municipales en lui passant le carcan de l'Union de la gauche ne suffit pas (il est en effet évident que cela n'empêchera pas l'écrasement de la V<sup>e</sup> République). Il faut encore empêcher que la classe ouvrière s'engage, en partant de ses revendications, sur d'importants combats de classe avant les municipales. Une des données de la situation est en effet la dégradation des conditions d'existence des masses (blocage des salaires, licenciements, tentative de poursuivre les réformes).

Il y a interaction entre la crise économique et la crise politique. Toute la situation pousse les masses à rechercher la voie du combat contre la bourgeoisie et contre le gouvernement, et par conséquent pousse les masses à tenter de lever le carcan de l'Union de la gauche. Les plus grands combats sont inévitables, ils se préparent d'ores et déjà. Ils ne peuvent cependant pas être seulement compris comme résultat des conditions objectives (crise politique, crise économique, mesures gouvernementales, etc.), mais également comme le résultat de toute l'expérience accumulée ces dernières années. Ainsi, les actions « bidon », alibis, grèves tournantes, etc., impropres à atteindre les objectifs qu'elles prétendent se fixer, déclenchées par les appareils, si elles n'ont pas permis au gouvernement d'infliger de graves défaites à la classe ouvrière, sont appréciées par elle comme inefficaces et de plus en plus

rejetées. C'est une composante importante de la situation politique.

Dans ces conditions, le CC de l'OCI, en fonction de l'important écho recueilli autour de l'appel d'une MA de Chambéry (plus de 200 signatures en quelques jours), dégage l'orientation politique suivante :

« C'est maintenant, c'est tout de suite qu'il faut obtenir la garantie écrite d'emploi pour tous les MA et MI-SE.

« Nous n'attendons ni septembre, ni juin, ni de nouveaux drames.

« Par milliers, rassemblement national des auxiliaires le 6 mars à Paris, pour décider de l'action unitaire pour obtenir satisfaction. Les organisations syndicales doivent être à leur place, avec nous ! »

---

## L'OCI ET LE MOUVEMENT DES MASSES

---

Arrêtons-nous un instant sur cette orientation politique. La précision de sa formulation est décisive car sa netteté politique, son tranchant, sont la seule façon d'exprimer consciemment les aspirations des enseignants. C'est en formulant ainsi les choses que l'OCI aide les masses à surmonter les obstacles qu'elles rencontrent. Elle est d'ailleurs le fruit d'une sérieuse discussion politique au Comité central.

C'est là toute l'importance décisive de l'avant-garde marxiste, « exprimant consciemment le processus inconscient ». Indiscutablement, en élaborant un tel appel, l'OCI apparaît comme une organisation ouvrière, une organisation nécessaire, créant par son combat de nouvelles relations avec les masses.

Précisons encore. L'OCI est à l'initiative de cet appel et il faut le dire, quitte à faire rugir les adversaires de la centralisation politique de la classe ouvrière. Mais il est en même temps l'instrument des MA qui l'adoptent à la coordination des dé-



légues du 20 janvier. C'est là une définition correcte des rapports entre l'OCI et les masses. Pendant un mois, une vaste campagne se mène nationalement dont l'axe est la constitution de « comités de préparation au rassemblement du 6 mars ». Qu'est-ce que ces comités ? Les organismes ad hoc qui permettent aux MA, aux enseignants, aux MI-SE, de lutter pour réaliser l'action unitaire « pour des garanties écrites d'emploi pour tous ».

Tous les militants, toutes les organisations ont leur place dans ces comités où règne la démocratie ouvrière. C'est d'ailleurs l'objectif politique de leur constitution, que de parvenir à entraîner toutes les organisations pour le front unique, en permettant aux MA de s'organiser eux-mêmes pour l'imposer.

L'Union de la gauche, nationalement, se tait. Un épais silence entoure les préparatifs du 6 mars dans

la presse officielle des organisations ouvrières. Les dirigeants du SNES ne bougent pas, bien qu'ils épousent les aspirations des MA et des militants en reprenant certaines des formules devenues populaires dans les lycées, CES et CET comme : « C'est maintenant qu'il faut agir » ou encore « sans attendre ».

Un travail considérable est accompli : 15 millions d'anciens francs sont collectés, des centaines de sections syndicales ont décidé de participer, des responsables syndicaux, à divers niveaux, des responsables du PS, des personnalités soutiennent le rassemblement.

2 500 sont rassemblés le 6 mars au Parc floral. C'est un succès politique important. Ils représentent des dizaines de milliers d'enseignants qui attendent une décision d'action pour arracher les garanties écrites d'emploi !

---

## la gauche de l'Union de la gauche à l'œuvre

---

Préoccupée d'occuper un strapon-tin dans « l'Union de la gauche sans rivage à droite » la LCR ne se manifesterait guère dans le cours de la préparation du Rassemblement national du 6 mars.

On savait que l'orientation des dirigeants du PCF et du PS était : surtout, que les masses n'interviennent pas ! Surtout, rien avant et pendant les municipales ! Nous allions vérifier que « l'extrême-gauche » comme elle-même se qualifie, au-delà des phrases, était dans la réalité, elle aussi, pour « la paix sociale ».

C'est ainsi que « l'extrême-gauche » (Révolution ! + Mouvement des Non-Titulaires en Lutte + LCR + Ecole émancipée) se réunit le 5 mars pour préparer le 6.

N'ayant pas levé le petit doigt pour préparer le rassemblement, elle

lève par contre le bras pour y intervenir. Sur quelle orientation politique ? Un tract est distribué le matin du rassemblement. Il déclare :

« Pour faire céder le ministre, préparons dès maintenant le boycott effectif de la réforme à la rentrée. »

(Mouvement des Non-Titulaires en Lutte.)

---

### QUE DISENT LES GAUCHISTES AUX MA ?

---

Est-il besoin de commenter ? C'est là une position qui, sous une forme différente, revient à celle des dirigeants du SNES et du SGEN. A la rentrée... Elle trouve son complément dans la ferme volonté... que



le 6 mars ne décide de rien et avorte donc lamentablement.

Les responsables de la LCR présents manifestent leurs désaccords avec le tract du « Mouvement des non-titulaires en lutte ». Finalement, le camarade Valette présentera l'amendement que nous publions ci-contre, opposé à celui rédigé par le camarade Castaing — qui fut adopté à l'immense majorité et donc intégré à la résolution finale —, et que nous recitons ici pour mémoire.

L'amendement présenté par le camarade Valette, au-delà de sa phraseologie confuse, peut se résumer ainsi : « Les MA réunis le 6 mars ne peuvent rien décider, surtout avant les vacances de Pâques, surtout par conséquent pendant les municipales. »

L'article de « Rouge » (1) paru le 8 mars précisera l'argumentation utilisée pour justifier une telle position en s'appuyant sur une constatation : « l'inégalité de la mobilisation ».

Evidemment, il serait tout à fait erroné de nier « l'inégalité de la mobilisation ». Mais quelle en est la racine ? La réponse à cette question est décisive. Si en effet elle est le produit de « l'inégalité de la combativité » des enseignants, il faut alors dire que le mot d'ordre « c'est maintenant, c'est tout de suite » est complètement faux et ne correspond ni à la situation politique ni à l'état d'esprit des enseignants. Par conséquent, les appareils ont parfaitement raison de

dire que la situation n'est pas mûre, qu'il faut sensibiliser...

### QUELLE DIFFERENCE AVEC LA POLITIQUE DES APPAREILS ?

L'élargissement de la plate-forme signifie très exactement cela : il faudrait rajouter des tas de revendications pour intéresser tous les professeurs, pour les sensibiliser et pour rompre un soi-disant isolement des MA. L'élargissement de la plate-forme aboutit à proposer une semaine d'action (sensibilisation) et dessaisit complètement les MA du contrôle de l'action engagée en rendant insaisissable la bataille politique réduite à une bataille purement idéologique. Est-ce différent de la politique des appareils ?

« L'inégalité de la mobilisation » est le produit direct de la politique des appareils, qui, réalisant l'alliance avec la bourgeoisie dans l'Union de la gauche sans rivage à droite, dressent obstacles sur obstacles au front unique de classe auquel aspire la classe ouvrière.

L'Union de la gauche parle beaucoup, mais s'efforce de ne rien faire. Elle compte bien maintenir jusqu'à l'extrême limite le régime et les institutions bonapartistes en cherchant à interdire aux masses de lutter pour la satisfaction de leurs revendications. Les travailleurs dans leur masse vont voter Union de la gauche aux municipales, mais contradictoirement, ils veulent en finir avec le régime qu'ils haïssent, ils veulent la satisfaction de leurs revendications, constituant autant de leviers pour combattre la bourgeoisie.

Cette contradiction implique qu'il y a et qu'il y aura des hésitations dans les masses. Il ne saurait en être autrement. Les masses tâtent le terrain, elles testent la résistance des dirigeants.

L'Union de la gauche espère que les travailleurs n'auront pas assez de

(1) Il était vraiment inutile que « Rouge » se discrédite comme journal sérieux auprès de 2 500 MA et enseignants en commettant un tel article, contenant autant d'inexactitudes flagrantes pour ne pas dire de mensonges. Pourtant, « Rouge » a toujours voulu se montrer très pointilleux quant aux relations nécessairement correctes qui doivent exister entre organisations se réclamant du trotskysme. Quant à la présence d'un dirigeant de l'OCI à la tribune, on peut être surpris que « Rouge », qui n'a vu dans le 6 mars qu'un rassemblement de l'OCI avec des étudiants de l'AJS pour bourrer la salle et quelques MA égarés, puisse s'étonner de la présence d'un dirigeant de l'OCI à la tribune ! Un MA répondra d'ailleurs à ce problème : « Sans l'OCI, il n'y aurait jamais eu le 6 mars. Et puis, ce qui pose problème, ce n'est pas la présence de l'OCI, c'est l'absence des autres ! ».



## L'amendement du camarade Valette

« Si M. Haby ne donne pas immédiatement, tout de suite, les garanties écrites et signées assurant notre réemploi,

« Nous appelons :

« Pour la semaine du 14 au 19 mars, avec les sections et les inter-syndicales d'établissement, à la mise en place de coordinations d'établissements en grève, en lutte au niveau local, départemental, académique, convergeant dans la journée du jeudi 17 mars.

« C'est cette préparation locale, départementale et académique qui permettra de proposer :

« 1. — L'organisation de la journée du 17 dont les formes seront décidées dans les réunions d'établissement, dans les coordinations ;

« 2. — La poursuite de l'action par une grève nationale active (avec coordination de délégués d'établissements en grève, mandatés sur mots d'ordre et formes d'action) la première semaine de la rentrée de Pâques, qui devrait déboucher sur la perspective d'une grève reconductible sur les revendications de tous les enseignants :

- réemploi de tous à temps complet,
- titularisation immédiate de tous les non-titulaires,
- droit à la formation pour tous sur les heures de travail, sans que ce soit un préalable à la titularisation,
- aucune suppression de poste,
- contre toute surcharge de travail,
- dédoublement systématique des classes,
- 25 élèves par classe.

« Seule cette perspective claire que nous demandons aux directions syndicales d'avancer et que nous mettons en œuvre dès aujourd'hui dans l'unité peut être en mesure de mobiliser tous les enseignants :

- pour la garantie de l'emploi de tous, l'amélioration des conditions de travail,
- contre la réforme Haby et pour le boycott immédiat de la mise en place des décrets d'application. »

(cet amendement recueillera 49 voix pour ;  
il y aura 19 abstentions sur les 2 amendements)

## L'amendement du camarade Castaing

« Le 15 mars, Assemblées générales dans tous les lycées, CES, CEG, CET. Une réunion nationale des délégués des comités de préparation à la grève, convoquée par la délégation permanente, décidera de la poursuite de l'action si M. Haby n'a pas donné les garanties écrites d'emploi pour tous les MA et MI-SE. Les organisations syndicales doivent être présentes à cette Assemblée nationale de délégués. »



fermeté pour tenir tête aux appareils, pas assez d'assurance pour prendre en mains le combat pour leurs revendications contre la bourgeoisie et son Etat.

Les hésitations des masses sont le produit de la contradiction entre leurs aspirations parfaitement révolutionnaires et leur confiance dans les organisations ouvrières traditionnelles dirigées par les bureaucrates contre-révolutionnaires.

---

### SUR QUOI FAUT-IL DONC S'ALIGNER ?

---

A cette question, le 6 mars répondait clairement : sur les aspirations des masses, en l'occurrence des enseignants et non sur les appareils et l'Union de la gauche.

De ce point de vue, il convient de comprendre qu'en relation avec la décomposition du régime, le mouvement des aspirations parviendra nécessairement à franchir les vieilles barrières et transformera la crise politique en crise révolutionnaire. Alors, il ne restera que le Front populaire, comme dernière carte, pour s'opposer à la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière. Que ce mouvement y parvienne, aidé par l'OCI, ou non, est la question décisive, car là se joue la possibilité ou non d'aborder la crise révolutionnaire avec ou sans une organisation trotskyste de plusieurs milliers de combattants, implantée dans les masses, ferme sur une politique révolutionnaire. Ce n'est possible qu'en restant sur le terrain des aspirations des masses.

L'immense majorité des enseignants, s'ils voteront Union de la gauche aux élections municipales, en voulant voter pour leurs partis, pour leurs revendications contre les partis bourgeois et la V<sup>e</sup> République, sont pour l'unité tout de suite pour « la garantie d'emploi pour tous ». Cette revendication revêt par conséquent un caractère éminemment politique. Elle dresse les enseignants contre le

gouvernement que les appareils cherchent à protéger. Elle est saisissable par les enseignants eux-mêmes pour qu'ils puissent imposer le front unique. Elle est un terrain sur lequel, solidement, les enseignants peuvent vaincre la résistance contre-révolutionnaire des appareils qui ne peuvent d'ailleurs s'opposer à la revendication elle-même ; ils cherchent par contre à la noyer dans un flot de revendications générales. D'autres cherchent à émousser son caractère explosif en l'opposant à la revendication de titularisation immédiate des auxiliaires, qui, non seulement n'est pas de même nature car elle ne répond pas à la question précise posée de s'opposer aux licenciements, (à moins qu'il ne s'agisse de lutter pour la « titularisation des rescapés »), mais elle pose les problèmes à un niveau politique beaucoup plus élevé. Il ne s'agit pas, en effet, d'établir une revendication pour le plaisir de le faire. Encore faut-il dégager les moyens politiques pour la faire aboutir. Poser la revendication de titularisation immédiate, implique de poser clairement la réalisation du front unique au niveau des fédérations de fonctionnaires pour l'affrontement contre l'Assemblée nationale qui vote le budget opposé à la satisfaction de cette revendication. « Qui veut la fin, veut les moyens. » Evidemment, il est beaucoup plus difficile aux MA de saisir la question de la réalisation du front unique, à ce niveau. Les MA du lycée Henri IV l'avaient parfaitement compris quand ils ont pris l'initiative, en intégrant précisément la revendication de titularisation immédiate, de faire signer une adresse aux dirigeants pour la manifestation devant l'Assemblée.

Ne pas poser clairement les problèmes en ces termes, c'est, encore une fois, escamoter la responsabilité des dirigeants des partis ouvriers et des centrales syndicales en tournant le dos au combat pour le front unique, c'est-à-dire au combat réel (et non idéologique) pour la satisfaction des revendications.



## LA GREVE DU 15 MARS

Les comités de préparation à la grève constituaient en quelque sorte le « nouvel appareil de la lutte ». Constitués dans les établissements, se coordonnant entre eux, les comités de préparation à la grève n'étaient pas des comités de grève élus intégrant les syndicats, bien que dans leur développement ils puissent le devenir. Ce sont des organismes politiques regroupant les professeurs qui luttent pour réaliser la grève du 15 mars, pour entraîner les sections syndicales.

Pouvant au point de départ ne regrouper que quelques militants sur l'impulsion de l'OCI, ils vont, en relation avec le développement de la bataille politique, convoquer l'AG du personnel avec les sections syndicales. Dans certains cas, le comité de préparation à la grève se confondra avec l'unité réalisée des professeurs et des sections syndicales décidant la grève le 15 mars.

Outil, instrument entre les mains des enseignants pour réaliser eux-mêmes le front unique ouvrier, ne pouvant exister que parce qu'existe l'aspiration des enseignants à l'unité, le comité de préparation à la grève du 15 mars est directement le produit de l'initiative politique de l'OCI. Ils est un extraordinaire foyer pour gagner à l'OCI les meilleurs combattants qui se dégagent dans cette bataille.

La grève du 15 mars décidée au rassemblement national du 6 mars était l'enjeu d'une furieuse bataille politique. L'Union de la gauche ferait tout pour limiter au maximum l'ampleur de la grève du 15, fidèle en cela à sa volonté d'empêcher les masses d'intervenir sur leur propre terrain de classe pendant les municipales.

Les enseignants hésitaient. La réflexion fut faite partout : « si les syndicats y appelaient, la grève serait totale ». A elle seule, cette ré-

flexion donne la dimension politique de la grève du 15 mars. Les enseignants savaient qu'ils s'opposaient là eux-mêmes à l'Union de la gauche interdisant la grève (même si les appareils se gardèrent bien de condamner explicitement la grève du 15, attestant par là de leur parfaite conscience de l'impact considérable de cette initiative politique). Les enseignants savaient que le soir de la grève du 15 mars, satisfaction ne serait pas donnée par Haby, mais qu'en même temps cette grève était efficace parce qu'elle commençait à réaliser l'unité dans la grève et l'unité par la grève.

Elle était un moment, et donc un enjeu de la bataille politique entre le front unique ouvrier et l'Union de la gauche. On peut le dire : par l'initiative de l'OCI, le 15 mars, le carcan de l'Union de la gauche-front populaire a été soulevé. Même de façon limitée et partielle, c'est là un acquis considérable car la voie a été tracée, ouverte, et c'est celle qui sera suivie par les masses.

Le 15 mars a été sur le terrain direct de la lutte des classes ce que Toulon et Brive ont été sur le terrain des municipales.

Il reste qu'il est indispensable de s'arrêter un moment sur les problèmes politiques rencontrés. Ils sont décisifs pour la construction de l'OCI, donc pour que les masses parviennent dans leur lutte de classe à se libérer de la tutelle des appareils et réalisent elles-mêmes le front unique de classe.

La grève du 15 mars fut un succès politique important. Quelque 6 000 grévistes, de nombreuses sections syndicales entraînées dans la grève, le front unique réalisé au niveau départemental en Mayenne où les S 2 du SNES et du SGEN, avec l'AG des MA, appellent à la grève. Elle fut un point de concentration de tous les problèmes politiques entre les deux tours des municipales.

Il reste que des difficultés ont existé, qu'il nous faut analyser sérieusement.



L'OCI a impulsé cette bataille en suivant une orientation claire : permettre à des centaines de MA, de MI-SE, de professeurs dans les lycées, CES et CET, de s'organiser pour mener le combat pour le front unique pour arracher la garantie de l'emploi.

Les comités de préparation, « les coordinations », l'Assemblée nationale des délégués... sont précisément les formes d'organisation permettant aux enseignants en lutte pour « l'action unie jusqu'à satisfaction de la revendication » de décider eux-mêmes des voies et des moyens d'avancer dans cette voie. Bien sûr, l'OCI joue un rôle moteur. Mais en toutes circonstances, elle cherche à associer, à regrouper, à convaincre par la libre et franche discussion démocratique de la justesse des propositions que ses militants soumettent dans les réunions. Il n'y a aucune condition pour participer à ces comités dans lesquels la discussion politique est menée et l'action militante décidée. Mais une lutte réelle ne peut se développer que sur la ligne du front unique. De ce point de vue, les comités ne cherchent pas à se substituer aux organisations syndicales (SNES, SNI, SNETP-CGT, SNETAA, SGEN...) mais au contraire, à mener l'action pour que celles-ci prennent la direction de la bataille pour la garantie d'emploi, ce qui signifie un implacable combat politique pour vaincre la résistance des appareils.

Sur cette base, l'OCI fait la démonstration de son utilité politique. Elle doit expliquer que c'est précisément parce qu'elle combat sur le programme révolutionnaire qu'elle est capable de répondre correctement aux questions soulevées dans le cours de la lutte.

Il reste que des problèmes politiques sont apparus autour de la grève du 15 mars.

Abordons maintenant quelques questions soulevées.

---

**« LE 15 MARS AU SOIR,  
QUE FERA-T-ON ?  
ON CONTINUE LA GREVE ? »**

---

La formulation même de cette question est importante. Elle aborde en effet la grève du 15 mars sous l'angle de la lutte pour arracher la garantie d'emploi en escamotant la lutte pour le front unique. Cela est essentiel car on en arrive alors, qu'on le veuille ou non, à couvrir la politique des appareils, et à masquer leurs responsabilités.

Les enseignants d'ailleurs ne s'y sont pas trompés : ils comprenaient le caractère de la grève du 15 mars : elle exprimait la volonté de réaliser le front unique pour arracher la satisfaction de la revendication.

Faire grève le 15, c'était précisément combattre pour lever les obstacles au front unique dressés par les dirigeants des syndicats. C'était, pour les enseignants, prendre en charge eux-mêmes sous une forme développée et aiguë la lutte pour imposer leur volonté : « l'unité des syndicats pour la garantie écrite d'emploi pour tous ». Ne pas rester fermement sur ce terrain conduisait inévitablement à renforcer les hésitations, au lieu d'aider à les lever !

Cela nous amène à une deuxième question.

---

**« FALLAIT-IL  
SUBORDONNER LA GREVE  
A L'ACCORD  
DES RESPONSABLES  
SYNDICAUX  
DE L'ETABLISSEMENT ? »**

---

Pas plus qu'il ne fallait subordonner le rassemblement national des auxiliaires du 6 mars à l'accord des dirigeants syndicaux.

Il s'agit là d'une question essentielle. Le front unique, c'est la mobilisation des masses et de leurs organisations. En fonction des situations politiques concrètes, l'accent



est mis plus ou moins sur l'un ou l'autre de ces deux termes inséparables. Au mois de mars, subordonner la décision d'action à l'accord des dirigeants, c'était en fait lutter contre la mobilisation et pratiquer la politique des dirigeants de l'Union de la gauche qui voulaient qu'il ne se passe rien pendant les élections municipales. Précisons que la mobilisation est là directement l'expression de la volonté d'entraîner les organisations dans la bataille, forme particulière du combat pour la rupture des organisations ouvrières avec la bourgeoisie.

La grève a été décidée nationalement le 6 mars. La question se concentrait dès le 7 mars au matin sur la bataille pour le nombre de grévistes dans l'établissement, donc pour le comité de préparation à la grève. Le 6 mars avait d'ailleurs dit : « Les responsables syndicaux doivent être présents ! ». Au niveau de l'établissement, cela signifiait : « Les responsables des sections syndicales doivent être avec nous dans la grève, c'est leur rôle, c'est leur place ». Toute autre manière d'aborder la question aboutissait à émuquer la contradiction entre la volonté unitaire des enseignants et la politique des dirigeants de l'Union de la gauche, donc à renforcer les hésitations des enseignants qui vont voter Union de la gauche le 20 mars mais qui veulent l'unité pour en finir avec le gouvernement comme l'unité pour la garantie écrite d'emploi !

Là où la fermeté politique sur cette orientation fut insuffisante, le nombre de grévistes s'en est directement ressenti... et le nombre d'enseignants entrant en GER ! Précisons. Pour l'immense majorité des enseignants, la contradiction entre l'Union de la gauche réalisée par les dirigeants du PCF et du PS avec les partis bourgeois radicaux et gaulistes dits de progrès, et la lutte unie pour la satisfaction des revendications n'est pas évidente. Et pourtant, cette contradiction existe précisément parce que l'Union de la gau-

che est une duperie qui vise à boucher l'issue révolutionnaire pour la classe ouvrière. Les enseignants sont amenés dans leur mouvement pratique à se heurter à cette contradiction. C'est en construisant l'OCI, c'est en combattant pour le front unique pour la dissolution de l'Assemblée nationale et pour le gouvernement PCF-PS sans ministres des organisations et partis bourgeois, c'est en faisant grève le 15, c'est en constituant les formes d'organisation ad hoc (comités unitaires de base, comités pour l'unité, comité de préparation à la grève... vers les comités d'unité) que nous aiderons les masses à résoudre elles-mêmes cette contradiction. Dévier de cette politique de l'OCI pour s'adapter peu ou prou à l'Union de la gauche-front populaire, c'est contribuer à désorienter la classe ouvrière.

C'est là une question de fond.

En effet, la construction de l'OCI et la modification de ses relations avec les masses supposent l'existence des contradictions entre les aspirations des masses, les organisations traditionnelles et les appareils. Sinon, la construction de l'OCI serait impossible.

---

## AIDER A « REALISER » LA SITUATION REVOLUTIONNAIRE

---

Les contradictions entre les classes (bourgeoisie et prolétariat) et au sein des classes (au sein de la bourgeoisie, comme entre les masses et les appareils) tendent-elles à se résorber, ou au contraire à s'approfondir, à s'aiguiser ? La politique de l'avant-garde révolutionnaire est précisément fondée sur l'aiguillage de ces contradictions en relation avec la crise politique de la domination de classe de la bourgeoisie, la décomposition de la V<sup>e</sup> République et la marche à la crise révolutionnaire.

L'hésitation, l'incertitude, l'adaptation à l'Union de la gauche, c'est



chercher à atténuer, à émuïsser des contradictions qui, au contraire, s'aiguïssent et s'approfondissent.

Trotsky écrit sur l'Espagne :

« Mais pourquoi des ouvriers, qui montrent un instinct révolutionnaire si sûr, et des aptitudes à ce point supérieures au combat, iraient-ils se soumettre à une direction traïtre ? », objectent nos sages. Nous répondrons qu'il n'y a pas eu la moindre trace d'une telle soumission. La ligne de combat suivie par les ouvriers coupait à tout moment sous un certain angle celle de la direction, et, dans les moments les plus critiques, cet angle était de 180 degrés. »

Ainsi, nous n'attendons pas que le caractère contre-révolutionnaire de l'Union de la gauche d'alliance des partis ouvriers avec la bourgeoisie se soit manifesté clairement aux yeux des masses. Au contraire, la tâche des révolutionnaires est de combattre pour éclairer le mouvement des masses, aider celles-ci à se dégager de la tutelle des appareils. C'est précisément l'immense valeur politique du combat mené pour le « front unique pour la garantie d'emploi des auxiliaires ».

Voilà pourquoi toute hésitation le 15 mars, au lieu de dégager clairement la contradiction entre les aspirations des masses et la politique des appareils, aboutissait à obscurcir cette contradiction. La forme précise que prenait cette question fondamentale se mesurait dans le nombre de grévistes le 15 mars, la capacité de l'OCI d'impulser le regroupement de la force luttant pour le front unique, le nombre d'« Informations ouvrières » vendus, la réalisation de la campagne financière de l'OCI, le nombre d'enseignants mis en GER.

Le XXI<sup>e</sup> Congrès de l'OCI a formulé ainsi ces problèmes :

« En réalisant nos objectifs, nous aiderons à « réaliser » la

situation révolutionnaire qui surgira de l'activité des masses. Mais pour cela il faut assimiler pleinement que les grands combats du prolétariat ne peuvent être simplement compris comme résultats de la crise politique, simplement comme des événements objectifs. Ils doivent être également comme résultat de l'expérience pratique et politique des luttes prolétariennes, composante et intégrée à la crise politique. C'est en partant de ce point de vue que l'on peut comprendre la place et l'activité politique des luttes prolétariennes, composantes et intégrées à la crise politique. C'est en partant de ce point de vue que l'on peut comprendre la place et l'activité politique de l'OCI aidant les masses à « réaliser » elles-mêmes la situation révolutionnaire. Et c'est ainsi qu'en aidant les masses à réaliser leurs aspirations nous nous donnons les moyens de renforcer l'OCI. Mais nous ne le pouvons que si nous comprenons réellement la signification de l'Union de la gauche-front populaire sous tous ses aspects. »

Cette question trouvera une nouvelle expression le 16 mars, à la coordination nationale des délégués, au lendemain de la grève du 15 mars, où une riche discussion politique s'est engagée sur la suite à donner à l'action engagée.

En fait, deux positions se sont dégagées très vite. L'une disait : si les dirigeants décident une grève de 24 h, comme il semble qu'ils vont le faire au congrès national du SNES, alors on essaiera de la déborder en la transformant en grève reconductible. Apparemment très radicale, cette proposition était en fait une capitulation complète devant les appareils, en renonçant d'avance à combattre pour que les congrès nationaux des organisations syndicales, qui vont se tenir fin mars, décident la grève jusqu'à satisfaction de la revendication de la garantie d'emploi.



Au contraire, la quasi-totalité des délégués décidèrent de poursuivre le combat pour le front unique, en adoptant une adresse aux dirigeants des organisations syndicales, à la veille des congrès, déclarant notamment :

« Pour ces garanties, les MA, les MI-SE, les enseignants dans les établissements ont commencé à réaliser l'unité. Ce qui est possible dans les établissements doit l'être nationalement.

« Directions nationales des organisations syndicales, il est de votre devoir de réaliser l'unité pour que soit arrachée immédiatement, tout de suite, la garantie d'emploi pour tous.

« Les actions engagées démontrent que le personnel enseignant attend les décisions d'action unie jusqu'à satisfaction totale de notre revendication unanime : Garantie d'emploi pour tous ! »

et en décidant de convoquer une assemblée de délégués le 17 avril, dès la rentrée des vacances de Pâques.

Les 19 000 signatures recueillies sur l'adresse, en quelques jours, à l'initiative des comités d'unité constitués dans les établissements, avec de nombreux secrétaires de sections syndicales, démontraient que la volonté des enseignants et des militants était que les congrès nationaux de leurs organisations syndicales décident de l'action efficace dès la rentrée des vacances de Pâques, pour arracher la garantie d'emploi et faire reculer le gouvernement.

Il y a là une question de fond. Le front unique ouvrier, c'est la mobilisation des masses et de leurs organisations. Le combat politique pour le front unique se mène en dehors des organisations (comités unitaires de base, comités de MA...), en direction des organisations (adresse aux dirigeants, combat sous toutes ses formes pour la rupture avec le gouvernement, pour que les dirigeants cèdent devant la volonté des masses), comme au sein des organisations syn-

dicales. Sur ce plan, l'initiative prise par Frédéric Castaing, appelant « les syndiqués et les militants de toutes tendances qui veulent que la puissance du SNES soit employée, que le SNES prenne la direction de la bataille et réponde à la volonté des MA qui montrent la voie », pour constituer une liste d'union aux élections au BN du SNES, représente un aspect essentiel du combat pour le front unique. Il prend, en l'occurrence, la forme particulière d'une lutte pour la constitution d'un courant syndical dans le SNES, regroupant des militants syndicaux de toutes tendances, voulant que leur syndicat joue tout son rôle (alors qu'il est kidnappé par les staliniens pour une politique de soutien au gouvernement et à la V<sup>e</sup> République).

Le mouvement révolutionnaire des masses passe et passera par les grandes organisations ouvrières. Cette question est décisive. La contradiction entre les aspirations des travailleurs, des militants, et la politique des appareils, s'exprime en particulier dans les organisations syndicales.

Permettre le regroupement de tous ceux qui veulent que le SNES prenne réellement ses responsabilités est une composante du combat pour le front unique.

---

## ET MAINTENANT ?

---

Nous publions, en pages 68 et 69, l'appel adopté lors de l'Assemblée nationale des délégués des comités d'unité du 17 avril. Il donne clairement l'orientation :

« Les MA disent : pourquoi les propositions d'action ne sont-elles pas unifiées ? »

« Est-il possible qu'au niveau des directions nationales l'unité ne se réalise pas ?... »

« Grèves tournantes, division, journées d'action sans lendemain ? Les enseignants n'en veulent plus (...) Nous nous sommes mis d'accord pour pro-



## L'appel de l'assemblée nationale...

Nous sommes le 17 avril.

Le 6 mars, nous nous sommes rassemblés à 2 500, à Paris, pour décider.

Des milliers de MA, de MI-SE qui revendiquent la garantie écrite d'emploi et leur titularisation immédiate, des milliers d'enseignants ont fait grève le 15 mars pour arracher à M. Haby les garanties écrites qu'ils retrouvent tous leur poste le 15 septembre.

Des milliers de MA et de MI-SE ont dit : « C'est maintenant, c'est tout de suite qu'il faut agir. »

Et dans l'action, les MA ont commencé à réaliser l'unité au niveau des établissements. En Mayenne, l'unité des MA avec le SNES et le SGEN s'est réalisée dans l'action au niveau départemental, le 15 mars.

Dès le 16, plus de 20 000 enseignants ont signé l'adresse aux dirigeants des syndicats.

### C'EST L'UNITE TOTALE QU'IL FAUT REALISER !

Des congrès syndicaux se sont déroulés pendant les vacances de Pâques.

Le Congrès du SNES a dit : « Il faut agir sans attendre. »

L'instance nationale du SNETP-CGT a décidé d'une semaine d'action du 2 au 6 mai avec un temps fort pouvant aller jusqu'à la grève pour la stagiarisation des MA et la garantie d'emploi.

Le Congrès du SGEN a décidé des « actions prioritaires pour le 3<sup>e</sup> trimestre, lutte pour l'emploi et la titularisation immédiate des non-titulaires, lutte contre la réforme Haby. Le CN du 2 mai se réunira pour définir des modalités d'action au niveau national. »

Le CSN du SNETAA a déclaré que la question des MA restait la préoccupation majeure du syndicat.

Le Congrès du SNETAP décide d'envoyer immédiatement un télégramme au Premier ministre et au ministre de l'Agriculture exigeant l'abandon de ses perspectives et l'engagement écrit, avant le 20 avril, de ne procéder à aucun licenciement des personnels en place. Il prévoit d'engager une action de grève faute d'une réponse positive — prolongeable et éventuellement reconductible —. Elle sera préparée notamment par des assemblées générales d'information ouvertes à l'ensemble des personnels.

Tous se sont préoccupés de la situation dramatique des MA. Tous se sont déclarés soucieux de leur sort.

Tous ont dit qu'il fallait faire quelque chose !

Alors les MA disent : Pourquoi les propositions d'action ne sont-elles pas unifiées ?

Est-il possible qu'au niveau des directions nationales l'unité ne se réalise pas ?



## ... des délégués du 17 avril

**LES MA, LES MI-SE VEULENT L'UNITE,  
LES MA, LES MI-SE REALISERONT L'UNITE.  
L'UNITE POUR L'ACTION EFFICACE !**

Grèves tournantes, division, journées d'action sans lendemain ? Les enseignants n'en veulent plus !

Alors ?

Il faut autre chose.

Nous avons discuté.

Nous avons établi la responsabilité qui est celle des dirigeants des organisations syndicales.

Nous avons discuté.

Nous sommes au début du troisième trimestre de l'année scolaire.

C'est maintenant que nous voulons la titularisation immédiate.

C'est maintenant, c'est tout de suite que Haby doit donner les garanties écrites d'emploi pour tous.

Et après avoir mûrement réfléchi, le temps pressant, nous nous sommes mis d'accord pour proposer aux dirigeants des syndicats une action générale unitaire et efficace :

### MARCHE NATIONALE SUR PARIS

de tous les MA, MI-SE, auxiliaires de tous les établissements, avec les professeurs des lycées, CES, CET et CEG.

### POUR ARRACHER LA GARANTIE ECRITE D'EMPLOI POUR TOUS.

Nous avons décidé d'envoyer une délégation auprès de tous les dirigeants des organisations syndicales pour leur faire cette proposition.

Nous avons discuté, et nous avons décidé de nous adresser à tous les MA, MI-SE, professeurs, aux sections syndicales à tous les niveaux.

- Constituez dans votre établissement un Comité de préparation à la Marche Nationale à Paris.
- Dans les comités de préparation les sections syndicales doivent être représentées.
- Convoquez l'AG du personnel enseignant de l'établissement avec les sections syndicales.
- Prenez contact avec les autres établissements, constituez des comités locaux de préparation à la Marche Nationale sur Paris.

Le samedi 30 avril se réuniront les délégués des comités de préparation à la marche sur Paris.

Le temps presse.

Le 30 avril, nous déciderons.

**SAMEDI 23 AVRIL — JUSSIEU, 15 h.**

Réunion de la Délégation permanente.

Centralisez toutes les informations pour ce jour précis.

**SAMEDI 30 AVRIL — JUSSIEU**

Assemblée des délégués des comités de préparation à la marche sur Paris.



poser aux dirigeants des syndicats une action générale unitaire et efficace :

« MARCHÉ NATIONAL  
SUR PARIS ! »

Et sur cette ligne, la bataille est engagée pour aboutir, « le 30 avril, à des centaines de comités de préparation à la marche sur Paris ».

C'est que la situation politique se développe. La défaite des partis gouvernementaux aux élections municipales comme les actions de classe engagées par le prolétariat et la jeunesse (dont le 15 mars) approfondissent encore les contradictions antérieures.

Le gouvernement doit présenter le 26 avril un plan de 12 mois à l'Assemblée nationale, organiser des milliers de licenciements, appliquer la réforme hospitalière, attaquer la Sécurité sociale, licencier des MA, etc.

La question du front unique ouvrier pour la dissolution de l'Assemblée nationale surgit concrètement comme la réponse politique immédiate à la volonté des masses laborieuses d'en finir avec le gouvernement.

L'OCI dirige et dirigera sous toutes les formes les plus appropriées l'attention des masses sur cette question. Ce combat politique est indispensable. Les masses ressentent de plus en plus nettement l'obstacle des appareils qui agissent ouvertement pour tenter de « faire attendre les masses » qui n'en ont ni la volonté, ni le goût. En même temps, les masses ressentent la difficulté d'imposer le front unique ouvrier à ce niveau.

Mais il est de toute façon impossible d'accepter sans réagir les milliers de licenciements dans la sidérurgie.

Il est impossible d'admettre les licenciements des MA. A ce niveau les travailleurs peuvent plus aisément saisir et contrôler leur mouvement et leurs organisations. Encore une fois, non que la classe ouvrière soit incapable de mener de grandes actions politiques nationales directe-

ment contre le gouvernement, mais parce que les appareils s'acharnent à boucher cette voie (cela peut changer très vite).

Nous avons formulé ainsi ce problème :

« Des millions de travailleurs, les sidérurgistes, les enseignants, les dockers, les étudiants, par millions les travailleurs et les jeunes répondraient à un appel des dirigeants du PCF et du PS à se rassembler devant l'Assemblée nationale pour sa dissolution ! »

### POUR L'ACTION EFFICACE

C'est ainsi que peut être correctement posée la question de l'unité pour les revendications.

Parce qu'ils font tout pour empêcher les masses de s'ouvrir une voie par leur propre action de classe, les appareils, contre l'expérience de la classe ouvrière, puisent dans l'arsenal le plus classique des moyens tactiques pour s'opposer à la marche au front unique : division au sommet en prenant n'importe quel prétexte, grèves disloquées, journées d'action...

Mais « ces formes de luttes » irritent profondément les travailleurs qui n'en veulent plus.

Dans ces conditions, il est indispensable de rappeler que la condition pour la satisfaction des revendications, c'est le front unique. Contre la division orchestrée par les appareils, il faut combattre pour l'unité des organisations ouvrières pour l'action efficace pour la satisfaction des revendications. C'est la forme concrète que revêt à un moment donné le combat politique pour le front unique, pour ouvrir la voie à l'initiative des masses.

Dévier de cette compréhension aboutit à de graves erreurs.

Cela place l'OCI dans une fausse situation où elle assume la responsabilité d'obtenir satisfaction sur les



revendications. En fait, cela revient à escamoter la responsabilité des dirigeants syndicaux, à tourner le dos au combat pour le front unique, et donc à interdire d'aider les masses à engager des luttes réelles pour la satisfaction des revendications (en l'occurrence « la garantie d'emploi pour tous »).

La bataille politique dans l'enseignement entre dans une nouvelle phase, après les élections municipales. Le combat centralisé de l'OCI chez les MA et les instituteurs, comme dans la métallurgie et chez les étudiants, constitue d'ailleurs l'axe dégagé par le XXI<sup>e</sup> Congrès de l'OCI pour sa construction.

Gagner à l'OCI, au programme de la révolution prolétarienne, les meilleurs militants des comités de préparation à la marche sur Paris, voilà l'objectif dans le secondaire et l'enseignement technique dans les prochaines semaines, avant le saut dans la crise révolutionnaire. C'est possible, c'est très possible si l'OCI déploie toute sa politique en même temps qu'elle établit les ponts nécessaires pour permettre le combat réel pour le front unique.

---

### LES ENSEIGNANTS DOIVENT DECIDER

---

La bataille politique qui se mène entre les classes se double d'une sérieuse bataille au sein du mouvement ouvrier.

La classe ouvrière, confrontée à l'acharnement des appareils agissant pour faire attendre 1978 (et même au-delà), mesure l'obstacle auquel elle est confrontée. En même temps, les travailleurs, les enseignants, ont besoin de leurs organisations pour lutter efficacement contre les capitalistes, leurs partis, leur gouvernement. Confusément, quasi instinctivement, ils recherchent les moyens de s'ouvrir les voies du combat.

Cette orientation politique ouvre la voie pour le combat de classe.

Elle permet aux enseignants de décider eux-mêmes. Une question importante est ici posée, car « les enseignants doivent décider ». Cela intègre leur volonté d'entraîner leurs organisations syndicales dans la bataille, donc de faire céder les dirigeants.

Un des aspects de la situation est d'ailleurs la difficulté de plus en plus grande des militants, en particulier ceux du PCF, d'appliquer sans s'isoler complètement, la politique de l'appareil dans les établissements scolaires.

Il n'est pas aisé d'appliquer jusqu'au bout la ligne « il faut attendre 1978 » quand cela signifie envoyer directement au chômage ses propres collègues !

La proposition unitaire de marche sur Paris et la constitution des comités de préparation répondent à cette exigence de décider et d'entraîner les organisations.

C'est ainsi que l'OCI répond à la question : comment gagner ? En dégageant la voie politique, qui mène à la réalisation du front unique. Parvenir au terme de cette bataille n'est pas sans importance. Mais on peut dire que le combat engagé, qui connaîtra de nouveaux développements et de nouvelles péripéties, a d'ores et déjà profondément labouré ce secteur de la lutte des classes. Il a préparé directement les formes d'organisation autonomes, les comités ouvriers, qui jailliront dans la crise révolutionnaire comme expression du mouvement vers le pouvoir ouvrier, démantelant l'Etat bourgeois.

---

### LES INSTITUTEURS, LE 4 MAI

---

C'est la même orientation politique que l'OCI applique dans l'enseignement primaire.

Les instituteurs sont confrontés à la même contradiction que les professeurs du secondaire.

« Attendre 1978 » ? C'est laisser huit mois à la bourgeoisie pour sa-



crifier encore plus les jeunes générations, c'est permettre des dégradations supplémentaires des conditions d'enseignement déjà très détériorées après des années de V<sup>e</sup> République.

Il existe le SNI, avec sa force considérable de 350 000 syndiqués, présent jusque dans les villages de France. Force considérable mais force inutilisée, paralysée par le cours actuel des dirigeants réformistes du SNI qui, intégrés de plus en plus à l'Union de la gauche-front populaire, s'opposent aux revendications des normaliens, des directeurs d'école, des institutrices de maternelle... qu'ils qualifient « d'irréalistes ». Pourquoi « irréalistes » ? Parce que contraires aux accords antérieurs passés entre le SNI et Haby, contraires à la réforme Haby et au plan d'austérité !

Il se trouve que le SNI a décidé en décembre 1976 d'organiser un rassemblement national de 20 000 instituteurs à Paris le 4 mai. L'intervention de l'OCI et sa capacité à associer des centaines et des centaines d'instituteurs peuvent permettre d'ouvrir la voie aux instituteurs, de les aider à faire sauter les verrous fixés par les dirigeants, de permettre aux instituteurs de décider eux-mêmes en cherchant à entraîner la force considérable du SNI.

Nous disons :

« Le ministère vient de publier les statistiques de l'enseignement privé. Les voici :

« Dans l'enseignement privé en France pour l'année 1975/1976 : dans l'enseignement du premier degré, le nombre de maîtres est de 35 950 enseignants pour 1 045 000 enfants, soit un maître pour 26 élèves, la proportion des femmes est de 88,5 %. 48,8 % des maîtres ont une formation inférieure à celle du baccalauréat.

« En ce qui concerne l'enseignement du second degré, on compte 77 000 professeurs pour 970 000 élèves, soit un enseignant pour 12,6 élèves.

« Dans les établissements secondaires classiques et modernes, on trouve une moyenne de 2 % d'agrégés, 58 % de licenciés, et 24 % de titulaires du baccalauréat ou de quelques certificats de licence.

« Dans les cours complémentaires, 65 % sont titulaires du baccalauréat, 24 % ont dépassé ce niveau et 14 % non.

« Alors, qui peut prétendre que nos revendications ne sont pas réalistes !

« Qui dira, quand il y a 48 % d'instituteurs dans l'enseignement privé qui n'ont pas le baccalauréat, mais ont 25 élèves par classe, que la revendication des normaliens n'est pas réaliste quand il demande le respect de leur vœu pour leur première nomination ? 25 élèves par classe pour l'enseignement public ! Maintenant, tout de suite ! Voilà ce que veulent les instituteurs.

« Les instituteurs ne veulent plus des journées d'action, mais l'action unie avec le SNI pour arracher 25 élèves par classe ! »

Voilà l'orientation permettant la constitution des comités de préparation au 4 mai pour ouvrir la voie à l'assemblée des délégués d'école, avec le SNI, pour réaliser l'action unie pour « les 25 élèves tout de suite ! ».

---

### L'OCI COMBAT POUR SA PROPRE CONSTRUCTION

---

Comment gagner ? C'est à cette question que répond l'OCI qui ne peut promettre la victoire mais indique la voie de la victoire.

C'est comme cela que l'OCI se construit comme organisation ouvrière, utile pour les masses, répondant à leurs aspirations et à leurs besoins.

L'OCI ne cache pas sa volonté de gagner les meilleurs combattants pour le front unique pour la disso-



lution de l'Assemblée nationale, les meilleurs militants des comités de préparation à la marche sur Paris, dans le secondaire et le technique, comme les meilleurs militants de la préparation au 4 mai chez les instituteurs, sur la ligne du front unique.

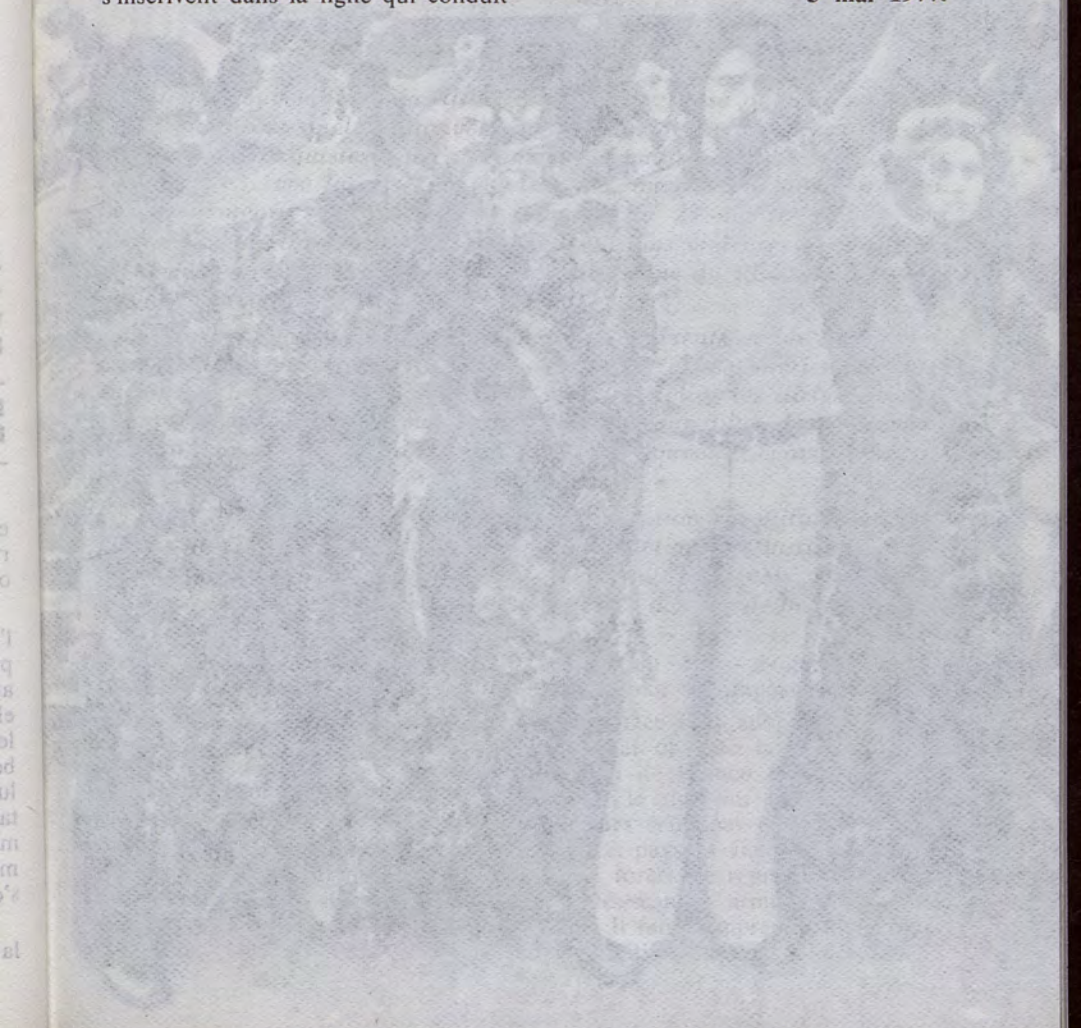
Pour cela, elle doit déployer toute sa politique, indiquer la « convergence » de ce combat dans l'enseignement avec les initiatives politiques prises dans la sidérurgie, chez les étudiants, à la Sécurité sociale, dans la Santé...

Il faut montrer que les comités unitaires de base, les comités d'unité, les comités de préparation à la grève s'inscrivent dans la ligne qui conduit

au jaillissement de la crise révolutionnaire. Nous avons à rassembler toutes les forces combattantes pour leur donner la ferme volonté d'agir pour ouvrir la voie au combat des masses.

C'est ainsi que, loin d'être pris au dépourvu par la révolution prolétarienne, nous préparons aujourd'hui les conditions qui nous permettront demain de construire le parti révolutionnaire indispensable à la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière.

**Michel Landron,**  
5 mai 1977.









# les dernières convulsions du franquisme

par Etienne LAURENT

*Depuis novembre déjà, il ne s'était guère passé de jour sans que ne se manifeste quelque nouvelle expression de la désagrégation des institutions franquistes qui constituent l'armature de l'Etat bourgeois en Espagne. Avec la crise de janvier, un nouveau pas a été franchi. Les événements sanglants de la semaine du 23 au 28 janvier ont marqué l'ouverture de la phase des convulsions violentes d'un régime à l'agonie, dont seule la politique des directions du PCE et du PSOE prolonge encore l'existence.*

*Etienne Laurent analyse ici les développements et les conséquences politiques de cette crise, la façon dont la classe ouvrière d'Espagne regroupe ses forces, les formes sous lesquelles les dirigeants des organisations ouvrières soutiennent chaque jour plus désespérément la monarchie franquiste de Juan Carlos, les nouvelles convulsions que les « élections » de juin annoncent.*

*Plus que jamais, en Espagne, c'est l'irruption révolutionnaire des masses qui est à l'ordre du jour et la destruction des institutions fascistes qui s'identifient à l'appareil de l'Etat bourgeois. C'est cette perspective qui ordonne politiquement le mot d'ordre de boycott.*

A la première session qui a suivi sa légalisation par Suarez, le Comité

---

Madrid, mercredi 26 janvier : 200 000 travailleurs aux obsèques des victimes de la rue Atocha.

Malgré les injonctions du service d'ordre du PCE, la classe ouvrière d'Espagne porte les siens en terre, le poing levé, au chant de l'Internationale.

central du PCE a annoncé qu'il abandonnait le drapeau républicain.

A sa place il a adopté le drapeau « sang et or » de la monarchie, le drapeau de Franco et de sa « croisade », le drapeau trempé dans le sang des centaines de milliers d'ouvriers et paysans victimes des armées et des forces de répression franquistes, des bandes armées de la Phalange. Il faut comprendre dans quelles conditions intervient une décision



qui place le PCE plus clairement que jamais face à la classe ouvrière et aux nationalités opprimées, basque et catalane.

Voici quelques mois encore, le PCE déclarait qu'il considérait nécessaire que se tienne « une consultation populaire basée sur le suffrage universel de façon à parvenir à une décision définitive sur la forme de l'Etat », étant entendu bien sûr qu'il « s'inclinerait » si une majorité se dégageait en faveur de la monarchie. Aujourd'hui, cette position n'est plus de mise. Alors que dans les manifestations toujours plus nombreuses malgré la répression, le cri « Demain l'Espagne sera républicaine » est repris de façon croissante par des milliers et des milliers de travailleurs et de jeunes, le PCE doit abattre ses cartes. Il lui faut venir prendre sa place, ouvertement aux côtés de Juan Carlos, comme force politique intervenant de la façon la plus directe possible dans la défense de la monarchie.

---

### « BOYCOTT DES ELECTIONS FRANQUISTES »

---

Car le temps presse. Le 15 juin sont convoquées des élections dont la tenue représente le point culminant de la mise en œuvre de la « réforme Suarez ». Elles doivent permettre la réunion de la première législature de la monarchie, dans des conditions où la loi de « réforme politique » précise que ne pourra être mis en discussion, ni le caractère monarchique de l'Etat, ni son caractère « unitaire », c'est-à-dire oppresseur des nationalités basque, catalane et galicienne.

Mais si clairement défini que soit le cadre de ces élections, dont l'un des objectifs est de donner à la monarchie par ce biais une sorte de « pseudo légitimation » indirecte, leur tenue peut et doit constituer, si le combat pour le boycott est mené par

les révolutionnaires, un facteur de centralisation de toute la situation politique par rapport à la question de l'Etat. L'Organisation IV<sup>e</sup> Internationale d'Espagne, la Ligue Communiste (organisation sympathisante du Secrétariat unifié, créée en 1973 par des militants liés à la minorité), le POUM ont pris position en faveur du boycott. La CNT a décidé l'abstention et une partie de ses militants sont décidés à en faire une abstention active. L'Organisation IV<sup>e</sup> Internationale mènera la campagne sur les mots d'ordre suivants : Non aux Cortès de Suarez et Juan Carlos, à bas la monarchie, à bas la continuité du franquisme, République, Cortès constituantes, droit immédiat d'autodétermination des nationalités opprimées.

Les forces organisées combattant pour le boycott sont limitées, mais les mots d'ordre correspondent aux lignes du développement de la situation, qui se dirige de façon toujours plus rapide vers l'ouverture de la crise révolutionnaire. C'est parce que la révolution monte que Carrillo doit jeter le masque et achever de monter en première ligne en défense de l'Etat bourgeois sous la forme de la monarchie restaurée par Franco.

Ni la légalisation du parti stalinien, ni l'adoption du drapeau de la monarchie, ne peuvent être compris en dehors de ce mouvement combiné de dislocation des institutions de l'Etat et d'avance des masses vers le centre de la scène politique, sur la base tant des revendications ouvrières que des mots d'ordre de la démocratie politique, qui sont devenus une nouvelle fois le terrain de combat pour tous les opprimés et les exploités d'Espagne.

Jusqu'en janvier, Suarez comme Carrillo espéraient pouvoir reporter l'échéance de la légalisation aussi loin que possible et opérer sur la base de formes plus indirectes l'appui du PCE à la mise en œuvre de la « réforme politique ». Mais la crise politique de la semaine sanglante



du 23 au 28 janvier est venue bouleverser les plans antérieurs. Sans l'appareil stalinien, les digues du régime n'auraient pas réussi à résister au mouvement amorcé alors par la classe ouvrière.

Depuis janvier, l'ensemble des rapports politiques mis à nu dans la crise de la semaine sanglante domine la situation politique. La bourgeoisie a désormais conscience que, sans les directions contre-révolutionnaires des organisations ouvrières traditionnelles, elle aurait déjà été balayée par la crise révolutionnaire. Mais, comme la volte-face sur le 1<sup>er</sup> mai l'a montré, de là à agir de façon conséquente avec un tel état de choses, il y a un pas infranchissable pour un gouvernement qui est toujours l'émanation des institutions franquistes.

La classe ouvrière et les masses ont senti, elles aussi, la portée de l'entre-déchirement des fractions adverses de la bourgeoisie. Pour la paysannerie, la crise de janvier a servi de catalyseur. Pour les masses basques, catalanes et galiciennes la décomposition de l'Etat, qui se conjugue dans le cas d'Euzkadi avec une répression plus effrénée que jamais, représente un appel permanent à l'action. Pour la classe ouvrière l'absence d'organisation révolutionnaire centralisée n'empêche pas que dans chaque grève, c'est la dimension de la crise révolutionnaire en préparation qui sous-tend même s'ils n'en ont pas conscience l'acharnement extraordinaire avec lequel les travailleurs combattent.

Pour comprendre le moment précis de la situation, il faut donc partir de la crise de janvier. Cette crise a vu le développement au grand jour des déchirements dans les rangs de la bourgeoisie et son régime. Née au sein de l'appareil policier du régime, la crise a failli entraîner une partie de l'armée dans une action contre le gouvernement, dont l'effet aurait été d'agrandir encore les brèches et d'appeler de façon plus pres-

sante l'intervention de la classe ouvrière sur le plan politique.

---

### LA REFORME SUAREZ, « CAUSE SUPERIEURE DE LA PATRIE »

---

Adressant, le 7 janvier, ses vœux aux sommets de la hiérarchie militaire, le roi Juan Carlos disait déjà :

« Le chemin est difficile à suivre lorsque nous recevons un ordre qui s'oppose à nos réflexes naturels. Il n'est d'autre façon d'y obéir qu'en agissant de manière dépersonnalisée et en l'acceptant comme étant nécessaire par rapport à une cause supérieure, le bien de notre patrie. »

« La cause supérieure de la patrie », que le roi Juan Carlos a plaidée devant les officiers supérieurs, n'est autre que la « réforme politique » à laquelle le gouvernement Suarez et, au-delà de lui, la monarchie, ont lié leur sort. La réforme Suarez, comme on la désigne couramment désormais, a pour objectif de tenter d'ajuster — à l'abri de la monarchie et dans le cadre d'une continuité de l'Etat assurée par la présence du roi — les formes de la domination politique de la bourgeoisie. Cet ajustement se ferait moyennant la greffe d'éléments limités et partiels d'un système parlementaire bourgeois sur le corps vermoulu des institutions fascistes, de façon à permettre une association organique des appareils bourgeois des partis traditionnels de la classe ouvrière à la défense de l'Etat.

La réforme prévoit la tenue d'élections en vue de la formation de deux chambres — une Assemblée et un Sénat — selon des modalités voisines des monarchies censitaires du XIX<sup>e</sup> siècle : désignation par décret royal d'un tiers du Sénat, sur-représentation des provinces rurales pour la désignation des autres sénateurs,



élection des députés à l'Assemblée au scrutin uninominal d'arrondissement à un tour assorti d'un découpage soigneusement étudié des circonscriptions, droit de veto du Sénat sur la Chambre, désignation du gouvernement par le roi et concentration de pouvoirs référendaires (plébiscitaires) importants entre les mains de la monarchie sur toutes les questions dont elle pourrait décider. La première législature ainsi mise en place serait « constituante » mais ne pourrait toucher ni au caractère monarchique de l'Etat ni à son caractère « unitaire », c'est-à-dire refus de reconnaître au pays Basque, à la Catalogne, au pays valencien et à la Galice l'exercice du droit à l'autodétermination et à la séparation.

Le cadre et le point d'appui essentiel de la réforme Suarez ont été fixés par la politique dite de « rupture négociée », qui a été définie par le PCE au début de 1976, adoptée par la direction du PSOE dans les mois qui ont suivi et mise en application à la suite de la crise politique de juillet 1976, la formation du gouvernement Suarez et le plénum du CC du PCE à Rome début août. Depuis fin novembre, la Commission permanente de négociation (dite aussi Commission des 9, ou plus tard des 10) et les procédures de consultation qu'elle a établies avec Suarez sur toutes les questions politiques se sont transformées rapidement en un organisme dont l'existence du gouvernement a dépendu chaque jour plus nettement.

Pour la classe ouvrière et les masses, la réforme Suarez et les élections en préparation se présentent comme la nouvelle digue derrière laquelle la bourgeoisie et les appareils espèrent pouvoir contenir leur mouvement et assurer la défense de l'Etat bourgeois et la propriété privée des moyens de production.

Les digues ne tiendront pas. Dans le fond, la bourgeoisie le sait, mais elle n'a d'autre choix que tenter de

les mettre en place. Si indispensable soit-elle, la tentative engagée pour ajuster les formes politiques de sa domination, représente pour la bourgeoisie un formidable facteur d'écartèlement et de crise. Il en va ainsi pour la classe capitaliste dans son ensemble. Habitée pendant près de quarante ans à régler ses relations avec la classe ouvrière sur la base de la dictature et de la répression la plus féroce, elle se trouve aujourd'hui impréparée à les régler à l'aide de formes différentes. Mais il en va tout particulièrement ainsi pour les couches les plus directement associées à la domination fasciste, celles qui ont formé les institutions centrales de l'Etat bourgeois et qui sont directement perdantes face à toute politique d'ajustement, même limité, des formes fascistes de domination.

Le « bunker » n'a jamais eu d'autre proposition à présenter à la bourgeoisie que de faire face à la montée des masses en renforçant la garde autour des institutions fascistes et en accentuant la répression. Mais parce que cette politique est aussi celle qui correspond directement à ses intérêts particuliers et parce que sa position au cœur des institutions répressives de l'Etat lui donne de puissants moyens d'action, le bunker est devenu un protagoniste en son propre droit, dans la crise du franquisme. Son action a été et sera peut-être encore un facteur d'accélération de la crise révolutionnaire, que les directions de la classe ouvrière font de leur côté tout pour retarder et freiner.

Aux Cortes, début novembre, lorsque Suarez présenta sa réforme au « vote », le bloc des représentants du « bunker » fut battu par une large majorité. Mais les Cortes franquistes sont une institution tout à fait secondaire de l'Etat franquiste et leur composition en a fait une chambre se rangeant de façon pratiquement automatique aux ordres du gouvernement en place. Plaza de Oriente,



à la même date, les dirigeants fascistes ne purent réunir plus de quelques dizaines de milliers de partisans, et Suarez put apparaître en position de force au moment de procéder à l'organisation et à la tenue, le 10 décembre, du référendum.

Dans le cadre de rapports politiques entre les classes caractérisés, en Espagne comme dans toute l'Europe, par la crise des formes de domination politique de la bourgeoisie et par l'initiative de la classe ouvrière et des masses, l'heure n'est plus aux manifestations fascistes mobilisant au compte de la contre-révolution de larges secteurs de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie. La force et les armes du personnel franquiste ne résident plus que dans les positions au sein de l'appareil d'Etat, dont on voudrait précisément le déloger.

## LES CONVULSIONS DE JANVIER

La véritable épreuve du gouvernement Suarez était donc sa capacité à mettre au pas et à structurer les principales institutions de l'Etat, en premier lieu l'appareil policier. La mise en place de nouvelles formes de domination politique, fût-ce par ajustements, ne peut avoir lieu sans d'importantes modifications à ce niveau. Mais l'existence d'un appareil policier fasciste est inconciliable avec toute politique d'ajustement. Il n'est pas « réformable ». Il doit être volatilisée par les méthodes de la lutte des classes, avant de disparaître.

Mais l'appareil policier franquiste est décidé à se défendre à mort. Son personnel est donc, par nature, partie intégrante et masse de manœuvre principale du « bunker ». C'est de son sein que sont donc venues les premières convulsions préparatoires à la chute du régime, qui s'étendront nécessairement, dans une prochaine étape, à l'armée.

Hier, au temps où son activité permettait de « régler » les relations avec la classe ouvrière, l'appareil policier était choyé par Franco et accepté par la majorité des fractions de la bourgeoisie. Aujourd'hui, il est caractérisé par le ministre de l'Intérieur en titre comme s'étant « accoutumé à des degrés d'autonomie insolites » et par un homme politique de la bourgeoisie basque comme étant « formé de forces dont l'intervention n'est pas neutre (il entend par là : faite au compte de la bourgeoisie dans son ensemble) mais belligérante ». Et ces déclarations ne cherchent pourtant qu'à voiler encore ce fait : l'appareil policier est incontrôlé et agit pour son propre compte, sur une ligne qui est définie indépendamment du gouvernement Suarez, et contre lui.

En décembre et en janvier, cette action incontrôlée de l'appareil policier, agissant pour son propre compte, a revêtu successivement plusieurs formes. Il y eut, début décembre d'abord, derrière le paravent presque transparent du GRAPO, la séquestration et la menace d'assassinat, à la veille du référendum, d'un haut dignitaire du régime, le conseiller du royaume Oriol. Puis il y eut, le 17 décembre, la manifestation violente devant le ministre de l'Intérieur, de plusieurs centaines d'agents et gradés des divers corps de répression : Garde civile, Forces spéciales anti-répression et police politique.

Puis, de nouveau, en janvier, la séquestration du général Villaescusa et, enfin, dans la semaine du 23 au 30 janvier, l'assassinat en chaîne de deux étudiants, des cinq avocats du PCE et de trois policiers, assassins qui allaient déchaîner la crise de la « semaine tragique ».

En l'espace d'à peine plus de 24 heures, du dimanche 23 dans l'après-midi au lundi 24 dans la nuit, les réseaux secrets de l'appareil policier du régime venaient de confronter le gouvernement Suarez et la monarchie à la crise politique la plus grave



qu'ils aient connue depuis l'accession au trône de Juan Carlos.

La plus grande précision est nécessaire dans la caractérisation de l'enjeu des événements de janvier. La crise déclenchée par les assassinats en chaîne a vu se profiler la menace, non pas d'un coup d'Etat militaire « emportant les acquis du processus de démocratisation », comme a voulu l'expliquer l'appareil stalinien international à travers sa presse et les déclarations de ses dirigeants, mais celle d'une irruption des masses sur le devant de la scène politique, pour régler par leurs propres méthodes le sort du régime en décomposition.

Personne ne peut écarter la possibilité que les convulsions dont l'armée va nécessairement être la proie prennent, à un moment donné, la forme d'un de ces putschs militaires dont l'histoire des crises révolutionnaires et des révolutions fournissent de nombreux exemples. Mais toute appréciation de cette possibilité doit être située dans une analyse correcte de l'état exact des relations politiques entre les masses, qui se sont exprimées en janvier, et le champ d'action extrêmement limité auquel l'intervention de l'armée, prise comme institution centrale du régime, s'est vue réduite à cette occasion.

---

### CRISE DE L'ETAT ET « UNION NATIONALE »

---

En Espagne, du 24 au 27 janvier, ces relations ont été marquées par un vide politique béant au sommet de l'Etat, qui a été comblé en catastrophe, non par l'armée, mais par la politique de l'Union nationale, matérialisée en particulier par l'intervention centrale de l'appareil stalinien, seul capable d'établir encore un barrage face aux masses en mouvement.

« Il n'y avait plus d'Etat », a dit Ricardo de la Cierva, homme politique et journaliste d'une des fractions bourgeoises dites « centristes »,

qui appuyait la réforme. Et l'hebdomadaire de l'aile gauche de la démocratie chrétienne, « Cuaderno para el dialogo » de décrire dans les termes suivants ce vide politique ouvert en quelques heures au sommet de l'Etat :

« Il s'est créé la sensation que les commandes avaient cessé de fonctionner, les sonneries de répondre. Le décompte des forces susceptibles de contrôler la situation paraissait déboucher sur une situation inviable ; les ordres envoyés retournaient à leur lieu d'origine, faute d'avoir trouvé leurs destinataires (...). Il régnait une sensation évidente de naufrage. »

Cette sensation a été amplement confirmée par le contenu du discours télévisé de Suarez, le 28 janvier, expliquant aux millions d'auditeurs qui l'écoutaient :

« Au nom du gouvernement, je dois vous dire qu'il n'existe pas de mesures miraculeuses permettant la solution de nos problèmes. Il est dur de le dire mais, en dépit de cela, je le répète, il n'existe pas de mesures infaillibles qui permettront de garantir que des faits semblables ne se produisent pas. (...) Nous ne pouvons pas dire que nous possédons une solution, tout simplement parce qu'elle n'existe pas. »

---

### DU COMMUNIQUE DU 24 JANVIER...

---

Alors, au vide créé au sommet de l'Etat a fait pièce la réaction de la classe ouvrière, réaction de colère et non pas de peur comme l'ont voulu les journalistes exprimant, du « Monde » à « L'Humanité », les positions de l'Union de la gauche. L'indignation suscitée par la mort des étudiants, les premiers arrêts de travail, les assemblées d'usine, du lundi ont fait place, le mardi matin à l'heure de l'embauche, à la paralysie



complète de la production. A la SEAT et à l'Hispano-Olivetti de Barcelone, à la Standard et à la Marconi de Madrid, dans toute la grosse métallurgie devenue aujourd'hui l'épine dorsale de la classe ouvrière d'Espagne, le mouvement vers la grève générale a été immédiat et massif.

C'est cette situation qui a contraint les directions du PCE et du PSOE à se précipiter au secours du gouvernement Suarez et de la monarchie, quel que soit le prix à payer. Lundi dans l'après-midi, encore moins de 24 heures après le début de la crise, avant l'assassinat des avocats du PC, les directions contre-révolutionnaires jugeaient déjà nécessaire la réunion d'urgence de la Commission de négociation, avec Suarez, et la publication du communiqué commun d'Union nationale, dont l'existence de la monarchie dépend complètement. Ce communiqué déclare :

« Les deux parties ont exprimé leur identité de vues pour condamner l'extrémisme politique qui, par la violence, essaie d'empêcher le processus en cours vers la normalisation démocratique en Espagne. Le président du gouvernement et les membres de la Commission de l'opposition se sont mis d'accord sur l'opportunité de lancer un appel à la sérénité et à la responsabilité civique. Le président a, en outre, affirmé sa résolution de continuer à étudier la question de l'amnistie et la loi régissant l'activité des partis politiques. Il a insisté sur la nécessité de créer un climat social excluant le recours à toute manifestation à la violence. »

Ce communiqué doit être lu avec attention. Son examen révèle à quel point la situation a exigé des appareils du PCE et du PSOE qu'ils prennent en charge la défense de la monarchie face à la classe ouvrière et aux masses. Ainsi que Suarez devait le reconnaître trois jours plus tard,

son gouvernement n'était plus en mesure de dicter des ordres à qui que ce soit. Son « insistance » se réduisait à l'affirmation que, sans être en mesure de leur offrir quoi que ce soit en échange (la question de l'amnistie et la loi régissant l'activité des partis politiques continuaient seulement à « être étudiées »), il était obligé de demander aux appareils de tout mettre en œuvre pour que la classe ouvrière et les masses n'interviennent pas dans les événements pour leur propre compte, et ne balayent ainsi le régime.

---

### ... AU MASSACRE DE LA RUE ATOCHA

---

A l'heure où le communiqué fut publié, le massacre de la rue Atocha, dans l'étude des avocats du PCE, n'avait pas encore eu lieu. Mais Suarez savait que le mécanisme policier était en marche, qu'il était impuissant à arrêter l'action des réseaux et que tout allait dépendre de la capacité des appareils stalinien et social-démocrate à bloquer le mouvement de la classe ouvrière.

Pendant deux jours, celle-ci, seule, a pu empêcher que la crise politique du gouvernement se transforme en crise révolutionnaire ouverte.

Dès le mardi, les appareils ont mené une bataille acharnée pour que les mouvements qui paralysaient la production dans toutes les usines ne parviennent pas à se centraliser et à se transformer en grève générale à l'échelle du pays. Pour cela, il a fallu faire donner les appareils syndicaux ou para-syndicaux, et convoquer d'urgence la Commission de coordination des organisations syndicales (COS), qui réunit, au niveau le plus élevé des appareils, les commissions ouvrières sous contrôle stalinien, l'appareil social-démocrate de l'UGT et l'appareil propulsé par la hiérarchie catholique, l'USO. Dans son communiqué, la COS dément catégorique-



ment qu'il puisse être question d'une grève générale ou même d'une « journée de lutte ». Elle assure le gouvernement de « l'appui de tous les travailleurs », et l'appelle à « prendre les mesures qui s'imposent pour punir les coupables et désarmer les bandes extrémistes ». Il n'y aura pas de grève générale.

Le mercredi, la responsabilité du combat contre les masses repose presque exclusivement cette fois sur l'appareil stalinien, lui seul peut encore maintenir l'ordre lors de l'enterrement des cinq avocats assassinés le lundi. Toute la journée du mardi, le PCE confère avec le gouvernement. Le ministre de l'Intérieur Martin Villa déclare, en présence de Suarez, qu'il lui est impossible de garantir l'ordre avec les forces de police et qu'il ne jure de rien si la police est obligée d'être présente. Elle ne le sera pas. Mercredi, le contrôle de la manifestation reposera exclusivement sur le service d'ordre stalinien, auquel les organisations d'origine maoïste (Parti du travail, Organisation révolutionnaire des travailleurs, et Mouvement communiste) ainsi que la LCR pabliste, viennent prêter « responsablement » main forte !...

La contradiction absolue entre la politique des directions et l'aspiration des masses a conféré à l'enterrement des avocats assassinés un caractère d'extrême tension. En dépit de la politique d'Union nationale, dont l'objectif était de les refouler, plus de 200 000 travailleurs ont abandonné les usines et des milliers d'étudiants ont déserté les facultés, ou la grève était effective depuis le lundi, pour se rendre à l'enterrement.

Contre la volonté des appareils, et même si elle n'en a pas rompu les digues, il s'est agi là de la plus importante manifestation de la classe ouvrière à Madrid depuis la guerre civile. Aucune injonction du service d'ordre n'a pu empêcher des dizaines de milliers de militants de marcher le poing levé et d'entonner

à voix basse, toujours contre les injonctions, l'Internationale.

---

## SUCCES ET LIMITES DU BARRAGE DES APPAREILS

---

Telles sont les conditions politiques qui ont permis à Suarez et à Juan Carlos de passer le cap du 25 au 26 janvier. L'ensemble de la bourgeoisie l'a compris et avec elle, au premier chef, les deux hommes qui concentrent aujourd'hui entre leurs mains la tâche de tenter d'éviter l'éclatement de l'armée, les généraux Gutierrez-Mellado et Villaspín.

La crise provoquée par l'intervention, pour leur propre compte, de l'appareil policier du régime et de ses réseaux secrets a eu des contre-coups marqués au sein de l'armée. Face à des menaces d'intervention aux conséquences incalculables pour les projets de la bourgeoisie, la haute hiérarchie militaire a été contrainte de se placer en première file. Pas sous n'importe quelles formes, cependant, mais après des délibérations incessantes, du lundi au jeudi, où elle a décidé qu'il n'y avait aucun autre chemin ouvert que celui d'accepter le rôle de premier plan joué par les appareils traîtres des organisations traditionnelles de la classe ouvrière, d'accepter le cadre de l'Union nationale établie le 24 janvier et de tenter de poursuivre l'application de la réforme Suarez, coûte que coûte.

L'état exact des relations entre les classes se mesure au fait qu'après délibération, les militaires ont décidé que les risques de « déstabilisation » étaient même trop élevés pour remplacer le ministre de l'Intérieur Martin Villa, moyennant l'entrée d'un militaire de plus dans le gouvernement pour occuper ce poste. Simultanément, le haut commandement militaire jugeait impossible de pro-



céder à une épuration sérieuse de l'appareil répressif de l'Etat...

## LA CLASSE OUVRIERE SE REORGANISE

Mais l'état des relations politiques entre les classes à l'issue de la crise de janvier peut se mesurer par d'autres faits encore. Saisissant des deux mains l'appui que venait de lui apporter Carrillo, Suarez a établi par décret, le 28 janvier, un état d'exception partiel et entrepris de pourchasser les militants cadres-organisateur du prolétariat.

Jamais un état d'exception n'a eu aussi peu d'efficacité et n'a été aussi impuissant à arrêter le mouvement des masses.

Mettre l'accent dans cet article sur les formes et le degré d'acuité de la crise du régime et souligner la portée et l'ampleur de la montée vers les organisations, n'équivaut pas à reléguer au second plan les formes d'organisation autonomes qui surgissent plus que jamais dans chaque combat et en constituent l'unique garantie de succès.

Le mouvement qui s'est vérifié depuis six mois est celui que, seuls, les trotskystes ont su dégager sur la base de l'expérience passée. Il voit la classe ouvrière combattre pour constituer des organismes de type autonome en même temps qu'elle entreprend de reconstruire ses organisations syndicales traditionnelles.

Car chaque grève continue à voir surgir l'assemblée des travailleurs, les comités de grève élus, et comporte comme dimension centrale le combat pour la démission des « enlacs » et « jurados », c'est-à-dire les délégués corporatistes, rouages de la centrale franquiste — la CNS — que l'appareil stalinien veut garder en place en tant qu'institution caractéristique et centrale du franquisme.

En octobre, Suarez avait publié un plan d'austérité qui établissait un plafond à l'augmentation des salai-

res. En novembre et décembre cependant, le gouvernement autorisait lui-même des dépassements parfois considérables du plafond. Des conventions collectives étaient signées qui voyaient dans des cas importants des hausses de salaires jusqu'à 20 %. Ainsi se marquait, sur ce plan comme sur les autres, l'état des relations entre classes. Suarez avait besoin de la « paix sociale » au moment du référendum, et il lui fallut en payer le prix. Le référendum passé, et jusqu'à la fin janvier, il y eut un durcissement et les travailleurs de Valence et de Barcelone furent contraints à engager de nouveaux combats, longs et très durs.

Mais aujourd'hui, tout indique que cette phase est terminée et que les enseignants non titulaires de l'enseignement public (les PNN) ont ouvert une brèche sur le plan des revendications pour toute la classe ouvrière. Sur la base d'une organisation en assemblée d'écoles et lycées, de délégués à une assemblée provinciale et d'un Comité national central de grève assumant, à l'exclusion de toute ingérence directe des appareils et en marge complète de la CNS, la négociation avec le ministère, les enseignants non titulaires ont obtenu du ministère un recul profond et satisfaction sur un point décisif : garantie immédiate, concrétisée par un contrat de travail, de leur réemploi en septembre dans le même établissement ou à défaut un établissement voisin.

A peine le conflit avec les PNN était-il en voie de solution que le gouvernement a vu se mobiliser contre lui, pour la première fois depuis les années 1930, la petite et moyenne paysannerie. Cette mobilisation a commencé en Galice sur une question d'expropriation au compte d'une entreprise minière. L'exemple a suffi et a été un signal pour une mobilisation d'ensemble sur les prix payés aux producteurs, mais aussi sur une revendication extraordinairement significative, celle de l'accès des agriculteurs à la Sécurité sociale et à la



retraite dans les mêmes conditions que la classe ouvrière.

Aussi comprend-on que le ministre des Finances ait annoncé fin février qu'il prévoyait un plan de relance et des rallonges budgétaires, bien que l'inflation dépasse 20 % et que le déficit extérieur ait atteint 4,3 milliards de dollars en 1976. Personne ne sait d'où viendra le financement des dépenses supplémentaires. Une seule chose est sûre : sur le plan économique comme sur tous les autres, le gouvernement a un comportement éperdu.

### LE CARACTERE EXPLOSIF DE LA QUESTION BASQUE ET CATALANE

La question nationale n'est pas moins explosive.

Aujourd'hui, alors que la crise révolutionnaire ouverte n'a pas encore éclaté, la question catalane et surtout la question basque ont déjà atteint une acuité supérieure aux années 1930. Il y avait plus de 100 000 manifestants au centre de Barcelone, le 23 avril, pour réclamer le retour au statut de 1931, c'est-à-dire pour appuyer un mot d'ordre au moyen duquel les partis petit-bourgeois et les appareils voudraient endiguer les revendications nationales en Catalogne, mais dont l'existence est déjà en soi incompatible avec l'existence de la monarchie (1).

Au Pays basque, la situation est plus avancée encore. Il ne s'agit pas seulement de manifestations où des dizaines et dizaines de milliers de militants, ouvriers, paysans, jeunes cherchent à se rassembler, comme à

Echarri-Aranaz en janvier et à Vitoria en mars, et de nouveau pour la fête nationale basque du 11 avril, face à des quadrillages policiers de type militaire. Il s'agit d'une situation où les maires de 176 villes et localités des provinces basques ont lancé un appel en trois points : amnistie totale pour tous les prisonniers politiques et exilés basques ; égalité de la langue basque avec le castillan ; établissement d'un statut rétablissant l'ensemble des pouvoirs politiques reconnus dans les anciens « fueros » aux Basques et abolis par la monarchie et le franquisme depuis moins d'un siècle seulement.

De 1966-1967 à sa mort, Franco a achevé de faire de la question basque — et la nature de son régime lui interdisait d'agir autrement — une question n'ayant aucune issue en dehors de la destruction radicale de l'ensemble des institutions fascistes et d'une remise en cause totale des fondements de l'Etat bourgeois, en tant qu'Etat « unitaire ». Face aux Basques, le régime n'a d'autre politique que celle de la répression acharnée.

Actuellement, les témoignages de tous ceux qui sont prêts à appeler les choses par leur nom concordent : la répression au Pays basque a une violence égale ou supérieure à celle exercée du vivant de Franco. La torture est générale et le recours à l'assassinat par des bandes para-policières, monnaie courante. Le pays est soumis à une forme d'occupation militaire. Peu de manifestations se terminent sans morts dans les rangs des travailleurs et des jeunes. Mais cette violence est celle d'un système de domination qui se disloque et elle n'a pour effet que de nourrir de jour en jour le nombre, et de diversifier l'appartenance sociale de ceux qui dressent face au régime des revendications dont la satisfaction équivaut à la séparation. La police a laissé le rassemblement du 23 avril se former le jour de la fête nationale de Catalogne. Face aux Basques, le 11 avril pour la Aberri Eguna, elle a répon-

(1) Sur la question des nationalités en Espagne, il est indispensable de lire le rapport adopté à la première Conférence de l'organisation IV<sup>e</sup> Internationale d'Espagne, qui a été publié dans le n° 2 (nouvelle série), novembre 1976, de Correspondance internationale.



## les communistes et la question nationale

La révolution a réveillé en Espagne, plus puissamment que jamais, toutes les questions, dont celle des nationalités. Les tendances et les illusions nationales sont représentées principalement par les intellectuels petits-bourgeois, qui s'efforcent de trouver un appui chez les paysans contre le rôle dénationalisateur du gros capital et contre la bureaucratie d'Etat. Le rôle dirigeant — pour la phase actuelle — de la petite bourgeoisie dans le mouvement d'émancipation nationale, (...) introduit inévitablement dans ce dernier nombre de préjugés de toute sorte. Venant de ce milieu, les illusions nationales s'infiltrèrent également parmi les ouvriers. (...) Mais ce que je viens de dire n'atténue nullement le caractère progressiste, révolutionnaire-démocratique de la lutte nationale catalane contre la suzeraineté espagnole, l'impérialisme bourgeois et le centralisme bureaucratique.

Pas un instant l'on ne doit perdre de vue que l'Espagne tout entière et la Catalogne, comme partie constituante de ce pays, sont gouvernées actuellement non point par des nationaux-démocrates catalans, mais par des bourgeois impérialistes espagnols, alliés à de gros propriétaires fonciers, à de vieux bureaucrates et des généraux, avec l'appui des nationaux-socialistes. Toute cette confrérie est d'avis de maintenir, d'une part, les servitudes des colonies espagnoles et d'assurer, d'autre part, le maximum de centralisation bureaucratique de la métropole ; c'est-à-dire qu'elle veut l'écrasement des Catalans, des Basques et des autres nationalités par la bourgeoisie espagnole. Dans la phase actuelle, étant donné les combinaisons présentes des forces de classes, le nationalisme catalan est un facteur révolutionnaire progressiste. Le nationalisme espagnol est un facteur impérialiste réactionnaire. Le communiste espagnol qui ne comprend pas cette distinction risque de devenir un agent inconscient de la bourgeoisie espagnole et d'être à tout jamais perdu pour la cause de la révolution prolétarienne.

Où est le danger des illusions nationales petites-bourgeoises ? En ceci qu'elles peuvent diviser le prolétariat d'Espagne en secteurs nationaux. Le danger est très sérieux. Les communistes espagnols peuvent le combattre avec succès, mais d'une seule manière : en dénonçant implacablement les violences commises par la bourgeoisie de la nation suzeraine et en gagnant ainsi la confiance du prolétariat des nationalités opprimées. Toute autre politique reviendrait à soutenir le nationalisme réactionnaire de la bourgeoisie impérialiste qui est maîtresse du pays, contre le nationalisme révolutionnaire-démocratique de la petite bourgeoisie d'une nation opprimée.

Léon Trotsky,

17 mai 1931.



du par le déploiement militaire, mais plus de 100 000 manifestants ont combattu pour se rassembler, quelqu'en soient les conséquences.

Les 176 maires qui ont dressé la liste des revendications qui constituent le programme d'action du nationalisme basque aujourd'hui ne sont pas des hommes qui tiennent leur charge au travers d'élections. Ils ont tous été désignés par les gouvernements civils agissant au compte du ministère de l'Intérieur. Leur intention, à n'en pas douter, est de tenter de prendre la tête du mouvement dont ils espèrent garder le contrôle au compte de la bourgeoisie.

Mais certains actes politiques ont une portée objective qui dépasse les intentions de leurs auteurs. Celle des maires basques a valeur d'un défi ouvert à l'égard de l'Etat bourgeois situé à Madrid et indique que les conditions politiques d'un soulèvement basque sont proches d'être réunies.

En présence d'une telle situation, on comprend que la revue « Opinion » ait rapporté les « sentiments d'émotion » ressentis par les membres de la Commission de négociation en écoutant la déclaration de Carrillo sur la question politique centrale du droit à l'autodétermination des nationalités et le statut de la Catalogne.

« Le Parti communiste d'Espagne respecte et est prêt à promouvoir les autonomies régionales, mais défendra par contre toujours l'unité de la patrie. Je suis Espagnol et comme tel je m'opposerai en toute circonstance à toute tentative de séparatisme et de division de l'Espagne. »

Dans les conditions particulières de l'Espagne, où l'Etat bourgeois s'est construit sous les traits spécifiques d'un Etat castillan — non pas « espagnol » précisément —, ultra-centralisateur, ultra-bureaucratique et

opresseur du droit des nationalités, s'exprimer ainsi, c'est affirmer la volonté de l'appareil stalinien de défendre à n'importe quel coût l'Etat bourgeois. « J'ai cru entendre parler un général », a dit l'un des membres de la Commission de négociation. Le langage de Carrillo est effectivement celui qu'ont tenu tous ceux qui ont voulu répondre depuis un siècle aux revendications de la Catalogne, du pays Basque et de la Galice, par le fer et par le sang.

Lorsque le PCE adopte le drapeau de la monarchie, c'est face aux nationalités basque et catalane aussi qu'il affirme sa volonté de défendre coûte que coûte l'Etat bourgeois comme Etat central unitaire, oppresseur des nationalités, menacé aujourd'hui d'éclatement sous l'impact de leurs luttes.

Tous les problèmes, ceux de la terre, des nationalités, les revendications de toutes les classes exploitées (problèmes sur lesquels nous reviendrons en un prochain article de « La Vérité ») soulèvent ceux de la lutte pour le renversement de la monarchie, du combat pour la République, de la Constituante souveraine, des Cortès constituants. Ils fournissent les déterminations à la campagne pour le boycott des élections du 15 juin.

Le désarroi de la bourgeoisie face aux prochaines échéances qu'elle s'est elle-même fixée traduit un rapport de forces où le combat du prolétariat nourrit et se nourrit de la mobilisation déjà engagée par des secteurs toujours plus vastes des masses exploitées contre le régime.

---

#### LA DISPOSITION POLITIQUE DES FORCES DE CLASSE FACE AUX ELECTIONS

---

Dans la résolution politique adoptée par la 1<sup>re</sup> conférence de l'Organisation IV<sup>e</sup> Internationale il est écrit :



« Les institutions du fascisme seront détruites par l'intervention révolutionnaire des masses que la décomposition des institutions politiques appelle chaque jour plus clairement. Il n'existe aucune transition entre le régime fasciste et un régime parlementaire — tous deux systèmes de domination politique de la bourgeoisie — qui puisse parvenir à empêcher l'intervention révolutionnaire sur leur propre terrain et pour leur propre compte. »

Venant après les profonds remous au sein de l'armée qui ont suivi l'annonce de la légalisation du PCE, la volte-face opérée par le gouvernement au sujet du 1<sup>er</sup> mai doit être comprise, comme une autre expression des contradictions insolubles — dont seul le marxisme peut rendre compte — où se débat la bourgeoisie espagnole.

En légalisant le PCE, Suarez a couru des risques considérables, ceux de voir une fraction significative de l'armée intervenir pour le contraindre à revenir sur sa position. Le prix à payer a été en tout état de cause élevé : une déclaration officielle de désapprobation signée des officiers supérieurs, la démission du ministre de la Marine, l'impossibilité pendant longtemps de lui trouver un successeur. Suarez a payé ce prix parce qu'il considérait indispensable de permettre à l'appareil stalinien de monter en première file. Mais la décision qui a finalement été prise concernant le 1<sup>er</sup> mai montre à quel point les exigences de la forme de domination politique fasciste, dont le gouvernement est toujours l'émanation et celles d'une forme de domination bourgeoise comportant l'association centrale des appareils contre-révolutionnaires des organisations ouvrières traditionnelles à la défense de l'ordre bourgeois, sont inconciliables.

A six semaines des élections prévues par Suarez, l'incapacité où le gouvernement s'est trouvé de permet-

tre aux appareils de prendre sur eux la responsabilité de canaliser — fût-ce avec quelques bavures — la volonté des travailleurs de célébrer le 1<sup>er</sup> mai, exprime toutes les contradictions où Suarez et Juan Carlos se débattent et confirme le degré extraordinaire d'impréparation de la bourgeoisie face à l'échéance qu'elle s'est fixée.

L'accord passé par le ministre des Relations syndicales avec les appareils stalinien et social-démocrate était directement lié à la légalisation de l'UGT, des Commissions ouvrières et de l'appareil vaticaniste, l'USO, survenue au même moment en un temps record, et comportait des engagements précis de collaboration de leur part à la mise en œuvre d'une nouvelle « réforme syndicale ». Le ministre avait obtenu des appareils une concession déjà difficilement défendable devant les militants : tenir une série de meetings, mais s'abstenir de tout défilé central. Le 30 avril, le ministre de l'Intérieur annulait l'accord, interdisait les meetings et rassemblements de tout ordre et transformait le 1<sup>er</sup> mai en journée de nouveaux affrontements directs entre la classe ouvrière et les forces de répression.

De nombreux facteurs ont pesé sur l'interdiction : la pression des militaires et du bunker et la nécessité de ne pas agrandir les conflits ouverts au sein de l'appareil d'Etat ; la peur que la force de la CNT qui avait maintenu un mot d'ordre de défilé soit suffisante pour contribuer au débordement des services d'ordre des appareils des autres organisations ; la volonté de ne prendre aucun risque de voir le cadre des élections mis en cause par des meetings ou des manifestations dirigées contre la monarchie.

Mais le plus important a sans doute été la considération suivante : éviter que, même encadrée par les appareils, la classe ouvrière ne démontre devant l'ensemble de la société qu'aujourd'hui en Espagne, elle représente la seule force organisée,



que les seules organisations politiques de masse ont pour nom PCE, PSOE, UGT, CNT.

Le gouvernement a convoqué des élections. Aucune garantie donnée par les appareils, aucun projet dressé dans le secret des cabinets ministériels ne peuvent éviter que ces élections ne centralisent toute la vie politique, ni effacer que, face à l'échéance, seule la classe ouvrière dispose de partis au sens propre du terme.

---

### LA MONTEE VERS LES ORGANISATIONS OUVRIERES TRADITIONNELLES

---

Rien, en effet, ne révèle mieux l'état réel des relations politiques entre les classes que l'extrême modestie dont font preuve les dirigeants des appareils traîtres quant à la force qu'ils représenteraient. Le 2 mars, alors que Marchais prenait l'avion pour Madrid, « Le Monde » apprenait à ses lecteurs, dont beaucoup auront réellement énormément de mal à s'y retrouver, que la rencontre de Carrillo, de Marchais et de Berlinguer se faisait sur invitation d'un parti qui « se satisferait de pouvoir faire campagne librement pour conquérir le faible pourcentage de voix (5 à 10 %) que les sondages lui attribuent ».

Il est par ailleurs de notoriété publique, dans les sphères politiques à Madrid, que les négociations de Moncloa entre la Commission de négociation et Suarez auraient abouti à accorder au PSOE 80 sièges en vue des « élections » de juin, dont rigoureusement personne ne peut savoir si le gouvernement et le régime seront encore là pour les « organiser ». Or, 80 sièges, c'est un cinquième seulement de la future chambre, ce qui laisserait une écrasante majorité à un personnel politique bourgeois qui n'a toujours aucun parti avec une base de masse et n'est pas même parvenu à créer des appareils solides

aux fins d'en constituer un le moment voulu.

La modestie des prétentions des dirigeants du PCE et du PSOE masque mal la réalité. Aujourd'hui, en Espagne, il existe seulement deux partis ayant une base de masse. Ce sont précisément le PSOE et le PCE, c'est-à-dire deux des principales organisations traditionnelles — aux côtés de l'UGT et de la CNT — de la classe ouvrière d'Espagne. Le caractère ouvrier-bourgeois de ces partis n'atténue en rien le fait que leur existence, en tant qu'organisations regroupant la classe ouvrière dans des partis qu'elle croit et qu'elle veut indépendants de la bourgeoisie et de l'Etat, est absolument incompatible aussi bien avec le maintien des institutions franquistes qu'avec la politique d'ajustement définie par la réforme Suarez.

Rien n'exprime mieux le fait et ne traduit plus clairement la montée révolutionnaire qui est définitivement amorcée désormais dans la classe ouvrière, que la croissance rapide de ces organisations, qui se fait en dépit de la politique suivie par leurs directions et contre la volonté de celles-ci qui craignent les conséquences d'un renforcement trop rapide des partis ouvriers.

---

### QUE SE PASSE-T-IL AU SEIN DU PSOE ?

---

Le double caractère du PSOE — parti ouvrier à vocation parlementaire et organisation ayant forgé depuis sa fondation en 1879, dans des combats menés aux côtés de la classe ouvrière, en 1907, en 1917, en 1934, des liens infiniment plus profonds et authentiques que le PCE — rend le processus particulièrement aisé à suivre. La victoire que l'équipe Felipe Gonzales-Mugica a paru emporter début décembre, au cours du XVII<sup>e</sup> Congrès, aura été de très courte durée. Ce congrès a été organisé et tenu avec l'objectif de tout faire



pour refouler les militants ouvriers, de barrer politiquement toute voie indépendante à la classe ouvrière et d'affirmer une politique de collaboration ouverte avec le gouvernement et la monarchie.

Mais, loin de se laisser démoraliser, une partie des congressistes ont repris le chemin des fédérations, déterminés plus encore qu'auparavant à construire le PSOE, afin de ne plus avoir à subir ce qu'ils avaient été obligés de subir, impuissants, à Madrid. La collaboration toujours plus étroite avec le gouvernement, culminant par la signature du communiqué commun du 24 janvier, a encore plus accentué ce mouvement. A Madrid et à Séville, le compte rendu de mandat des délégués dont la direction avait forcé l'élection a été rejeté à de très larges majorités, les résolutions du congrès ont été repoussées et remplacées par d'autres, sur une tout autre ligne. A trois mois du congrès, la commission exécutive a été confrontée à un comité fédéral national dont la composition reflète déjà une profonde évolution dans la base du PSOE.

D'ici quelques semaines, il est probable que le divorce entre la direction issue du XVII<sup>e</sup> Congrès, propulsée par l'appareil international de l'Internationale socialiste et une aile de la bourgeoisie espagnole, et l'ensemble du reste du parti, sera totale. Les adhésions ouvrières au parti affluent ; l'entrée en masse de plusieurs centaines de militants ayant suivi la tendance Llopis au Congrès de Toulouse de 1972, qui représentent la continuité historique réelle du PSOE, a déjà modifié l'axe du PSOE et le fera encore plus dans les semaines qui viennent.

Pris entre cette situation et les exigences de la politique de défense inconditionnelle de la monarchie à laquelle il s'était totalement identifié, le faible appareil, dans l'ensemble extrêmement peu expérimenté et (à l'exception du groupe autour de Mugica) sans liens avec la classe ouvrière, commence à éclater. L'aile ou-

vertement bourgeoise, dont l'avocat Boyer a été l'une des têtes de proue, quitte un parti dont Boyer reconnaît qu'en quelques mois, il lui est devenu totalement étranger. D'autres dirigeants cherchent à se reclasser avec peine en fonction des nouveaux axes qui s'affirment. La social-démocratie internationale s'inquiète.

Pour tenter de faire contrepoids à cette évolution et renforcer l'aile propulsée directement par la bourgeoisie, l'appareil Felipe-Mugica-Carmen Gala a accepté des pourparlers de fusion avec le groupe vaticaniste dirigé par Barone à Madrid, la *Covergencia Socialista Madrilena* et à Barcelone, avec l'organisation nationaliste bourgeoise catalane, le Parti socialiste catalan, de *Reventos*. Cette décision a accru encore la tension entre les militants ouvriers et l'appareil. Ils savent que Barone est l'un des fondateurs de l'appareil syndical impulsé par la hiérarchie catholique, l'USO, qu'il exige le droit pour lui et son groupe de ne pas adhérer à l'UGT ainsi que l'exigent les statuts du PSOE pour l'ensemble des militants. Les manœuvres de ce type ne sauveront pas l'appareil. Il ne passera pas la tourmente qui s'annonce et éclatera en mille morceaux à la première secousse réellement sérieuse.

En Espagne, la construction d'un appareil social-démocrate capable de répondre, ne serait-ce qu'un minimum, aux exigences de la direction du plus grand parti traditionnel de la classe ouvrière, reste à faire.

Dans le cas de l'UGT, qui n'a jamais été reléguée, du fait des caractères de la lutte des classes en Espagne et de la forme qu'a prise l'implantation du stalinisme, à un statut étroitement « syndical », et qui a contribué à organiser la classe comme classe politiquement autant que syndicalement, la montée de la classe ouvrière a été plus spectaculaire encore. De 20 000 membres au moment du XX<sup>e</sup> Congrès en mars 1976, l'UGT est passée à plus de 80 000



membres et se trouve sur la voie des 100 000 adhérents, même si les cartes d'adhésion arrivent encore au compte-gouttes aux militants.

### LA CANDIDATURE SUAREZ AUX ELECTIONS

En face, la bourgeoisie n'a rien d'équivalent, ni même s'en rapprochant. Ce n'est pas là le résultat de quelque hasard obscur mais la conséquence immédiate du franquisme et l'expression des rapports de force entre les classes, nourris par l'ensemble des facteurs dont nous avons cherché à rendre compte.

Depuis 1936, le « parti » de la bourgeoisie a été au sens le plus complet et exclusif du terme, son Etat. Dans le cadre de l'impérialisme, c'est là la tendance de fond de la politique bourgeoise. Mais la forme de domination politique fasciste la pousse jusqu'à ses conséquences extrêmes. Franco a été pendant 40 ans à lui seul le « parti » de la bourgeoisie. Il a réduit tous les autres regroupements bourgeois, y compris ceux adossés à d'autres institutions puissantes comme l'Eglise, à l'état de courants, de fractions et le plus souvent de camarillas et de cliques, dont la place dans l'appareil d'Etat et les affaires politiques de la bourgeoisie dépendait exclusivement des décisions du Caudillo.

Ces partis bourgeois, dont le nombre se compte par dizaines et dizaines (plus de 100 ont été dénombrés par les politologues) sont tous issus de ces camarillas et de ces cliques et en gardent encore tous les traits. Aucun, même ceux de la hiérarchie catholique, n'a vraiment amorcé le tournant pour se construire comme parti de masse. A cela non plus il n'y a pas de mystère.

Se tourner vers la construction de partis de masse était pour l'ensemble des fractions de la bourgeoisie et du régime, d'une part accélérer puissamment la désagrégation du fran-

quisme et donc de toutes les institutions de l'Etat ; d'autre part contribuer elles-mêmes à l'éveil politique de certains secteurs des masses avec la certitude d'être débordées. Enfin, révéler l'ampleur des déchirements internes de la bourgeoisie, en particulier sur la question nationale. Les organisations politiques du Vatican se tiennent indiscutablement prêtes à tenter de canaliser vers leurs rangs une partie du mouvement de la petite bourgeoisie et à doter ainsi la bourgeoisie d'une organisation démocrate chrétienne. Mais l'état des rapports politiques l'a décidé à ne rien faire qui puisse contribuer à accélérer la dislocation du franquisme.

C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre la dernière manche de l'« opération Suarez », celle consistant à se porter soi-même candidat et à revendiquer la direction d'un parti qui va chercher à construire, parce qu'il n'y a d'autre choix, toujours à partir de l'appareil d'Etat, comme parti de la monarchie, comme parti distribuant les places et négociant les marchés, comme parti reposant sur des institutions en pleine désagrégation.

Rien ne mesure plus complètement les rapports politiques entre les classes que cette décision de Suarez comme elle, complémentaire, de Carrillo, de lui donner tout l'appui qu'il peut. Alors que le PSOE a fait savoir qu'il jugeait l'opération condamnée à l'échec et le contraignant à prendre, dans l'intérêt de la monarchie, ses distances, l'appareil stalinien a décidé que si la bourgeoisie considérait qu'il n'y avait d'autre issue, alors il fallait appuyer Suarez sur ce plan comme sur tous les autres.

Certains dirigeants du PSOE ont laissé entendre qu'ils craignaient qu'un nouveau « pacte de San Sébastien », où en 1931 les républicains de « gauche » et les sociaux-démocrates se sont désengagés de leur appui à la monarchie, ne soit bientôt de nouveau à l'ordre du jour.



---

**A BAS LES CORTES  
DE SUAREZ ET JUAN CARLOS !  
A BAS LA MONARCHIE !**

---

La réforme Suarez et les élections ne peuvent endiguer ni la crise de domination politique de la bourgeoisie ni la mobilisation des masses vers le centre de la scène politique.

Les mots d'ordre du boycott aux Cortès de Suarez et Juan Carlos, de République et Cortès Constituants traduisent l'ensemble des lignes de force du développement de la situation politique et des rapports entre les classes. Même si le régime parvient à survivre jusqu'aux élections, il est condamné. En menant vigoureusement campagne sur le mot d'ordre du boycott, les trotskystes peuvent faire ce que Trotsky demandait à l'opposition de gauche de faire en 1931 : la démonstration que leurs mots d'ordre correspondent aussi bien aux intérêts les plus profonds des masses qu'au mouvement de fond de la situation.

En 1931, Trotsky expliquait que la « question tactique concernant le boycottage devait être résolue sur la base du rapport des forces à une étape donnée de la révolution ».

Il défendait ce mot d'ordre sur

une appréciation du mouvement des masses ayant acquis la force nécessaire pour que le combat pour « déborder Berenguer et ses Cortès » corresponde parfaitement à l'ensemble du développement.

Et, dans sa polémique contre l'orientation funeste de l'IC, Trotsky affirmait à l'étape suivante :

« Si les communistes espagnols s'étaient prononcés à temps et d'une manière ferme pour le boycottage, en diffusant dans le pays des tracts, même très courts, à ce sujet, leur autorité, au moment du renversement du gouvernement Berenguer, serait considérablement accrue. Les ouvriers avancés se seraient dit « Ces gens sont capables de prévoir. » Malheureusement, les communistes espagnols, désorientés par la direction de l'Internationale communiste, n'ont pas compris la situation et étaient prêts à participer aux élections, bien que sans conviction. Les événements les ont débordés, et la première victoire de la révolution n'a guère augmenté l'influence communiste. »

Telle est la méthode qui commande l'intervention des trotskystes aujourd'hui.

**Etienne Laurent,  
5 mai 1977.**







« C'EST UN SOURD GRONDEMENT  
DE TONNERRE QUI MONTE  
NE FAISONS PAS SEMBLANT DE CROIRE QU'IL NE S'AGIT  
COMME PAR LE PASSE  
QUE D'UN JOYEUX ORAGE DE PRINTEMPS »

# Andreotti - Berlinguer face à la révolution montante

par Robert CLEMENT

« L'abstention permanente du PCI est — en termes de stricte arithmétique parlementaire — indispensable à la survie du gouvernement Andreotti. C'est dire que, à toutes les mesures anti-ouvrières que le nouveau gouvernement démocrate chrétien va être contraint de prendre (sans aucun résultat d'ailleurs, on peut d'ores et déjà le prévoir) pour faire face à la situation désastreuse où se trouve le pays, les dirigeants du PCI (comme d'ailleurs ceux du PSI qui ont pris la même attitude) vont devoir acquiescer, sous peine de faire tomber immédiatement Andreotti, précipitant ainsi, avec une nouvelle dissolution du parlement, une crise politique parfaitement insoluble dans le cadre des « voies parlementaires » où ils se situent (...)

« Pour l'appareil stalinien, l'abstention qui vient d'être décidée est politiquement extrêmement coûteuse. Elle va l'obliger à assumer directement aux yeux des masses la responsabilité de tous les actes du gouvernement clérical, sous peine de précipiter, avec la chute d'Andreotti, une crise politique plus grave encore que la précédente, et qu'il veut à tout prix éviter. »

Analysant la situation politique en Italie au lendemain des élections du 20 juin 1976, qui avaient spectaculairement manifesté le profond processus de polarisation des forces de classe à l'œuvre dans le pays, et de la constitution du gouvernement démocrate-chrétien d'Andreotti, grâce à l'abstention parlementaire du PCI (ainsi que, secondairement, du PSI), voilà ce que nous écrivions dans « La Vérité » (n° 573), en septembre 1976.

Nous précisons en même temps :

« Les relations politiques entre le PCI, le parti bourgeois dominant et les masses en sont d'ores et déjà profondément bouleversées. Le résultat des élections du 20 juin, qui exprime le profond processus de polarisation de classe à l'œuvre dans le pays, place la direction du PCI face au prolétariat et à la jeunesse, sans alibi ni protection d'aucune sorte. »



Certes, ce n'est pas d'hier que le parti de Berlinguer apporte un soutien déterminant aux gouvernements de la démocratie chrétienne. Pendant toute la dernière période du centre-gauche, le PCI, tout en se donnant l'alibi d'une opposition parlementaire, avait ouvertement encouragé les gouvernements fondés sur la collaboration de la DC, du PSI, du Parti social-démocrate et du petit parti bourgeois dit « républicain ». Les derniers gouvernements dirigés par le démocrate-chrétien Moro, et appuyés sur une coalition parlementaire de centre-gauche, avaient été présentés comme les meilleurs possibles par les dirigeants du PCI, lesquels exerçaient les plus grandes pressions sur le PSI pour éviter une rupture, prématurée à leurs yeux, entre

ce parti et la Démocratie chrétienne.

Lorsque le PSI décida d'ouvrir la crise, en janvier 1976, le parti stalinien n'hésita pas à stigmatiser son comportement « irresponsable », et à prendre ouvertement la défense de Moro en vue de sauver une majorité désormais moribonde et de différer aussi longtemps que possible l'inévitable dissolution des chambres. Sur la question capitale de l'avortement, qui a finalement entraîné la chute du dernier gouvernement Moro, le PCI n'a pas caché qu'il était prêt à toutes les concessions à la hiérarchie vaticane, fût-ce au prix du maintien des normes répressives de l'ancien code pénal fasciste, plutôt que de précipiter la crise gouvernementale.

---

## le PCI soutient à bout de bras le gouvernement Andreotti

---

La campagne électorale de juin 1976 a elle-même été marquée par la tentative éperdue du PCI d'éviter un effondrement électoral de la Démocratie chrétienne, véritable colonne vertébrale de l'Etat bourgeois et partenaire indispensable du « compromis historique ». Tout en développant une campagne hystérique sur le thème du « maintien de l'ordre », le PCI multipliait les appels au parti cléricol, présenté comme le seul interlocuteur possible et le seul valable.

On peut dire que la Démocratie chrétienne, totalement discréditée non seulement dans les couches de la petite bourgeoisie qui constituent son électorat traditionnel, mais également dans les cercles dirigeants du capital financier, est totalement redevable au parti de Berlinguer du fait d'avoir pu retrouver en juin 1976 ses suffrages de 1972, et de n'avoir pas eu à payer dans les urnes le prix de la

corruption et des scandales accumulés d'année en année.

Mais rien n'y a fait : si le PCI est parvenu à éviter l'effondrement électoral de la Démocratie chrétienne, qui aurait ruiné les perspectives du « compromis historique », il n'a pu empêcher la manifestation, dans le vote du 20 juin, d'une vigoureuse tendance au regroupement et à la polarisation des forces de classe. En rassemblant lui-même près de 35 % des suffrages, témoignant non point d'une approbation de la politique du « compromis historique », mais, à l'opposé, de la puissante volonté des masses d'en finir une fois pour toutes avec les gouvernements détestés de la Démocratie chrétienne, le PCI s'est immédiatement trouvé placé face au prolétariat et à la jeunesse, dans une situation extraordinairement difficile.

C'est ainsi que, après avoir dû approuver le premier plan d'austé-



rité Andreotti (4 000 milliards de li-  
res prélevées sur les salaires et la  
consommation de la classe ouvrière),  
après avoir dû faire face à une pre-  
mière série de grèves spontanées et  
de mouvements dans les entreprises  
directement dirigés contre le sou-  
tien apporté au gouvernement cléri-  
cal, après avoir entendu les délégués  
membres du PCI dans les grandes  
usines du Nord se faire traiter, on va  
le voir, de « délégués Andreotti »,  
le parti de Berlinguer a dû convo-  
quer en catastrophe une session ex-  
traordinaire de son comité central  
(18, 19 et 20 octobre 1976), au cours  
de laquelle, exprimant brutalement le  
point de vue de la direction, l'un  
des membres du CC, Manfredoni,  
a déclaré tout de go :

« Si les travailleurs n'avaient  
pas voté aussi massivement pour  
le PCI le 20 juin, nous n'au-  
rions jamais été investis de ces  
problèmes avec la force et la  
détermination polémiques que  
nous avons constatées ces jours  
derniers. Nous n'aurions pas été  
les protagonistes véritables des  
incidents de ces dernières se-  
maines. »

---

**« DELEGUES DU PCI =  
DELEGUES ANDREOTTI ! »**

---

Quel cri du cœur ! Ah, déclare ce  
dirigeant du PCI, comme il aurait  
mieux valu que les travailleurs ne  
votent pas aussi massivement pour  
nous le 20 juin ! Nous n'aurions pas  
eu à porter ainsi à bout de bras le  
gouvernement Andreotti ! Nous n'au-  
rions pas vu se dresser face à nous  
et contre nous la volonté du prolé-  
tariat d'en finir avec Andreotti et  
tous les gouvernements cléricaux !  
« Nous n'aurions pas été les pro-  
tagonistes véritables des incidents de  
ces dernières semaines ! » Autrement  
dit, nous n'aurions pas vu se dres-  
ser des centaines de milliers de tra-  
vailleurs à la fois contre le gouver-  
nement Andreotti et contre notre po-

litique, confondus dans la même ré-  
probation ! Nous n'aurions pas en-  
tendu le cri cinglant : « Délégués du  
PCI = délégués Andreotti ! »

Ainsi, quelques semaines après le  
scrutin du 20 juin, apparaissait déjà  
clairement la ligne de développement  
des événements, que nous formulions  
dans les termes suivants dès le 22  
juin 1976 (« Informations ouvrières »,  
n° 757) :

« Le résultat ne peut satisfaire au-  
cune des classes en présence. Ni la  
bourgeoisie, qui, même avec un très  
hypothétique gouvernement d'unité  
nationale, ne pourra imposer aux tra-  
vailleurs les mesures draconiennes qui  
lui apparaissent comme indispensa-  
bles ; ni le prolétariat et la jeunesse  
qui, confrontés à une situation in-  
supportable, chercheront — un peu  
plus tôt, un peu plus tard — à arracher  
par les moyens de l'action de  
classe ce que les directions des partis  
ouvriers leur interdisent d'obtenir  
par les « voies parlementaires » au  
sujet desquelles elles avaient elles-  
mêmes semé toutes les illusions.

« Le scrutin du dimanche 20 juin,  
marqué par une profonde polarisa-  
tion des forces de classes, débouche  
inévitablement sur une crise prolongée  
et chaotique, au travers de la-  
quelle les masses s'efforceront de  
frayer leur propre voie, tandis que  
la bourgeoisie tentera, de son côté,  
de leur porter des coups. (...) »

« Crise politique aiguë, déchire-  
ments inévitables dans le parti bour-  
geois dirigeant, conflits longtemps  
différés dans les partis ouvriers (mais  
qui vont ressurgir avec une acuité  
nouvelle, et d'abord dans le PCI),  
exacerbation de la lutte de classe  
sur tous les terrains, convulsions à  
tous les niveaux de l'appareil d'Etat,  
telles sont les données de la nouvelle  
période qui s'ouvre en Italie. »

Depuis le 20 juin, le PCI ne s'est  
pas contenté de soutenir le gouver-  
nement Andreotti jusqu'au bout et  
dans chacun de ses actes. Il a éga-  
lement défini avec beaucoup plus  
de cohérence et de conséquence



qu'Andreotti lui-même ce que devrait être un véritable programme de sauvetage de la bourgeoisie italienne et de restauration de son état.

« Pour faire face à l'inflation, a déclaré Amendola lors du CC d'octobre, il faut des mesures graves, bien plus graves que celles que le gouvernement vient d'annoncer, que nous critiquons non seulement parce qu'elles sont injustes, mais surtout parce qu'elles sont insuffisantes. »

Et, quelques jours plus tôt, le 28 septembre, précisant sa pensée dans une interview donnée à l'hebdomadaire « L'Espresso », Amendola était plus brutal encore :

« Il faut réagir face au climat d'euphorie irresponsable qui entraîne des revendications irresponsables (...). Dans les entreprises, la résistance (patronale NDLR) aux revendications est souvent plus formelle que réelle et nourrit ainsi les tendances corporatistes dans la classe ouvrière (...). Il faut réagir (...). Il faut en finir avec cette résistance conservatrice au sein de la classe ouvrière. »

Ces quelques phrases — mais l'on pourrait multiplier à l'infini les citations — peuvent sembler incroyables dans la bouche d'un dirigeant « ouvrier ». Elles ne peuvent être comprises, plus plus d'ailleurs que tout le comportement du PCI dans les derniers mois et les dernières années, que replacées dans le cadre de la politique mondiale, et non pas en termes de rapports « nationaux » entre un appareil stalinien « national » et sa propre bourgeoisie.

La clé de la politique suivie par la direction du PCI, en tant qu'expression d'une politique mondiale, est donnée par l'ancien secrétaire d'Etat américain Kissinger, dans le discours qu'il a prononcé en décembre 1975 devant les ambassadeurs des Etats-Unis en Europe, réunis à Londres :

« L'Union soviétique, a expliqué Kissinger, n'est pas l'élément décisif qui provoque les instabilités auxquelles nous devons faire face en Europe de l'Ouest. Une Europe occidentale communiste causerait de graves maux de tête aux dirigeants de l'Union soviétique eux-mêmes. Il est probable qu'ils préféreraient éviter que les communistes ne prennent le pouvoir en Europe de l'Ouest. »

---

### « UN EFFET DEVASTATEUR... »

---

Traduit en clair : les dirigeants de Moscou n'ont aucune responsabilité dans la crise révolutionnaire qui mûrit en Europe. Ils s'efforcent au contraire de la contenir et de la différer par tous les moyens. Le rôle que le Kremlin assigne aux PC occidentaux n'est pas de « prendre le pouvoir », mais au contraire de tout faire pour assurer, coûte que coûte, la défense des Etats bourgeois et la survie des régimes en place.

Et Kissinger poursuit :

« La montée de politiques de gauche menace les rapports sur lesquels l'Alliance atlantique a été édiflée en matière de sécurité et de politique de défense. Elle affectera les relations entre l'Europe de l'Ouest et les Etats-Unis. En Italie, en Espagne, au Portugal, et même en France, nous constatons la progression de l'influence des partis communistes (...). Il doit être clair qu'il serait inacceptable pour nous que les partis communistes soient portés au pouvoir en Europe de l'Ouest. Et cela n'a rien à voir avec le caractère plus ou moins « raisonnable » de ces partis, ni avec le degré de leur indépendance à l'égard de Moscou (...). L'impact d'un parti communiste arrivant au pouvoir en Italie serait dévastateur en France et dans tous les pays de l'OTAN. »



Que dit Kissinger ?

Il dit très clairement à quel point la crise révolutionnaire qui peut éclater à tout moment, après le Portugal, en Espagne, en France, en Italie, préoccupe l'impérialisme américain. Il indique non moins clairement le caractère commun du combat que mènent conjointement l'impérialisme US et la bureaucratie du Kremlin pour contenir cette crise révolutionnaire (c'est ce qu'il appelle les « instabilités »). Et il comprend parfaitement que l'entrée au gouvernement des PC dans l'un quelconque de ces pays, soit dans le cadre d'un front populaire, soit même dans le cadre d'un gouvernement d'union nationale, signifierait que la crise révolutionnaire est ouverte ; et que, ouverte en Italie, elle aurait un « effet dévastateur en France et dans tous les pays de l'OTAN ». En d'autres termes, que la révolution prolétarienne déferlerait sur l'Europe.

Comme l'explique le programme de transition de la IV<sup>e</sup> Internationale, « les fronts populaires d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne ». Le recours au « front populaire » ne peut être envisagé par l'impérialisme que comme une solution de toute dernière extrémité pour faire face à la crise révolutionnaire. La politique actuelle des PC en Europe, totalement inscrite dans le cadre de la « coexistence pacifique », c'est-à-dire dans une politique mondiale impliquant le statu quo contre-révolutionnaire en Europe, le maintien de toutes les positions de l'impérialisme et la défense des Etats bourgeois tels qu'ils sont, ne vise nullement, pour les raisons mêmes qu'explique Kissinger, à la mise en place de gouvernements de front populaire ou même de gouvernements d'union nationale, mais, au contraire, précisément à différer aussi longtemps que possible le moment où il deviendra inévitable de recourir à de telles solutions de catastrophe.

---

## « EURO-STALINISME »

---

Le contenu de l'« eurocommunisme » — il vaudrait mieux dire de l'eurostalinisme — est ainsi nettement tracé. Il s'agit de mobiliser toutes les ressources politiques de l'appareil stalinien pour maintenir en place les régimes bourgeois. De ce point de vue, la politique du PCI à l'égard des gouvernements de la démocratie chrétienne (la DC est, en Italie, le parti unique de la classe dominante, qui structure l'Etat bourgeois du haut jusqu'en bas) est très exactement identique à celle du PC espagnol envers la monarchie franquiste, et à celle du PC français envers les institutions de la V<sup>e</sup> République.

L'appel permanent du parti de Berlinguer à la constitution d'un véritable gouvernement d'union nationale est, en fait, un rappel permanent à la bourgeoisie de la disponibilité permanente du PCI à participer à une solution de sauvetage sous d'autres formes, si celle-ci devenait inévitable. Mais il s'accompagne invariablement d'un appel à la démocratie chrétienne de trouver en elle-même les moyens du renouvellement et de la durée : les chefs du parti vatican sont ainsi investis en permanence par le PCI de la responsabilité de continuer à gouverner le pays. Aussi corrompus et décomposés qu'ils soient, ils trouvent dans la politique du PCI les moyens d'une survie artificielle qu'ils ne doivent plus aucunement à leurs propres forces.

De ce point de vue, nous ne pouvons être d'accord avec l'appréciation que donne Ernest Mandel dans son article « Les trois dimensions de l'euro-communisme » (« Imprecor », 28 avril 1977). Mandel écrit en effet :

« Le facteur déterminant du tournant à droite des « euro-communistes » n'est plus au-



jour d'hui, comme en 1935, où après l'agression de l'impérialisme nazi contre l'Union soviétique, l'alignement sur les besoins immédiats de l'Union soviétique. Cette fois-ci, le facteur déterminant est la volonté de sortir du ghetto en politique intérieure, de briser l'isolement sur le plan parlementaire et de réaliser la jonction avec la social-démocratie et la petite bourgeoisie « libérale ».

Et, plus loin, Mandel précise sa pensée :

« Le fondement des tournants tactiques de l'euro-communisme, ces dernières années, est une question de politique électorale. Il s'agit de franchir un obstacle précis vers les électeurs, et même vers les militants syndicalistes proches des PC. »

C'est, à notre sens, tout le contraire qui est vrai. Le PC italien se moque bien de « réaliser la jonction avec la social-démocratie et la petite bourgeoisie libérale ». Ce qui l'intéresse, c'est, au compte de la défense des intérêts de la bureaucratie du Kremlin, et, directement, de son propre appareil, la jonction avec le grand capital, ou, plus précisément avec l'impérialisme, par le biais de la politique de coexistence pacifique, solennellement réaffirmée à Helsinki lors de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Ce qui guide le PC italien et oriente en permanence sa direction, ce sont les intérêts et les nécessités internationales du statu quo en Europe, c'est-à-dire, en dernière analyse, de la contre-révolution.

Le « fondement » de l'euro-stalinisme ne réside nullement dans des questions de « politique électorale ». Nous avons vu plus haut comment des représentants autorisés de la direction du PCI déploreraient presque ouvertement le succès électoral du 20 juin, puissant facteur d'accélération de la crise politique. Et il suf-

fit d'avoir suivi, même de loin, la campagne électorale du PCI à la veille de ces élections, pour savoir que le but de l'appareil était précisément d'éviter un reflux trop massif de la démocratie chrétienne vers les partis ouvriers, qui aurait amené d'immenses masses à percevoir de façon concrète l'exigence d'un gouvernement du PCI et du PSI.

Bien entendu, toute idée juste peut être transformée en son contraire, et il ne s'agit pas d'en conclure que l'appareil du PCI travaille d'ores et déjà à sa propre destruction, encore que, dans d'autres circonstances historiques, il en serait parfaitement capable, comme en attestent de nombreux exemples dans d'autres pays.

Il est certain qu'à l'heure actuelle, dans les conditions d'extrême délabrement de toutes les structures politiques traditionnelles de la bourgeoisie italienne, l'efficacité contre-révolutionnaire du PCI dépend dans une large mesure de sa présence et de ses positions parlementaires, municipales, syndicales. Il est non moins certain que les centaines de milliers de fonctionnaires, cadres, prébendiers de toutes sortes, qui dépendent matériellement de l'appareil du PCI dans les municipalités, les régions, les syndicats, la presse, les maisons d'édition, et, depuis quelques semaines jusqu'au sommet des grandes banques et des multiples entreprises sous contrôle d'Etat ont des intérêts spécifiques et véhiculent, jusqu'au sommet du parti, de puissantes tendances d'adaptation à la bourgeoisie.

Il est également tout à fait vrai que l'adaptation de plus en plus étroite du PCI aux besoins de sa propre bourgeoisie, dont il soutient à bout de bras le système politique, introduit au cœur de l'appareil stalinien les contradictions mêmes qui sont celles d'une bourgeoisie particulièrement décomposée, et, par conséquent, de puissantes tendances centrifuges.



Il est non moins vrai que cette situation fait surgir de nouvelles contradictions entre tel ou tel aspect de la politique du Kremlin et les prises de position des PC, contradictions qu'il serait absurde de négliger. C'est ainsi que Berlinguer admet parfaitement l'appartenance de l'Italie à l'OTAN, et que l'un des principaux dirigeants du PCI, Sergio Segre, participe à la commission de l'UEO (Union de l'Europe Occidentale, sorte de « bras » politique de l'alliance atlantique) chargée de normaliser les armements, et, dans un autre domaine, de veiller à la stricte application par l'URSS des accords d'Helsinki.

Encore faut-il préciser la portée réelle de ces contradictions (l'URSS a cessé depuis longtemps de combattre pour la dissolution de l'OTAN et du pacte atlantique); et noter également que ces contradictions recourent celles qui existent au niveau le plus élevé de la bureaucratie du Kremlin elle-même. Ajoutons que, dans la crise politique plus ou moins larvée qui se développe dans les sommets du Kremlin, le PCI, comme d'ailleurs tous les partis « euro-staliniens », engagés, au nom de la « coexistence pacifique » dans le soutien aux anneaux les plus fragiles de la chaîne de l'impérialisme, renforcent à Moscou les tendances de la bureaucratie les plus ouvertement restaurationnistes : la bureaucratie stalinienne est globalement une agence de l'impérialisme mondial au sein de l'Etat ouvrier, mais, en son sein, les PC européens jouent un rôle particulier, et pèsent dans le sens d'une liquidation accélérée des conquêtes d'Octobre.

---

#### L'ATTITUDE DE L'IMPERIALISME AMERICAIN

---

L'administration Carter-Brzezinsky a d'ailleurs intégré toutes ces données dans son attitude à l'égard des

partis euro-staliniens. Tout en comprenant parfaitement, comme Kissinger, que le recours direct à la participation gouvernementale des PC ne pourrait être envisagé qu'en dernière analyse, dans une situation de crise ouverte qu'il faut à tout prix s'efforcer de conjurer, elle a pris directement et publiquement contact avec les dirigeants de l'euro-stalinisme, infléchissant à cet égard l'attitude de ses prédécesseurs.

Le nouvel ambassadeur à Rome désigné par Carter en remplacement de J. Volpe, notoirement lié aux milieux de la droite démocrate chrétienne et même, dit-on, de la mafia, a rencontré les dirigeants du PCI. Le sénateur Jacob Javits vient de présenter de son côté devant la Commission des affaires étrangères du Sénat américain un rapport qui conclut à la nécessité pour l'impérialisme US de soutenir le gouvernement Andreotti sur la base de la coalition parlementaire qui assure présentement son existence : c'est là la reconnaissance explicite de la contribution qu'apporte le parti de Berlinguer à la défense de l'Etat et des institutions.

Un membre de la direction du PCI, Ugo Pecchioli, s'est rendu aux Etats-Unis au cours de la première quinzaine d'avril. Reçu par des généraux du Pentagone et des membres du Département d'Etat, Pecchioli a souligné l'attachement du PCI « à ces réalités consolidées que sont désormais l'OTAN et le pacte de Varsovie, et la nécessité de ne pas modifier les équilibres internationaux actuellement existants » (« L'Unità », 16 avril). S'entretenant ensuite avec une délégation très représentative de grands banquiers (Chase Manhattan, etc.), Pecchioli a abordé avec eux le problème des « garanties de sécurité et de cohérence entre les propos actuels du PCI et son comportement en cas de participation éventuelle à un gouvernement ».



Enfin, à la fin du mois de janvier, Carter lui-même a envoyé en Italie un émissaire officieux en la personne du professeur Ginzberg, de l'Université Columbia. Ginzberg a rédigé un rapport. Après s'être félicité de « l'existence d'un gouvernement, qui, grâce à la collaboration entre la DC et le PCI, peut se maintenir au pouvoir et même prendre certaines décisions passablement difficiles », il conclut, dans les termes suivantes, sur les rapports entre l'impérialisme US et le PCI :

« Le boycottage américain à l'égard du parti communiste touche maintenant à son terme, car le PC est lui-même en étroite liaison avec le principal client (sic) des USA, la Démocratie chrétienne.

« Personne, ni en Italie ni à l'étranger, ne peut avoir de certitudes sur ce que seront les développements de la vie politique italienne et le comportement des communistes au cas où ils entreraient au gouvernement. Mais le fait que les représentants des USA ne communiquent pas avec eux peut difficilement constituer un élément déterminant sur le succès ou l'échec du PCI (...).

« Il n'est pas exclu que, grâce à un dialogue constant, les USA parviennent à exercer une certaine influence sur le PCI. En sens inverse, en renonçant à prendre contact, les USA courraient un certain risque au cas où le PCI serait conduit à entrer au gouvernement dans de brefs délais (...).

« En Italie et à l'étranger, nombreux sont ceux qui croient que la crise économique actuelle est insoluble, et que la situation va se détériorer jusqu'à provoquer un grave soulèvement politique (...). En ce cas, il nous faut rapidement, sinon immédiatement trouver le moyen de reconnaître que le PCI est une réalité à laquelle nous ne devons pas craindre de nous adresser. »

Ce propos d'un représentant hautement qualifié de l'impérialisme américain n'éclaire-t-il pas mieux la réalité de l'euro-stalinisme que les considérations sur la volonté du PCI de faire sa « jonction avec la petite bourgeoisie libérale » ?

Répétons-le, la politique du « compromis historique », qui se traduit présentement par le soutien à bout de bras du gouvernement clérical d'Andreotti, est d'abord et avant tout l'expression italienne des nécessités de la politique contre-révolutionnaire de la « coexistence pacifique », c'est-à-dire la traduction italienne de la politique mondiale de la bureaucratie du Kremlin, fondée sur la défense du statu quo et des positions de l'impérialisme en Europe.

---

#### **« L'URSS RESTE LE POINT DE DEPART, L'INDISPENSABLE APPUI ET LA GARANTIE ULTIME... »**

---

Les dirigeants du PCI, loin d'être à l'égard de Moscou les va-t-en-guerre que l'on dépeint parfois çà et là, ont multiplié ces derniers temps les déclarations sans équivoque quant à leurs liens avec le Kremlin :

Par exemple, Gerardo Chiaromonte, membre de la direction, a déclaré dans une interview donnée à « L'Espresso » (13 février) :

« Le PCI n'entend pas se couper de l'Union soviétique, parce qu'il ne peut rompre avec son histoire. Il n'entend pas se couper, parce qu'il reconnaît le poids que l'URSS représente dans la lutte pour faire avancer aujourd'hui toute l'humanité ; et parce que la politique de coexistence pacifique est l'une des conditions fondamentales pour arriver en Europe occidentale vers ce socialisme nouveau que nous voulons construire. »



Et, plus clairement encore, cette déclaration de Franco Rodano, l'un des dirigeants du PCI les plus proches de Berlinguer (« Paese Sera », 24 février) :

« L'Eurocommunisme n'est possible que sur la base de la présence massive et puissante de l'URSS dans la balance des forces et dans les grands équilibres à l'échelle mondiale (...) L'URSS reste le point de départ, l'indispensable appui et la garantie ultime du processus internationaliste de la marche au socialisme. »

Quant à l'appréciation des dirigeants de Moscou à l'égard de la politique du PCI, nous nous bornerons à citer ce mot de Luis Corva-

lan, secrétaire général du PC chilien, lors d'une interview donnée précisément à Moscou à un journaliste du « Nouvel Observateur » :

« Je suis enthousiasmé par cette notion de compromis historique. Mais que fait Berlinguer ? Exactement ce que nous avons tenté au Chili. De tout temps, et d'abord quand Frei (le chef de la DC chilienne - NDLR) était au pouvoir, nous avons cherché le contact, l'alliance avec la Démocratie chrétienne. Je ne crains pas de dire que nous autres, communiste chiliens, nous avons été des précurseurs. »

Faut-il commenter ?

---

## “il faut appliquer sans hésitations ni oscillations”

---

La bourgeoisie italienne a certes toutes les raisons de se féliciter de l'attitude du PCI. Ce dernier fait des efforts presque désespérés pour colmater jour par jour les brèches qui s'ouvrent dans un système politique et économique totalement disloqué.

Le quotidien « La Repubblica » rapportait par exemple en novembre l'incident suivant : un grand patron (Cefis, président de la Montedison, près de 200 000 salariés) téléphone au président (PCI) de la commission des finances du Sénat, Napoleone Colajanni : « les caisses sont vides. Nous ne pourrions payer que 40 % des salaires à la fin du mois à la Montefibre (l'une des principales filiales du groupe, 30 000 travailleurs). Rendez publique cette information, et demandez aux banques de débloquent immédiatement les fonds nécessaires ». Colajanni s'exécute. Aux yeux de millions de travailleurs, il

endosse ainsi la responsabilité de la faillite patronale et de la catastrophe qu'elle entraîne pour des dizaines de milliers de familles ouvrières.

« Nous avons tous, déclarait au CC d'octobre, Luigi Longo, le vieux président du PCI, pris le pouls du parti et de l'opinion publique. Et nous avons tous senti l'existence de doutes et de réserves à l'égard de notre politique, qui doivent nous faire réfléchir. »

Mais le PCI ne peut se soustraire à ses obligations internationales, quelles que soient les terribles tensions qu'elles font naître dans ses rangs. Et Berlinguer répondait en ces termes à Longo :

« Nous devons certes tenir compte des humeurs et des mauvaises humeurs, mais une ligne politique ne saurait être déterminée par les humeurs et



les mauvaises humeurs. Une ligne se détermine par l'analyse de l'ensemble des problèmes et des forces en présence sur le plan national et international.»

En conséquence, poursuit Berlinguer, « nous devons nous engager à fond sur la ligne que nous avons tracée (...) Nous ne pensons pas que l'intérêt du parti passe par le fait que nous prenions nos distances à l'égard du gouvernement (...) Cette ligne doit être appliquée sans hésitations et sans oscillations (...) Malheur à nous si nous donnions l'impression d'être en proie à l'incertitude. Une fois la ligne approuvée, elle doit être appliquée.»

Mais, en dépit des efforts presque héroïques du PCI — qu'il paie d'une crise interne larvée, contenue par tous les moyens de la répression interne dans ce parti que l'on a si longtemps dépeint comme « le plus démocratique du monde » — les résultats, s'ils sont d'ores et déjà insupportables pour les masses, n'en sont pas moins totalement insuffisants pour la bourgeoisie et l'impérialisme mondial.

Un rapport très complet récemment publié par le « Financial Times » (13 avril) fait état de la banqueroute virtuelle d'une économie qui « vit » actuellement au rythme d'un taux annuel d'inflation de 20 % (prévisions gouvernementales pour 1977, les experts du FMI retenant quant à eux le chiffre de 24 %); avec un déficit commercial endémique que l'on estime à environ 10 milliards de dollars pour 1977; une dette extérieure colossale de 17 milliards de dollars; et environ 4 millions de chômeurs...

Le gouvernement actuel est de toute évidence incapable d'assainir une telle situation, même avec la collaboration que le PCI lui apporte au nom des « vertus révolutionnaires de l'austérité » (voir notamment sur ce point l'interview qu'Alain Krivine a demandée et obtenue d'Alfredo

Reichlin, membre de la direction du PCI (« Rouge », 2 mai 1977).

---

### POUR 530 MILLIONS DE DOLLARS...

---

La manière dont a été négocié en mars-avril 1977 le nouveau prêt de 530 millions de dollars que vient finalement de consentir le FMI au gouvernement italien est à cet égard extrêmement significative. Le PCI a commencé par faire savoir qu'il était prêt, à quelques retouches près, à accepter les conditions exigées par le FMI, et notamment l'abandon du système d'échelle mobile qui garantit en principe les salaires contre l'inflation. Les dirigeants syndicaux ont alors commencé à « négocier » avec le gouvernement les termes de la « lettre d'intentions » destinée au FMI, tandis qu'une énorme vague de protestation se développait dans les entreprises et les instances syndicales de base.

En dépit du chantage éhonté exercé par les dirigeants reprenant à leur compte les arguments des banquiers du FMI pour s'efforcer de briser la résistance ouvrière, dénoncée ouvertement comme « corporatiste » dans la presse du PCI, certaines clauses importantes exigées par le FMI ont dû être abandonnées pour permettre aux sommets syndicaux d'apposer leur signature sur une version publique de la « lettre d'intentions ». Mais, ruse puéride, une version secrète était adressée à Washington... qui n'a pas manqué d'être divulguée quelques jours plus tard, entraînant une nouvelle explosion dans les entreprises, et contraignant les dirigeants syndicaux à dénoncer de fait leur signature.

---

### DES JOURNEES D'OCTOBRE...

---

Déjà, entre le 8 et le 12 octobre, un puissant mouvement spontané s'était développé dans plus de 70



grandes entreprises de Milan et de Turin contre le premier plan d'austérité du gouvernement Andreotti. Les travailleurs se trouvaient non seulement face aux mesures gouvernementales, mais aussi, et pour la première fois sous une forme aussi directe, face aux dirigeants syndicaux et aux bureaucrates du PCI, qui, ayant eux-mêmes contribué à élaborer des mesures d'austérité, ont dû en assumer la responsabilité dans les entreprises.

Ces grèves d'octobre sont déjà marquées par un très haut niveau de conscience politique. Des groupes de travailleurs prennent eux-mêmes la responsabilité d'organiser des assemblées d'atelier, et de manifester pour aller débrayer les ateliers voisins. On entend souvent des slogans du type : « grève prolongée jusqu'à ce que le gouvernement soit chassé ! » Et même, à l'OM de Milan (filiale de Fiat) : « Non aux augmentations, non à la vie chère, il faut en finir avec le compromis historique ! » A l'Alfa-Roméo de Arese, nombre de délégués du PCI qui tentent de s'opposer au mouvement s'attirent immédiatement le sobriquet de « délégués Andreotti ».

Dans de nombreuses entreprises, les travailleurs parviennent à imposer au « conseil d'usine » de convoquer lui-même l'assemblée. Des motions sont proposées, souvent par la base, condamnant la politique d'austérité, c'est-à-dire, presque ouvertement, la politique du PCI et des sommets syndicaux. A l'Alfa de Arese, la motion « prend acte de la grave situation créée par les mesures d'austérité, se prononce contre les décisions gouvernementales, et décide une grève de 48 heures de toute l'usine dès le début de la semaine suivante ».

Devant la grande usine de la Fiat-Rivalta, près de Turin, un dirigeant du PCI, Giuliano Ferrara, prend la parole pour tenter de justifier la politique d'austérité. Les travailleurs protestent. Ferrara hausse la voix :

« Ceux qui déchirent la carte du syndicat ou du PCI rendent service à Andreotti ! »

Réponse immédiate d'un travailleur dans la foule : « Vous, c'est tous les jours que vous rendez service à Andreotti ! »

Ferrara interrompt son discours, et s'en va, très pâle...

Dans les mois qui vont suivre, la résistance ouvrière aux mesures d'austérité du gouvernement « Berlingotti » (Berlinguer-Andreotti : ce mot, lancé par les étudiants, a fait fortune...) s'élargit et s'organise dans les entreprises. Entreprises et facultés sont le lieu d'une intense maturation politique. Le mois de février a été décisif.

---

### ... AUX JOURNEES DE FEVRIER

---

Le 4 février, le gouvernement annonce un nouveau train de mesures anti-ouvrières : 1 400 milliards de lires seront prélevés par une augmentation massive des impôts indirects pour financer de nouvelles subventions aux capitalistes, subventions destinées à alléger le coût du maintien de l'échelle mobile, que la mobilisation dans les entreprises a permis de préserver en octobre.

Quelques jours plus tôt, le ministre de l'Education Malfatti a publié sa circulaire instituant notamment trois niveaux de barrages sélectifs avant la licence. Il s'agit, le gouvernement l'admet ouvertement — et le PCI n'en discute pas la nécessité —, d'éliminer de l'université des dizaines de milliers d'étudiants « en surnombre ». A Rome, par exemple, l'université a été conçue pour 25 000 étudiants. Il y en a cette année 170 000. La mobilisation se développe conjointement dans les entreprises et les facultés.

Le mouvement étudiant de résistance aux mesures de sélection s'adosse au mouvement des travailleurs contre les mesures d'austérité. Les étudiants tirent leur assu-



rance de la mobilisation qui se développe dans les entreprises. Réciproquement, l'explosion qui se prépare à l'université et va précipiter la crise politique, est ressentie par la classe ouvrière comme un appel à l'action.

Dans les entreprises, les ouvriers disent : « Nous en avons assez de nous entendre dire ce que nous devons faire ou ne pas faire. Maintenant, ça suffit ! »

Le 8 février, à l'université de Milan, les étudiants proposent une assemblée générale nationale de tous les délégués des facultés. Mais, disent-ils, « nous voulons de vrais délégués, et non pas des prétendus délégués officiels élus dans les conseils d'université ».

L'un des mots d'ordre les plus pris par les étudiants est : « Non au compromis, non à l'abstention, oui à la révolution ! »

La politique du PCI fait l'objet d'un rejet massif dans les assemblées de faculté. Les orateurs du PCI ont de plus en plus de mal à se faire entendre. A noter que les groupes centristes qui ont participé lors des élections de juin au cartel « Démocratie prolétarienne » (voir « La Vérité » n° 573) sont également rejetés, et notamment le PDUP et le groupe Avanguardia Operaia : les étudiants comprennent parfaitement que la politique de ces groupes se ramène à un soutien honteux au « compromis historique ».

---

#### « LA MARMITE BOUT... »

---

Le 9 février, des centaines d'assemblées de travailleurs se tiennent dans la plupart des grandes entreprises. Un dirigeant syndical déclare : « La marmite bout, et le couvercle risque de sauter. » On apprend que plus d'un millier d'entreprises de la métallurgie (il y a 320 000 métallos à Milan) ont envoyé au syndicat régional télégrammes et motions exi-

geant la grève immédiate contre les nouvelles mesures d'austérité décidées par le gouvernement. Plusieurs conseils d'usine ont démissionné en bloc pour protester contre la politique de la direction syndicale.

Le 11 février, 50 000 métallos manifestent à Milan. « Nous devons répondre nous-mêmes à l'agression gouvernementale, explique un délégué de la Falk. Voilà pourquoi nous sommes dans la rue. » Et un autre : « Si les décrets Andreotti ne sont pas retirés, nous devons en venir à la grève générale. »

---

#### « A BAS LA REFORME Malfatti ! »

---

L'avant-veille, le 9 février, 50 000 étudiants manifestent à Rome dans un ordre parfait, au chant de l'Internationale. Les quelques dizaines de pseudo-étudiants décomposés des groupes dits « Autonomie ouvrière », sur lesquels la presse fait grand tapage, ont été tenus à l'écart par les étudiants eux-mêmes. Le PCI et le PSI ont refusé de s'associer à la manifestation. Ils ont convoqué leur propre manifestation, le lendemain, 10 février : les mêmes 50 000 étudiants s'y rendent, et imposent leur mot d'ordre de la veille : « A bas la réforme Malfatti ! »

Le quotidien bourgeois « La Repubblica » avertit :

« Attention : c'est un sourd grondement de tonnerre qui monte des universités. Ne faisons pas semblant de croire qu'il ne s'agit, comme par le passé, que d'un joyeux orage de printemps. »

Les dirigeants du PCI perçoivent parfaitement la conjonction qui est en train de s'opérer entre les facultés et les usines. Il faut à tout prix briser le mouvement. « L'Unità », quotidien du PCI, recommence à dénoncer la « provocation » dans les



facultés, comme elle dénonce le péril du « corporatisme » (c'est-à-dire tout simplement les revendications) dans les entreprises.

Le 11 février, les étudiants de la faculté des lettres de Rome exigent du journaliste stalinien Trombadori qu'il s'explique sur ses articles mensongers et calomnieux sur le mouvement étudiant dans le quotidien du PCI : « Vous parlez toujours des provocateurs, lui dira un étudiant. Mais le principal centre de la provocation, c'est le ministère de l'Intérieur ! »

Trombadori sera chassé de l'université sous les lazzis de la masse des étudiants.

Le 16 février, des dizaines de milliers d'étudiants manifestent à Milan, Naples, Cagliari, Turin, Venise, pour le retrait de la circulaire Malfatti. Pour l'appareil, il devient urgent de reprendre l'initiative : le secrétariat de la CGT italienne décide que le secrétaire général, Luciano Lama, tiendra le lendemain un meeting dans l'université de Rome, occupée par les étudiants.

Le quotidien « La Repubblica » indique brutalement le but de l'opération :

« Le PCI et les syndicats ont décidé de se réinsérer par la force dans la lutte contre la réforme Malfatti, de reprendre la direction des opérations et d'éliminer eux-mêmes ceux qu'ils considèrent comme des éléments provocateurs. »

Dès l'annonce du meeting, les étudiants demandent à Lama de venir s'expliquer en Assemblée générale. Refus. Ils demandent ensuite à pouvoir prendre la parole à la tribune du meeting de Lama, le lendemain. Nouveau refus.

Le 17 février, dès 8 heures du matin, le service d'ordre du PCI entre de force dans l'enceinte de l'université, bousculant les piquets étudiants. Quand Lama arrive, à 10

heures, le SO compte environ 2 500 membres, organisés autour du SO central du PCI. Discours provocateur de Lama :

« Nous sommes le nombre, nous sommes la force, nous sommes le mouvement ouvrier... Nous ne nous laisserons pas éliminer de l'université... Il y a ici des provocateurs, des fascistes... »

---

### « PAS DE PRAGUE A L'UNIVERSITE ! »

---

Au bout d'une demi-heure, c'est l'incident, qui dégénère rapidement en bataille rangée. Une seule chose certaine : c'est le SO du PCI qui a utilisé le premier des extincteurs contre les rangs étudiants. Les étudiants scandent : « Pas de Prague à l'université ! » L'affrontement est extrêmement violent. Près de mille étudiants y participent. Il y aura 60 blessés sérieux. Le SO du PCI est expulsé de l'université en moins d'un quart d'heure. Indication politique importante : nombre de délégations d'entreprises, invitées à participer au service d'ordre syndical, refuseront de suivre lorsque l'on demandera de frapper les étudiants...

Dans l'après-midi, la police fait évacuer le campus.

Dans la soirée, réunions très tendues à tous les niveaux du PCI : les militants et les cadres exigent des dirigeants qu'ils condamnent ce qui s'est passé, et la politique qui a abouti à l'affrontement avec les étudiants.

Le 19 février, nouvelle manifestation parfaitement ordonnée de dizaines de milliers d'étudiants à Rome. La direction du PCI décide alors de faire un pas en arrière. Elle publie un communiqué de quatre colonnes en première page de « L'Unità » dans lequel elle « autocritique » brutalement la fédération de Rome du PCI et la direction du syndicat.



## les étudiants italiens ne se sont pas trompés de cible

Commentant cette importante journée du 17 février le journal « Rouge », quotidien de la LCR, écrivait (18 février) : « Les étudiants italiens ne doivent pas se tromper de cible. »

Et « Informations ouvrières » (n° 791) reprenait la situation en ces termes :

« Non, camarades de *Rouge*, les étudiants italiens ne se sont pas trompés de cible (...) Ils ont vu, et ils ont bien vu, en Luciano Lama, le représentant qualifié du « compromis historique », qui voue l'université au démantèlement, condamne la jeunesse à la déchéance, livre travailleurs pieds et poings liés au gouvernement clérical du grand capital.

« Ils ont compris, et ils ont bien compris, que Lama était venu dans l'université en grève pour briser la grève, devant les étudiants en lutte contre la réforme Malfatti pour prêcher les « vertus révolutionnaires » de la sélection, fille aînée de l'austérité, prix à payer pour la survie du gouvernement Andreotti.

« Et qu'ont dit à Luciano Lama, dirigeant du PCI, secrétaire général de la CGT italienne, les étudiants de Rome, et avec eux les centaines de milliers d'étudiants d'Italie, et avec eux des millions de travailleurs, ceux-là même, répétons-le, qui ont voté massivement pour le PCI il y a huit mois ?

« Ils lui ont dit : nous n'acceptons pas la réforme Malfatti, nous n'acceptons pas la sélection, le chômage, la misère, à laquelle nous vouent le gouvernement Andreotti et tous les gouvernements du grand capital et de la réaction vaticane.

« Et ils lui ont dit aussi : nous avons voté pour le PCI pour en finir avec la Démocratie chrétienne, pour en finir des gouvernements du capital et de la réaction. Nous n'avons pas voté PCI pour nous voir imposer un gouvernement dont nous ne voulons pas, des lois et des réformes dont nous ne voulons pas. Nous avons voté PCI pour que le PCI gouverne avec le PSI, pour un gouvernement qui n'aura plus de comptes à rendre aux capitalistes et à la hiérarchie vaticane, pour un gouvernement qui garantira le droit au travail, pour un gouvernement du PCI et du PSI sans « compromis historique » avec les représentants de l'Eglise catholique et du grand capital.

« Les centaines de milliers d'étudiants italiens ont dit à Lama, et, à travers lui, à la direction du PCI : rompez avec la bourgeoisie ! Rompez avec le Vatican ! Exigez avec nous l'abrogation immédiate de la circulaire Malfatti, l'abandon de tous les projets de sélection et de démantèlement de l'université ! Cessez de soutenir le gouvernement Andreotti, qui précipite le pays vers la catastrophe !

« Non, ils ne se sont pas trompés de cible ! Dans leur immense majorité, ils veulent, ils exigent l'unité. Ils veulent, ils exigent que le syndicat joue son rôle, qui n'est pas de défendre les projets patronaux et gouvernementaux, mais de mettre tout son poids au service des revendications de la classe ouvrière et de la jeunesse.

« Et ils ont parfaitement compris que la responsabilité de la division et des incidents retombe entièrement sur ceux qui



s'opposent au mouvement en s'opposant aux revendications, sur ceux qui prétendent défendre les étudiants tout en assurant la survie du gouvernement qui attaque les étudiants, sur ceux qui prétendent défendre les revendications tout en soutenant un gouvernement qui a pour seule tâche de combattre toutes les revendications.

« Et ils l'on dit, bien haut et bien fort.

« Et, demain, le diront avec eux, le disent déjà avec eux les millions de travailleurs, de jeunes, de militants, qui refusent le piège mortel du « compromis historique » et font déjà trembler la citadelle apparemment inébranlable des Botteghe Oscure, le siège romain du PCI. »

---

### 12 MARS : 100 000 ETUDIANTS DANS LA RUE

---

Le 11 mars, à Bologne, un policier abat froidement dans la rue un étudiant, Francesco Lorusso, membre du groupe Lotta Continua. Le lendemain, 12 mars, plus de 100 000 étudiants venus de toutes les villes d'Italie, manifestent pendant des heures au centre de Rome contre la réforme Malfatti. En dépit de l'indignation qui serre les poings de tous après l'assassinat de Lorusso, la manifestation se déroule dans un ordre parfait jusqu'au moment où une poignée de provocateurs — dont il faut répéter avec force qu'ils sont totalement étrangers au mouvement étudiant, et, comme chacun le sait en Italie, couverts et financés par certains services policiers — attaque le cordon de police qui protège le siège de la Démocratie chrétienne. Comme sur un signal, les charges de police se déclenchent alors immédiatement en plusieurs points du cortège. Les incidents se poursuivront pendant plusieurs heures.

A signaler : le PCI et sa fédération des jeunes (FGCI) avaient refusé de participer à cette mani-

festation, et convoqué leur propre manifestation de division, le samedi matin. 2 000 à 3 000 étudiants défilèrent furtivement, encadrés par de nombreux policiers, malgré l'appoint... du groupe pabliste (les GCR) et de la petite organisation « moraliste » (la LSR).

Ce même 12 mars, « l'Unità », quotidien du PCI, rapporte en termes voilés le débat qui a opposé l'assemblée des grévistes de la tôle de la Fiat (à Rivalta, près de Turin) à un membre de la direction du PCI, Minucci. Des centaines de travailleurs sont là :

« Un délégué des ouvriers parle le premier, écrit *L'Unità*. Il affirme que la situation économique et politique du pays exige la discussion la plus attentive : ce qui est en jeu aujourd'hui, ce sont les conquêtes arrachées par les travailleurs, explique-t-il...

« Le débat est haché, poursuit le compte rendu de *L'Unità*, par les interventions de nombreux ouvriers qui ne ménagent pas leurs critiques au gouvernement et expriment leurs doutes sur l'action des partis de gauche... »

Les précautions de langage du journaliste-bureaucrate ne parviennent pas à dissimuler la réalité : un énorme mécontentement s'accumule dans les entreprises. Délégués et responsables locaux du PCI, cadres du syndicat, sont sous le feu de la critique. La tension monte. La classe ouvrière a parfaitement identifié l'obstacle qu'elle doit surmonter. Elle regroupe ses forces dans les entreprises. Tout naturellement — même si le mouvement est inégal et souvent confus, et comment pourrait-il en être autrement ? — les travailleurs cherchent à se donner leurs propres délégués, leurs propres cadres de regroupement — face à ceux que tente de leur imposer l'appareil.

De toute évidence, l'initiative vigoureuse des étudiants intervient comme un facteur d'accélération de



ce mouvement qui bouillonne dans les usines, lequel encourage et stimule en retour l'initiative des étudiants.

Dans tout le pays, la tension monte.

Le 16 mars, le PCI convoque à Bologne, avec tous les partis de « l'arc constitutionnel » (Démocratie chrétienne, libéraux de la droite bourgeoise, républicains, PSI et PSDI) un énorme rassemblement sur les thèmes de la « défense de l'Etat républicain et des institutions », de la « solidarité envers les forces de l'ordre » et de la condamnation de la violence des étudiants. Orateur principal : le maire PCI de Bologne, Zangheri, qui, devant une assistance où se retrouvent au coude à coude les fonctionnaires du PCI et les policiers qui ont tiré sur Lorusso, s'écrie :

« Lorsqu'elles répriment la violence, les forces de police sont assurées d'avoir à leurs côtés une puissante force populaire. Cette manifestation en est la preuve ! »

En Italie, les candidats au rôle de Noske se sont déjà révélés. Mais, ce qui est à l'ordre du jour, malgré eux, c'est la révolution, et ils ne peuvent empêcher qu'elle ne surgisse et se développe. Et ce n'est qu'au terme d'un long processus tourmenté, et au cas où, en Europe et en Italie, ne seraient pas construits les partis et l'Internationale indispensables à la victoire de la révolution, que la contre-révolution pourrait être victorieuse sur les ruines de la société. Il ne faut jamais oublier en effet que la marche à la révolution en Italie est partie intégrante de tout le processus de la marche à la révolution en Europe.

Les milieux les plus lucides de la bourgeoisie suivent, angoissés, les efforts désespérés du PCI pour contenir et faire refluer la vague révolutionnaire qui monte dans les usines et les facultés.

## « TIENDRONT-ILS ? »

Le 25 mars, Berlinguer rencontre au Quirinal, résidence du président de la République Leone, Giscard d'Estaing, le chancelier Schmidt et le Premier ministre anglais Callaghan.

« L'Osservatore Romano » résume l'inquiétude de tous. Le quotidien du Vatican écrit en substance :

« Il n'y a pas présentement en Italie d'alternative à la formule gouvernementale actuelle, qui voit le gouvernement de la Démocratie chrétienne survivre grâce à la seule abstention du parti de Berlinguer. Mais ce dernier tiendra-t-il ? »

La question est effectivement au centre des débats du CC du PCI qui vient de se réunir quelques jours plus tôt.

« Il faut tenir, martèlent les dirigeants du PCI, car il n'y a pas d'alternative à la formule actuelle. Faire tomber le gouvernement Andreotti, ce serait ouvrir une crise politique aux conséquences imprévisibles... »

« Il ne faut surtout pas, déclare M. Ferrara, laisser s'accréditer l'idée que nous ne serions pas capables de contrôler la rue... »

Mais d'autres interventions témoignent du profond malaise qui filtre jusqu'aux sommets du parti.

Bassolino : « Nous devons maintenant pousser jusqu'au bout notre réflexion autocritique. Ce n'est pas la première fois que, depuis 1968, notre parti fait preuve, face à des phénomènes de masse, de limitations graves et de retards préoccupants (...) Aujourd'hui, la crise n'a qu'une issue : le socialisme, qui exige des formes politiques de transition... »

Quercini : « Nous ne voyons pas comment notre intervention présente peut permettre de dépasser le cadre du gouvernement actuel (...) Notre activité



nous semble confinée dans les enceintes parlementaires et engluée dans les rapports de sommet... »

Lombardo-Radice : « Il faut dire clairement que le gouvernement Andreotti, avec son immobilisme, devient un facteur d'aggravation de la crise italienne... »

Plusieurs membres du CC estiment que « les militants ne comprennent pas et que la cohésion du parti est menacée ».

Les craquements se font désormais entendre jusqu'au sommet du PCI. Ils seront amplifiés, quelques semaines plus tard, par certains résultats électoraux défavorables, comme ceux de Castellamare di Stabia, près de Naples, qui semblent indiquer le risque d'un reflux électoral de la petite bourgeoisie vers la DC. Le maire PCI de Naples lance un cri d'alarme. « Nous risquons d'être submergés. » La direction du PCI est inquiète : elle sait bien que son autorité sur le parti ne résisterait pas à un sérieux échec électoral.

D'autant qu'elle a d'autres raisons de s'inquiéter...

---

### VERS L'ASSEMBLEE DU THEATRE LYRIQUE DE MILAN

---

Le 25 mars, les conseils de délégués d'usine de plusieurs grandes entreprises des quartiers nord de Milan (zona Sempione) se réunissent et décident, avec l'appui d'un certain nombre de dirigeants des syndicats des métaux de la ville (membres notamment de la FIM-CISL — qui correspond plus ou moins à la CFDT française — ; et de la FIOM-CGIL — la CGT italienne) de lancer à tous les travailleurs d'Italie l'appel que nous publions ci-contre. Il s'agit d'un document capital.

L'accord honteux des dirigeants confédéraux avec le gouvernement

### L'APPEL DES CONSEILS D'USINE DE LA ZONE SEMPIONE

« Travailleurs, travailleuses,

« Les récentes décisions de la direction nationale CGIL-CISL-UIL d'attaquer à nouveau l'échelle mobile en retouchant l'indice (il s'agit de l'accord signé par les dirigeants pour obtenir le prêt du FMI, NDLR) sont d'une gravité exceptionnelle.

« Il s'agit d'une décision qui va à l'encontre des engagements pris lors de l'Assemblée nationale des délégués des 7 et 8 janvier.

« Il s'agit d'une nouvelle capitulation sur le problème de l'autonomie du syndicat à l'égard des partis politiques.

« Il s'agit d'une remise en cause de la démocratie et de la nature de classe du syndicat.

« Tout ceci peut encore être arrêté. Les conseils d'usine et les délégués signataires s'assignent en conséquence les objectifs suivants :

« 1) la convocation dans les plus brefs délais possibles d'une nouvelle Assemblée nationale des délégués (...)

« 2) la suspension immédiate des rencontres syndicats-gouvernement, car la direction nationale réunie le 24 mars n'est pas garante de la démocratie et des décisions prises par les travailleurs et le syndicat dans son ensemble.

« Afin d'atteindre ces objectifs, les signataires de ce document proposent aux conseils d'usine et aux délégués de toutes catégories une assemblée régionale le 6 avril, au Théâtre lyrique de Milan. »



Andreotti et les banquiers du FMI soulève dans les entreprises une vague d'indignation : comme en octobre, il faut faire reculer les dirigeants ! Des dizaines d'assemblées de délégués se tiennent dans les entreprises, le plus souvent à l'initiative de militants ou de cadres locaux du syndicat. Ainsi, dans les immenses ateliers de mécanique de la Fiat-Mirafiori, le conseil des délégués se réunit le 28 mars, et adopte une position de désaveu brutal des directions confédérales :

« Le conseil des délégués des ateliers de mécanique de Mirafiori, réuni le 28 mars pour examiner les mesures gouvernementales qui attaquent d'une manière unilatérale et provocatrice l'échelle mobile des salaires, estime que ces mesures sont d'une extrême gravité et appelle les responsables confédéraux à les repousser (...) »

« Il est temps de dire : c'en est assez ! C'est le sort du syndicat qui est en jeu ! C'est de la démocratie qu'il s'agit ! Il faut en finir avec une méthode qui interdit aux travailleurs de faire entendre leur propre voix (...) Nous demandons que se tienne dans les meilleurs délais une réunion nationale des délégués des travailleurs de toutes les catégories pour donner une réponse de lutte à ces mesures, et pour restaurer une véritable démocratie dans le syndicat. »

En même temps que se multiplient, sous une forme ou sous une autre, des prises de position identiques, l'appel des conseils d'usine de Milan-Sempione circule comme une traînée de poudre. Des milliers de signatures s'accumulent. Les télégrammes de soutien affluent. Plus de 600 conseils de délégués d'entreprises le reprennent à leur compte.

---

## 600 conseils d'usine envoient leurs délégués au théâtre lyrique

---

Le prolétariat italien, avec ses propres méthodes de classe, regroupe ses forces. Et, le 6 avril, plus de 3 000 militants et délégués représentant 600 entreprises et plus de 200 000 travailleurs, sont réunis au Théâtre lyrique. Les travailleurs hospitaliers, les municipaux, les étudiants, sont venus en cortège apporter leur soutien. Ils sont rassemblés à l'extérieur et bloquent la circulation. Au-dessus de la tribune, une immense banderole : « Pour le syndicat des conseils de délégués, contre la co-gestion de la crise. »

Pendant six heures, les interventions se succèdent. Toutes les catégories et la plupart des grandes villes industrielles sont représentées. La motion finale adoptée à la majorité reprend les principaux objectifs con-

tenus dans l'appel des conseils de délégués de Milan-Sempione, et notamment la proposition d'une campagne d'assemblées ouvrières de base dans les entreprises, devant déboucher sur une conférence nationale de délégués mandatée pour se prononcer sur l'orientation suivie par les dirigeants.

La proposition sera faite — mais non adoptée — de donner un caractère permanent à l'Assemblée du Théâtre lyrique et de désigner en son sein une coordination destinée à assurer la liaison et la continuité du combat engagé.

L'Assemblée du Théâtre lyrique représente le point culminant de tout le mouvement du prolétariat et des étudiants italiens depuis le 20 juin 1976.



Elle témoigne de l'effort énorme, presque héroïque, qui se cherche et qui s'organise dans les profondeurs de la classe ouvrière et de la jeunesse pour faire éclater le carcan mortel que voudraient verrouiller les dirigeants.

Elle s'inscrit dans la continuité du regroupement des forces de classe dont les élections de juin 1976 ont été un jalon important.

Pour les marxistes, pour qui sait voir et entendre, elle indique que le mouvement est d'ores et déjà engagé par lequel la classe ouvrière et la jeunesse des usines, des lycées et des facultés, va se donner sa propre représentation, ses propres délégués, ses propres conseils de délégués élus. Quels que soient maintenant les délais — et rien ne dit qu'ils soient courts, quels que soient les difficultés et les obstacles à surmonter, et ils sont nombreux —, c'est, d'ores et déjà le mouvement soviétique du prolétariat italien qui se cherche et s'organise, c'est le mouvement de la révolution.

Contre ce mouvement — il suffit de lire la manière dont « L'Unità » a rendu compte de l'Assemblée du Théâtre lyrique —, la direction du PCI a mobilisé toutes ses ressources et tous ses moyens d'appareil contre-révolutionnaire. La provocation dont, il faut le répéter sans cesse, l'inspiration, l'organisation et le financement se trouvent au cœur même de l'appareil d'Etat gangrené de la démocratie chrétienne, joue à cet égard un rôle de choix.

Les stratèges de l'euro-stalinisme n'ont d'autre but que d'immobiliser le prolétariat et la jeunesse, d'interdire toute forme d'organisation autonome, de bloquer le mouvement engagé, de soutenir à bout de bras le gouvernement corrompu de la démocratie chrétienne. Aussi longtemps que possible...

Mais, travailleurs et jeunes ne peuvent accepter l'austérité, la sélection, le chômage, la misère, la liquidation des acquis d'années et d'années de

lutte de classe. Leur résistance contre le patronat et le gouvernement les porte désormais directement au heurt frontal avec l'appareil stalinien.

Elle place déjà comme la première des revendications l'exigence d'en finir avec le soutien au gouvernement Andreotti.

---

### GOVERNEMENT DU PCI ET DU PSI, APPUYE SUR LES SYNDICATS !

---

Il ne fait aucun doute que la direction du PCI va tenter de lui substituer à plus ou moins longue échéance lorsqu'il ne lui sera plus possible de soutenir ouvertement Andreotti, quelque forme de gouvernement d'Union nationale auquel elle participerait. Différentes variantes et formules intermédiaires étant d'ailleurs d'ores et déjà envisagées. Bien entendu, la participation directe ou indirecte du PCI à un tel gouvernement n'aurait d'autre but que de mystifier les masses sur sa véritable nature. Mais, quoi qu'elle fasse, la direction du PCI ne parviendra ni à rendre vie au demi-cadavre décomposé de la Démocratie chrétienne, ni à résoudre la crise.

L'exigence de la rupture avec la Démocratie chrétienne se dégage déjà de toute la situation, et se dégagera plus encore dans les semaines et les mois qui viennent. Mais faut-il substituer à l'Union nationale un front populaire avec cette ombre de la bourgeoisie que sont les ministres bourgeois italiens ? Non ! Il faut combattre pour la rupture du PCI, du PSI et des syndicats avec la Démocratie chrétienne et tous les partis et organisations bourgeoises.

La seule politique qui peut, contre l'Union nationale, comme contre une quelconque formule de front populaire, ouvrir une voie aux masses, qui cherchent déjà une issue, et qui la chercheront plus encore demain, c'est la rupture avec les partis bour-



geois, c'est le combat pour le gouvernement du PCI et du PSI appuyé sur les syndicats.

Le mouvement du prolétariat italien, dont l'Assemblée du Théâtre lyrique a constitué jusqu'ici le point culminant rejoint déjà, dans la sûre intuition et dans les initiatives de couches déjà larges de travailleurs et de militants, ce que le programme de transition de la IV<sup>e</sup> Internationale indique des « comités d'usine » :

« Les bureaucrates des syndicats s'opposent, en règle générale, à la création de comités d'usine, de même qu'ils s'opposent à tout pas hardi dans la mobilisation des masses. Il sera, cependant, d'autant plus facile de briser leur opposition que le mouvement aura plus d'ampleur. Là où les ouvriers de l'entreprise, dans les périodes « calmes », appartiennent déjà tous au syndicat, le comité coïncidera formellement avec l'organe du syndicat, mais il en renouvellera la composition et en élargira les fonctions. Cependant, la principale signification des comités est de devenir des états-majors de combat pour les couches ouvrières que le syndicat n'est pas, en général, capable d'atteindre. C'est d'ailleurs précisément de ces couches les plus exploitées que sortiront les détachements les plus dévoués à la révolution.

« Dès que le comité fait son apparition, il s'établit en fait une dualité de pouvoir dans l'usine. Par son essence même, cette dualité de pouvoir est quelque chose de transitoire, car elle renferme en elle-même deux régimes inconciliables : le régime capitaliste et le régime prolétarien. L'importance principale des comités d'usine consiste précisément en ce qu'ils ouvrent, sinon une période directement révolutionnaire, du moins une période pré-révolutionnaire entre le régime bourgeois et le régime prolétarien. »

C'est à la lumière de ces phrases brûlantes du programme de la IV<sup>e</sup>

Internationale qu'il est possible de comprendre toute la portée du mouvement italien actuel, qui restaure les conseils d'usine comme les cadres élémentaires du mouvement révolutionnaire du prolétariat, et après l'Assemblée du Théâtre lyrique, fait son chemin souterrainement, d'usine en usine, d'atelier en atelier, de faculté en faculté, jusqu'à son prochain surissement.

Au compte, on ne le répétera jamais assez, des intérêts de la bureaucratie du Kremlin dont il a la charge, le PCI fait aujourd'hui un effort désespéré pour geler la situation. Berlinguer s'affaire avec Zaccagnini, secrétaire de la démocratie chrétienne, pour un mini-remaniement du gouvernement Andreotti, incluant l'entrée de « techniciens » proches du PC, sans d'ailleurs croire lui-même que cette petite manœuvre fera illusion à qui que ce soit. Mais, durer, il faut durer...

---

## L'IMPOSSIBLE VERROUILLAGE

---

L'impossible verrouillage pour lequel l'appareil stalinien bande toutes ses forces depuis plusieurs mois est devenu non seulement le principal facteur de pourrissement de la situation dans le camp bourgeois, mais aussi le plus puissant facteur de précipitation des processus à l'œuvre dans le camp des masses. Il concentre sur le PCI la volonté de millions de travailleurs et de jeunes de faire sauter le verrou. Il intervient, à l'opposé de ce que veulent ses dirigeants, comme l'un des principaux éléments de centralisation du mouvement du prolétariat et de la jeunesse, comme nous avons essayé de le montrer dans cet article.

Le PCI accumule en son sein, du bas jusqu'en haut, tous les éléments d'une crise explosive, qui n'est freinée que par l'intérêt commun de dizaines de milliers de bureaucrates et de prébendiers, petits et grands,



qui vivent des miettes que dégage la décomposition du système. Mais la crise latente du PCI est ressentie par les militants de base, par les délégués d'atelier, par les travailleurs eux-mêmes, comme un encouragement à renforcer la pression. Et c'est ainsi que le mouvement se nourrit lui-même, qui débouchera inévitablement sur la crise révolutionnaire.

Nous tenterons dans un prochain article, en relation avec la situation

politique d'une richesse exceptionnelle qui vient d'être décrite, de donner notre point de vue sur les tâches et les responsabilités des militants qui se réclament de la IV<sup>e</sup> Internationale en Italie, et que la politique du secrétariat unifié dans ce pays a impuissamment, dispersé comme nulle part ailleurs en Europe.

**Robert Clément,**  
10 mai 1977.



**PAIN PAX LIBERTÉ**  
en 5 ans 70% de dévaluation  
1 milliard 296 millions de bénéfices  
en 4 ans 5 banques ont fait  
2 milliards de bénéfices.  
*que ceux-là paient!*  
**VIVE LE FRONT POPULAIRE**

**RTI COMMUNISTE**

ON → **DEVALUATION** = **MISERE**

**ER LA FRANCE DE LA MISERE ET DE LA RUINE  
ICHES DOIVENT PAYER**

*ouvriers combattants  
victimes  
de la guerre*

*payans  
petits commerçants  
épargnants*

**PAYER LES RICHES**



LA POLITIQUE  
DE LA COLLABORATION DE CLASSES  
A L'EPOQUE DE L'IMPERIALISME  
A L'ERE  
DES GUERRES ET DES REVOLUTIONS

# les fronts populaires contre la révolution

## 2° partie: du millerandisme au Front populaire

par César CORTE

*Dans la première partie de son article, César Corte a montré que les « idées » et « idéaux » des fronts populaires n'étaient que les vieilles guenilles politiques ressorties du placard où sont rangées les défroques dont les dirigeants des partis ouvriers ont toujours habillé la politique de collaboration de classe. Dans les années 35, au nom de : « la paix, le pain, la liberté », les dirigeants du PCF, de la SFIO et de la CGT se dressent directement contre les aspirations révolutionnaires des masses.*

*En cette période, la politique de collaboration de classe prend sa forme moderne, celle du front populaire d'alliance avec le Parti radical, parti du grand capital.*

*Et si un lien solide le lie à tout le passé de la collaboration de classe, au ministérialisme, au millerandisme, c'est la dimension historique de la période, l'ère des guerres et des révolutions qui donne au front populaire sa caractéristique propre, celle d'être un instrument de la contre-révolution, alors que la révolution est pleinement à l'ordre du jour.*

La participation au pouvoir au sein de gouvernements bourgeois, aux côtés des représentants des partis bourgeois, pour la défense de l'ordre

---

« Faites payer les riches », disent en 1936 les dirigeants du Front populaire aux masses laborieuses... Et c'est avec le parti radical, parti du grand capital, parti « des riches » par excellence, qu'ils passent alliance...

et de l'Etat bourgeois, sinon la direction de tels gouvernements, est l'essence de la politique de collaboration de classe. La politique du front populaire inclut la participation à de tels gouvernements, ou même à leur direction, en opposition au combat pour porter au pouvoir un gouvernement des seuls partis ouvriers. Et, avant d'en venir à l'analyse de ce qui caractérise plus particulièrement les fronts populaires, il est important



de revenir sur l'histoire déjà longue de la participation des partis ouvriers aux gouvernements bourgeois, pour mieux en comprendre la signification actuelle.

Le ministérialisme a, au début de ce siècle, porté un nom : le millerandisme.

L'entrée de Millerand dans le cabinet Waldeck-Rousseau aux côtés du massacreur de la Commune Gallifet, sa présence comme caution ouvrière pour mener une politique bourgeoise dressée contre le mouvement ouvrier avait provoqué une crise au sein du mouvement socialiste. Poursuite logique de la pratique parlementariste de « défense républicaine », analysée dans la première partie de cet article, l'entrée de Millerand au gouvernement, approuvée par Jaurès, avait provoqué une restructuration des partis et organisations ouvriers. Pour bon nombre de militants socialistes la présence de Millerand dans le gouvernement où siégeait Gallifet, c'en était trop.

Les guesdistes se ressaisissent et, en accord avec les blanquistes de Vaillant et l'Alliance communiste issue d'une scission du POSR allemand, lancent un manifeste fracassant à « la France ouvrière et socialiste ».

« Il s'agissait d'en finir avec une politique prétendue socialiste, faite de compromission et

de déviations, que, depuis longtemps on s'efforçait de substituer à la politique de classe et par suite, révolutionnaire, du prolétariat militant et du parti socialiste... Le parti socialiste, parti de classe, ne saurait être ou devenir, sous peine de suicide, un parti ministériel... Parti d'opposition nous sommes et parti d'opposition devons rester, n'envoyant les nôtres dans les parlements et autres assemblées électives qu'à l'état d'ennemis pour combattre la classe ennemie et ses divers représentants politiques. »

Si, sur le plan des principes, la position était incontestablement juste, l'absence de toute autocritique sur la politique pratiquée depuis bientôt dix ans dans le POF allait limiter sérieusement ces positions de principe. Trotsky, expulsé de France en 1916 par les socialistes et Jules Guesde lui-même, fait référence, dans la lettre ouverte qu'il adresse alors à la classe ouvrière française, à ce qu'était Jules Guesde du temps où il trouvait les adjectifs qu'il convient pour qualifier Millerand...

Avec le recul, on peut nuancer cette appréciation. Le déjà vieux Jules Guesde de 1899, s'il retrouve les accents du début de « l'Égalité », ne mènera pas la bataille jusqu'au bout contre le ministérialisme, contre le millerandisme, dont nous allons voir où il mène.

---

## du millerandisme à la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale

---

A Saint-Mandé trois ans plus tôt, Millerand avait prononcé un discours que tous les socialistes, hormis les allemannistes, par ouvriérisme et crétinisme antiparlementaire avaient approuvé : guesdistes, vaillantistes, broussistes, blanquistes. Parce qu'il y réaffirmait que la propriété commune était le but, chacun s'y était

rallié : ralliement au parlementarisme le plus éculé.

« Le collectivisme proclame que le salariat ne sera pas plus éternel que ne l'ont été ces modes antérieurs de la servitude et de l'exploitation humaine qui se sont appelés l'esclavage et le servage... N'est pas socialiste



quiconque n'accepte pas la substitution nécessaire et progressive de la propriété sociale à la propriété capitaliste... Recourir à la force, et pourquoi et contre qui ? Républicains avant tout, nous ne nourrissons point l'idée folle de faire appel au prestige illusoire d'un prétendant, ou au sabre d'un dictateur pour faire triompher nos doctrines. Nous ne nous adressons qu'au suffrage universel : c'est lui que nous avons l'ambition d'affranchir économiquement et politiquement, nous ne réclamons que le droit de le persuader.»

---

### UN PARTI OUVRIER PEUT-IL PARTICIPER A UN GOUVERNEMENT BOURGEOIS ?

---

Contrairement à ce qu'Engels explique, le suffrage universel n'est plus pour Millerand un moyen : il est « le moyen » et mieux, le but lui-même. En tant que tel, il doit régler la question de la transformation de la propriété capitaliste en propriété sociale. Toute l'idéologie radicale de la démocratie comme progrès continu se trouve ici rassemblée. Pour Millerand le développement continu de la démocratie politique doit permettre d'éliminer les « féodaux de la finance » et d'accéder à la démocratie sociale. On croirait entendre Waldek Rochet ou Marchais. « L'affaire de Panama — dit-il en 1893 — a montré toutes les forces sociales au service et sous les ordres de la haute finance. C'est contre elle qu'il faut concentrer nos efforts. La nation doit reprendre sur les barons de cette nouvelle féodalité cosmopolite, les fortunes qu'ils ont ravies pour la dominer : la banque de France, les chemins de fer, les mines ».

Cette « théorie » correspond à la politique réelle de tous les partis socialistes, c'est pourquoi tous, hormis les allemanistes, s'y rallient.

Si Guesde s'est ressaisi et fait des discours percutants contre Millerand et le ministérialisme, la question n'est pas réglée au fond. Dans la polémique entre Jaurès et Guesde à propos de l'affaire Dreyfus et de l'affaire Millerand, en 1900, à Lille, lors d'un meeting, Jaurès aura beau jeu face au dogmatisme impuissant des guesdistes de dire :

« De ce que le parti socialiste est essentiellement un parti d'opposition, il ne résulte pas que nous n'ayons à faire aucune différence entre les différents partis bourgeois et entre les différents gouvernements bourgeois se succédant. Ah oui ! la société d'aujourd'hui est divisée entre capitalistes et prolétaires ; mais en même temps elle est menacée par le retour offensif de la barbarie féodale, de la toute puissance de l'Eglise, et c'est le devoir des socialistes quand la liberté républicaine est en jeu, quand la liberté intellectuelle est en jeu, quand la liberté de conscience est menacée... c'est le devoir du prolétariat socialiste de marcher avec celles des fractions bourgeoises qui ne veulent pas revenir en arrière... »

Déjà là nous avons le premier glissement : le prolétariat organisé d'une manière indépendante, selon ses propres méthodes, n'interdit à quiconque de combattre à ses côtés et ne lui pose de condition, y compris aux organisations démocratiques bourgeoises, mais il ne saurait prendre en charge les méthodes et la discipline des démocrates bourgeois.

C'est cette question que Jaurès évite en utilisant la formule qui implique la subordination politique du prolétariat à la bourgeoisie radicale.

La position de Jaurès est le complètement opportuniste de l'abandon sectaire et honteux du combat effectif de la part des guesdistes. Jaurès poursuit son raisonnement, comme si on était en 1880, comme si la république parlementaire bourgeoise



n'avait pas vu l'accession des radicaux au pouvoir au compte de la défense de l'ensemble de la société bourgeoise contre la classe ouvrière. Comme si ceux-ci n'étaient pas devenus les représentants de l'impérialisme en formation. Sous prétexte de faire des différences entre les diverses formes de gouvernement bourgeois il enchaîne le prolétariat à la discipline du gouvernement bourgeois républicain.

« Et de même qu'il est impossible au prolétariat socialiste, sans manquer à tous ses devoirs, à toutes ses traditions et à tous ses intérêts de ne pas faire de différence entre les fractions bourgeoises les plus violemment rétrogrades et celles qui veulent au moins sauver quelques restes ou quelques commencements de libertés, il est impossible, particulièrement aux élus socialistes, ne pas faire différence entre les divers gouvernements bourgeois. »

Sous prétexte de faire une différence qui doit être faite, Jaurès justifie la présence de Millerand dans le ministère Waldeck-Rousseau ce qui est tout autre chose. Il justifie par avance le « bloc des gauches » avec le deuxième gouvernement de Waldeck-Rousseau, la « délégation des gauches », colonne vertébrale de la coalition du grand capital et des partis ouvriers, de la collaboration de classe.

---

### LES ORGANISATIONS SOCIALISTES FRANÇAISES ET LA QUESTION DU MINISTERIALISME

---

La bataille contre le ministérialisme se poursuit en France comme dans l'Internationale jusqu'en 1904, quand le « Cartel des gauches » montre des signes de crise évidents, que la classe ouvrière se heurte violemment au gouvernement bourgeois et que la bourgeoisie, n'ayant plus be-

soin de cette forme de collaboration, s'engage résolument dans la bataille contre les socialistes. Cette lutte se poursuivra sans cependant empêcher les guesdistes et vaillantistes d'apporter leur soutien au gouvernement Waldeck-Rousseau et, plus tard, ils soutiennent de leurs votes le « bloc des gauches ». Ils participent, au parlement, à la « délégation des gauches ». Cette délégation avait l'insigne avantage de maintenir les socialistes hors du gouvernement, mais au nom de l'anticléricalisme les socialistes couvraient les infamies anti-ouvrières du bloc : répression policière, militaire, juridique, couverture du brigandage impérialiste.

Jaurès ne voyait pas de différence entre la participation aux divers corps élus, législatifs, administratifs, et la participation à l'exécutif. Au Congrès général des organisations socialistes françaises, tenu du 3 au 8 décembre 1899 à la salle Japy, il dépose un projet de résolution qui dit :

« Le Congrès met en garde la classe ouvrière contre les illusions que pourrait faire naître la participation d'un socialiste dans un ministère bourgeois, cette action partielle étant forcément limitée et dominée par les lois générales du système capitaliste et par les intérêts essentiels de la classe bourgeoise... Le Congrès reconnaît en même temps qu'il est des cas où la participation d'un socialiste au pouvoir bourgeois peut être favorablement examinée. »

Pour Jaurès, il faut conquérir l'Etat de l'intérieur et, de même, dit-il :

« qu'on a été obligé de renoncer à l'hypothèse fautive de la loi d'airain des salaires, qui aurait empêché les travailleurs de lutter pour l'amélioration immédiate de leur condition, on sera obligé de renoncer à la loi d'airain gouvernementale et tout en se dressant en révolu-



tionnaires contre l'Etat bourgeois, ce n'est pas de loin qu'on combattra, c'est en s'installant, autant qu'on le pourra, au cœur même de la citadelle.»

Contre un telle position, les guesdistes se dressent violemment. Lafargue déclare dans une brochure « Le socialisme et la conquête des pouvoirs publics » :

« Le parti socialiste, en autorisant son groupe à la Chambre à fournir des ministres, lui inocule la gangrène parlementaire. Dès l'instant que le parti socialiste cesse d'être un parti d'opposition irréductible, il déserte le terrain de la lutte de classe pour devenir un parti parlementaire : son rôle révolutionnaire est fini. »

Pour eux, le ministérialisme n'est qu'un piège, « une concession platonique pour endormir l'ardeur combative du parti ». C'est la collaboration de classes, la fin de l'indépendance du prolétariat.

Au congrès de Japy, Lafargue déclare :

« Un ministre... n'est que le chargé de pouvoirs de la classe capitaliste, fonctionnant sous le contrôle de ses représentants parlementaires. Les députés de droite et de la gauche peuvent se disputer les portefeuilles, se quereller, s'injurier, mais ils s'entendent comme larrons en foire pour duper et pour combattre la classe ouvrière. »

Cependant, malgré ces déclarations, les guesdistes au congrès de la salle Japy rassemblant toutes les organisations politiques ouvrières, syndicats et coopératives, votent deux résolutions contradictoires, affirmant dans la première que « la lutte de classe ne permet pas l'entrée d'un socialiste dans un gouvernement bourgeois » (1 140 voix pour - 240 contre) et se rallient ensuite à la proposition Delesalle disant que si « dans l'état actuel de la société ca-

pitaliste et du socialisme, tant en France qu'à l'étranger, toutes les forces du parti doivent tendre à la conquête, dans la commune, le département et l'Etat, des seules fonctions électives », il pouvait se produire « des circonstances exceptionnelles dans lesquelles le parti aurait à examiner la question d'une participation socialiste à un gouvernement bourgeois ».

Révisionnistes pratiques, nos bernsteiniens français, suivis de leurs kautskystes avant l'heure, se donnent toutes les garanties du ralliement au gouvernement bourgeois. Comme Kautsky plus tard, qui, de l'Internationale disait qu'elle était un instrument de paix qui ne pouvait servir en temps de guerre, on a là, comme dans le droit bourgeois, la thèse et son contraire sous forme d'exception. C'est l'essence même du droit bourgeois. Les seuls à s'opposer à cette résolution qui voyait triompher broussistes, jaoussistes et radicaux, ce furent les blanquistes de Vaillant, le Comité révolutionnaire central (CRC).

La fusion organisée à Japy avorte. La scission intervient. Le POF se retire et plus tard les blanquistes, qui ont formé le PSR, scissionneront, le congrès de Lyon ayant voté une résolution inacceptable pour eux puisque se refusant à condamner Millerand. Le congrès, à l'initiative de Briand, place Millerand « hors contrôle du parti ».

---

## LA II<sup>e</sup> INTERNATIONALE ET LE « MINISTERIALISME »

---

En 1900, au congrès de l'Internationale qui se tint à Paris, la question du ministérialisme avait été au cœur des débats. C'est Kautsky, représentant le « marxisme orthodoxe » contre le révisionnisme bernsteinien, qui rédige la résolution dans laquelle les guesdistes ont voulu voir leur victoire, une condamnation du millérandisme.



*« Dans un Etat démocratique moderne, la conquête du pouvoir politique par le prolétariat ne peut être le résultat d'un coup de main, mais bien d'un long et pénible travail d'organisation prolétarienne sur le terrain économique et politique, de la régénération physique et morale de la classe ouvrière et la conquête graduelle des municipalités et Assemblées législatives.*

*« Mais dans les pays où le pouvoir gouvernemental est centralisé, il ne peut être conquis fragmentairement.*

*« L'entrée d'un socialiste isolé dans un gouvernement bourgeois ne peut être considérée comme le commencement normal de la conquête politique, mais seulement comme un expédient forcé, transitoire, exceptionnel.*

*« Si, dans un cas particulier, la situation politique nécessite cette expérience dangereuse, c'est là une question de tactique et non de principe: le congrès international n'a pas à se prononcer sur ce point; mais en tout cas, l'entrée d'un socialiste dans un gouvernement bourgeois ne permet d'espérer de bons résultats pour le prolétariat militant que si le Parti socialiste, dans sa grande majorité, approuve un pareil acte et si le ministre reste le mandataire de son parti. Dans le cas, au contraire, où le ministre devient indépendant de ce parti, ou n'en représente qu'une fraction, son intervention dans le ministère bourgeois menace d'amener la désorganisation et la confusion pour le prolétariat militant; elle menace de l'affaiblir au lieu de profiter et d'entraîner la conquête prolétarienne des pouvoirs publics au lieu de la favoriser.*

*« En tout cas, le congrès est d'avis que, même dans les cas extrêmes, un socialiste doit quitter le ministère lorsque le parti organisé reconnaît que ce dernier donne des preuves évidentes de partialité dans la lutte entre le capital et le travail. »*

Mais cette résolution, que nous publions ci-contre, montre que ce n'était qu'un ralliement en bonne et due forme au ministérialisme et au parlementarisme. A situation exceptionnelle, moyens exceptionnels, et l'entrée dans un ministère bourgeois d'un socialiste, à défaut d'être considérée comme le moyen « normal » de la conquête du pouvoir politique, peut être considérée favorablement comme mesure « exceptionnelle ». C'est pourquoi, développant une politique révisionniste, Kautsky affirme qu'il s'agit là d'une question de tactique et non de principe.

Et l'hypothèse envisagée : que le parti retire son mandataire du ministère bourgeois si jamais le gouvernement a montré des « preuves évidentes de partialité dans la lutte entre le capital et le travail » est à l'inverse de ce à quoi elle prétend faire une concession, une affirmation de révisionnisme caractérisé du point de vue de la théorie marxiste de l'Etat. Car enfin, selon Kautsky, la démocratie parlementaire bourgeoise pourrait bien ne pas montrer de preuves de partialité entre le capital et le travail. C'est l'Etat populaire libre. Ces affirmations se font en 1900, au congrès de Paris, après que le gouvernement Waldeck-Rousseau-Millerand ait réprimé dans le sang les manifestations de la Martinique et de Châlons. C'est cela que Guesde a voulu considérer comme une victoire !

POF et PSR fusionnent en novembre 1901 au congrès d'Ivry, proclamant :

« Parti de révolution et par conséquent d'opposition à l'Etat bourgeois, s'il est de son devoir d'arracher toutes les réformes susceptibles d'améliorer les conditions de lutte de la classe ouvrière, il ne saurait en aucune circonstance, par la participation au pouvoir central, par le vote du budget, par des alliances avec des partis bourgeois, fournir aucun des



moyens pouvant prolonger la domination de la classe ennemie.»

Menant sur cette base la bataille au sein de l'Internationale, le Parti socialiste de France, résultat de la fusion des guesdistes et des vaillantistes, va obtenir en 1904 au congrès international d'Amsterdam, la condamnation de Jaurès et du ministérialisme, de la pratique du « bloc des gauches ». La résolution adoptée, résolution dite de Dresde contre les amendements d'Adler et de Vandervelde, qui se refusaient à caractériser de « révisionniste » la politique suivie, spécifiait :

« Le Congrès repousse de la façon la plus énergique les tentatives révisionnistes tendant à changer notre tactique éprouvée et glorieuse, basée sur la lutte des classes, et à remplacer la conquête du pouvoir politique de haute lutte contre la bourgeoisie par une politique de concession à l'ordre établi.

« La conséquence d'une telle tactique révisionniste serait de faire d'un parti... révolutionnaire dans le meilleur sens du mot, un parti se contentant de réformer la société bourgeoise.

« C'est pourquoi le Congrès... déclare... que la démocratie socialiste ne saurait accepter aucune participation au gouvernement dans la société bourgeoise, et ce, conformément à l'ordre du jour Kautsky (1900). »

La référence à l'ordre du jour Kautsky était pour le moins ambiguë, puisque précisément cet ordre du jour considérait cette question comme purement tactique et laissait largement ouverte la porte à la participation.

Mais le débat lui-même dans le congrès est plus intéressant encore. Si Kautsky fait des concessions, si Guesde l'emporte contre Jaurès, c'est dans une situation précise. Non seulement en France, dès 1902, la bourgeoisie ne voulait plus de la

participation, et l'opposition des masses travailleuses avait vu se substituer la « délégation des gauches » à la participation directe, ce qui présentait tous les avantages pour la bourgeoisie, mais encore le « bloc des gauches » était-il en train d'être largué par les capitalistes. Les socialistes ne sont, comme produits de la politique traître qu'ils ont menée dans la « délégation des gauches », plus nécessaires. L'action du premier flic de France, Clemenceau, soutenu par la délégation, aboutira à la constitution d'un ministère autour de la gauche démocratique, abandonnant les socialistes. C'est dans ces conditions en voie de réalisation qu'intervient la résolution d'Amsterdam.

Jaurès ministérialiste, Jaurès partisan du « bloc des gauches » se défend des attaques de la SD allemande en la personne de Kautsky qui, à bon compte pourfend Jaurès, mais, en Allemagne, ne fait rien. Mais Jaurès pousse Kautsky dans ses derniers retranchements. Celui-ci déclare au congrès « qu'il acceptait la participation des socialistes au gouvernement central en cas de péril national ». Ce qui permet à Jaurès, condamné pour révisionnisme par Kautsky, de conclure :

« Je me demandais si le ministérialisme devenait orthodoxe à condition d'être compliqué de nationalisme... Et je sens que dans certaines circonstances, je ne pourrais suivre jusqu'au bout le ministérialisme nationaliste de notre camarade. »

Que les guesdistes n'aient pas relevé cette position de Kautsky, qu'ils aient présenté la résolution de Dresde dans ces conditions comme une victoire de l'orthodoxie marxiste, qu'ils se soient contentés d'une telle formulation, aboutit à faire du parti unifié un parti parlementaire condamnant, parce que n'étant plus nécessaire à la bourgeoisie à ce moment-là, la participation et la délégation.



gation des gauches, mais laissant tout ouvert. En effet, la commission d'unification du PSF et du PS de F constatait en décembre 1904 que le PSF n'avait accepté la délégation des gauches qu'à titre exceptionnel, et tous deux, se référant aux déclarations de l'Internationale des congrès de Paris 1900 (note Kautsky) et d'Amsterdam, tombaient d'accord pour constater que :

« Les divergences de vues et les interprétations de tactiques différentes qui ont pu se produire jusqu'à présent, sont dues surtout à des circonstances particulières à la France et à l'absence d'une organisation générale. »

---

### **LE MILLERANDISME ET LE « BLOC DES GAUCHES » CONTRE LE MOUVEMENT OUVRIER**

---

Confrontons le programme politique de Millerand, et ce que firent le gouvernement Waldeck-Rousseau et plus tard le « bloc des gauches », prolongement du millerandisme, dans une situation où la classe bourgeoise, forte du soutien des socialistes au gouvernement des gauches, n'avait plus besoin d'une participation directe des socialistes au ministère et la trouvait à ce moment trop coûteuse.

L'idéal de Millerand, c'est la paix sociale, la concorde des classes. Ce qu'il va entreprendre en collaborant au gouvernement, et que poursuivra quelques années plus tard le social-impérialiste Albert Thomas, c'est la tentative de régularisation des « relations industrielles », par la mise en place par l'appareil d'Etat d'un système d'intégration des classes antagoniques : patronat et salariat. C'est l'idéologie de l'association capital-travail, et c'est dans ce but que Millerand propose l'élargissement de la capacité civile des syndicats (que ceux-ci refusent) et met en place un conseil supérieur du travail, commission tripartite composée de membres

désignés par les syndicats ouvriers, de représentants du patronat et de membres de droit nommés par le gouvernement. Ce que veut Millerand, c'est aller vers l'arbitrage obligatoire, régler le droit de grève.

Après avoir eu le soutien des fonctionnaires, du syndicat des cheminots et des mineurs dirigés par des réformistes, l'expérience fera long feu. Comme le dit Madeleine Reberieux, « la seule loi sociale de ce long ministère, promulguée le 30 septembre 1900, aboutit dans l'immédiat à allonger d'une heure la durée de la journée de travail des enfants... ». La classe ouvrière fait l'expérience, à travers la répression des manifestations de la Martinique comme celle des grévistes de Châlons, que l'Etat bourgeois, c'est l'Etat gendarme chargé de défendre la propriété privée. Si, en 1901, la CGT maintient à une faible majorité sa participation au Conseil supérieur du travail, elle repousse le projet de loi réglementant le droit de grève, comme celui qui vise à l'institution de caisses de retraite ouvrières obligatoires. En septembre 1901, le congrès des Bourses du travail exige la libre négociation patronat et organisations ouvrières, en exigeant notamment au Conseil supérieur du travail l'élimination des représentants de l'Etat. Classe contre classe.

---

### **LONGWY, RAON-L'ETAPE, DRAVEIL, VILLENEUVE-ST-GEORGES...**

---

Le caractère de classe du « bloc des gauches » va clairement se marquer dans ces années 1902-1907 qui voient le prolétariat, les ouvriers, les fonctionnaires, entrer dans la lutte gréviste, renforcer considérablement leurs syndicats indépendants de l'Etat. Au temps de l'ascension du « bloc des gauches » comme au moment de sa dislocation, quand la



classe bourgeoise ne veut plus des socialistes, et que les députés des partis bourgeois expulsent Jaurès de la vice-présidence de la Chambre, en 1904, « l'Etat démocratique bourgeois » va montrer son vrai visage dans la répression féroce du mouvement ouvrier.

A Longwy, en septembre 1905, les forces de l'ordre tirent comme elles tireront à Raon-l'Etape, en juillet 1907. Le 30 avril 1906, alors que depuis plusieurs mois la CGT mène campagne pour la journée de huit heures, que la Bourse du travail de Paris affiche : « A partir du 1<sup>er</sup> mai, nous ne travaillerons plus que huit heures par jour », que de nombreux métiers sont en grève depuis avril, Clemenceau, ministre radical de l'Intérieur, monte une provocation et fait jeter en prison le trésorier et le secrétaire de la CGT.

C'est comme produit de l'action de classe du prolétariat contre le gouvernement de collaboration de classes et le « bloc des gauches », contre les ministres radicaux, qu'est votée le 13 juillet 1906 la loi rendant le repos hebdomadaire obligatoire.

La bourgeoisie radicale interdit le droit de grève aux fonctionnaires, réprime sévèrement la grève des postes d'avril 1906.

Si le « bloc des gauches » est bien mort à ce moment-là, parce que la bourgeoisie n'en veut plus, c'est avec l'abstention de tous les socialistes que le radical Clemenceau accède à la direction du gouvernement où dominent les radicaux, en alliance avec l'Alliance républicaine et les renégats au socialisme.

De 1907 à 1908, c'est l'emploi constant de la répression contre les revendications des ouvriers et des paysans. La démocratie parlementaire que domine le parti radical, c'est la répression sanglante du mouvement ouvrier. C'est le remplacement des ouvriers en grève par la troupe, ce sont les assassinats d'ou-

## Lénine :

« La « démocratie pure » n'est qu'une phrase mensongère d'un libéral qui cherche à duper les ouvriers...

« Prenez les lois fondamentales des Etats contemporains, prenez leur gouvernement, prenez « l'égalité des citoyens devant la loi », et vous verrez à chaque pas l'hypocrisie de la démocratie bourgeoise bien connue de tout ouvrier honnête et conscient. Il n'est point d'Etat, même le plus démocratique, qui n'ait dans sa constitution des biais ou restrictions permettant à la bourgeoisie de lancer la troupe contre les ouvriers, de proclamer la loi martiale, etc. « en cas de violation de l'ordre », en fait, au cas où la classe exploitée « violerait » son état d'asservissement et si elle avait la velléité de ne pas se conduire en esclave.

« ... Plus la démocratie est développée, et plus elle est près en cas de divergence politique profonde et dangereuse pour la bourgeoisie, du massacre ou de la guerre civile. Cette « loi » de la démocratie bourgeoise, le savant Monsieur Kautsky aurait pu l'observer à l'occasion de l'affaire Dreyfus dans la France républicaine, du lynchage des nègres et des internationalistes dans la république démocratique d'Amérique, par l'exemple de l'Irlande et de l'Ulster dans l'Angleterre démocratique, des persécutions et des massacres organisés contre les bolcheviks en avril 1917 dans la république démocratique russe !

« ... Prenez le parlement bourgeois. Peut-on admettre que le savant Kautsky n'ait jamais ouï dire que plus la démocratie est puissamment développée, et plus la Bourse et les banquiers se soumettent les parlements bourgeois ? Il ne suit point de là qu'il ne faille pas utiliser le parlementarisme bourgeois... Mais il s'ensuit que seul un libéral est capable d'oublier, comme le fait Kautsky, le caractère limité et relatif au point de vue historique du parlementarisme bourgeois. »



vriers à Draveil (2 juin 1908 - 8 morts et 10 blessés), et dans le même mouvement, la répression de la grève du bâtiment, les 4 morts et les centaines de blessés de Villeneuve-Saint-Georges. Ce sont les arrestations, les emprisonnements des dirigeants ouvriers, les révocations pures et simples de fonctionnaires.

---

### SUR LA DEMOCRATIE BOURGEOISE

---

On est loin du développement pacifique de « l'Etat populaire libre » cher au cœur des kautskystes d'hier et d'aujourd'hui. Et ce, au moment de l'ascension du capitalisme, quand il développait encore les forces productives.

Le « ministérialisme », suite logique d'une politique de « défense républicaine », qui voulait subordonner le prolétariat aux buts et méthodes du radicalisme bourgeois, le millerandisme et ses suites dans la pratique du « bloc des gauches », ont toujours été une trahison éhontée du prolétariat. Si le mouvement ouvrier s'est développé, a arraché droits et conquêtes, c'est contre cette politique, contre cet Etat bourgeois démocratique dont il faut rappeler ce qu'en disait Lénine dans son ouvrage « La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky », et que nous citons ci-contre.

Mais, cette politique de collaboration de classe va bientôt donner tous ses fruits empoisonnés. Au moment où la première guerre impérialiste éclate, les liens tissés entre les différents partis de la II<sup>e</sup> Internationale et les bourgeoisies de chaque pays, au nom de la « démocratie » et du « progrès social », sont si forts que chacun de ces partis choisira le camp de sa bourgeoisie contre l'internationalisme prolétarien : tous les partis sauf le Parti bolchevique et le Parti socialiste serbe. La II<sup>e</sup> Internationale fait faillite, détruite par la collaboration de classe.

---

### MILLERAND : « ILS N'ONT AUCUN DROIT »

---

Point n'est besoin ici d'examiner comment les traditions patriotardes du mouvement ouvrier français facilitent et préparent la participation au gouvernement d'Union sacrée de 1914. Jaurès assassiné, ce sont des tonnes d'eau froide qui sont déversées par les dirigeants ouvriers pour interdire la mobilisation des masses.

Le premier gouvernement d'Union sacrée se fait au nom de la défense républicaine contre les agressions dont la république est victime. Au nom de la défense de l'indépendance nationale, c'est le bloc avec l'impérialisme français. Rejetant la responsabilité de la guerre sur le prolétariat, la direction de la CGT commence une campagne contre l'Empereur d'Autriche : « Que le nom d'un tel empereur François-Joseph soit maudit », et elle en appelle à la guerre : « Evident aussi est notre rôle : contre le droit du poing, contre le militarisme germanique, il faut sauver la tradition démocratique et révolutionnaire de la France. »

Entrant au gouvernement d'Union sacrée, pour sauver l'impérialisme français, les Guesde, Sembat, Thomas vont mener une politique anti-ouvrière forcenée : destruction de la presse ouvrière par la censure, intégration du mouvement ouvrier à la défense, etc. Aux côtés de Lepine, matraqueur d'ouvriers et de Charles Maurras, Jouhaux siègera en compagnie des banquiers, gros industriels et représentants de la hiérarchie dans un « secours national » destiné à distribuer du pain. Le mouvement ouvrier est complètement désorganisé et, alors que femmes et enfants suppléent tragiquement aux bras de leurs frères et pères, contre eux, Millerand éructe : « Ils n'ont aucun droit. »



## de la III<sup>e</sup> Internationale au Front populaire

Dès septembre 1914, Lénine, constatant la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale, mettait en avant la nécessité de construire la III<sup>e</sup> Internationale. Au nom du Comité central du Parti bolchevique, il affirmait dès le 18 septembre : « En dépit des obstacles, les masses ouvrières créeront une nouvelle Internationale », et, le 28 novembre 1914, il déclarait :

« La II<sup>e</sup> Internationale est morte, vaincue par l'opportunisme. A bas l'opportunisme et vive la III<sup>e</sup> Internationale... A la III<sup>e</sup> Internationale revient la tâche d'organiser les forces du prolétariat en vue de l'assaut révolutionnaire contre les gouvernements capitalistes, de la guerre civile contre la bourgeoisie de tous les pays, pour le pouvoir politique, pour la victoire du socialisme. »

### LENINE : UN COMBAT ACHARNE

Assurer la continuité du point de vue du prolétariat, exigeait que soient extirpées de la nouvelle Internationale les causes théoriques et politiques de la dégénérescence et de la faillite de l'ancienne. L'une des tâches les plus importantes de Lénine, entre 1914 et 1924, a précisément consisté à tirer les enseignements de la dégénérescence et de la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale, comme d'armer la III<sup>e</sup> Internationale contre les pratiques de la collaboration de classe, dégageant ainsi la condition première de toute politique révolutionnaire : la sauvegarde en toutes circonstances de l'indépendance de classe du prolétariat.

Analysant les causes de la dégénérescence de la II<sup>e</sup> Internationale, Lénine montre dans sa brochure « La faillite de la II<sup>e</sup> Internationale », comment le social-chauvinisme des organisations et partis ouvriers est le prolongement du courant opportuniste qui s'était développé au sein de la social-démocratie internationale, dans les vingt années précédentes.

Ce qui est en cause, montre-t-il, c'est l'abandon de l'indépendance de classe du prolétariat. Durant la période ascendante du capitalisme, l'opportunisme s'est développé comme produit des avantages matériels que le capitalisme concédait face au combat de la classe ouvrière, à une mince fraction de celle-ci et l'idéologie opportuniste reflétait cette pratique des chefs ouvriers dans une période « normale » de développement du capitalisme. Mais l'abandon du point de vue de classe va prendre une toute autre dimension avec la transformation du capitalisme en impérialisme : les opportunistes qui ont lié leur sort à leur propre bourgeoisie se font social-chauvins, les agents directs de leur propre bourgeoisie, contre les masses, pour le maintien de leurs privilèges. La défense de leurs avantages et prérogatives amène les chefs syndicaux et politiques opportunistes de la classe ouvrière à la ligoter, à la livrer à la bourgeoisie, à intégrer ses organisations à l'appareil d'Etat, en en faisant les courroies de transmission « légales » de l'Etat bourgeois. Démontant l'affirmation de Kautsky selon laquelle les masses ouvrières auraient été responsables de cette situation, Lénine écrit :

« L'organisation du parti, chez les Allemands, comptait non pas



quatre, mais un million d'adhérents, et la volonté commune de cette organisation des masses (comme de toute organisation) était exprimée seulement par son centre politique unique, par la « poignée » qui a trahi le socialisme. Cette poignée a été consultée, invitée à voter, elle a pu voter, écrire des articles, etc. Quant aux masses, elles n'ont pas été consultées. Non seulement on ne leur a pas permis de voter, mais on les a divisées et talonnées, « sur l'injonction » non pas d'une poignée de parlementaires mais des autorités militaires. L'organisation militaire était là ; chez elle, pas de trahison de chefs, elle appelait la « masse » un par un, en posant cet ultimatum : ou tu iras à l'armée (sur le conseil de tes chefs) ou tu seras fusillé. La masse ne pouvait agir de façon organisée, puisque son organisation à elle, qui existait déjà, incarnée dans la poignée des Legien, Kautsky, Scheidemann, avait trahi la masse, et que, pour créer une organisation nouvelle, il faut du temps, il faut avoir la résolution de jeter à la poubelle la vieille organisation pourrie, périmée. »

---

### **PRESERVER L'INDEPENDANCE DE CLASSE DU PROLETARIAT**

---

Ce qui est en cause, c'est la nécessaire scission, pour la préservation de l'indépendance de classe du prolétariat, la séparation d'avec ceux qui se sont faits les agents de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière. La coexistence en une même organisation n'est plus possible.

Il faut une autre organisation, une organisation fondée sur l'indépendance de classe du prolétariat, combattant pour la destruction de l'Etat bourgeois.

« Le social-chauvinisme, c'est l'opportunisme à tel point mû-

ri, devenu à tel point vigoureux et impudent pendant la longue époque du capitalisme relativement « pacifique », à tel point cristallisé sous le rapport idéologique et politique, à tel point lié d'amitié avec la bourgeoisie et les gouvernements, qu'on ne saurait tolérer l'existence d'un pareil courant au sein des partis ouvriers social-démocrates. Si l'on peut encore s'accommoder de minces et faibles semelles quand on marche sur les trottoirs civilisés d'une petite ville provinciale, il est impossible de se passer de grosses semelles cloutées quand on va dans la montagne. Le socialisme en Europe est sorti du stade relativement pacifique et limité au cadre national étroit. Avec la guerre de 1914-1915, il est entré dans le stade des actions révolutionnaires, et la rupture complète avec l'opportunisme, l'expulsion de ce dernier du sein des partis ouvriers, sont incontestablement à l'ordre du jour. (...)

« On peut et l'on doit avancer sans crainte, en passant du stade préparatoire légal, des organisations de la classe ouvrière prisonnières de l'opportunisme à des organisations révolutionnaires du prolétariat qui sachent ne pas se borner à la légalité, qui soient capables de se prémunir contre la trahison opportuniste et qui entament la « lutte pour le pouvoir », la lutte pour le renversement de la bourgeoisie. »

La III<sup>e</sup> Internationale est née de la II<sup>e</sup> Internationale, en réaction à sa dégénérescence. Elle exprime la continuité du combat révolutionnaire du prolétariat, son unité mondiale et il n'y a nul hasard à ce que les statuts de la III<sup>e</sup> Internationale reprennent les considérants de la fondation de l'AIT. Leur point fondamental, c'est l'indépendance de classe du prolétariat.

Appuyé sur la révolution russe victorieuse, le mouvement ouvrier se réorganise sur de nouveaux axes. Les masses se tournent vers le Parti bol-



chevique, vers la III<sup>e</sup> Internationale. Mais les bureaucrates et politiciens petits-bourgeois qui gangrenaient la II<sup>e</sup> Internationale vont aussi faire mouvement vers la III<sup>e</sup> Internationale, pour tenter de garder leurs privilèges et positions.

Lieutenants de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, ils se rallient en paroles à la révolution d'Octobre, comptant bien pouvoir continuer à fonctionner comme par le passé. Représentants de l'ennemi de classe au sein du prolétariat, ils ont conservé toutes les mœurs, toute l'idéologie des opportunistes et social-chauvins qu'ils étaient hier. Dans ces conditions de puissante poussée de la classe ouvrière vers le parti de Lénine et de Trotsky, vers le parti de la révolution d'Octobre, toute une cohorte de parlementaires, de journalistes, de bonzes syndicaux, de ralliés de dernière heure mènent bataille pour entrer dans l'Internationale communiste.

---

### LENINE, TROTSKY, LES 21 CONDITIONS

---

La guerre impérialiste, la révolution russe victorieuse ont montré de quel parti la classe ouvrière avait besoin. Le centralisme démocratique est l'expression organisationnelle de l'indépendance de classe du prolétariat et de son combat pour détruire la vieille société. Et c'est comme expression de cette lutte révolutionnaire, pour en finir avec le parlementarisme bourgeois qui avait infesté la II<sup>e</sup> Internationale trouvant son expression organisationnelle dans la mise « hors contrôle du parti » de Millerand, que Lénine et Trotsky vont mener la bataille pour chasser les opportunistes qui, comme hier, réclament leur bourgeoisie liberté pour leur bourgeoisie politique au sein du parti : liberté pour les élus de faire ou de dire ce qu'ils veulent, pour les journalistes d'écrire hors du contrôle du parti, que ce soit dans les journaux

du parti ou dans les organes bourgeois, liberté d'être organisé dans la franc-maçonnerie. Contre tous ceux-là, l'Internationale communiste va mener la lutte, mettant en avant les célèbres 21 conditions d'adhésion à l'Internationale. En effet, affirme l'IC lors de son II<sup>e</sup> Congrès :

« De plus en plus souvent, des partis et des groupes qui, récemment encore, appartenaient à la II<sup>e</sup> Internationale et qui voudraient maintenant adhérer à l'Internationale Communiste s'adressent à elle, sans pour cela être devenus véritablement communistes. La II<sup>e</sup> Internationale est irrémédiablement défectueuse. Les partis intermédiaires et les groupes du « centre », voyant leur situation désespérée, s'efforcent de s'appuyer sur l'Internationale communiste, tous les jours plus forte, en espérant cependant conserver une « autonomie » qui leur permettrait de poursuivre leur ancienne politique opportuniste ou « centriste »... L'Internationale communiste est menacée de l'envahissement des groupes indécis et hésitants qui n'ont pas encore pu rompre avec l'idéologie de la II<sup>e</sup> Internationale. »

*Les quatre premiers congrès  
de l'IC (page 39).*

Ce qui est au cœur des 21 conditions, c'est la traduction de l'article premier des statuts de la nouvelle Internationale : l'indépendance de classe du prolétariat, la lutte pour la destruction de l'Etat bourgeois, pour l'établissement de la dictature du prolétariat.

« La nouvelle Association internationale des travailleurs, est fondée dans le but d'organiser une action d'ensemble du prolétariat des différents pays, tendant à une seule et même fin, savoir : le renversement du capitalisme, l'établissement de la dictature du prolétariat et d'une république internationale des soviets qui permettront d'abolir totalement les classes et de réaliser le socialisme, pre-



mier degré de la société communiste.»

*Idem*, pages 38-39.

La signification des II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste c'est le combat pour extirper l'opportunisme. Rompre avec la collaboration de classes, avec le parlementarisme au plan théorique et politique, telle est la tâche d'armement politique qu'accomplira le II<sup>e</sup> congrès. Il s'agit de combattre réellement, non en paroles mais dans les faits, pour la dictature du prolétariat. Elaborer une tactique permettant de mobiliser les masses pour la prise du pouvoir, en partant de leurs aspirations et besoins concrets, tel va être le sens des résolutions adoptées au III<sup>e</sup> congrès de l'IC. Avec le III<sup>e</sup> congrès, l'IC s'engage dans l'élaboration d'un programme transitoire.

« A la place du programme minimum des réformistes et des centristes, l'Internationale communiste met la lutte pour les besoins concrets du prolétariat, pour un système de revendications qui, dans leur ensemble démolissent la puissance de la bourgeoisie, organisent le prolétariat et constituent les étapes de la lutte pour la dictature prolétarienne et dont chacune, en particulier, donne son expression à un besoin des larges masses, même si ces masses ne se placent pas encore consciemment sur le terrain de la dictature du prolétariat. »

Le IV<sup>e</sup> congrès va dégager les leçons du combat politique mené, élaborer une politique qui, partant du constat de la division du mouvement ouvrier et de l'organisation d'une fraction importante des travailleurs dans les organisations de la II<sup>e</sup> Internationale ouvre ainsi la voie à l'action de classe indépendante pour la prise du pouvoir. C'est le IV<sup>e</sup> congrès qui élaborera sous forme tactique la stratégie du front unique ouvrier, et abordera la question du gouvernement ouvrier et paysan.

## LA DEGENERESCENCE DE LA III<sup>e</sup> INTERNATIONALE

La montée révolutionnaire qui marqua la liquidation de la première guerre impérialiste mondiale ne put se traduire dans le domaine de la construction du parti mondial de la révolution que sur le terrain créé par la crise antérieure des partis de la II<sup>e</sup> Internationale.

L'inexistence de fait de véritables partis communistes (en dehors du Parti bolchevique) dans la III<sup>e</sup> Internationale va conduire à la transmission quasi automatique, dans toutes les sections de l'IC, de la politique décidée par la section russe, situation contre laquelle Lénine et Trotsky combattront mais qui, dès 1923, aboutit à ce que l'exécutif de l'Internationale communiste devienne une simple dépendance du secrétariat du Parti bolchevique.

Et la crise qui secoue ce parti, elle-même expression de la crise politique et sociale qui sévit en URSS et dont la cause fondamentale réside dans « le retard de la révolution mondiale », comme l'explique Trotsky dans son ouvrage « L'IC après Lénine », va directement déterminer le sort des sections de l'Internationale.

En URSS, la démocratie soviétique dépérit tandis que se renforce l'appareil de l'Etat ouvrier, cet Etat bourgeois sans bourgeoisie. D'instrument du prolétariat comme classe dominante, l'appareil d'Etat se bureaucratise et devient l'enjeu des diverses classes sociales.

Et c'est dans ces conditions que le parti lui-même devient de plus en plus un élément de l'appareil d'Etat. Les tendances restauracionnistes qui font pression sur l'appareil d'Etat, trouvent leur expression politique dans le parti : on assiste au développement de tendances de droite, d'adaptation aux forces hostiles au prolétariat, qui formeront la base à partir de laquelle l'appareil du parti



s'appuiera pour renforcer sa position dominante.

L'opposition de gauche va se former comme expression de la continuité du parti comme parti révolutionnaire. Elle engagera la lutte en 1923 pour « un cours nouveau » du parti, une orientation fondée sur le prolétariat et ses besoins et qui trouvera son expression organisationnelle dans la lutte pour la défense de la démocratie ouvrière dans les soviets et contre le bureaucratisme. Mais les défaites, les reculs de la révolution mondiale vont renforcer leur progéniture : après la défaite allemande d'octobre 1923, la bureaucratisation du parti s'accélère et c'est par des moyens d'appareil que l'opposition de gauche sera écrasée. La dépendance administrative des PC vis-à-vis de l'Etat et du parti russe va être institutionnalisée sous le nom de « bolchévisation ». La défaite de l'octobre allemand est due tout autant aux erreurs de la direction du PCA qu'aux hésitations et aux faiblesses de la direction de l'IC, paralysée par la crise interne du parti bolchevique. Mais elle est imputée au seul PCA, transformé en bouc émissaire, tandis qu'on instaure, au nom de la « bolchévisation », le culte de l'infaillibilité de la direction du PC russe...

---

### UNE LIGNE QUI « ORGANISE LA DEFAITE »

---

Tandis que la défaite allemande raffermirait la stabilisation capitaliste, l'omnisciente direction bureaucratisée de l'IC nie l'évidence du recul temporaire du prolétariat et proclame la théorie de « l'offensive à tout prix ». Avant même la mort de Lénine, impuissant par la maladie, vont alors se succéder une série d'aventures putschistes aboutissant à des échecs retentissants qui deviennent autant de points d'appui pour la recherche de substituts à la construction d'une direction révolutionnaire du prolétariat. Elle se concrétise dans une po-

litique d'alliance et de subordination des PC, comme de l'IC, à des forces hostiles au prolétariat : partis pseudo-paysans, Kuomintang, bureaucratie réformiste...

Trotsky, dans « l'IC après Lénine », caractérise ainsi cette période du déclin de l'Internationale :

« 1924, l'année du revirement brusque et net vers la stabilisation, devint l'année des aventures en Bulgarie, en Estonie : le cours ultra-gauchiste se heurte de plus en plus fort à la marche des événements. C'est à partir de ce moment que l'on cherche des forces révolutionnaires toutes faites en dehors du prolétariat : d'où l'idéalisation de certains partis pseudo-paysans dans divers pays, le flirt avec Raditch et La folette ; l'exagération du rôle de l'Internationale paysanne, au détriment de l'Internationale syndicale, le faux jugement sur les syndicats anglais, l'amitié par-dessus les classes avec le Kuomintang, etc. Toutes ces béquilles par lesquelles le cours ultra-gauche aventurier tenta de se soutenir devinrent ensuite les appuis essentiels du cours ouvertement droitier...

« L'ultra-gauchisme de 1924-1925, désorienté devant la situation, fut brutalement remplacé par une déviation de droite qui, sous l'estampille de la théorie « ne pas sauter par-dessus les étapes », fit appliquer une politique d'adaptation à la bourgeoisie nationale, à la démocratie petite-bourgeoise, à la bureaucratie syndicale, aux koulaks (baptisés « paysans moyens ») et aux fonctionnaires... sous prétexte d'ordre et de discipline. »

(T. 1, p. 32 et 33.)

Difficultés et faiblesses deviennent une ligne, une ligne centriste qui « organisera la défaite » comme le dit Trotsky, une ligne qui est l'expression politique de la bureaucratie en développement tentant de louveroyer entre la collaboration avec l'impéria-



lisme, le réformisme et une politique révolutionnaire.

Après la phase ultra-gauche de 24/25, le cours droitier voit, dans l'affaire du Comité anglo-russe, la direction stalinienne refuser de rompre l'accord de sommet qu'elle a passé avec la bureaucratie réformiste et couvrir ainsi la trahison de la grève générale britannique par les dirigeants des trade-unions. La défense de l'URSS n'est plus fondée sur la mobilisation consciente des masses, sur la mobilisation révolutionnaire du prolétariat mondial comme partie du combat pour la république universelle des soviets, mais à l'inverse sur des manœuvres diplomatiques auxquelles le prolétariat est subordonné.

Au nom de la « révolution par étapes », retour aux oripeaux théoriques du menchevisme, cette ligne centriste aboutit à livrer en Chine le prolétariat et la paysannerie à la contre-révolution bourgeoise, avec la sanction de l'Internationale.

---

## VERS LA CATASTROPHE ALLEMANDE

---

Abandonnant le terrain de l'indépendance de classe du prolétariat, le terrain de l'internationalisme au profit du « nationalisme réformiste » que traduit la théorie de la « construction du socialisme dans un seul pays », la fraction stalinienne transforme l'Internationale Communiste en un instrument pacifique de pression sur l'impérialisme.

Zig-zag gauchistes et droitiers sont les deux aspects d'une politique menant à la collaboration de classe pour défendre le statu quo indispensable à la préservation de la position dominante de la bureaucratie du Kremlin en développement.

Dès 1928, Trotsky mesurait pleinement l'enjeu d'une question qui, disait-il « ne pourrait être tranchée que sur l'arène de la révolution mondiale ». Il écrivait :

« La nouvelle doctrine dit : le socialisme peut être construit sur la base d'un Etat national, s'il n'y a pas d'intervention. De là, peut et doit découler, en dépit de toutes les déclarations solennelles du projet de programme, une politique de collaboration de classe avec la bourgeoisie de l'intérieur. Le but est d'éviter l'intervention : en effet la construction du socialisme étant ainsi assurée, la question historique fondamentale sera résolue. La tâche des partis de l'Internationale communiste prend alors un caractère secondaire : protéger l'URSS des interventions et non pas lutter pour le pouvoir... L'Internationale doit jouer le rôle d'un instrument pacifiste. »

(L'IC après Lénine, p. 56.)

D'instrument pacifiste ayant renoncé à son rôle de direction révolutionnaire mondiale, l'Internationale communiste devient l'outil contre-révolutionnaire au service d'une bureaucratie dont les intérêts de caste parasitaire l'opposent de plus en plus à la révolution prolétarienne mondiale. Mais, en 1928, l'histoire n'a pas encore tranché. Le cours de la révolution mondiale, alors que ses prémisses objectives sont mûres, et que la composante consciente devient la clef de la situation, nécessite la bataille pour le redressement de l'IC, au moment où la politique de sa direction, inconsciente, contradictoire, hésitante, zigzagante, s'éloigne du léninisme sous la pression des forces hostiles à la classe ouvrière et dans une période de reflux sur le plan international.

C'est l'écrasement du prolétariat allemand consécutif à la criminelle politique du « social-fascisme » qui sonnera le glas de la III<sup>e</sup> Internationale comme instrument de libération du prolétariat mondial par lui-même.

Analysant la catastrophe allemande, Trotsky déclare :

« Le stalinisme, en Allemagne, a eu son 4 août... Le pro-



létariat allemand se relèvera, le stalinisme jamais. Sous les coups terribles de l'ennemi, les ouvriers avancés allemands auront à construire un nouveau parti. Les bolcheviks léninistes donneront toutes leurs forces pour ce travail.»

La lutte des classes est vivante, et la question de la composante subjective est essentielle, précisément parce que nous sommes à l'époque des guerres et des révolutions. Si le stalinisme en Allemagne a eu son 4 août, Trotsky n'en tire pas immédiatement la nécessité d'une nouvelle Internationale. L'IC, comme telle, est-elle vivante ou morte pour la

révolution? Trotsky pose la question :

« Dans quelle mesure l'expérience tragique de l'Allemagne servira-t-elle d'impulsion à la renaissance des autres sections de l'Internationale communiste, l'avenir le dira.»

L'avenir le dit, en effet, rapidement. Il n'y a pas renaissance des sections staliniennes de l'IC, qui courent au contraire la défaite allemande. L'Internationale communiste est définitivement passée du côté du maintien de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale.

---

## 1935 : naissance de la politique des Fronts populaires

---

La découverte subite de la politique des fronts populaires par l'Internationale communiste, en 1934-1935, consacre à sa façon la faillite de la III<sup>e</sup> Internationale et son passage définitif du côté du maintien de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale : après avoir capitulé devant Hitler, l'Internationale communiste se range du côté de la défense de l'ordre bourgeois sous la bannière du « Pain, de la Paix, de la Liberté » et de la SDN, paravent du brigandage impérialiste « démocratique ».

C'est comme stratégie internationale de la bureaucratie du Kremlin, pour sa défense comme caste parasitaire, qu'il faut comprendre la nouvelle « théorie » qui sert de justification à la pratique des partis staliens, après le rapport de Dimitrov au VII<sup>e</sup> Congrès de l'IC. Pour les besoins de sa défense comme caste, la bureaucratie stalinienne avait livré pieds et poings liés le prolétariat allemand à la réaction fasciste. Présenté hier comme l'indice du mûrissement de la crise révolutionnaire, le fascisme est pré-

senté aujourd'hui par les staliens français comme la « dictature ouverte du grand capital financier qui inclut une lutte aiguë contre les vieux partis bourgeois » et devient ainsi le prétexte à l'alliance avec les brigands impérialistes « démocratiques ». Ceux-là qui, pendant des années, ont divisé le prolétariat au nom de la « théorie » du « social-fascisme », ceux-là vont poursuivre maintenant leur politique de trahison de l'indépendance de classe du prolétariat le subordonnant à l'ordre bourgeois démocratique. Hier le fascisme était l'antichambre de la révolution pour les staliens ; aujourd'hui il définit une période excluant la révolution prolétarienne. Au nom de la lutte contre le fascisme c'est la participation aux gouvernements bourgeois pour la défense de la « démocratie bourgeoise ». Les vieux thèmes de la nécessaire alliance du prolétariat avec la paysannerie et les masses petites-bourgeoises des villes servent de couverture idéologique à l'alliance avec les partis démocratiques de l'impérialisme.



Prenons par exemple le rapport de Dimitrov, dont les staliniens français donnent des extraits dans leur dernière justification idéologique de la ligne du XXII<sup>e</sup> Congrès :

« Nous ne devons pas nous borner simplement à des appels sans lendemain en faveur de la lutte pour la dictature du prolétariat, mais trouver et formuler des mots d'ordre et des formes de lutte découlant des nécessités vitales des masses, du niveau de leur combativité à l'étape donnée du développement... Cela signifie précisément, lutter en commun pour faire réellement retomber les effets de la crise sur les épaules des classes dominantes, sur les épaules des capitalistes, des propriétaires, en un mot sur les épaules des riches. Deuxièmement, lutter en commun contre toutes les formes de l'offensive fasciste pour la défense des libertés démocratiques bourgeoises. Troisièmement, lutter en commun contre le danger imminent d'une guerre impérialiste, lutter de façon à en entraver la préparation. »

Lutter en commun, lutter en commun... C'est Thorez qui, mieux que Dimitrov et dans un style plus direct, donnera la traduction en clair de ce que cela veut dire : il ne s'agit pas du front unique ouvrier mais de la subordination au parti radical :

« Notre parti communiste se refuse à considérer tous les partis bourgeois comme une seule masse réactionnaire, à croire que sur l'échiquier social il n'y a que deux forces en présence, deux grandes armées face à face ; l'armée bourgeoise et l'armée socialiste. Ce serait une vue simpliste des choses. »

C'est le même vieil argument, utilisé en son temps par Jaurès pour justifier l'entrée de Millerand au gouvernement, qui sert maintenant de base au soutien du gouvernement bourgeois de front populaire.

« Le front populaire, c'est la classe ouvrière influençant par son activité les travailleurs des classes moyennes et les entraînant à la lutte contre la bourgeoisie, contre le capitalisme et le fascisme. »

Mais si la théorie du front populaire, c'est la reprise de tous les vieux thèmes éculés du réformisme, c'est quelque chose de plus : la bureaucratie du Kremlin se défend contre les dernières vagues révolutionnaires de la période ouverte par la révolution russe. Après avoir pratiqué et imposé une politique dont le contenu pratique revient à dire : « plutôt Hitler que la révolution », au moment où la vague révolutionnaire secoue l'Espagne et la France, la bureaucratie du Kremlin applique une politique qui revient à choisir : « plutôt Franco que la révolution, plutôt Daladier et ensuite Pétain que la révolution ». Et ce n'est pas un hasard si le front populaire s'accompagne en URSS de l'assassinat de centaines de milliers de membres du parti bolchevique, des procès de Moscou, de la liquidation physique des trotskystes. Le front populaire, c'est déjà en 1935-1936 la contre-révolution à l'échelle de l'Europe, la liquidation des dernières menaces de la révolution qui auraient pu renverser le cours de l'histoire européenne et mondiale, incluant la révolution politique, la destruction de la bureaucratie du Kremlin.

---

#### L'APPARENTE CAUTION DE LA REVOLUTION A LA CONTRE-REVOLUTION

---

Les fronts populaires reprennent à leur compte les vieilles défroques de la politique de collaboration de classe, comme nous l'avons longuement montré. De ce point de vue, ils n'ont absolument rien d'original. Pourtant ils ont des caractéristiques particulières précises qu'il s'agit de dégager. La première est qu'ils in-



terviennent à un stade précis du développement capitaliste, celui où, ayant atteint le stade de l'impérialisme, il a commencé à pourrir, celui où il entraîne l'ensemble de l'humanité de catastrophe en catastrophe.

Alors même que l'impérialisme en était à se constituer et en plein essor, la pratique de la collaboration de classe n'a jamais apporté à la classe ouvrière aucune conquête mais au contraire a couvert les efforts du capital pour accentuer son exploitation. A l'abri de la participation ou du soutien aux gouvernements bourgeois des partis socialistes, la répression, la tentative de destruction du mouvement ouvrier n'a eu de cesse. Mais les fronts populaires, quant à eux, se terminent toujours et inexorablement en de terribles catastrophes pour la classe ouvrière et le mouvement ouvrier : qu'il s'agisse de l'Espagne en 1936 ou du Chili en 1973. La raison en est, parce que la révolution est pleinement à l'ordre du jour, qu'ils sont plus ou pire que de simples gouvernements de collaboration de classe : ce sont les instruments de la contre-révolution surgis au sein du mouvement ouvrier avec l'apparente caution de la révolution.

On ne peut comprendre les fronts populaires, leur fonctionnement, leur rôle, indépendamment de la période des guerres et des révolutions qui s'est ouverte en 1914, de la révolution russe de 1917, du rôle du parti bolchevique et de la III<sup>e</sup> Internationale comme de leur dégénérescence.

Pour faire son œuvre contre-révolutionnaire, le front populaire a besoin de la caution de la révolution car, précisément, nous sommes à l'époque de l'impérialisme pourrissant et de la révolution. C'est au nom de la révolution, en référence à Octobre 1917, même lorsqu'il s'agit d'affirmer que la tâche est de reconstruire la démocratie bourgeoise ou de faire la révolution démocratique que le front populaire œuvre à la défense de l'ordre bourgeois. Et il ne saurait en être autrement car, qu'on

le veuille ou non, la révolution russe a ouvert la révolution prolétarienne mondiale. Aucune révolution prolétarienne ne peut exister sans se référer à la révolution d'Octobre, à son parti, à ses soviets, à la prise du pouvoir, au pouvoir des soviets, à ses conquêtes qui subsistent aujourd'hui encore.

---

## STALINE ET L'ESPAGNE

---

En 1934-1935-1936, le mouvement qui s'amorce en France à partir de février 1934 comme la révolution qui se prépare en Espagne à la suite de la chute d'Alphonse XIII amènent obligatoirement les prolétariats à se référer à Octobre 1917.

Une des conditions essentielles pour contenir et écraser la révolution est de le faire en référence à Octobre 1917. Seuls les PC sont en mesure de le faire et c'est désormais la fonction de la III<sup>e</sup> Internationale.

Se parant du prestige de la révolution, le PC espagnol a été l'aile marchante du front populaire, de la lutte directe contre les ouvriers et les paysans dont les initiatives (occupation et prise en main des usines, des terres, création de leurs propres comités) étaient dénoncées comme « provocatrices » tandis qu'était mise en avant par le parti stalinien, au nom du « vaincre Franco d'abord », la théorie de la révolution par étapes, reprise des théories mencheviques dont Staline donnait clairement le contenu dans une lettre à Caballero, le 24 décembre 1936. Dans ses « conseils d'ami », Staline y affirme en effet :

« Il faudrait attirer, aux côtés du gouvernement, la petite et moyenne bourgeoisie urbaine ou, en tout cas, lui donner le moyen de prendre une position de neutralité favorable au gouvernement en la protégeant de toute tentative de confiscation et en lui assurant la liber-



té du commerce... Il ne faut pas éloigner les dirigeants des partis républicains, mais au contraire les attirer, se rapprocher d'eux et les associer à l'effort commun du gouvernement. Il est, en particulier, nécessaire d'assurer au gouvernement l'appui d'Azana ou de son groupe et de faire tout ce qui est possible pour empêcher que les ennemis de l'Espagne ne voient en elle une république communiste et prévenir ainsi leur intervention ouverte qui constitue le plus grave danger pour l'Espagne républicaine. On pourrait trouver l'occasion de déclarer dans la presse que le gouvernement de l'Espagne ne tolérera pas que soit porté atteinte à la propriété et aux intérêts légitimes des étrangers en Espagne, des citoyens des pays qui n'appuient pas les fascistes.»

« Des armes, des canons pour l'Espagne », ce slogan des staliniens est parfaitement éclairé par un titre de « l'Humanité » : « Madrid, c'est Verdun ».

Ce dont il s'agit, c'est, contre l'offensive de l'Axe, de défendre les positions stratégiques de la France impérialiste. Par toutes les façons, la III<sup>e</sup> Internationale passée définitivement du côté du maintien de l'ordre bourgeois accomplit sa fonction contre-révolutionnaire.

---

### LA FONCTION PROFONDE DU FRONT POPULAIRE

---

Après qu'il ait soutenu dans un premier temps la politique de non-intervention, la fourniture d'armes par Staline va avoir la même fonction : étrangler la révolution, faire reculer les masses. En écho aux « armes et aux canons pour l'Espagne », répond le mot d'ordre de Thorez « il faut savoir terminer une grève », la proposition du front des Français de Thorez à Paul Raynaud, tandis qu'en Italie, Togliatti tend la

main aux « fascistes de la vieille garde », aux « jeunes fascistes », faisant sien le programme fasciste de 1919.

Le front populaire, ce sera en Espagne le désarmement des ouvriers de l'arrière, le renforcement des forces répressives de l'Etat bourgeois contre les masses, la répression organisée par la GPU contre anarchistes, poumistes, trotskystes. Il faut interdire la victoire de la révolution prolétarienne et la conduire à la catastrophe car c'est le prolétariat qui se lève en Espagne et en France, ce même prolétariat qui menacerait alors en URSS même.

Zavis Kalandra, au lendemain du premier procès de Moscou, montrait le lien entre cette politique des fronts populaires en Espagne et en France et la lutte de la caste bureaucratique contre la révolution en URSS.

« La seule signification véritable du monstrueux procès de Moscou et de son sanglant verdict est la tentative de Staline de terroriser les révolutionnaires léninistes, d'intimider dans le monde entier tous les communistes honnêtes qui ne peuvent pas être d'accord avec le cours anti-léniniste de l'Internationale communiste d'aujourd'hui. Les bureaucrates du parti — le parti communiste de l'URSS — n'ont pas eu à redouter l'opposition du prolétariat mondial à l'époque où le prolétariat occidental était battu. Mais l'Espagne connaît la révolution prolétarienne, la France est sur le seuil, les bonzes du parti communiste de l'URSS ont peur que ne se réalise la loi des vases communicants. Pour les directeurs rouges qui ont des salaires astronomiques, pour les maréchaux qui ont plusieurs villas et les autres, il s'agit de contraindre les travailleurs à affirmer leur contentement d'une situation dans laquelle ils gagnent 150 roubles par mois. Et si ces communistes, si ces ouvriers voulaient exprimer leur



mécontentement, qui ne cesse de grandir, alors ce seraient, ces trotskystes, des complices des assassins.»

Voilà la fonction profonde du front populaire, disloquant politiquement la classe ouvrière, aboutissant à la victoire de la réaction bourgeoise, frayant le passage à Franco en Espagne, ouvrant la voie à Daladier en France, puis à Pétain, après la défaite du 30 novembre 1938.

C'est cela le front populaire : la préservation de l'Etat bourgeois au nom même de la révolution, couvrant et nourrissant en son sein la réaction bourgeoise la plus féroce. Ce n'est en rien la déformation du front unique : c'en est l'exact opposé ; c'est la contre-révolution à l'œuvre sous l'apparente caution de la révolution.

L'alliance avec les Azana et les Companys en Espagne, l'alliance avec les radicaux en France n'a qu'une signification : affirmer la volonté de maintenir en place l'Etat bourgeois,

la propriété privée des moyens de production.

Le PCF, dès 1935, a orienté toute sa politique vers le parti radical, faisant à son sujet des déclarations dithyrambiques et proposant à travers lui le prétendu élargissement du pacte d'unité d'action, en fait substituant à l'aspiration à l'unité du prolétariat la soumission au programme radical. L'alliance avec ce parti est l'axe même du programme de tout front populaire, par l'alignement sur son programme : défense de l'Etat et de la propriété privée des moyens de production.

Les stalinien présentent ce parti comme étant le parti de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes. Il est donc nécessaire de revenir sur ce qu'est le parti radical pour saisir ce qu'est le front populaire, à son apogée comme au jour de son crépuscule, puisque ce qu'on nous présente comme l'alliance avec les radicaux, ce serait la matérialisation de l'alliance de la classe ouvrière avec les travailleurs petits-bourgeois des villes et des campagnes.

---

## le parti radical, parti du grand capital

---

Il était parfaitement correct au cours des années 80, étant données la faiblesse du mouvement ouvrier les menaces réelles de restauration monarchique, d'adopter la tactique d'Engels et d'appeler au désistement pour les radicaux au deuxième tour, dans la mesure où ceux-ci, non constitués en parti, ne participant pas au pouvoir, défendaient un programme démocratique.

Cette politique permettait au prolétariat de se constituer comme classe pour soi, contre la société bourgeoise (parti, droit de réunion, lois sur la presse, école primaire, droit d'association). Mais les cho-

ses ont changé au cours des années 90 et, si la question religieuse n'est pas définitivement réglée, la transformation des radicaux en parti de gouvernement, amorcée dès 1885, est opérée en 1895. S'il reste à la bourgeoisie et au capital financier, à liquider les congrégations, c'est déjà dans le cadre d'une politique impérialiste et anti-ouvrière. Une chose est le vote des représentants ouvriers à la Chambre sur tel ou tel projet de loi ou telle réforme démocratique, une autre, la confiance accordée aux ministres radicaux, plus tard au « bloc des gauches » qui sera le fusilleur des ouvriers et des paysans.



Dès qu'ils deviennent parti de gouvernement, les radicaux prennent en charge la totalité de la société bourgeoise, la défense de la propriété privée de l'Etat et contre le prolétariat. La république parlementaire démocratique, c'est l'aiguïsement des conflits de classe.

---

### **D'UN COURANT DEMOCRATIQUE PETIT-BOURGEOIS...**

---

Les années 1900 voient la formation de l'impérialisme, la formation du capital financier, le militarisme, l'expansion coloniale, le partage du monde. Dans cette période où le capitalisme achète le droit d'aïnesse de la classe ouvrière pour un plat de lentilles en faisant collaborer ses organisations par l'intermédiaire de ses dirigeants au système impérialiste lui-même, nous assistons à une profonde transformation des courants et des partis. Entre 1898 et 1901, les radicaux, hier représentants petits-bourgeois oppositionnels, se constituent comme parti et comme parti du capital, de l'impérialisme en formation.

Nous ne sommes plus en 1860. Les lois laïques, anticléricales, datent du milieu des années 80. Si le « bloc des gauches » porte un coup sévère aux congrégations par la loi sur les associations de 1901, c'est à reculons qu'il va à la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Le radicalisme, qui réclamait la suppression du Sénat, a conquis la majorité dans cette docte assemblée et n'en parle plus. Dès 1895, comme nous l'avons vu, le radical Bourgeois maintient les lois scélérates prises par les modérés républicains contre le mouvement ouvrier. Le programme de réforme démocratique de la fiscalité, impôt sur les revenus, est abandonné, et le « bloc des gauches » trouve moyen de faire avorter cette réforme que présentera Rouvier, l'homme de la

gauche démocratique, l'instrument de la banque Rothschild.

---

### **... A LA FORMATION D'UN PARTI IMPERIALISTE**

---

Gramsci fait remarquer que le grand capital n'a pas de parti propre, qu'il utilise tour à tour tel ou tel parti. C'est vrai. Et c'est vrai du parti radical comme des autres. En accédant au gouvernement en 1885, les radicaux prennent en charge la lutte du capital contre le prolétariat et ils le font parce qu'ils sont le parti démocratique du grand capital. Il faut à cet endroit revenir sur la création même du parti radical.

En 1895, le Comité central d'action républicaine patronné par les principaux parlementaires radicaux Brissau, Bourgeois, Cloquet, fusionne avec l'Association pour les réformes républicaines, réunissant des parlementaires autour de Mesuier, député radical de la Seine. Ils forment un Comité d'action pour les réformes républicaines, réunissant 70 comités, 53 loges maçonniques, 62 journaux. Le point de ralliement est l'anticléricalisme. Du vieux programme radical, bien des points sont tombés en désuétude en 1899 : la révision de la constitution, la suppression du Sénat, l'hostilité aux conquêtes coloniales.

En avril 1901, le Comité d'action pour les réformes républicaines, à la suite des contacts pris avec la Ligue d'action républicaine, constituée pour la préparation des manifestations du 14 juillet 1900 et le Comité républicain du commerce et de l'industrie qui représente le patronat des industries traditionnelles, les patrons du négoce viticole et les boutiquiers, lance un appel pour la tenue d'un congrès républicain radical, pour « combattre le cléricalisme, défendre la république ».

En juin 1901, se retrouvent au congrès les représentants de 155 lo-



ges, 215 journaux, 476 comités. Plus de 1 100 élus, dont 201 députés et 78 sénateurs sont là ou ont fait connaître leur accord. Il a, par l'intermédiaire des élus, comme par l'implantation dans les ligues, groupes de libre pensée, loges, organisations de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, une implantation réelle dans le pays. A cette étape, sa puissance vient de ces organisations qui, à travers les élus, recourent l'Etat lui-même. Très rapidement, cette puissance, il va la tenir directement de l'appareil d'Etat, à travers la « républicanisation » des administrations et de l'armée, lors du « bloc des gauches », comme des liens qu'il tissera avec les milieux d'affaires.

---

#### L'INSTRUMENT DU CAPITAL FINANCIER ET DU COLONIALISME

---

Avec le « bloc des gauches », les radicaux organisent l'occupation des pouvoirs publics, instaurant leur régime de clientèle. Les liens avec la grande bourgeoisie sont révélés par la question de l'armée. Cette grande bourgeoisie qui avait fomenté et utilisé le « bloc des gauches » n'entendait pas qu'on touche à l'armée, gardienne de l'ordre. Aucune réforme sérieuse n'est menée à bien par les radicaux qui, après avoir mis quelques officiers supérieurs à la retraite — et c'est ce qui motivait le ralliement des socialistes à Gallifet — s'embourbent dans l'affaire des fiches.

En 1906, le Comité républicain du commerce et de l'industrie devient le noyau de l'entente que vont réaliser, contre les socialistes, les partis bourgeois « radicaux socialistes, radicaux et républicains » qui n'ont plus besoin d'eux au gouvernement. Affirmant plus haut que jamais la défense de la propriété privée, après l'avoir fait défendre par la troupe contre les grévistes avec la bénédiction des socialistes, les radicaux se sentent « théoriquement » d'un anti-collectivisme et

d'un anti-syndicalisme forcenés. En 1907, Clemenceau fait figure de modéré, lui qui emploie régulièrement la troupe contre les grévistes, quand une grande part des radicaux demande la dissolution de la CGT et qu'il s'y refuse.

Mais c'est encore sur la question de l'armée, de la défense nationale, que le radicalisme montre ce qu'il est devenu : le fourrier de l'impérialisme. Après le Congrès de l'Internationale à Stuttgart, c'est le délire nationaliste des radicaux.

L'occupation des pouvoirs publics avait amené les radicaux à se faire les concurrents du parti colonial et les liens tissés entre la banque, l'administration, les radicaux, pour l'exploitation économique et la gestion des colonies, ne sont pas pour rien dans cette affaire. Courant à l'origine hostile à la colonisation, comme parti constitué, le parti radical devient l'aile marchante, l'instrument politique de l'impérialisme colonisateur.

Sarrault, député radical de l'Aude, est gouverneur général de l'Indochine de 1911 à 1914. Léon Mangeot, ministre radical, est devenu gros propriétaire colonial en Tunisie, et, s'il a commencé sa carrière comme adversaire de la Compagnie occidentale de Madagascar, il en est le président en 1913. Et c'est Justin Perchot, propriétaire du « Radical » en 1909, qui a de gros intérêts en Indochine et au Maroc. Et c'est Paul Doumer qui organise le pillage de l'Indochine, rackette sur le sel, l'opium et l'alcool de riz, projette avec les magnats de la sidérurgie la construction du chemin de fer du Yunnan.

Reprenant complètement la tradition mise en place par les républicains, les radicaux se font les fourriers profiteurs de la déposition par l'impérialisme français des peuples d'Afrique et d'Asie. En Tunisie, en Algérie, au Maroc, la « colonisation parlementaire » exproprie les indigènes de leurs terres.

Tel était le visage du parti radical au temps de sa jeunesse, de sa splen-



deur, au temps de la splendeur de la république bourgeoise parlementaire.

Comme instrument du capital financier, le radicalisme a représenté ce qui correspondait le mieux aux illusions, aux préjugés et aux traditions de la petite bourgeoisie. Préjugés, traditions, qui firent de ce parti l'axe de tous les gouvernements bourgeois et de toutes leurs combinaisons. Aux élections de 1935, puis en 1936 lors des législatives on constate un recul de ce parti et, déjà, de nombreux élus radicaux ne l'ont plus été qu'avec le désistement des partis ouvriers. Aujourd'hui la chose est plus vraie encore et le plus grand parti parlementaire de la III<sup>e</sup> République est devenu famélique. L'affirmation du lien avec un tel parti dont les masses petites-bourgeoises, avec leurs préjugés et traditions, se sont détournées, c'est l'affirmation du combat des dirigeants ouvriers pour la préservation de l'Etat bourgeois. Mais pas à n'importe quel moment et pour faire face à n'importe quelle tâche.

---

### FRONT POPULAIRE ET PARTI RADICAL

---

Il nous faut analyser une question. La splendeur du radicalisme à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup>, ce n'était pas la force de ses idées. La corruption morale et intellectuelle de ses représentants n'était pas moins grande lors de l'affaire de Panama, au moment de l'affaire des fiches qu'après la guerre de 1914. Si les masses petites-bourgeoises avec leurs préjugés et traditions se reconnaissent dans ce parti et dans le système parlementaire dont il était l'incarnation, il y avait un fondement matériel à tout cela. De crise en crise, éliminant les brebis galeuses, le parlementarisme se renforçait. Chaque poussée de fièvre le voyait sortir de l'épreuve plus vigoureux, comme un organisme combattant victorieusement un bacille. Et, de

crises en réformes, les choses s'améliorant, c'est non sans raison que la petite bourgeoisie se reconnaissait dans ce parti.

Mais la guerre de 1914-1918 est la manifestation de la décadence irrémédiable du système capitaliste parvenu à son stade suprême. Incapable désormais de développer les forces productives, devenu réactionnaire sur toute la ligne, le capitalisme ne peut plus assurer sa domination sous les mêmes formes qu'à l'époque où il était historiquement progressif. L'ère des guerres et des révolutions est ouverte. Qui liquidera la démocratie bourgeoise, de la réaction fasciste ou du prolétariat ? Voilà le problème qui est posé, mettant lui-même à l'ordre du jour la liquidation du parlementarisme et la liquidation du parti qui en était la colonne vertébrale, le parti radical, y compris lorsqu'il participe lui-même à la mise en place de gouvernements bonapartistes.

Parce que le problème de la révolution prolétarienne se pose immédiatement, comme la nécessité d'en terminer avec une politique d'impossibles réformes, ne pouvant plus faire face à l'accroissement prodigieux de la misère des masses, le radicalisme voit se détourner de lui les masses petites-bourgeoises. La guerre civile entre les extrêmes est d'ores et déjà engagée, le parlementarisme ne peut plus contenir les conflits de classe. La polarisation de classe, la décomposition du parti radical traduisent précisément ce mouvement : la révolution est à l'ordre du jour. Ce qui domine toute la situation c'est la question du pouvoir, du gouvernement. Seul un gouvernement ouvrier brisant la machine de l'Etat bourgeois, expropriant les capitalistes, peut sortir le pays de la ruine. Et c'est précisément pourquoi l'attachement des partis ouvriers bourgeois au parti radical décomposé a la signification claire, non pas de la collaboration des classes en général, mais de la lutte contre la révolution qui jaillit de la société.



## LA QUESTION DE LA PETITE BOURGEOISIE

A tout le moins, disent les staliniens poussés dans leur retranchement, la victoire des partis ouvriers contre la réaction ne saurait être remportée qu'en entraînant derrière le prolétariat, les masses petites-bourgeoises des villes et des campagnes. Et pour ce faire, il ne faut pas effrayer ces hommes paisibles du juste milieu que sont les petits bourgeois. Voilà pourquoi il est nécessaire de faire l'alliance avec le parti traditionnel pour lequel votent les petits bourgeois : les démocrates radicaux. Nous l'avons vu, le parti radical ne représente en rien le parti de la petite bourgeoisie. Mieux, sa faillite actuelle a suffisamment prouvé que les masses petites-bourgeoises confrontées à la crise qui les ruine et les précipite dans la déchéance se sont détournées de ce parti. Le problème se résume donc à savoir comment gagner à soi, au prolétariat ces masses petites-bourgeoises. Et c'est là qu'intervient l'argument des tenants du Front populaire : la petite-bourgeoisie a peur des solutions extrêmes, elle aspire au calme et à la tranquillité et, si on en venait à parler un langage de classe, on rejetterait ces petits bourgeois dans les bras de la réaction.

Tout ce raisonnement revient à faire fi, précisément, de la crise. Il est vrai qu'en période « normale », quand le petit bourgeois fait ses comptes et qu'ils sont, bon an, mal an, en progression, il n'a rien tant en horreur que le désordre. Mais aujourd'hui, c'est la société capitaliste qui sème le plus grand désordre dans la vie du petit bourgeois. C'est le gouvernement en France qui, pour toutes les classes sociales, est le facteur de plus grand désordre. Alors le petit bourgeois devient enragé et se dit qu'il faut en finir avec tout cela. Et de se tourner de droite et de gauche, pour voir qui

## LES RADICAUX SONT LE PARTI DEMOCRATIQUE DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

« Non, le parti radical n'est pas le parti de la petite bourgeoisie. Il n'est pas davantage un « bloc de la moyenne et de la petite bourgeoisie », selon la définition absurde de « la Pravda ». Non seulement la moyenne bourgeoisie exploite la petite bourgeoisie sur le plan économique comme sur le plan politique, mais elle est elle-même une agence du capital financier. Désigner sous le terme neutre de « bloc », des rapports politiques hiérarchiques fondés sur l'exploitation, c'est se moquer de la réalité. Un cavalier n'est pas un « bloc » entre l'homme et le cheval. Si le parti de Daladier-Herriot a des racines dans les masses petites-bourgeoises et, dans une certaine mesure, jusque dans les milieux ouvriers, c'est uniquement dans le but de les duper dans l'intérêt du régime capitaliste. Les radicaux sont le parti démocratique de l'impérialisme français — toute autre définition est un leurre.

Léon Trotsky,  
« La France à un tournant ».

sera capable d'apporter une solution, un ordre à cette situation qui le conduit à la ruine. Toute l'expérience du fascisme en Italie, en Allemagne est là pour prouver que le petit bourgeois devient enragé lorsque les mœurs, les traditions parlementaires ne lui sont plus d'aucun recours. Et si le prolétariat n'indique pas clairement le chemin qui permettrait aux petits bourgeois de ne pas être sa-



cristifiés, s'il louvoie, s'en tient aux méthodes réformistes, s'accroche aux basques des politiciens radicaux faillis, alors la petite bourgeoisie se tourne infailliblement vers ceux qui font quelque chose, qui se battent réellement, vers les bandes fascistes.

Oui, assurément, l'alliance des ouvriers et des classes moyennes est une nécessité, mais ce n'est pas une question de statistique parlementaire. C'est, comme le dit Trotsky, une question de « dynamique révolutionnaire ». Cette alliance ne peut être forgée que dans la lutte contre la bourgeoisie, pour l'expropriation du capital, pour un gouvernement ouvrier, qui, s'engageant dans la destruction des institutions de la bourgeoisie, donnerait à tous, un gouvernement à bon marché et, par les mesures d'expropriation du capital, permettrait la mise sur pied d'une véritable alliance : crédit à bon marché, abaissement de l'impôt, etc.

En s'alignant sur le programme radical, le Front populaire signifie à la petite bourgeoisie que le prolétariat ne saurait rien faire pour elle, qu'il ne peut la sortir de la ruine. Par là, il précipite la petite bourgeoisie dans les bras du fascisme.

Telle était la réalité dans les années 1935-1937.

Comment et pourquoi l'Union de la gauche d'aujourd'hui, alliance des dirigeants des organisations et partis ouvriers avec le famélique « Mouvement des Radicaux de Gauche » procède-t-elle de la même politique et quelles en sont également, au moment où la crise politique de la V<sup>e</sup> République va se dénouer dans l'explosion de la crise révolutionnaire, les caractéristiques précises, voilà ce que nous traiterons dans la troisième et dernière partie de cet article.

**César Corte,**  
5 mai 1977.



# SELIO

87, rue du Faubourg-Saint-Denis  
75010 Paris

CCP 31697 97 La Source

Tél. : 246.09.53

L. Trotsky	Leur morale et la nôtre	14,00 F
		franco 15,00 F
C. Bettelheim	La lutte des classes en URSS 2 <sup>e</sup> période : 1923-1930	65,00 F
H. Harris-A. Sedouy	Les patrons	49,00 F
P. Simonnot	« Le Monde » et le pouvoir	20,00 F
		franco 21,00 F
L.A. Blanqui	Ecrits sur la révolution (œuvres complètes, tome I)	65,00 F
C. Tales	La Commune de 1871	18,00 F
		franco 19,00 F
P.O. Lissagaray	Histoire de la Commune de 1871	20,00 F
		franco 21,00 F
R. Dumont	Seule une écologie socialiste	39,00 F
Cheng Yng Hsiang	Les deux morts du président Mao	29,00 F
J. Broyelle	Deuxième retour de Chine	39,00 F
	Les PC français, espagnol, italien face au pouvoir	15,00 F
		franco 16,00 F
D. Guérin	Le mouvement ouvrier aux USA de 1866 à nos jours	16,00 F
		franco 17,00 F
A. Kollontai	Marxisme et révolution sexuelle	16,00 F
		franco 17,00 F



## appel aux détenteurs de numéros de " LA VERITE " clandestine publiée sous l'occupation ( 1940 - 1944 )

Nous avons reçu de nos camarades de la société d'éditions militante EDI un appel aux détenteurs d'anciens numéros de « LA VERITE » clandestine, publiée pendant l'occupation.

L'intérêt du travail entrepris par ces camarades n'échappera à aucun militant, et c'est donc tout naturellement que nous publions la lettre des éditions EDI, en demandant à ceux de nos lecteurs qui pourraient y répondre favorablement, de bien vouloir le faire.

Sous l'égide d'EDI, un groupe de camarades, historiens, chercheurs et militants, prépare l'édition en fac simulé de « La Vérité » clandestine, publiée sous l'occupation, accompagnée de notes diverses, chronologiques, biographiques, etc.

Ce groupe de camarades a réuni une collection presque complète. Cependant, il manque encore quelques numéros. Nous lançons donc un appel à tous ceux qui pourraient détenir ces précieux exemplaires en leur demandant de nous les prêter pour nous en permettre la reproduction.

Neuf numéros nous manquent d'une façon absolue :

1941 : n° 12 à 17 et 19 — 1942 : n° 35 — 1944 : n° 57 et 60.

Pour d'autres numéros, nous ne possédons que des photocopies utilisables, mais dont il serait préférable de reproduire l'original :

1940 : n° 1 à 7 — 1941 : n° 8, 9, 11 et numéros spéciaux du 1<sup>er</sup> mai et du 25 juin, n° 22 et 23.

En dehors de ces numéros, beaucoup sont dans un état défectueux. Si vous possédez, de cette période, des exemplaires en excellent état, n'hésitez surtout pas à nous le faire savoir.

Pour tout contact : EDI, 29, rue Descartes, Paris-5<sup>e</sup>. (Tél. : 633.55.20 l'après-midi seulement, fermé le samedi.)

Merci d'avance et fraternellement.

Pour EDI,  
Jean Risacher.



« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

**travailleurs,  
militants,  
jeunes**

Chaque semaine,

## **Informations ouvrières**

tribune libre de la lutte des classes.

---

### **JE M'ABONNE A « INFORMATIONS OUVRIERES »**

<b>NOM, Prénom</b> .....	1 an .....	120 F
	(pli clos) .....	200 F
<b>Adresse</b> .....	6 mois .....	60 F
	(pli clos) .....	100 F
<b>Code postal et ville</b> .....	Etranger (1 an) .....	160 F
	(pli clos) .....	250 F

- Rayer les mentions inutiles
- Joindre le règlement correspondant
- Bulletin à envoyer à « **INFORMATIONS OUVRIERES** »

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS  
C.C.P. 21 831-73 Paris — Tél. : 246.53.12.



L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs

appel aux délégués de numéros

de "LA VERITE" publiés

publiée sous l'occupation (1940 - 1944)  
jeunes

Nous avons reçu de nos camarades de la société d'édition d'EDJ un lot de numéros de "LA VERITE" clandestine publiée pendant l'occupation.

Chaque semaine, nous publions un numéro de "LA VERITE" clandestine pendant l'occupation.

informations ouvrières

thème libre de la lutte des classes

La lutte des classes est le thème central de la lutte des classes. Elle est le thème central de la lutte des classes. Elle est le thème central de la lutte des classes.

Ce thème de la lutte des classes a réuni une collection de numéros de "LA VERITE" clandestine pendant l'occupation.

LE M'ABONNE À "INFORMATIONS OUVRIÈRES"

Je vous envoie par la présente un bulletin

50 fr 75 : n° 1 à 10  
 100 fr : n° 11 à 20  
 150 fr : n° 21 à 30  
 200 fr : n° 31 à 40  
 250 fr : n° 41 à 50  
 300 fr : n° 51 à 60  
 350 fr : n° 61 à 70  
 400 fr : n° 71 à 80  
 450 fr : n° 81 à 90  
 500 fr : n° 91 à 100

- Payer les numéros en espèces
- Joindre le montant des numéros en espèces
- Bulletin à envoyer à "INFORMATIONS OUVRIÈRES"

105 rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS  
C.O.P. 21 001-13 Paris - Tél. 240.33.12



# LA VERITE

Organe du Comité central de l'Organisation Communiste Internationaliste

adhérente du Comité d'organisation  
pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Rédaction et administration :

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

**Abonnements :**

FRANCE : **Pli non clos** : 1 an (5 numéros) : 33 F - 2 ans (10 numéros) :  
60 F - 2 ans soutien : 100 F.

**Pli clos** : ajouter 4 F par numéro pour les frais d'envoi.

**ETRANGER :**

**Pli non clos** : 1 an : 50 F - **Pli clos** : demander à l'administration.

Tous versements : Gérard SERFATI.

Le directeur de la publication : Pierre LAMBERT.  
imprimerie ABEXPRESS - PARIS.





---

Commission paritaire n° 51 695